



# Motions

Publiées le 2 mai 2016 pour discussion électronique

Congrès mondial de la nature  
Honolulu, Hawaï'i, États-Unis d'Amérique  
1–10 septembre 2016

# Motions

Publiées le 2 mai 2016 pour discussion électronique

Congrès mondial de la nature  
Honolulu, Hawai'i, États-Unis d'Amérique  
1–10 septembre 2016



**CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE 2016**  
**1<sup>er</sup> au 10 septembre 2016, Hawaï'i, États-Unis d'Amérique**

## **Mise à jour du processus des motions**

1. Conformément au paragraphe 49 des Règles de procédure du Congrès mondial de la nature, les Membres de l'UICN et le Conseil ont proposé des motions avant le délai du 12 février 2016 fixé par le Conseil de l'UICN.
2. 129 motions ont été soumises par les Membres de l'UICN et six par le Conseil. Le Groupe de travail des motions a examiné toutes les motions proposées conformément au paragraphe 54 des Règles de procédure pour s'assurer qu'elles correspondaient à l'objet des motions défini au paragraphe 48bis et qu'elles remplissaient les obligations décrites au paragraphe 54.
3. Le Groupe de travail des motions a accepté 81 motions, en a fusionné 33 pour en faire 14 motions et a rejeté 21 motions.
4. Ces 95 motions ont été publiées le 1<sup>er</sup> avril 2016 dans leur langue originale et, le 18 avril 2016, dans les trois langues, en ligne, à l'adresse : <https://portals.iucn.org/congress/assembly/motions>.
5. Après réception de 12 appels, le Comité préparatoire du Congrès, agissant en tant qu'organe d'appel, en vertu du paragraphe 62<sup>ter</sup>, a décidé de réinstaurer quatre motions et de réviser une motion qui avait été fusionnée par le Groupe de travail des motions.

Motions soumises dans les délais	135
Motions acceptées (telles que présentées ou avec des modifications mineures)	81
Motions fusionnées	33 fusionnées en 14
Motions rejetées	21
Motions réinstaurées après le processus d'appel	4
<b>Nombre total de motions acceptées et mises en ligne pour discussion</b>	<b>99 motions</b>

6. Le groupe de travail des motions, agissant conformément au paragraphe 45bis c) i), a identifié (marqué d'un astérisque) les six motions suivantes qui méritent un débat au niveau mondial durant le Congrès en raison de leur grande importance pour la conservation et pour l'UICN et ses Membres, et qui continueront d'être discutées puis feront l'objet d'un vote à Hawaïi :
  - 026 – Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités portant préjudice à l'environnement (fondée sur une motion du Conseil)
  - 049 – Promouvoir la conservation de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale
  - 063 – Le capital naturel (motion du Conseil)
  - 064 – Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité (motion du Conseil)
  - 065 – Améliorer les normes en matière d'écotourisme (contient un élément lié à la certification et, de ce fait, une des questions essentielles est de savoir si l'UICN devrait assumer le rôle de mécanisme de certification)

- 066 – Atténuer les effets de l'expansion de la culture du palmier à huile sur la biodiversité
7. Conformément au paragraphe 62*bis*, le Groupe de travail des motions a communiqué toutes les motions pour discussion en ligne avant le Congrès, du 2 mai 2016 au 3 juillet 2016 : <https://portals.iucn.org/congress/assembly/motions>.
  8. Lorsque la discussion en ligne sera terminée, les motions, éventuellement modifiées, seront soumises à un vote électronique des Membres de l'UICN, conformément au paragraphe 62*quinto*, à l'exception des motions classées par le Groupe de travail des motions comme méritant un débat au niveau mondial durant le Congrès [paragraphe 45*bis* c) i)] et de toute motion qui aura fait l'objet d'un tel débat et d'amendements proposés divergents pour laquelle il ne sera pas possible de produire un texte de consensus pour soumission à une décision par vote électronique avant le Congrès [paragraphe 45*bis* c) ii)].
  9. Le vote électronique des motions est prévu pour la période du 1<sup>er</sup> août au 15 août 2016.
  10. Comme le prévoit le paragraphe 62*septimo*, les motions adoptées par scrutin électronique avant le Congrès ont la même validité que les motions adoptées durant les séances de l'Assemblée des Membres. L'Assemblée des Membres « enregistrera » en bloc l'adoption de ces motions à sa première séance (point 1.6 de l'ordre du jour).
  11. Comme expliqué dans le document du Congrès WCC-2016-1.2/1 concernant le projet d'ordre du jour du Congrès, il est proposé que les motions méritant un débat au niveau mondial durant le Congrès et les motions relatives à la gouvernance de l'UICN, y compris les amendements aux Statuts et aux Règles de procédure [paragraphe 45 d)], soient renvoyées aux Comités du Congrès compétents afin qu'ils se réunissent et organisent au moins une séance ouverte à tous les participants de l'Assemblée des Membres (groupes de contact élargis) et présentent à l'Assemblée des Membres un résumé de ces réunions avec la motion, avec ou sans amendement, pour adoption à la 6<sup>e</sup> et à la 7<sup>e</sup> séance. Le Comité des Résolutions du Congrès informera l'Assemblée des Membres sur la procédure et le calendrier de ces réunions lors de la 1<sup>ère</sup> séance, dans le cadre de son premier rapport.
  12. Les motions relatives à la gouvernance de l'UICN, y compris les amendements aux Statuts et aux Règles de procédure, sont présentées dans le document du Congrès WCC-2016-8.2/1.

## Liste des motions acceptées

ID	Titre
001	<a href="#">Identifier et archiver les résolutions et recommandations obsolètes pour renforcer la politique de l'UICN et améliorer l'application des résolutions de l'UICN</a>
002	<a href="#">Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux</a>
003	<a href="#">Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux</a>
004	<a href="#">Conservation du calao à casque (Rhinoplax vigil)</a>
005	<a href="#">Promouvoir les anguillidés comme espèces phares pour la conservation aquatique</a>
006	<a href="#">Conservation du tigre de l'Amour (Panthera tigris altaica) et du léopard de l'Amour (Panthera pardus orientalis) en Asie du Nord-Est</a>
007	<a href="#">Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant</a>
008	<a href="#">Giraffidés : inverser le déclin de la mégafaune emblématique d'Afrique</a>
009	<a href="#">Fin de la chasse aux lions (Panthera leo) et à d'autres prédateurs élevés en captivité et de l'élevage en captivité à des fins commerciales et non de conservation</a>
010	<a href="#">Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages</a>
011	<a href="#">Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins</a>
012	<a href="#">Suivi du risque d'extinction au moyen de l'Indice de la Liste rouge de l'UICN</a>
013	<a href="#">Mesures visant à prévenir l'extinction du marsouin de Californie (Phocoena sinus)</a>
014	<a href="#">Vers une classification UICN normalisée de l'impact des espèces exotiques envahissantes</a>
015	<a href="#">Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif</a>
016	<a href="#">Gestion et réglementation de l'élevage intensif et de la manipulation génétique de grands mammifères à des fins commerciales</a>
017	<a href="#">Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires</a>
018	<a href="#">Suivi et gestion des « pêcheries de biomasse »</a>
019	<a href="#">Mesures de conservation pour les vautours, y compris interdiction de recourir au diclofénac à usage vétérinaire</a>
020	<a href="#">Protection des serranidés et des synnathidés au large des côtes espagnoles</a>
021	<a href="#">Soutenir les Listes rouges et la conservation des espèces menacées au Brésil</a>
022	<a href="#">Reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages</a>
023	<a href="#">Améliorer la conservation et la gestion des requins et des raies menacés</a>
024	<a href="#">Conservation des habitats intertidaux et des oiseaux migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune, dans un contexte mondial</a>
025	<a href="#">Renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs</a>
026	<a href="#">Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités portant préjudice à l'environnement *</a>
027	<a href="#">Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux</a>
028	<a href="#">Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN</a>
029	<a href="#">Reconnaissance et respect appropriés aux aires et territoires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées</a>

030	<a href="#"><u>Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney</u></a>
031	<a href="#"><u>Constituer des réseaux représentatifs d'aires protégées dans l'Antarctique et l'océan Austral</u></a>
032	<a href="#"><u>Création, reconnaissance et réglementation de la carrière de garde-parc</u></a>
033	<a href="#"><u>Garder de la place pour la nature et assurer notre avenir : élaboration d'une stratégie pour l'après 2020</u></a>
034	<a href="#"><u>Reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées</u></a>
035	<a href="#"><u>Respect des normes relatives aux aires protégées dans le Cœur sauvage de l'Europe</u></a>
036	<a href="#"><u>Coopération transfrontalière et aires protégées</u></a>
037	<a href="#"><u>La conservation des aires protégées [à gouvernance] privée[s]</u></a>
038	<a href="#"><u>Harmoniser la gestion intégrée des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se chevauchent</u></a>
039	<a href="#"><u>Créer un groupe de travail UICN/CMAP sur un réseau d'amis des aires protégées</u></a>
040	<a href="#"><u>Intégrer la diversité génétique forestière aux objectifs de conservation des aires protégées</u></a>
041	<a href="#"><u>Coopération entre les aires protégées du Plateau des Guyanes et du Nord-est de l'Amazonie</u></a>
042	<a href="#"><u>Les aires protégées: une solution naturelle</u></a>
043	<a href="#"><u>Soutien à la restauration des forêts et des paysages (RFP) en Afrique</u></a>
044	<a href="#"><u>Identification des zones clés pour la biodiversité aux fins de la préservation de la biodiversité</u></a>
045	<a href="#"><u>Protection des refuges de la biodiversité dans la région biogéographique atlantique</u></a>
046	<a href="#"><u>Assurer l'avenir des tourbières du monde entier</u></a>
047	<a href="#"><u>Protéger, restaurer et utiliser durablement les plans d'eau urbains en Inde</u></a>
048	<a href="#"><u>Protection des forêts primaires, des forêts anciennes et des paysages forestiers intacts</u></a>
049	<a href="#"><u>Promouvoir la conservation de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale *</u></a>
050	<a href="#"><u>Coopération pour la protection des récifs coralliens dans le monde</u></a>
051	<a href="#"><u>Encrassement biologique ou "biofouling" international</u></a>
052	<a href="#"><u>Promouvoir des solutions régionales au problème mondial des déchets marins</u></a>
053	<a href="#"><u>Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité</u></a>
054	<a href="#"><u>Connectivité écologique sur le littoral nord de la mer d'Alboran</u></a>
055	<a href="#"><u>Désignation de l'île d'Astola en tant qu'aire marine protégée</u></a>
056	<a href="#"><u>Protéger les milieux côtiers contre les résidus miniers</u></a>
057	<a href="#"><u>Protéger de l'exploitation minière à grande échelle la plus grande zone de pêche au saumon du monde située dans la baie de Bristol, en Alaska</u></a>
058	<a href="#"><u>Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux</u></a>
059	<a href="#"><u>Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques</u></a>
060	<a href="#"><u>Plan d'action pour assurer la résilience climatique de la région du Pacifique</u></a>
061	<a href="#"><u>Renforcer la prise en compte de l'océan dans le régime climatique</u></a>
062	<a href="#"><u>Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques</u></a>
063	<a href="#"><u>Le capital naturel *</u></a>

064	<a href="#"><u>Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité *</u></a>
065	<a href="#"><u>Améliorer les normes en matière d'écotourisme *</u></a>
066	<a href="#"><u>Atténuer les effets de l'expansion de la culture du palmier à huile sur la biodiversité *</u></a>
067	<a href="#"><u>Programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'intégration de la biodiversité dans le développement</u></a>
068	<a href="#"><u>Éviter l'extinction de la biodiversité dans les karsts des reliefs calcaires</u></a>
069	<a href="#"><u>Les bienfaits de la nature sur la santé, le bien-être et la qualité de vie</u></a>
070	<a href="#"><u>Financements des projets sur la biodiversité dans les outre-mer européens</u></a>
071	<a href="#"><u>Gestion communautaire des ressources naturelles dans l'État d'Hawaï</u></a>
072	<a href="#"><u>Modèle Aloha+ Challenge de développement durable</u></a>
073	<a href="#"><u>Renforcer l'engagement des entreprises pour la biodiversité</u></a>
074	<a href="#"><u>Renforcer l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises</u></a>
075	<a href="#"><u>Obliger les projets de développement à échelle industrielle à suivre les meilleures pratiques</u></a>
076	<a href="#"><u>Gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation</u></a>
077	<a href="#"><u>Définition des solutions basées sur la nature</u></a>
078	<a href="#"><u>Criminalité environnementale</u></a>
079	<a href="#"><u>Création d'un Institut juridique mondial pour l'environnement</u></a>
080	<a href="#"><u>Activer le mécanisme de Whakatane pour contribuer à la conservation tout en garantissant les droits des communautés</u></a>
081	<a href="#"><u>Investissements des institutions financières pour le développement : impacts socio-environnementaux et respect des droits</u></a>
082	<a href="#"><u>Problèmes et avancées du principe de non-régression</u></a>
083	<a href="#"><u>Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale</u></a>
084	<a href="#"><u>Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux</u></a>
085	<a href="#"><u>Cours et tribunaux pour l'environnement</u></a>
086	<a href="#"><u>Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063</u></a>
087	<a href="#"><u>Saisine de la Cour internationale de Justice concernant les intérêts, du point de vue juridique, des générations futures en matière de développement durable</u></a>
088	<a href="#"><u>Système de catégories autochtones</u></a>
089	<a href="#"><u>Droit de l'humanité à un environnement sain</u></a>
090	<a href="#"><u>Élimination progressive des munitions au plomb au profit d'alternatives non toxiques</u></a>
091	<a href="#"><u>Conservation du patrimoine géologique ex situ</u></a>
092	<a href="#"><u>Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires aux fins d'un développement sain des enfants et d'un plus grand lien avec la nature</u></a>
093	<a href="#"><u>Connecter les populations avec la nature partout dans le monde</u></a>
094	<a href="#"><u>Augmenter les ressources pour la recherche sur la conservation de la diversité biologique</u></a>
095	<a href="#"><u>Élaboration d'une politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse</u></a>
096	<a href="#"><u>Approbation de la définition et des lignes directrices relatives à la conservation de la connectivité</u></a>
097	<a href="#"><u>Remplacer le concept de « non développé » pour établir une définition inclusive de « développé par les Autochtones » pour les terres occupées par des Autochtones</u></a>



<b>098</b>	<a href="#"><u>Efficacité énergétique et énergies renouvelables afin de promouvoir la conservation de la nature</u></a>
<b>099</b>	<a href="#"><u>Développement des énergies marines renouvelables et conservation de la biodiversité</u></a>

## **001 - Identifier et archiver les résolutions et recommandations obsolètes pour renforcer la politique de l’UICN et améliorer l’application des résolutions de l’UICN**

NOTANT que l’UICN a été fondée en 1948 et que ses Membres se sont réunis à l’occasion de 19 sessions de l’Assemblée générale et de cinq sessions du Congrès mondial de la nature ;

SOULIGNANT que les résolutions et recommandations adoptées par le Congrès mondial de la nature constituent le corpus fondamental sur lequel s’appuie la politique de l’UICN ;

NOTANT EN OUTRE que les résolutions et recommandations de l’UICN sont cumulatives et qu’à ce jour, 1193 résolutions et recommandations ont été adoptées par les Membres ;

CONSIDÉRANT qu’il est difficile, pour tous les éléments de l’Union de comprendre et communiquer ce vaste ensemble de politiques, d’exercer un suivi sur son application et de l’examiner de manière approfondie lors de la préparation de motions à soumettre au Congrès ;

SE FÉLICITANT du lancement récent de la Plate-forme des résolutions et recommandations de l’UICN qui permet à tous les éléments de l’UICN d’avoir accès aux résolutions et recommandations ainsi qu’à l’information sur leur application ;

SACHANT que les résolutions doivent être cohérentes et se renforcer mutuellement ;

RAPPELANT que lorsque les résolutions ou recommandations ne sont pas cohérentes sur un point, c’est la résolution ou la recommandation la plus récente qui sert de référence pour l’interprétation de la politique de l’UICN sur ce point, comme indiqué dans la Résolution 3.001 *Clause de préséance – Établir la préséance dans la politique générale de l’UICN* (Bangkok, 2004) ; et

RAPPELANT EN OUTRE les résolutions pertinentes pour le processus des motions, notamment les Résolutions 4.001 *Renforcer les liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l’UICN*, 4.002 *Coordination du Programme de l’UICN*, 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l’UICN*, 4.009 *La transparence du Conseil de l’UICN*, 4.010 *Mise en œuvre des résolutions du Congrès*, 4.011 *Mise au point d’un système automatisé permettant d’enregistrer les activités des Membres relatives aux résolutions et recommandations, afin d’améliorer la présentation de rapports lors de chaque Congrès mondial de la nature et dans l’intervalle entre deux Congrès* (Barcelone, 2008) et 5.001 *Renforcer le processus des motions et améliorer l’application des Résolutions de l’UICN* (Jeju, 2012) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d’Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. SE FÉLICITE des travaux réalisés par le Conseil de l’UICN, par l’intermédiaire de son Groupe d’étude sur les résolutions, pour concevoir et lancer la Plate-forme des résolutions et recommandations de l’UICN et pour élaborer une analyse des possibilités d’abroger ou de supprimer des résolutions et recommandations.

2. APPELLE le Conseil de l’UICN à poursuivre ses travaux dans ce domaine et à :

a. établir des critères d’identification des résolutions et recommandations obsolètes, en s’appuyant sur les travaux du Groupe d’étude sur les résolutions ;

b. établir un groupe de travail ou son équivalent chargé d’entreprendre l’examen des résolutions et recommandations de l’UICN dans le but d’appliquer les critères établis ;

c. tirer parti des compétences des Membres et des Commissions dans ce processus de révision ; et

d. créer un recueil des résolutions et recommandations qui n’ont plus besoin d’être appliquées et porter cette information sur la Plate-forme des résolutions et recommandations de l’UICN, selon qu’il convient.

3. PRIE INSTAMMENT le Conseil de l’UICN et la Directrice générale de :

a. renforcer la Plate-forme des résolutions et recommandations de l’UICN de manière à faire rapport sur les mesures prises par les Membres pour appliquer les résolutions et recommandations ;

b. soutenir le processus de révision des résolutions et recommandations et veiller à l’attribution de ressources suffisantes pour la participation du Secrétariat à cette entreprise ; et

c. faire en sorte que les résolutions et recommandations adoptées lors de futurs Congrès mondial de la nature soient régulièrement revues, dans l’esprit des critères établis.

### **Explanatory Memorandum**

To date IUCN Members have convened in 19 sessions of the General Assembly and five sessions of the World Conservation Congress (WCC), and adopted a total of 1,193 Resolutions and Recommendations. These Resolutions and Recommendations are accumulative, implying that many of them do not have an explicitly stated end date and thus have been in force ever since their adoption at the Members Assembly.

The recently launched IUCN Resolutions and Recommendations Platform (<https://portals.iucn.org/library/resrec/search>) seeks to make Resolutions and Recommendations, including information on their implementation, accessible to all components of IUCN. However, even with this new Platform it is a challenge for all components of IUCN to comprehend and convey this large body of IUCN policy. Furthermore, keeping track of implementation and reviewing Resolutions and Recommendations when preparing new motions to be submitted to Congress remains a challenge.

Members have noted that at its 85th meeting, IUCN’s Council recommended action to rescind Resolutions and Recommendations that have been implemented or are obsolete. To assist this process, the Council recommended seven criteria under which a Resolution or Recommendation could be identified as being obsolete. These are:

1. The Resolution/Recommendation has a time component and is therefore out of date.

2. The Resolution/Recommendation has been implemented at the time of the review.

3. The object or subject of the Resolution/Recommendation no longer exists.

4. The Resolution/Recommendation has been superseded by a more recent Resolution/Recommendation and falls within the realm of Resolution 3.001 Precedence clause – Establishing precedence in regard to IUCN general policy, which

"URGES, to the extent practicable, sponsors of all motions submitted for consideration at the World Conservation

Congress to expressly provide for the rescission of previously adopted Resolutions or Recommendations that are inconsistent with the motion forwarded for consideration".

5. Congratulatory Resolutions, motions of thanks, and endorsement of Resolutions adopted within other organizations/conventions should be another category as they require no action.

6. Any Resolutions relating to the organization of events. (Note: it seems that this refers to events that have already taken place.)

7. The Resolution/Recommendation was rendered obsolete by subsequent events.

The Council also noted that all Resolutions and Recommendations are invaluable for establishing IUCN general policy and, even when obsolete, they represent a rich source of historical overview of the evolution of the environmental movement. Therefore, regardless of the status of Resolutions and Recommendations, they will still be available for all components of IUCN in the IUCN Resolutions and Recommendations Platform. All Resolutions and Recommendations will continue to exist but rather than all being in force, those that have been retired will contain a note of their status under the established seven criteria. Furthermore, the Council recommended that the review of the Resolutions and Recommendations will be undertaken by a working group. This Motion is being proposed to support and strengthen the Council's recommendation to encourage the archiving of the numerous IUCN Resolutions and Recommendations that have become obsolete for some reason or other.

#### **Parrains**

- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Development Alternatives ( India )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Sierra Club ( United States of America )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )

## 002 - Groupe mondial de l'UICN pour le développement des Comités nationaux et régionaux

AYANT PRÉSENTÉ À L'ESPRIT la Résolution 4.001 *Renforcer les liens entre les Membres, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN* (Barcelone, 2008) ;

RAPPELANT la Résolution 4.003 *Renforcer les Comités nationaux et régionaux de l'UICN* (Barcelone, 2008) ;

TENANT COMPTE de la Résolution 5.005 *Renforcement des Comités nationaux et régionaux de l'UICN et utilisation des trois langues officielles dans la communication interne et externe de l'UICN et de ses Membres* (Jeju, 2012) ;

SACHANT que les Comités nationaux et régionaux font partie de la Charte « Un seul Programme » de l'UICN et du processus en cours relatif au Cadre d'action pour renforcer l'Union ;

CONSTATANT à la lecture du Rapport d'activités relatif à la Résolution 5.005 disponible sur la Plateforme des Résolutions et Recommandations de l'UICN que peu de progrès ont été réalisés ;

INSISTANT sur le rôle de premier plan que jouent les Comités nationaux et régionaux en tant que lien capital entre le Secrétariat et les parties prenantes de l'UICN et en ce qui concerne leur contribution au recensement concret des activités des Membres, ce qui permet d'éviter tout chevauchement entre les activités de ces derniers et celles du Secrétariat ;

CONSCIENT que, sous réserve d'une coopération accrue, les Membres peuvent avoir une influence considérable dans le domaine de la conservation ;

SACHANT que les Comités nationaux et régionaux ne reçoivent actuellement aucune aide financière de la part du Secrétariat ; et

RECONNAISSANT les contributions positives de groupes de travail régionaux à l'image du Groupe de travail pour le développement des Comités nationaux en Europe, en Asie centrale et en Asie du nord ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. ENCOURAGE VIVEMENT la Directrice générale à offrir l'appui logistique nécessaire, y compris en termes de traduction, en vue de la création d'un Groupe mondial pour le développement des Comités nationaux et régionaux reconnu par le Conseil de l'UICN et en association avec le Groupe sur le développement de l'Union, dans le cadre de l'initiative « Un seul Programme ». Ce groupe tiendra régulièrement des réunions en ligne dans le but de :

- a. renforcer la coopération, la communication et la collaboration ;
- b. échanger des connaissances, des pratiques et des données d'expérience ;
- c. favoriser et soutenir la création de nouveaux Comités nationaux et régionaux ;
- d. encourager et appuyer le développement de Comités nationaux et régionaux en place ;
- e. renforcer cette branche de la famille de l'UICN afin qu'elle puisse davantage contribuer aux travaux des Commissions, du Secrétariat et des Membres de l'UICN ;
- f. améliorer la communication relative aux activités des Membres dans la mise en œuvre du Programme de l'UICN.

2. DEMANDE ÉGALEMENT de prévoir un appui logistique en faveur de l'organisation d'une réunion bisannuelle de deux jours des représentants des Comités nationaux et régionaux qui se tiendrait à tour de rôle dans chacune des régions de l'UICN (dans le cadre de chaque Congrès mondial de la nature et d'une autre manifestation internationale), dans le but de maintenir la dynamique, de permettre un suivi et un compte rendu des progrès réalisés dans le développement de Comités nationaux et régionaux et de favoriser l'échange de données d'expérience.

### **Parrrains**

- Aqaba Special Economic Zone Authority ( Jordan )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Association Vive le Paysan Nouveau ( Benin )
- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Australian Government Department of the Environment ( Australia )
- Biodiversity Committee, Chinese Academy of Sciences ( China )
- British and Irish Association of Zoos and Aquariums ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Canadian Museum of Nature ( Canada )
- Caribbean Natural Resources Institute, Trinidad and Tobago ( Trinidad and Tobago )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Danmarks Naturfredningsforening ( Denmark )
- Environmental Education Center Zapovedniks ( Russian Federation )
- Environmental Foundation of Jamaica ( Jamaica )
- Federazione Italiana Parchi e Riserve Naturali ( Italy )
- Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine ( Haiti )
- Forêts et Développement Rural ( Cameroon )
- Foundation for the Preservation of Wildlife and Cultural Assets ( Armenia )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Fundación Futuro Latinoamericano ( Ecuador )
- Green Hand Organization ( Lebanon )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- Hashemite Fund for Development of Jordan Badia ( Jordan )
- Jordan Environment Society ( Jordan )
- Jordanian Society for Desertification Control and Badia Development ( Jordan )
- Jordanian Society for Organic Farming ( Jordan )
- Miljø- og Fødevarerministeriet ( Denmark )
- Naturhistoriska Riksmuseet ( Sweden )
- Royal Society for the Conservation of Nature ( Jordan )
- The Development Institute ( Ghana )

- The John Muir Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The Jordanian Society for Microbial Biodiversity ( Jordan )
- The Wildlife Trusts ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Türkiye Cumhuriyeti Orman ve Su İşleri Bakanlığı Söğütözü ( Turkey )
- University of Jordan ( Jordan )
- Wildfowl & Wetlands Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologisk Have København ( Denmark )

### 003 - Prévenir l'impact de l'électrocution et des collisions avec les infrastructures électriques sur les oiseaux

ALARMÉ par le nombre grandissant de preuves montrant qu'une épidémie silencieuse d'électrocution et de collisions d'une grande diversité d'oiseaux résulte de la conception et de l'emplacement inappropriés des infrastructures de distribution de l'électricité, accompagnée d'impacts négatifs considérables sur certaines populations aviaires ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les effets seraient être particulièrement graves pour les prédateurs supérieurs et les charognards importants, y compris certaines espèces de rapaces protégées au plan mondial, telles que le faucon sacre (*Falco cherrug*), l'aigle des steppes (*Aquila nipalensis*), le vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*) et le vautour africain (*Gyps africanus*) ;

SACHANT que la mortalité des oiseaux par électrocution et collision est documentée dans toutes les régions du globe et que, selon la 'Synthèse des conflits entre oiseaux migrateurs et lignes électriques dans la région Afrique-Eurasie', adoptée par la Dixième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS COP10), la Cinquième Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA MOP5) et la Première Réunion des signataires du Mémoire d'Entente de la CMS sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (CMS MdE Rapaces MoS1), jusqu'à 10 000 électrocutions et 100 000 collisions peuvent se produire par pays chaque année dans la région d'Afrique-Eurasie ;

SACHANT EN OUTRE les impacts cumulatifs des infrastructures électriques mal gérées ou mal situées peuvent être particulièrement graves pour les espèces d'oiseaux migrateurs ;

CONSIDÉRANT que les risques d'électrocution et de collision vont augmenter avec la multiplication des nouvelles infrastructures dangereuses et mal situées ;

CONSTATANT que les électrocutions et les collisions d'oiseaux peuvent aussi avoir une des répercussions financières et sociales en raison des dommages causés aux structures et des perturbations de l'approvisionnement électrique ;

SALUANT les études scientifiques visant à identifier et à résoudre ce problème qui ont été réalisées dans de nombreux pays, y compris l'Afrique du Sud, les États-Unis d'Amérique, la Hongrie et la Mongolie, ainsi que les initiatives régionales portant sur la même question, telles que le 'Migratory Soaring Birds Project' (Projet pour les oiseaux migrateurs planeurs) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Fonds pour l'environnement mondial (FEM), dirigé par BirdLife International ; et

RECONNAISSANT qu'il existe des orientations pour une planification avisée, des modèles simples et efficaces d'infrastructures sans danger pour les oiseaux, et des méthodes d'atténuation pour les infrastructures existantes, qui permettent de prévenir efficacement les risques d'électrocution et de collisions des oiseaux, tout en contribuant à la stabilité de l'approvisionnement en électricité ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE aux gouvernements et aux compagnies d'électricité de veiller à ce que toutes les nouvelles infrastructures électriques se conforment aux mesures visant à éviter les risques d'électrocution et de collision pour les oiseaux.
2. RECOMMANDE des évaluations environnementales adéquates (Évaluation environnementale stratégique – EES, Etude d'impact sur l'environnement – EIE) pour tout nouveau projet d'infrastructure électrique, afin d'identifier et de réduire le plus possible les risques d'électrocution et de collision pour les oiseaux, grâce à des mesures portant sur l'emplacement, la conception sans danger pour les oiseaux et la construction.
3. DEMANDE EN OUTRE aux institutions financières compétentes d'adopter les politiques nécessaires pour que leurs conditions de financement exigent des compagnies d'électricité qu'elles réduisent au minimum leur impact sur les oiseaux grâce à la planification et à la sélection judicieuse des emplacements, qu'elles procèdent à une évaluation adéquate de leur impact sur l'environnement, qu'elles utilisent des modèles sûrs et qu'elles assurent un suivi efficace.
4. INVITE INSTAMMENT les gouvernements, les compagnies d'électricité, les institutions financières et les autres acteurs concernés à agir de concert, entre eux et avec le Secrétariat et le Groupe de travail pour l'énergie de la CMS, afin d'identifier les infrastructures existantes et prévues présentant un danger pour les oiseaux, et de prendre, de toute urgence, des mesures correctives assorties d'un suivi, y compris la surveillance continue des espèces vulnérables au niveau national, afin d'évaluer l'efficacité de leur action.
5. RECOMMANDE EN OUTRE l'utilisation des orientations multilingues disponibles, adoptées par la CMS COP10, AEWA MOP5 et CMS MdE Rapaces MoS1, ainsi la cartographie de la sensibilité et les orientations y relatives publiées par BirdLife International.
6. FÉLICITE les pays et les organisations, y compris les services d'électricité, qui financent la recherche et mettent en œuvre des mesures correctrices.

#### Explanatory Memorandum

Throughout the world birds are electrocuted or collide with inappropriately designed power infrastructure. The risks will increase unless the proliferation of new unsafe infrastructure is addressed. Electrocution occurs when a bird bridges the gap between two different phased energized components or an energized and an earthed (also called "grounded") component of the pole structure. Electrocution mainly involves larger species that perch or nest on wires or poles. Low to medium voltage lines pose the greatest risk. One impacted species is the globally Endangered Saker Falcon, listed on Appendix I of the Convention on Migratory Species in 2011 in response to evidence of declines in certain populations of this species. This species has been closely monitored owing to its cultural and economic significance. Data from Mongolia indicate that at least 5000 Saker falcons are electrocuted annually in that country. Similarly, data from Hungary shows that the number of Saker falcons electrocuted tends to be significantly under-estimated. The global population of the Saker Falcon is estimated at a median number of 10,900 breeding pairs. (BirdLife 2013). Electrocution is the principle threat recognised in the Saker Falcon Global Action Plan (CMS 2014). Saker GAP Objective 1 is to ensure the impact of electrocution on the Saker Falcon is reduced significantly. This issue affects other species of large bird, particularly in open landscapes where perches are limited. Many affected species, including vultures and eagles, are of conservation concern, currently showing significant declines, and are of

social or environmental significance.

There is urgent need for provision of electricity supply infrastructure in developing countries, such as through the US Agency for International Development's "Power Africa Initiative". Appropriate design creates a win-win situation for birds and for stability of power supplies. Significant efforts have been made in many places to address this issue through the formation of partnerships between conservationists and electricity supply utilities or through the development of MoUs with government agencies. CMS has addressed this issue in recent resolutions, provides comprehensive information and guidance on the means to address it and has established an Energy Task Force to reconcile energy development with migratory species conservation. Effective strategies exist which reduce bird mortality caused by power infrastructure, including avoidance of key areas important for birds and avoidance of key flyways. Simple design modifications can significantly reduce the risk of collision or electrocution. There are also simple effective and relatively inexpensive measure to mitigate existing dangerous infrastructure and such dangerous infrastructure must be identified.

Electrocution of large birds may damage infrastructure and mitigation measures for infrastructure represent additional expense . The Proponent of this Recommendation, with support of the Co-sponsors, intends to alert and inform governments, power suppliers and funders, providing tools to assist them in ensuring that future infrastructure is bird-safe and in mitigating dangerous existing infrastructure.

#### **Parrrains**

- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- BirdLife South Africa ( South Africa )
- BirdLife Zimbabwe ( Zimbabwe )
- Cape Nature ( South Africa )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Environment Africa ( Zimbabwe )
- Environment Agency Abu Dhabi ( United Arab Emirates )
- European Association of Zoos and Aquaria ( The Netherlands )
- Ezemvelo KZN Wildlife ( South Africa )
- Fédération des Associations de Chasse et Conservation de la Faune Sauvage de l'UE ( Belgium )
- Földművelésügyi Minisztérium ( Hungary )
- International Association for Falconry and Conservation of Birds of Prey ( Belgium )
- International Council for Game and Wildlife Conservation ( Hungary )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Namibia Nature Foundation ( Namibia )
- Panstwowa Rada Ochrony Przyrody ( Poland )

#### 004 - Conservation du calao à casque (*Rhinoplax vigil*)

RAPPELANT que le calao à casque (*Rhinoplax vigil*) vit en Asie du Sud-Est et qu'il est inscrit à l'Annexe I de la CITES ;

SACHANT que, récemment, sous l'impulsion de groupes criminels internationaux organisés, l'abattage de cette espèce a connu une escalade abrupte qui constitue une menace claire et réelle pour sa survie dans les États de son aire de répartition ;

SACHANT AUSSI que l'abattage de cette espèce est motivé par la demande pour son casque solide (dit « ivoire de calao ») utilisé dans la manufacture d'ornements (« produits dérivés ») disponibles dans certaines régions d'Asie chez des détaillants classiques et sur le marché en ligne ;

NOTANT que des mesures de conservation nécessaires de toute urgence sont entreprises sous les auspices de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN dans le cadre du partenariat d'action pour les espèces d'Asie (Asia Species Action Partnership - ASAP) et que, s'appuyant sur les meilleures données scientifiques disponibles, BirdLife International, l'autorité mondiale de la Liste rouge pour les oiseaux, a porté l'état de menace pour cette espèce, sur la Liste rouge de l'UICN, de 'Quasi menacé' à 'En danger critique', en novembre 2015 ;

RAPPELANT la Résolution de l'UICN 5.027 *Conservation des espèces en danger d'Asie tropicale* (Jeju, 2012) et les préoccupations exprimées dans cette résolution concernant les populations de grands oiseaux, y compris les calaos ;

NOTANT que l'espèce est en outre menacée par la perte de son habitat ;

RECONNAISSANT que l'espèce a une importance culturelle pour les communautés locales, assure des fonctions écologiques clés, est un symbole chargé de sens pour la conservation des forêts tropicales d'Asie du Sud-Est et que le commerce représente une perte de patrimoine national et de ressources ;

RAPPELANT l'Objectif 12 d'Aichi pour la biodiversité ;

CONSCIENT que les États de l'aire de répartition ont besoin, de toute urgence, de mesures et d'un appui internationaux pour renforcer les efforts déployés au plan national en vue de prévenir l'extinction de l'espèce et de garantir l'amélioration et le maintien de son état de conservation ;

SALUANT les efforts de lutte contre la fraude déployés actuellement par les États concernés ; et

RECONNAISSANT que l'appui à ces efforts devrait reposer sur un engagement collaboratif et le respect mutuel ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres, dans la mesure du possible, de soutenir, dans le cadre de l'ASAP, et/ou de participer à des efforts pour :

a. surveiller le degré de menace ; identifier, entre autres, les routes du commerce, les réseaux, les méthodologies et les participants ; contribuer aux enquêtes, rassembler des preuves et évaluer les tendances émergentes ;

b. soutenir et développer la conservation *in situ* ;

c. renforcer le rôle et la participation des communautés locales, des spécialistes de la conservation et organismes et soutenir une action de lutte contre la fraude ;

d. sensibiliser par des efforts accrus de communication, publicité, éducation, engagement du public et campagnes en faveur de la réduction de la demande ;

e. fournir des avis techniques, renforcer les capacités et faciliter le partage des connaissances et la coopération entre les acteurs ; et

f. faire participer les boutiques et les marchés en ligne à l'élimination de la vente de produits dérivés.

2. CHARGE la Directrice générale d'écrire au Secrétaire général et au Président du Comité permanent de la CITES pour demander la prise de mesures, de toute urgence, afin de lutter contre le commerce international en augmentation de l'ivoire de calao.

3. ENCOURAGE les gouvernements concernés à :

a. durcir les mesures prises pour prévenir le prélèvement illégal ;

b. durcir les mesures prises pour prévenir l'importation, l'exportation, le transit, le transport, l'exposition, la vente et/ou l'acquisition d'ivoire de calao et d'articles dérivés ; et

c. remédier aux lacunes législatives, policières ou de lutte contre la fraude, engager des poursuites contre les participants, à tous les niveaux du réseau commercial, et renforcer la sensibilisation aux lois applicables.

4. PRIE INSTAMMENT les organismes bailleurs de fonds de soutenir les mesures de conservation.

#### Explanatory Memorandum

The Helmeted Hornbill (*Rhinoplax vigil*) is the largest hornbill species in Asia and is reliant on the evergreen and semi-evergreen tropical forests of Southeast Asia. Specifically, it is found in the lowlands and foothills below 1,500 m in Brunei, Indonesia (Sumatra and Kalimantan), Malaysia, South Myanmar and South Thailand, and formerly in Singapore. The Species is found in several Key Biodiversity Areas (KBAs)/Important Bird & Biodiversity Areas (IBAs).

Although listed on Appendix I of the Convention on International Trade in Endangered Species (CITES), there has been a recent sharp escalation in the killing of the species due to the increased global demand for 'hornbill ivory' (the unique solid casque on the apex of its bill). Evidence gathered by the Indonesian Hornbill Foundation suggests that in 2012–2013 as many as 500 Helmeted Hornbills were harvested monthly in Sumatra and that the heads were smuggled to major ports in Indonesia for export. Separate studies by the Environmental Investigation Agency and by TRAFFIC South-East Asia have confirmed the scale of the trade. Criminal gangs targeting the species are pervasive across Sumatra and Borneo with local hunters participating in the killing. This threatens the extirpation of wild populations and there has already been a reduction in sightings. The harvesting of the species could conceivably spread to other parts of its range. These points are explored more fully in the December 2015 edition of World Birdwatch.



This threat resulted in an emergency evaluation and raising of the species' conservation status on the IUCN Red List from Near Threatened to Critically Endangered in November 2015. A Working Group to address the conservation of the species was convened in September 2015 under the auspices of the IUCN Species Survival Commission through the Asia Species Action Partnership (ASAP). The Working Group aims to draw international attention to the crisis, promote all possible solutions, generate consumer awareness of both the illegality and the impact of the trade, support the enforcement efforts of relevant states and NGOs, create guardians amongst local citizenry and promote *in-situ* conservation.

Addressing this threat is also critical given other factors potentially impacting population numbers and recovery. These include long breeding cycles (160 days) in the wild, low population density within habitats, the species' selective habitat, breeding and dietary requirements, and the lack of success in *ex-situ* conservation. The loss and degradation of old-growth forest as a consequence of commercial forestry activities has also resulted in habitat loss.

This motion is designed to highlight the crisis and threats faced by Helmeted Hornbills. It further aims to generate support for the conservation actions of relevant states, the Working Group and ASAP. Finally it seeks the endorsement, support and participation of the IUCN membership in addressing species conservation and the implementation of the motion.

#### **Parraains**

- Asia-Pacific Centre for Environmental Law ( Singapore )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Haribon Foundation for the Conservation of Natural Resources ( Philippines )
- Malaysian Nature Society ( Malaysia )
- Nature Society (Singapore) ( Singapore )
- Naturschutzbund Deutschland ( Germany )
- Vogelbescherming Nederland ( The Netherlands )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )

## 005 - Promouvoir les anguillidés comme espèces phares pour la conservation aquatique

PRÉOCCUPÉ d'une part, par le déclin du recrutement, des populations et de l'échappement des espèces d'anguillidés de la zone septentrionale tempérée, d'une ampleur telle depuis 40 ans que ces espèces ont atteint des niveaux dangereusement faibles, et d'autre part, par le manque de connaissances sur toutes les espèces d'anguillidés, en particulier celles qui vivent dans les tropiques ;

RECONNAISSANT la nature panmictique du cycle de vie complexe et catadrome de ces espèces, qui peut comporter de vastes migrations à travers des juridictions multiples, dans les milieux aussi bien marins que d'eau douce, et une exposition aux menaces anthropiques associées à ces écosystèmes ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que des menaces telles que les changements climatiques, les obstacles à la migration, la pollution, le développement et l'exploitation non durables, et le commerce illégal pèsent sur les espèces d'anguillidés au niveau mondial, et que des menaces similaires ont des répercussions importantes sur des milliers d'autres espèces aquatiques qui résident dans les écosystèmes marins et d'eau douce ;

CONSCIENT que la conservation orientée vers les anguillidés apportera d'énormes avantages aux écosystèmes aquatiques à une échelle appropriée, y compris d'autres espèces de faune et de flore aquatiques dont bon nombre sont encore plus mal connues que les anguillidés, et potentiellement menacées ;

RECONNAISSANT que la promotion des anguillidés en tant qu'espèces phares pour la conservation aquatique et la conservation de la connectivité, et l'élimination des menaces qui pèsent sur elles, permettraient de progresser vers la mise en œuvre des Objectifs 1, 4, 5, 6, 8, 12, 14 et 19 d'Aichi, des objectifs de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau, ainsi que des Résolutions 4.062 de l'UICN *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* (Barcelone, 2008) et 5.056 *Améliorer la conservation assurant la connectivité par des réseaux internationaux de meilleures pratiques de gestion* (Jeju, 2012) ; et

SALUANT les efforts déployés par les membres de l'UICN pour s'attaquer aux menaces pesant sur le milieu aquatique, en particulier les habitats d'eau douce qui, malgré les systèmes écosystémiques essentiels qu'ils fournissent, sont insuffisamment étudiés et font l'objet de mesures de conservation insuffisantes et sous-financées ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE INSTAMMENT les États des aires de répartition de ces espèces et les signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB), de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), de la Convention sur les espèces migratrices (CMS) et de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau (UNWC) de reconnaître et de promouvoir les anguillidés en tant qu'espèces phares pour la conservation aquatique, dans l'intérêt de ce taxon, des milieux aquatiques et des espèces de faune et de flore qui y vivent.

2. INVITE les États des aires de répartition de ces espèces et les signataires de la CDB, de la CMS et de l'UNWC à soutenir activement et à faciliter de manière coordonnée les activités de collecte de fonds, de plaidoyer et de recherche menées par les scientifiques, les gestionnaires et les décideurs engagés dans la conservation des anguillidés, du niveau local au niveau mondial, dans l'intérêt des espèces et des écosystèmes connexes critiques, allant de la haute mer aux sources d'eaux intérieures.

3. ENGAGE à favoriser un climat susceptible de renforcer les efforts déployés au sein de la Commission UICN de la sauvegarde des espèces (CSE) et de son vaste réseau de collaborateurs, et à faciliter encore davantage la réalisation des objectifs de la Stratégie de la CSE pour 2017-2020, en identifiant et en exploitant toutes les possibilités d'agir pour le bien des anguillidés.

### Explanatory Memorandum

There is growing international concern for the population abundance and escapement trends of the primarily catadromous eels of the family Anguillidae, and incomplete knowledge of their remarkable life-histories hampers stock assessment, management and conservation. Anguillids breed in the ocean and feed and grow in continental coastal and freshwater bodies, and as such they link both marine and inland waters and can act as valuable indicators and integrators of the well-being of aquatic ecosystems. These species experience a suite of pressures that include habitat loss/modification, migration barriers, pollution, parasitism, exploitation, and fluctuating oceanic conditions that likely have synergistic and regionally variable impacts, even within species. Of the 13 species assessed using the IUCN Red List Categories and Criteria, four were listed as 'Threatened' (Vulnerable, Endangered – EN or Critically Endangered – CR); four were Near Threatened (NT), three were Data Deficient (DD) and two were deemed Least Concern (Jacoby, D.M.P. et al. (2015) Synergistic patterns of threat and the challenges facing global anguillid eel conservation. *Global Ecology and Conservation*. 4: 321-333). The northern temperate species of the Japanese (EN), American (EN) and European (CR) eel have shown marked declines in recruitment, population and escapement over the past 30-40 years, with the latter being listed on Appendix II of both CITES and CMS. Equally concerning is our poor understanding of the tropical species – primarily listed as NT or DD – some of which, in addition to existing threats, are beginning to be exploited, legally and illegally, in increasing numbers due to the decline in temperate species (Crook, V. (2014). *Slipping away: International Anguilla eel trade and the role of the Philippines*. TRAFFIC and ZSL, UK; Shiraishi, H. and Crook, V. (2015). *Eel market dynamics: an analysis of Anguilla production, trade and consumption in East Asia*. TRAFFIC. Tokyo, JAPAN).

The CBD states that freshwater is the most important natural resource on the planet but these ecosystems are losing biodiversity faster than any other biome (<https://www.cbd.int/waters/problem/default.shtml>). Further, there is often significantly less political and conservation focus on freshwater due to limited resources and funding (Pittcock, J. et al (2015) 'Managing freshwater, river, wetland and estuarine protected areas', in G. Worboys, M. Lockwood, A. Kothari, S. Feary and I. Pulsford (eds) *Protected Area Governance and Management*, pp. 569-608, ANU Press, Canberra). Sustainable Development Goal 15, target 15.1 (<https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>) states "By 2020, ensure the conservation, restoration and sustainable use of terrestrial and inland freshwater ecosystems and their services, in particular forests, wetlands, mountains and drylands, in line with obligations under international agreements", and as such it is essential to conserve freshwater ecosystems as part of the overall goal of halting global biodiversity loss. Anguillid eels spend a significant portion of their life, often decades, in freshwater and are able to act as an excellent flagship species for this ecosystem and this motion provides an indicator species to help monitor progress to this target and goal. Further, due to their catadromous life history they are a global champion for the need for healthy aquatic systems more broadly, and critically, the importance of good connectivity for thousands of other species.

### Parrrains

- Center for Biodiversity and Conservation, American Museum of Natural History - New York ( United States of America )
- Conservation International ( United States of America )
- Nature Conservation Society of Japan ( Japan )
- The Nature Conservancy ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## **006 - Conservation du tigre de l'Amour (*Panthera tigris altaica*) et du léopard de l'Amour (*Panthera pardus orientalis*) en Asie du Nord-Est**

CONSCIENT que le tigre de l'Amour (*Panthera tigris altaica*) et le léopard de l'Amour (*Panthera pardus orientalis*) sont des espèces clés, emblématiques des efforts de conservation déployés en Asie du Nord-Est ;

NOTANT que le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour restent menacés de disparition, le tigre de l'Amour ne comptant plus que deux populations d'environ 500 individus et le léopard de l'Amour une seule population de moins de 100 individus ;

NOTANT PAR AILLEURS que le paysage de forêts tempérées qui caractérise encore une partie de l'aire de répartition historique de ces deux espèces, notamment en Extrême-Orient russe, en Chine du Nord-Est, sur la péninsule coréenne, voire sur une partie de la Mongolie, représente l'avenir pour le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour compte tenu de l'énorme habitat potentiel qu'il constitue et des perspectives qu'il offre pour la restauration des populations en Asie du Nord-Est ;

RECONNAISSANT que le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour peut présenter des avantages considérables pour les communautés locales et en termes de développement économique national ;

CONSCIENT que la réintégration des tigres et des léopards dans les écosystèmes a des effets positifs sur de nombreuses autres espèces et sur la biodiversité ;

CONSCIENT ÉGALEMENT des graves menaces qui pèsent actuellement sur le tigre de l'Amour et le léopard de l'Amour, notamment du fait de leurs populations restreintes et isolées, de la diminution du nombre de proies, de la dégradation de l'habitat et de l'incidence des activités anthropiques ;

SACHANT que le nombre d'individus des deux espèces présents dans la région transfrontalière sino-russe – qui abrite l'intégralité de la population de léopards de l'Amour et l'unique population de tigres de l'Amour susceptibles d'être rétablies en Chine – est en augmentation et que des individus se répandent dans des régions avoisinantes, constituant ainsi des populations sources et l'occasion unique de rétablir les populations de tigres et de léopards dans leurs aires de répartition historiques d'Asie du Nord-Est ;

SALUANT le fait que des projets de protection des forêts naturelles mis en œuvre en Chine et des projets de conservation à long terme déployés depuis plusieurs décennies en Russie, conjugués à d'autres activités de conservation, se sont traduits ces dernières années par une augmentation des populations de léopards de l'Amour et de tigres de l'Amour en Chine et en Russie ;

NOTANT qu'il est important de collaborer aux niveaux bilatéral et multilatéral pour préserver les populations sources de léopards de l'Amour et de tigres de l'Amour dans les régions transfrontalières et favoriser le rétablissement de ces deux espèces dans les États de leurs aires de répartition ; et

RECONNAISSANT que l'UICN joue un rôle majeur depuis de nombreuses années en offrant de solides orientations scientifiques et techniques ainsi qu'en élaborant et en favorisant l'adoption de procédures visant à faciliter le dialogue sur la conservation du tigre et du léopard ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN et à la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN d'apporter un soutien politique en vue de l'élaboration d'une nouvelle initiative sur le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour et de la porter à l'attention des États de l'aire de répartition et des bailleurs de fonds internationaux.
2. PRIE INSTAMMENT tous les Membres de l'UICN, partout dans le monde, de soutenir cette initiative.
3. PRIE INSTAMMENT toutes les parties prenantes de promouvoir et de lancer cette initiative en Asie du Nord-Est en vue de favoriser le rétablissement des populations de tigres de l'Amour et de léopards de l'Amour et de la biodiversité en général.
4. PRIE INSTAMMENT les États de l'aire de répartition de la région qui ne l'auraient pas encore fait d'élaborer des plans d'action nationaux sur les tigres de l'Amour et les léopards de l'Amour et sur les espèces dont ils se nourrissent dans le cadre d'une stratégie de conservation à long terme et d'investir dans la mise en œuvre de ces plans d'action nationaux.

### **Parrains**

- Beijing Forestry Society ( China )
- Biodiversity Committee, Chinese Academy of Sciences ( China )
- Chengdu Bird Watching Society ( China )
- China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation ( China )
- China Green Carbon Foundation ( China )
- Xiamen Green Cross Association ( China )

## 007 - Fermer le marché intérieur de l'ivoire d'éléphant

ALARMÉ de constater que l'abattage illégal des éléphants et le commerce illicite de leur ivoire demeurent un problème majeur dans une grande partie de l'Afrique, menaçant la survie de nombreuses populations d'éléphants de savane et de forêt, et compromettant l'intégrité écologique des écosystèmes de savane et de forêt ;

VIVEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que l'abattage illégal des éléphants et le commerce illicite de leur ivoire menacent la sécurité nationale, minent les efforts de développement économique durable dans les États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique, y compris dans les communautés locales qui tirent profit de la présence de populations saines d'éléphants sauvages, et représentent un risque majeur pour la vie des agents chargés de la protection des éléphants et des autres espèces sauvages ;

SACHANT que tout approvisionnement en ivoire, y compris sur les marchés intérieurs légaux, crée des possibilités de blanchir de l'ivoire illégal sous couvert de légalité ;

SE FÉLICITANT des engagements conjoints annoncés en septembre 2015 par le président des États-Unis Barack Obama et par le président chinois Xi Jinping de combattre le trafic d'espèces sauvages, y compris en s'engageant à « promulguer des interdictions presque complètes sur les importations et les exportations d'ivoire...et en prenant des mesures significatives opportunes pour mettre fin au commerce d'ivoire sur leur marché intérieur » ;

PRENANT ACTE de la Déclaration de Cotonou signée en 2015 par les 25 États de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique qui, entre autres, sont convenus de « soutenir toute proposition et action au niveau international ou national visant à interdire le commerce d'ivoire national dans le monde entier » ;

PRENANT ACTE ÉGALEMENT de l'Initiative pour la protection de l'éléphant, en tant qu'initiative menée par des pays africains (avec 11 pays membres à ce jour), qui demande, entre autres, d'interdire le commerce national de l'ivoire et de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique ;

SACHANT que de nombreux États de l'aire de répartition et États de consommation ont annoncé qu'ils avaient pris ou envisageaient de prendre des mesures législatives et réglementaires pour fermer leurs marchés intérieurs légaux de l'ivoire ;

RECONNAISSANT le rôle de longue date joué par l'UICN dans la fourniture d'analyses techniques et scientifiques fiables, et dans l'appui aux processus destinés à conserver les éléphants et les avantages qu'ils procurent à l'environnement et à la société ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE le Directeur général de promouvoir la présente résolution, et les Commissions, en particulier la Commission de la sauvegarde des espèces et la Commission mondiale du droit environnement, de fournir tout l'appui technique et politique nécessaire aux gouvernements cherchant à mettre fin au commerce de l'ivoire sur leur marché intérieur. 2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements des pays où il existe un marché intérieur légal de l'ivoire ou toute autre forme de commerce national de l'ivoire, de faire tous les efforts nécessaires sur le plan législatif et réglementaire pour interdire le commerce de l'ivoire d'éléphant, brut ou travaillé, sur leur marché intérieur. 3. ENGAGE tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à offrir des compétences techniques et des fonds aux États et autres entités engagés dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages pour les aider à mettre en œuvre la présente résolution.

### **Explanatory Memorandum**

It was not possible to include in the following preambular text in the draft Motion, due to word/character limits of the IUCN website. The co-sponsors also wish to share the following, and request that IUCN Members include these paragraphs in their consideration of this important motion:

RECOGNISING that the illegal killing of elephants in the majority of African elephant range states and ivory trafficking is facilitated by international criminal networks and syndicates, fuels and is fuelled by corruption, undermines the rule of law and security, and in some cases provides funding to those involved with insurgent groups and terrorist activities;

WELCOMING the significant actions to date by elephant range states, transit states, consumer states, other governments, intergovernmental organizations, and non-governmental organisations to stop the poaching of elephants, stop the trafficking in ivory, and end the demand for ivory;

NOTING that many elephant range States have called upon transit and consumer States to assist their efforts to protect their elephant populations, by closing their legal domestic ivory markets;

FURTHER WELCOMING the adoption by the United Nations General Assembly on 30 July 2015 of its first-ever resolution on wildlife trafficking (UNGA A/69/L.80 *Tackling illicit trafficking in wildlife*) and the adoption of the Sustainable Development Goals on 25 September 2015 by the UN Sustainable Development Summit, which specifically address illegal wildlife trade through target 15.7 of Goal 15, which states: "Take urgent action to end poaching and trafficking of protected species of flora and fauna and address both demand and supply of illegal wildlife products";

APPRECIATING the high-level African Elephant Summit convened by IUCN in Gaborone, Botswana, 2-4 December 2013, and adoption of the 14 Urgent Measures "to halt and reverse the trend in illegal killing of elephants and the illegal trade in ivory";

TAKING NOTE of the African Union Brazzaville Declaration of the April 27-30, 2015 International Conference on Illegal Exploitation and Illicit Trade in Wild Fauna and Flora in Africa.

### **Parraïns**

- African Wildlife Foundation - Kenya HQ ( Kenya )
- Agence Nationale des Parcs Nationaux ( Gabon )
- Association of Zoos and Aquariums ( United States of America )
- Cleveland Metroparks Zoo ( United States of America )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- European Association of Zoos and Aquaria ( The Netherlands )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )

- US Department of State, Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Association of Zoos and Aquariums ( Switzerland )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## 008 - Giraffidés : inverser le déclin de la mégafaune emblématique d'Afrique

NOTANT que la famille des giraffidés ne compte que deux espèces vivantes, limitées au continent africain : la girafe (*Giraffa camelopardalis*) qui comprend, actuellement, neuf sous-espèces de savane dont la répartition est fragmentée dans 21 pays et l'okapi (*Okapia johnstoni*), limité aux forêts pluviales du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) ;

SOULIGNANT que malgré leur statut emblématique, l'affection que le public leur porte, leur importance culturelle et économique et leur rôle dans le fonctionnement des écosystèmes africains, la girafe et l'okapi sont relativement peu étudiés, reçoivent peu d'attention et que le financement consacré à leur conservation est limité ;

ALARMÉ de constater que des études et enquêtes récentes ont mis en évidence une régression marquée de l'aire de répartition, des déclin et une fragmentation croissante des populations en raison de la perte et de la dégradation de l'habitat (face à l'expansion agricole, à l'exploitation du bois et au ramassage du bois de feu, au développement de l'infrastructure et aux activités extractives), de l'empiètement et des établissements humains, du braconnage, de la guerre et des troubles civils ;

NOTANT que la girafe et l'okapi étaient précédemment classés dans les catégories 'Préoccupation mineure' et 'Quasi menacé' mais qu'ils ont récemment été évalués et classés respectivement 'Vulnérable' et 'En danger' dans la Liste rouge de l'UICN, compte tenu d'un déclin des populations de 35 à 50% depuis trois décennies, et que certaines sous-espèces de girafes sont maintenant 'En danger critique' ;

RAPPELANT l'Objectif 12 d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique qui stipule : « L'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu » ;

PRENANT NOTE de la Résolution 5.022 *Soutien aux initiatives régionales de conservation de la diversité des mammifères en Afrique de l'Ouest et centrale* et la Recommandation 5.157 *Protection de la Réserve de faune à okapis et des communautés de la Forêt d'Ituri en République démocratique du Congo* (Jeju, 2012) ;

APPLAUDISSANT à la publication de la Stratégie de conservation de l'okapi 2015-2025 (*Okapi Conservation Strategy 2015-2025*) préparée par l'UICN et l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ; et

PRÉOCCUPÉ à l'idée que, faute d'appliquer cette stratégie de toute urgence, ainsi que des mesures de conservation semblables pour la girafe et des mesures plus larges pour traiter les menaces globales, les effectifs généraux des deux espèces continueront de diminuer et certaines sous-espèces de girafes pourraient disparaître à jamais ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE l'UICN, les bailleurs de fonds et les partenaires à sensibiliser, aux niveaux mondial et local, aux déclin des giraffidés et aux besoins de conservation et de ressources financières pour des mesures d'importance clés (p. ex., en exerçant des pression sur les États de l'aire de répartition et en faisant participer les communautés locales).
2. APPELLE les Membres de l'UICN, les bailleurs de fonds et les partenaires :
  - a. à soutenir l'application, sur le terrain, de la Stratégie de conservation de l'okapi 2015-2025 ; et
  - b. à lancer des appels de fonds et des efforts de renforcement des capacités accrus pour la gestion et le suivi de l'état des aires protégées de l'aire de répartition des giraffidés, notamment en appliquant des lois reposant sur le renseignement, via des outils tels que SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool), ainsi que pour des activités spécifiques de conservation des giraffidés, y compris l'élaboration de méthodes améliorées d'étude et de suivi.
3. APPELLE tous les États membres de l'UICN, les États de l'aire de répartition des giraffidés, les Nations Unies et la communauté internationale à aider à restaurer l'intégrité et la sécurité des aires protégées menacées, en particulier les biens du patrimoine mondial, dans l'aire de répartition des girafes (notamment le Parc national de la Garamba en RDC, les Parcs nationaux de Boubia Njida, de la Bénoué et de Waza et la Réserve du Faro au Cameroun, et les Parcs nationaux de Shambe, Boma et Badingilo au Soudan du Sud) et de l'okapi (notamment les Parcs nationaux des Virunga et de Maiko et la Réserve de faune à okapis).
4. PRIE INSTAMMENT tous les États parties à la Convention du patrimoine mondial de tenir leurs engagements envers la Convention et de garantir que les biens du patrimoine mondial soient intégralement préservés et ne subissent aucun impact des industries extractives et autres activités industrielles dommageables.

### Explanatory Memorandum

This work will be supported by the IUCN SSC Giraffe and Okapi Specialist Group (GOSG), which is hosted by the Giraffe Conservation Foundation (GCF) and the Zoological Society of London (ZSL), and its members and partner organisations. Further information on the GOSG and giraffe and okapi can be found at [www.giraffidsg.org](http://www.giraffidsg.org), including the okapi conservation strategy and status review for 2015–2025, which contains a list of priority objectives and activities for the conservation of this species.

Please note: ICCN, the Institut Congolais pour la Conservation de la Nature and representing the only country home to both giraffe and okapi, is in strong support of this motion and has agreed to cosponsor but was unavailable to select from the drop-down list.

### Parrains

- African Wildlife Foundation - Kenya HQ ( Kenya )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- European Association of Zoos and Aquaria ( The Netherlands )
- Koninklijke Maatschappij voor Dierkunde van Antwerpen ( Belgium )
- NamibRand Nature Reserve ( Namibia )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Association of Zoos and Aquariums ( Switzerland )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologische Gesellschaft Frankfurt von 1858 - Hilfe für die bedrohte Tierwelt ( Germany )
- Zoologisk Have København ( Denmark )

## **009 - Fin de la chasse aux lions (*Panthera leo*) et à d'autres prédateurs élevés en captivité et de l'élevage en captivité à des fins commerciales et non de conservation**

NOTANT que le gouvernement sud-africain a interdit la capture de lions sauvages à des fins d'élevage ou de maintien en captivité ;

PRÉOCCUPÉ de constater que l'élevage constant de lions aux seules fins de la chasse par des secteurs de l'industrie de la chasse en Afrique du Sud, sous couvert d'exploitation durable, s'est intensifié ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ par l'absence de mesures de la part du gouvernement sud-africain visant à mettre un terme à la pratique de la « chasse close » ;

CONSCIENT du fait que la chasse au lion est pratiquée dans des enclos ou en faisant appel à des animaux captifs ;

AYANT À L'ESPRIT qu'en Afrique du Sud comme ailleurs dans le monde, les associations de chasse professionnelle s'opposent à la pratique dite de la « chasse close » en vertu de laquelle l'animal est physiquement incapable de s'échapper d'un enclos et/ou a été élevé en captivité et est mentalement peu disposé à s'échapper en raison d'un apprivoisement provoqué par un élevage à la main, des caresses prodiguées aux petits ou un contact étroit avec des êtres humains à l'intérieur d'installations de maintien en captivité ;

CONSTATANT que, dans leur grande majorité, les chasseurs jugent que la « chasse close » est une pratique honteuse et répugnante du point de vue éthique ;

CONSIDÉRANT que la plupart des établissements d'élevage de lions en captivité d'Afrique ne sont pas conformes ou ne respectent pas les normes de l'Association panafricaine des zoos et aquariums (PAAZA) ou de l'Association mondiale de zoos et aquariums (WAZA) ;

CONVENANT de la valeur des espèces sauvages et des spécimens issus de l'élevage en ranch, lesquels constituent une ressource qui peut être exploitée de manière durable, légale et éthique et jouent un rôle extrêmement important en ce qui concerne la conservation de la biodiversité, le tourisme et le produit intérieur brut de pays touristiques ;

SACHANT que la chasse durable, légale et éthique est une activité humaine source de revenus et de moyens de subsistance dans des zones où d'autres pratiques agricoles sont moins viables ;

SACHANT ÉGALEMENT que la fragmentation de l'habitat, la raréfaction des habitats appropriés, les conflits hommes-carnivores, le piégeage et l'empoisonnement figurent parmi les menaces qui pèsent sur les lions sauvages ; et

CONSTATANT qu'aucun programme de planification de la conservation des lions d'Afrique ne considère l'élevage en captivité comme une mesure de conservation ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN d'encourager plus particulièrement le gouvernement de l'Afrique du Sud mais aussi d'autres gouvernements d'Afrique australe à appuyer cette initiative en élaborant et en promulguant une législation d'ici à 2020 et en prévoyant des délais raisonnables pour :

- a. mettre fin à la pratique consistant à élever des lions en captivité aux fins de la « chasse close » dans le cadre d'une démarche structurée assortie d'un calendrier précis ;
- b. limiter l'élevage en captivité de lions à des zoos ou des établissements agréés ayant pour mission clairement définie de mener à bien un projet de conservation officiel et déclaré ;
- c. élaborer des règles et des normes sur la gestion des lions issus de l'élevage en captivité en Afrique du Sud traitant des questions du bien-être, de la biodiversité et de l'exploitation des animaux et tenant compte de la réglementation relative aux espèces menacées ou protégées (ToPS), de la législation en vigueur et des lignes directrices de l'UICN régissant cette activité ; et
- d. interdire par voie légale la chasse au lion issu de l'élevage en captivité en toutes circonstances.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN :

- a. de prendre les mesures nécessaires pour fournir les orientations, la direction et la pression requise au niveau international pour amener le gouvernement de l'Afrique du Sud à adopter cette Résolution ; et
- b. d'encourager d'autres États membres d'Afrique australe à adopter eux aussi cette initiative et de les soutenir en ce sens.

### **Explanatory Memorandum**

Over 200 lion farms exist in South Africa, of which about 5 per cent are registered with the South African Predator Breeders Association. Conditions of breeding and captivity are known to vary considerably but few, if any, comply with standards set by the Pan African Association of Zoos and Aquaria (PAAZA) or the World Association of Zoos and Aquaria (WAZA). Since the capture of wild lions for keeping or breeding in captivity has been prohibited for several years, a genetic paucity exists in the captive population, which is humanised and disinclined to escape when 'released' to be shot in enclosed areas. Professional hunting associations are on record as distancing themselves from a practice described as unethical. The motion seeks to establish a time-bound process to terminate breeding of lions in captivity for non-conservation, commercial purposes; and congruently to terminate the hunting of such captive-bred lions.

### **Parrrains**

- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Game Rangers Association of Africa ( South Africa )
- National Association of Conservancies of South Africa ( South Africa )
- ResourceAfrica South Africa ( South Africa )
- Southern African Wildlife College ( South Africa )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- Wildlands Conservation Trust ( South Africa )



## 010 - Lutter contre l'empoisonnement illégal des espèces sauvages

RAPPELANT les résolutions en vigueur qui font référence à l'utilisation de pesticides, notamment les résolutions de l'Assemblée générale 8.12 *Résolution sur la limitation de l'épandage de produits chimiques toxiques dans les Parcs nationaux* (Nairobi, 1963), 10.27 *Pesticides* (New Delhi, 1969), 16.5 *Le commerce international des pesticides et autres biocides* (Madrid, 1984) et les Résolutions du Congrès mondial de la nature 3.079 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud et du Sud-Est* (Bangkok, 2004) et surtout 5.137 *Appui à une étude scientifique approfondie de l'impact des pesticides systémiques sur la biodiversité mondiale par le groupe de travail conjoint de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) et de la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN* (Jeju, 2012) ;

CONSIDÉRANT qu'indépendamment de ces résolutions, il importe que les Membres de l'UICN publient aujourd'hui une déclaration plus vigoureuse portant tout particulièrement sur l'empoisonnement intentionnel des espèces sauvages en Afrique, l'empoisonnement des oiseaux migrateurs et l'utilisation d'appâts empoisonnés sur le territoire de l'Union européenne ;

CONSCIENT de l'importance des médicaments pour la médecine et la médecine vétérinaire et acceptant le rôle essentiel que jouent les substances chimiques pour le maintien de la santé dans le monde, y compris l'utilisation responsable des pesticides pour soutenir la sécurité et la production alimentaire durable ;

SACHANT que l'usage abusif de ces substances chimiques décime les espèces sauvages et contamine l'environnement et les ressources en eau, ce qui a des incidences négatives sur les moyens d'existence et l'économie ;

NOTANT qu'au niveau international, l'industrie chimique est soumise à des contrôles législatifs et à des conventions internationales qui réglementent l'utilisation, les mouvements transfrontières, l'élimination et autres actions ;

NOTANT toutefois que malgré ces conventions internationales et les contrôles législatifs nationaux sur l'industrie chimique, les pesticides sont encore utilisés de manière abusive et généralisée en Afrique pour tuer et prélever des animaux sauvages à des fins alimentaires et pour éliminer des prédateurs et autres animaux impliqués dans les conflits entre l'homme et les animaux ;

ALARMÉ par le fait que les produits chimiques utilisés pour empoisonner les animaux sauvages sont largement disponibles dans plusieurs pays d'Afrique et qu'en raison d'une application laxiste des lois et de faibles contrôles, les cadres législatifs actuels n'empêchent pas l'escalade des incidents ;

CONSCIENT que des espèces sont délibérément empoisonnées pour faciliter le braconnage, mais aussi en représailles contre les incidents entre l'homme et les animaux et comme moyen de tuer des animaux pour la consommation humaine ;

RECONNAISSANT qu'une augmentation spectaculaire de l'incidence et de l'échelle de l'utilisation de poisons entraîne des déclin catastrophiques de populations animales (p. ex., vautours, éléphants, lions, lycaons) dans toute l'Afrique, ce qui risque de précipiter une crise de la biodiversité et pourrait avoir des conséquences sur la santé humaine ;

PRÉOCCUPÉ de constater qu'en dépit de la mortalité grave et évidente d'animaux sauvages, le suivi systématique des incidents d'empoisonnement à travers toute l'Afrique est extrêmement limité ;

NOTANT que si l'empoisonnement cible souvent des espèces particulières (beaucoup d'entre elles étant classées Menacées sur la Liste rouge de l'UICN), il y a fréquemment des conséquences non intentionnelles qui touchent toutes les espèces se nourrissant des carcasses empoisonnées ;

RECONNAISSANT que les recommandations doivent être plus ciblées et plus précises et doivent garantir un contrôle et une application des lois adéquats en ce qui concerne la production, la vente et l'utilisation de pesticides mettant en danger les espèces sauvages et l'environnement en Afrique ;

SOULIGNANT la nécessité d'instaurer une collaboration entre INTERPOL, le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Global Legislators Organization for a Balanced Environment (GLOBE) International, l'International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE), entre autres, pour combattre cette forme de criminalité contre l'environnement ;

RECONNAISSANT que la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN a publié, en 2014, une déclaration intitulée *La menace représentée par l'utilisation non-réglémentée de poisons pour la biodiversité, les écosystèmes et la santé des hommes en Afrique*, pour mieux faire connaître cette question d'importance critique et chercher des stratégies efficaces permettant d'attaquer le problème de l'empoisonnement à la racine ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que de nombreuses espèces touchées jouent un rôle vital dans le maintien de la santé des écosystèmes et que leur élimination ou l'appauvrissement de leurs populations aura un effet écologique et économique négatif important ;

PRENANT NOTE de l'Étude des effets écologiques de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs de 2014 (UNEP/CMS/COP11/Inf.34, en anglais seulement) préparée par le Groupe de travail sur la prévention de l'empoisonnement de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), qui a déterminé que les types suivants d'empoisonnement avaient les effets les plus destructeurs sur les oiseaux migrateurs : insecticides et rodenticides agricoles ; appâts empoisonnés ; produits pharmaceutiques vétérinaires ; et plombs utilisés pour la chasse et la pêche ;

RAPPELANT la résolution PNUE/CMS 11.15 *Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* adoptée par la Conférence des Parties à la CMS à sa 11<sup>e</sup> Session (Quito, 4-9 novembre 2014) qui adoptait les « Lignes directrices sur la prévention de l'empoisonnement » et appelait à reconduire le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement pour faciliter les efforts, les actions et les procédures concertés de prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs au plan mondial ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que les catégories d'empoisonnement ayant les pires effets sur les oiseaux migrateurs entraînent aussi une mortalité importante chez de très nombreux autres taxons ;

SE FÉLICITANT des initiatives prises pour mettre en œuvre les lignes directrices de la CMS par l'intermédiaire d'orientations et de plans d'action régionalisés, y compris par BirdLife International dans la mer Rouge-vallée du Rift, par l'Union européenne (UE) et par la CMS et l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) en Afrique australe ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que dans l'UE, l'empoisonnement illégal des espèces sauvages dans la campagne, à l'aide d'appâts empoisonnés, est parmi les méthodes d'éradication des prédateurs les plus largement utilisées et constitue une menace importante pour la biodiversité, entraînant des déclin de population et/ou des éliminations aux plans national/régional de certaines espèces d'oiseaux extrêmement menacées et de certaines espèces de mammifères ;

RAPPELANT que la résolution PNUE/CMS 11.15 mentionnée ci-dessus recommande l'adoption de plans d'action pour éradiquer l'utilisation des appâts empoisonnés ;

RAPPELANT AUSSI la Résolution 4.021 de l'UICN *Élimination de l'emploi illicite d'appâts empoisonnés comme méthode de lutte contre les prédateurs dans l'Union européenne* (Barcelone, 2008), qui prie instamment l'Union européenne et ses États membres de promouvoir des plans d'action nationaux pour empêcher l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés ;

NOTANT, cependant, que depuis 2008, très peu d'États membres de l'Union européenne ont adopté des plans d'action pour empêcher l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés comme méthode de contrôle des prédateurs ;

NOTANT EN OUTRE que certains États membres de l'UE, notamment l'Espagne, ont approuvé des plans d'action et des stratégies qui, s'ils sont adoptés et dûment élaborés à l'échelle de l'Union européenne, pourraient permettre de lutter efficacement contre l'utilisation illégale des poisons ;

RECONNAISSANT la proposition de Plan d'action de l'UE adoptée en 2015 par le European Network against Environmental Crime (ENEC) composé de membres européens partenaires de BirdLife, d'autres ONG de conservation de l'UE et de réseaux européens participant à la lutte contre la criminalité liée à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'adoption d'un tel plan d'action pour prévenir l'empoisonnement illégal des espèces sauvages dans l'UE renforcerait les actions prises par les États membres pour lutter contre ce risque grave menaçant les espèces ;

CONSCIENT que l'empoisonnement est souvent le symptôme de conflits sous-jacents de différents types et que pour empêcher l'empoisonnement, il faut trouver des solutions durables à ces conflits sous-jacents en déployant une panoplie d'outils transposables à différents taxons et à différents pays ;

SACHANT que sans compter l'utilisation illégale des poisons, l'utilisation légale des poisons peut, par inadvertance, avoir des effets négatifs sur les espèces sauvages ;

RECONNAISSANT que les poisons peuvent être un outil de gestion précieux pour la conservation, par exemple, pour l'élimination d'espèces exotiques envahissantes ; et

NOTANT la richesse de l'expertise et de l'expérience incarnées par les Commissions et les Membres de l'UICN en ce qui concerne les effets de l'empoisonnement sur la faune et les moyens de prévenir ces effets ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

Concernant la question globale de l'empoisonnement des espèces sauvages :

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres d'entreprendre une analyse globale de la situation concernant l'impact des poisons sur les animaux sauvages, d'identifier les mesures de conservation prioritaires du point de vue des espèces menacées, des types d'empoisonnement et des zones géographiques, et de rassembler des preuves d'interventions réussies pour empêcher l'empoisonnement.

Concernant l'empoisonnement intentionnel d'espèces sauvages en Afrique :

2. CHARGE la Directrice générale et les Commissions :

a. d'inclure des activités sur l'empoisonnement intentionnel, illégal, en Afrique, dans le Programme de l'UICN 2017-2020 ; et

b. d'établir des liens de collaboration solides avec INTERPOL, l'ICWC, le PNUE, l'UNICRI, l'ONUDC, GLOBE International, l'INECE, entre autres, pour lutter contre cette forme de criminalité liée à l'environnement.

3. DEMANDE aux Commissions de l'UICN :

a. de sensibiliser au problème de l'empoisonnement intentionnel, illégal, des espèces sauvages en Afrique, aux plus hauts niveaux politiques, à travers les secteurs compétents ;

b. d'attirer l'attention mondiale sur la portée et la gravité de cette question ; et

c. d'évaluer et de combler les lacunes dans les connaissances en ce qui concerne les paragraphes 2a et 2b ci-dessus.

4. APPELLE tous les Membres africains de l'UICN à reconnaître l'empoisonnement illégal ciblé comme une menace majeure pesant sur la biodiversité et à prendre des mesures, de toute urgence, pour :

a. multiplier les initiatives pédagogiques communautaires afin d'élaborer et de diffuser de bonnes pratiques en matière de contrôle des animaux à problème et pour leur application ;

b. élaborer, adopter et mettre en œuvre des cadres juridiques et une législation appropriés, y compris des réglementations, des politiques et des normes pour contrôler, interdire ou limiter la vente, le stockage, la distribution, l'utilisation et l'élimination des produits chimiques toxiques utilisés pour tuer les animaux sauvages sans discrimination ;

c. introduire des poursuites vigoureuses contre ceux qui contreviennent à cette législation et appliquer à ceux qui sont déclarés coupables d'empoisonnement d'animaux sauvages des sanctions reflétant la nature grave de ce crime et agissant comme mesures de dissuasion suffisantes pour empêcher la perpétration de tels actes à l'avenir ;

d. faire en sorte que les organismes chargés de l'application des lois soient compétents et dûment financés ;

e. former et soutenir le personnel chargé de la conservation pour qu'il agisse rapidement afin d'atténuer les dommages causés par l'empoisonnement ;

f. renforcer les capacités analytiques et multiplier les efforts d'échantillonnage, de mise à l'essai, de suivi et d'établissement de rapports des institutions compétentes dans toute la région ; et

g. collaborer avec les entités et les personnes chargées de la santé agricole pour surveiller les menaces de toxicité présentées par les produits chimiques et chercher des solutions coordonnées aux questions sous-jacentes qui contribuent aux conflits entre l'homme et les animaux à l'origine des cas d'empoisonnement.

Concernant l'empoisonnement intentionnel des oiseaux migrateurs :

5. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de promouvoir la mise en œuvre des Lignes directrices de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement, y compris en soutenant le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement ou en contribuant à ses travaux, comme il convient, et d'améliorer les synergies avec les travaux de prévention de l'empoisonnement d'autres taxons que les oiseaux migrateurs.

6. ENCOURAGE les gouvernements à appliquer les Lignes directrices de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement et, selon qu'il convient, à soutenir le Groupe de travail de la CMS sur la prévention de l'empoisonnement ou à contribuer à ses travaux.

Concernant l'utilisation intentionnelle d'appâts empoisonnés dans l'Union européenne :

7. ENCOURAGE les Membres de l'UICN et les Commissions, les organisations internationales et l'UE et ses États membres à recourir à tous les moyens disponibles pour éliminer l'utilisation illégale d'appâts empoisonnés dans la campagne.

8. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de soutenir la mise en œuvre de la résolution PNUE/CMS 11.15 en adoptant un Plan d'action sur la prévention de l'empoisonnement illégal des animaux sauvages dans l'UE tenant compte des recommandations et propositions faites par les organisations qui participent à la lutte contre l'utilisation d'appâts empoisonnés.

#### **Explanatory Memorandum**

##### **Explanatory Memorandum 1**

<http://www.cms.int/raptors/en/document/cms-resolution-1115-preventing-poisoning-migratory-birds>

<http://www.cms.int/en/document/guidelines-prevent-risk-poisoning-migratory-birds-unepcmscop11doc2312annex2>

[http://www.cms.int/sites/default/files/document/COP11\\_Inf\\_34\\_Review\\_effects\\_of\\_Poisoning\\_on\\_Migratory\\_Birds\\_Only.pdf](http://www.cms.int/sites/default/files/document/COP11_Inf_34_Review_effects_of_Poisoning_on_Migratory_Birds_Only.pdf)

Guidance on the Red-Sea Rift Valley <http://www.migratorysoaringbirds.undp.birdlife.org/en/sectors/agriculture>

##### **Explanatory Memorandum 2**

The use of pesticides and poisons for poaching of mammals is increasing, because it is silent, equipment requirements are minimal and poisons are easily obtained. Conservationists across the SADC region confirm an upsurge of wildlife poisoning by commercial poachers and elephant poisoning with cyanide in Zimbabwe is an example. Vultures of all species, many of them IUCN Red Listed, are being decimated because poachers are poisoning carcasses to kill vultures to prevent them indicating their presence and allow more time to escape. The rationale for this motion is to enhance collaborative enforcement capacity.

A hindrance and obstacle to ratification is that an insufficient number of African States have signed this Convention, and this obstructs and obfuscates the primary initial intention. We are calling on IUCN to encourage and support African State members to become signatories and ratify this Convention; and to provide the support required to enact it.

##### **Explanatory Memorandum 3**

The document *Combating the unregulated use of poisons and toxins to kill wildlife in southern Africa* (Niskanen, 2015) succinctly describes the scope and potential impact of targeted illegal poisoning on wildlife and people in Africa as follows:

The use of poisons to kill wildlife has a long-established place in African history. However, the rapid acceleration in this use, coupled with the move to synthetic pesticides, has been shown to have a devastating effect on populations of many species.

Poisoning is often targeted at particular species, especially those that provide high-value by-products, but the consequences are frequently unintentional and affect any species scavenging on poisoned carcasses. This may have potentially catastrophic human health impacts. There is evidence that a number of different species and ecosystems are being systematically targeted.

Many of the species negatively affected by poisoning are keystone species that play vital roles in maintaining ecosystem health. Their removal, or depletion of their populations, will have alarming cascading negative ecological effects as well as adverse impacts on human health.

Several of the species targeted by poisoning (e.g. elephants) are of immense value to the tourism industries, and hence to the economies of several African countries. Secondary impacts of poisoning cascade through many other species, many of which also have high tourism value and play important roles in the natural food webs.

Chemicals of major concern include the systemic carbamate pesticides Carbofuran and Aldicarb, which are commonly used to poison wildlife. Carbofuran has been banned in Canada, the United States and the European Union because of its acute toxicity to both humans and vertebrates. In addition, various toxic organophosphates and organochlorines, as well as cyanide, strychnine and arsenic, are widely available in several African countries and are often subject to insufficient controls. Exposure to these toxic substances, either through direct handling or indirectly through the food chain and contamination of water supplies, also poses major risks to human health.

The general lack of awareness, at all levels from senior decision-makers to the general population, of the ecological and human health risks associated with the use of poisons and toxics, combined with lack of information about the scale of the problem and the weak controls in place pose a huge challenge to the region's wildlife and people.

Two recent publications that supports the above with regard to the alarming decline in vulture populations in Africa are:

1. Ogada et al, 2015. Another Continental Vulture Crisis: Africa's Vultures Collapsing toward Extinction. *Conservation Letters*, xxx 2015, 0(0), 1–9.

#### Explanatory Memorandum 4

Use of poison baits in the countryside is one of the most widely used predator eradication methods worldwide (Márquez, *et al.* 2012) and is a significant threat to biodiversity in the European Union. Poison is used to kill wildlife considered to be harmful to certain activities, in particular game management for hunting, livestock farming and other agricultural practices (Graham, *et al.* 2005; Sotherton, *et al.* 2009). Illegal use of poison is considered one of the most important issues regarding illegal killing of birds due to the serious conservation impacts (Margarida, *et al.* 2008; BirdLife, 2011) and is confirmed to be among the most important direct threats in Europe to the Spanish imperial eagle (*Aquila adalberti*), eastern imperial eagle (*Aquila heliaca*), red kite (*Milvus milvus*), and Egyptian vulture (*Neophron percnopterus*). Poison baits have been identified, for example, as the primary limiting factor in the expansion of the reintroduced population of red kites in northern Scotland (Smart *et al.* 2010) and of the UK golden eagle (*Aquila chrysaetos*) population (Whitfield *et al.* 2008). In addition, poison baits impose serious impacts on carnivore mammals (Virgós & Travaini 2005), causing population decline and/or regional/national extinction of some species of bears, lynxes, wolves, mustelids or wild cats (Council of Europe 1993; Breitenmosser 1998; Lozano & Malo 2012; Ripple *et al.* 2014). Indiscriminate use of poison baits also presents a risk to other wildlife, working animals (shepherd and hunting dogs), pets and human health, with potentially lethal consequences.

Very large numbers of birds are killed annually as a result of deliberate misuse or otherwise illegal use of poisons (Brochet *et al.* 2015; Bodega Zugasti, D 2014; Birdcrime, RSPB). This unnecessary mortality can severely affect the conservation status of vulnerable species, including species protected under national, EU and wider international law. A transboundary approach at EU level is needed to address this problem in the case of migratory species.

Many of the Species Action Plans (around 50 bird species) developed by BirdLife International and funded by the EU, recognise poisoning as a threat and recommend anti-poisoning actions in most of the plans for raptors (e.g. both imperial eagles, all vultures, red kites).

Moreover, the Action Plan proposed in this motion is also designed to encourage compliance with IUCN Resolution 4.021 *Elimination of the illegal use of poisoned bait as a method for controlling predators in the EU*, adopted by the World Conservation Congress held in Barcelona, Spain, in 2008. The Resolution urges the EU and its Member States to carry out a programme that promotes national action plans and facilitates their development using all available means to enforce existing controls over any use of poison baits in order to reduce negative impacts on native species.

#### Parrrains

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- BirdLife Botswana ( Botswana )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- BirdLife South Africa ( South Africa )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Conservation International ( United States of America )
- EcoHealth Alliance ( United States of America )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune ( France )
- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Game Rangers Association of Africa ( South Africa )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- NamibRand Nature Reserve ( Namibia )
- National Association of Conservancies of South Africa ( South Africa )
- ResourceAfrica South Africa ( South Africa )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Audubon de Panama ( Panama )
- Southern African Wildlife College ( South Africa )
- Van Tienhoven Stichting voor Internationale Natuurbescherming ( The Netherlands )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )

## 011 - Renforcer la protection de toutes les espèces de pangolins

RECONNAISSANT les pangolins comme des espèces distinctes sur le plan de l'évolution et importantes sur le plan écologique ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que les huit espèces de pangolins de la famille des Manidae ont été évaluées et classées sur la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN comme étant En danger critique d'extinction, En danger et Vulnérables, en raison des effets conjugués de la surexploitation, du commerce illégal et de la dégradation de l'habitat ;

PRÉOCCUPÉ A L'IDÉE DE CONSTATER que les mesures de protection des pangolins prises à l'échelle mondiale et nationale, et l'attention que leur porte le monde de la conservation se sont révélées insuffisantes à ce jour et n'ont pas permis de prévenir le déclin des populations de pangolins ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les populations de pangolins sont vulnérables à la surexploitation en raison de leur faible taux de reproduction et de la facilité de leur capture ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que depuis quelques années, le commerce illégal de spécimens, parties et produits de pangolins a considérablement augmenté pour répondre à la demande internationale, y compris l'émergence d'un commerce intercontinental entre l'Afrique et l'Asie ;

RECONNAISSANT ENFIN les efforts déployés par le Groupe de spécialistes des pangolins de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN en faveur des huit espèces de pangolins ;

RAPPELANT que la Neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES COP9), tenue en 1994 à Fort Lauderdale, États-Unis, a décidé d'inscrire toutes les espèces de pangolins à l'Annexe II de la CITES, et que la COP11 de la CITES, tenue en 2000 à Gigiri, Kenya, a décidé de modifier cette inscription en ajoutant un quota annuel d'exportation zéro pour quatre espèces de pangolins d'Asie ; et

PRÉOCCUPÉ que, malgré une inscription à l'Annexe II et un quota annuel d'exportation zéro pour les espèces de pangolins d'Asie, il est prouvé que les huit espèces de pangolins subissent un déclin en raison du commerce international, qui est pour l'essentiel illégal ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. SOULIGNE les conclusions de la Première session des États de l'aire de répartition des pangolins (Viet Nam, juin 2015) selon lesquelles les huit espèces de pangolins, famille des Manidae (*Manis pentadactyla*, *M. javanica*, *M. crassicaudata*, *M. culionensis*, *Phataginus tetradactyla*, *P. tricuspsis*, *Smutsia gigantea*, *S. temminckii*), remplissent les critères d'inscription à l'Annexe I de la CITES<sup>(1)</sup>.

2. ENGAGE tous les membres de l'UICN à appuyer le transfert des huit espèces de pangolins de l'Annexe II à l'Annexe I de CITES à la 17<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties à la CITES (COP17), qui se tiendra en septembre 2016 à Johannesburg, Afrique du Sud, contribuant ainsi à la conservation et à la durabilité des populations sauvages grâce au contrôle du commerce international de spécimens, parties et produits de pangolins <sup>(1)</sup>.

3. PRIE INSTAMMENT tous les membres de l'UICN, les États de l'aire de répartition des pangolins et les autres parties prenantes à soutenir les efforts déployés pour lutter contre toutes les menaces pesant sur les pangolins, grâce à la protection, la lutte contre la fraude, la recherche en matière de conservation, la sensibilisation, l'éducation et toute autre mesure visant à limiter les menaces et à mener à bien la conservation des pangolins, y compris par le biais du Plan d'action pour la conservation élaboré par le Groupe de spécialistes des pangolins UICN/CSE.

### Explanatory Memorandum

(1) Il est en conséquence affirmé que l'appui du Congrès à l'inscription de ces espèces à l'Annexe I de la CITES ne porte en aucun cas préjudice à l'indépendance, ni ne détermine les conclusions, des Analyses UICN/TRAFFIC des propositions d'amendements aux annexes CITES.

### Parrrains

- Asociación Rescate y Conservación de Vida Silvestre ( Guatemala )
- Deutscher Naturschutzring ( Germany )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Environmental Law Institute ( United States of America )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Freeland Foundation ( Thailand )
- National Geographic Society ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Nature Society (Singapore) ( Singapore )
- Rainforest Alliance ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )
- Singapore Zoological Gardens ( Singapore )
- US Department of State, Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs ( United States of America )
- Wildlife Alliance ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - Hong Kong ( Hong Kong, China )
- World Wide Fund for Nature - International ( Switzerland )
- World Wildlife Fund - US ( United States of America )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## 012 - Suivi du risque d'extinction au moyen de l'Indice de la Liste rouge de l'UICN

SE FÉLICITANT de l'adoption du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et des Objectifs d'Aichi, ainsi que de celle des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ;

CONSCIENT que, pour être significatif, tout objectif doit s'accompagner d'indicateurs permettant de suivre les progrès réalisés et d'amener les gouvernements à rendre compte de leurs actions ;

SALUANT les efforts déployés par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le cadre des Perspectives mondiales en matière d'environnement (GEO) et par la CDB dans le cadre des Perspectives mondiales en matière de biodiversité (GBO) pour mener des évaluations environnementales aux niveaux thématique, régional et mondial ;

NOTANT que depuis 50 ans, la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN fournit des informations sur l'état et les tendances des espèces de la planète en s'appuyant sur les Catégories et critères de la Liste rouge de l'UICN ;

RECONNAISSANT que le Partenariat pour la Liste rouge a dirigé l'élaboration de l'Indice de la Liste rouge (ILR) de l'UICN, lequel est désormais très fréquemment utilisé pour suivre l'évolution du risque d'extinction des espèces, en se fondant uniquement sur de véritables modifications de leur état ;

NOTANT PAR AILLEURS que l'ILR tient désormais lieu d'indicateur principal pour mesurer les progrès dans la réalisation de l'Objectif d'Aichi 12 et de la Cible 15.5 des ODD et qu'il est possible de l'utiliser selon différents thèmes pour rendre compte des avancées dans la réalisation d'autres Objectifs d'Aichi et Cibles des ODD ;

CONSCIENT des efforts considérables entrepris par plusieurs pays en appui à la Résolution 5.018 de l'UICN *Encourager le développement et la publication de listes rouges nationales et régionales* (Jeju, 2012) afin de mener des évaluations au niveau national et de produire des ILR nationaux ;

PRÉOCCUPÉ de constater que près de la moitié de toutes les Parties à la CDB ne disposent pas encore de Liste rouge nationale et que peu d'entre elles ont recours à des indicateurs fondés sur des faits pour évaluer les progrès dans la réalisation de l'Objectif 12 ; et

SALUANT les mesures prises pour décomposer l'ILR mondial de façon à pouvoir l'utiliser aux niveaux national et régional, ce qui permet aux pays de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif d'Aichi 12 et de la Cible 15.5 des ODD même en l'absence d'évaluations nationales ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE au Partenariat pour la Liste rouge, à la CSE et à la Directrice générale de l'UICN de veiller à ce que la Liste rouge de l'UICN comprenne des évaluations répétées de groupes taxonomiques afin d'établir des ILR et à ce que ces derniers soient accessibles en ligne de façon à faciliter leur intégration, entre autres, dans :

a. les Stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), les Plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées (PoWPA) et les Rapports nationaux de la CDB ; et

b. les évaluations environnementales régionales, thématiques et mondiales, notamment celles menées par l'IPBES, GEO et GBO.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN, notamment les organismes gouvernementaux, qui rendent compte des progrès accomplis au niveau national dans la réalisation des ODD, des Objectifs d'Aichi, etc. de faire figurer dans les rapports nationaux et les SPANB des données tirées de la Liste rouge de l'UICN et des ILR nationaux établies à partir d'une décomposition de ces données mondiales.

3. EXHORTE ÉGALEMENT les Membres de l'UICN, en particulier les organismes gouvernementaux, qui participent à l'IPBES, GEO, GBO et à d'autres mécanismes d'évaluation environnementale d'intégrer des données tirées de la Liste rouge de l'UICN et notamment d'une ventilation taxonomique, géographique et thématique de l'ILR, dans leurs évaluations respectives.

4. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN, notamment les organismes gouvernementaux, et les donateurs d'investir dans la Liste rouge de l'UICN et de soutenir le Partenariat pour la Liste rouge afin de préserver et d'améliorer les données servant à établir l'ILR.

5. ENCOURAGE le Partenariat pour la Liste rouge et la CSE de l'UICN à poursuivre l'élaboration d'une méthodologie relative à l'ILR, notamment en affinant les méthodes permettant une ventilation thématique et géographique des données, un calcul de l'incertitude et une projection de tendances en fonction de différents scénarios stratégiques.

### Parrains

- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Conservation International ( United States of America )
- Durrell Wildlife Conservation Trust ( Jersey, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- NatureServe ( United States of America )
- Unione Zoologica Italiana onlus ( Italy )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

### 013 - Mesures visant à prévenir l'extinction du marsouin de Californie (*Phocoena sinus*)

NOTANT que le marsouin de Californie, une espèce endémique du Mexique, est classé « En danger critique d'extinction » sur la Liste rouge de l'UICN ;

RAPPELANT la Résolution 19.61 *Prises incidentes d'espèces non visées* (Buenos Aires, 1994) dans laquelle l'Assemblée générale de l'UICN exprimait sa préoccupation quant au fait que les taux de prises incidentes constituaient une menace pour la survie du marsouin de Californie ;

RAPPELANT la Résolution 4.025 *Éviter l'extinction du marsouin de Californie* (*Phocoena sinus*) (Barcelone, 2008) exhortant à la création d'une zone d'exclusion des filets maillants couvrant au Mexique la totalité du refuge du marsouin de Californie, à l'adoption de méthodes de pêche sans danger pour l'espèce et à la mise en place de dispositifs de suivi et de surveillance adaptés ;

PRÉOCCUPÉ de constater que le rapport de la 5<sup>e</sup> réunion du Comité international pour le rétablissement de la population de marsouins de Californie (CIRVA) (2014) a estimé que cette espèce était menacée d'extinction imminente, avec une abondance estimée à 97 individus, et recommandé au Mexique d'interdire la pêche au filet maillant dans toute l'aire de répartition du marsouin de Californie et d'utiliser tous les instruments disponibles pour mettre un terme à la pêche et au commerce illégaux de l'acoupa de MacDonald (*Totoaba macdonaldi*) ;

REMERCIANT le Président du Mexique pour avoir élargi la zone de protection du marsouin de Californie, prononcé une interdiction de pêche au filet maillant sur deux ans, renforcé les mesures d'inspection et de surveillance et dédommagé les communautés vivant de la pêche ;

ALARMÉ de constater qu'à sa 6<sup>e</sup> réunion (2015), le CIRVA a estimé que de 2011 à 2014, l'espèce avait connu un déclin annuel de 31% et recommandé au Mexique de rendre définitive l'interdiction de la pêche au filet maillant ;

CONSCIENT de l'inquiétude de la Commission baleinière internationale (CBI) et du fait qu'à sa 66<sup>e</sup> réunion, le Comité scientifique de la CBI a approuvé les recommandations du CIRVA ;

NOTANT que selon les résultats préliminaires de l'expédition Vaquita 2015 publiés fin 2015, il faudra au minimum 40 ans pour rétablir la population des marsouins de Californie à son niveau de 2008 ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la demande en acoupa de MacDonald et le commerce illégal dont cette espèce fait l'objet encouragent des activités de pêche qui entraînent la mort accidentelle de marsouins de Californie ;

CONSCIENT de l'incidence de l'interdiction des filets maillants sur les communautés vivant de la pêche ;

NOTANT que la Norme officielle du Mexique (NOM-002-SAG/PESC-2013) prévoit un délai de trois ans pour supprimer les filets maillants servant à la pêche à la crevette et opérer une transition vers une pêche au chalut ne portant pas préjudice aux marsouins de Californie ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la pêche illégale se poursuit ; et

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ de constater que très peu de recherches sont réalisées sur la pêche inoffensive pour les marsouins de Californie ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces de fournir, dans la mesure du possible, un appui scientifique et technique au Mexique afin d'éviter l'extinction du marsouin de Californie.

2. PRIE INSTAMMENT le gouvernement du Mexique de :

a. rendre définitive l'interdiction de la pêche au filet maillant dans l'ensemble de l'aire de répartition du marsouin de Californie ;

b. accélérer la mise en œuvre de la Norme officielle du Mexique NOM-002-SAG/PESC-2013 et l'utilisation de petits chaluts à crevettes en remplacement des filets maillants dans toute la zone de pêche à la crevette du haut golfe de Californie ;

c. accroître le financement, et encourager la recherche, en faveur de nouvelles technologies et techniques de pêche visant à faciliter et à accélérer la mise en œuvre de solutions alternatives à l'utilisation de filets maillants et instaurer un comité d'examen international chargé d'évaluer la conception et la mise en œuvre de ce programme ; et

d. revoir les programmes de dédommagement en vigueur de façon à garantir une indemnisation complète aux pêcheurs et aux communautés qui adoptent des solutions de substitution sans danger pour les marsouins de Californie.

3. INVITE tous les organismes, États, bailleurs de fonds, fabricants de matériel et importateurs de produits de la mer à soutenir le gouvernement du Mexique, à apporter un appui technique et financier en vue de supprimer les filets maillants et à favoriser l'adoption de nouvelles solutions économiques et méthodes de pêche sans danger pour les marsouins de Californie.

4. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements et les organisations internationales compétentes, notamment la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et INTERPOL, d'aider tout pays dans lequel des produits de l'acoupa de MacDonald seraient commercialisés ou en transit, y compris le Mexique, les États-Unis d'Amérique et la Chine, à lutter contre le commerce international illégal de vessies natatoires de cette espèce.

#### Parraïns

- Asociación Rescate y Conservación de Vida Silvestre ( Guatemala )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Deutscher Naturschutzring ( Germany )
- Faunam A.C./PG7 ( Mexico )
- Freeland Foundation ( Thailand )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- The Cousteau Society ( France )

- Wildlife Alliance ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )



## 014 - Vers une classification UICN normalisée de l'impact des espèces exotiques envahissantes

CONSIDÉRANT que les espèces exotiques envahissantes sont reconnues comme l'un des principaux facteurs directs de perte de biodiversité dans le monde entier, et que leur impact économique est estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars par année ;

RAPPELANT que l'Objectif 9 d'Aichi, énoncé dans le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2010 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et la cible 15.8 des Objectifs de développement durable (ODD) demandent de classer par ordre de priorité les espèces devant faire l'objet de mesures de prévention, de contrôle et d'éradication ;

Soulignant qu'il n'existe pas de processus mondial, normalisé et systématique de hiérarchisation et de suivi pour les espèces exotiques envahissantes ;

RECONNAISSANT les efforts menés par le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes (GSEE) de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN pour mettre au point des outils de connaissance mondiaux et faisant autorité sur les espèces exotiques envahissantes, à savoir, la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes de l'UICN et le Registre mondial des espèces introduites et envahissantes ;

SATISFAIT qu'un cadre mondial et normalisé et des lignes directrices pour la mise en œuvre de la Classification des impacts environnementaux des espèces exotiques (*Environmental Impact Classification for Alien Taxa*, EICAT) aient été mis au point et publiés récemment dans la littérature scientifique, avec la contribution notable du GSEE/CSE, suivant une approche similaire aux catégories et critères de l'UICN pour la Liste rouge des espèces menacées ;

NOTANT qu'à l'issue d'une phase d'essais et de consultation à grande échelle avec les principales parties intéressées visant à tenir dûment compte de leurs besoins respectifs, le cadre garantissant l'application rigoureuse de l'EICAT est désormais en place, tout comme les protocoles techniques d'évaluation, d'examen et d'assurance de la qualité du classement établi ; et

RECONNAISSANT que les résultats de la classification des espèces dans le cadre de l'EICAT peuvent être utilisés pour les évaluations des risques et les dispositions légales, et que les changements de classification intervenus au fil du temps peuvent servir d'indicateur des tendances de l'impact des espèces exotiques envahissantes au niveau régional, national ou mondial ;

### Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la CSE et à la Directrice générale de mener, du sein de l'Union, une procédure de consultation avec l'ensemble des parties intéressées afin de continuer à développer l'EICAT, et d'intégrer les résultats obtenus dans la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes et la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, fournissant ainsi un cadre essentiel à la réalisation de l'Objectif 9 d'Aichi (et des objectifs connexes), ainsi que de la cible 15.8 des ODD.

2. DEMANDE EN OUTRE au Conseil, une fois que la procédure de consultation susmentionnée aura été menée à bien, d'adopter le cadre de l'UICN pour la classification des impacts environnementaux des espèces exotiques (EICAT) en tant que norme de l'Union pour le classement des espèces exotiques en fonction de leurs effets sur l'environnement.

3. INVITE tous les Membres, ainsi que les institutions nationales, régionale et mondiales, à œuvrer de concert avec la CSE afin :

a. d'assurer la mise en œuvre de la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes de l'UICN et l'application de l'EICAT, sachant que ces informations sont essentielles pour prévenir et atténuer les effets des espèces exotiques envahissantes ; et

b. d'encourager l'adoption formelle de l'EICAT et de promouvoir son utilisation comme outil d'aide à la décision.

4. ENGAGE la communauté scientifique à appliquer l'EICAT, en coordination avec la CSE, et à fournir des informations détaillées pour compléter la Base de données mondiale sur les espèces envahissantes de l'UICN.

### Explanatory Memorandum

The methodology has been developed through a rigorous scientific analysis, and published in a scientific paper in 2014 (Blackburn *et al.*). After the publication, the IUCN SSC Invasive Species Specialist Group has carried out a very comprehensive consultation phase, presenting the approach to the Steering Committee of IUCN SSC, to the Secretariat of the Convention of Biological Diversity, WTO, IPPC, European Commission and other key stakeholders. The methodology has also been discussed with the IUCN Global Species Programme and with the IUCN Red List Unit, to ensure that the proposed approach is consistent with other IUCN standards.

The Motion is consistent with WCC Resolution 5.021 *Implementing the provisions on invasive alien species of the Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020* (Jeju, 2012). The Convention on Biological Diversity, through Decision XII/17 *Invasive Alien Species: review of work and considerations for future work* has invited "...the IUCN SSC ISSG and other technical partners to continue and complete the work on pathway analysis, and to continue to develop a system for classifying alien species based on the nature and magnitude of their impacts".

After the consultation, a detailed description of the methodology, including all applicative aspects, has been published in an open access article (Hawkins *et al.* 2015).

IUCN/SSC ISSG will coordinate the implementation phase of the actions required by the motion, maintaining constant contact with the IUCN Secretariat as well as the relevant Commissions. Implementation will require improvements in the information basis of the Global Invasive Species Database, and implementation of a dedicated database for EICAT. The Italian Environmental Protection and Research Institute (ISPRA) has committed to supporting these activities.

### References:

Blackburn, T.M., Essl, F., Evans, T., Hulme, P.E., Jeschke, J.M., Kühn, I., Kumschick, S., Marková, Z., Mrugała, A., Nentwig, W., Pergl, J., Pyšek, P., Rabitsch, W., Ricciardi, A., Richardson, D.M., Sendek, A., Vilà, M., Wilson, J.R.U., Winter, M., Genovesi, P. & Bacher, S. (2014). A Unified Classification of Alien Species Based on the Magnitude of their Environmental Impacts. *PLoS Biol.*, 12, e1001850.

Hawkins, C.L., Bacher, S., Essl, F., Hulme, P.E., Jeschke, J.M., Kühn, I., Kumschick, S., Nentwig, W., Pergl, J., Pyšek, P.,

Rabitsch, W., Richardson, D.M., Vilà, M., Wilson, J.R.U., Genovesi, P. & Blackburn, T.M. (2015). Framework and guidelines for implementing the proposed IUCN Environmental Impact Classification for Alien Taxa (EICAT). *Divers. Distrib.*, 1-4. <http://doi.wiley.com/10.1111/ddi.12379>

#### **Parrains**

- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Consiglio Nazionale delle Ricerche ( Italy )
- Federazione Italiana Parchi e Riserve Naturali ( Italy )
- Island Conservation ( United States of America )
- Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale ( Italy )
- Landcare Research New Zealand Ltd. ( New Zealand )
- LANDS ONLUS ( Italy )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## **015 - Protection des chauves-souris sauvages contre les programmes d'abattage sélectif**

RECONNAISSANT que les chauves-souris, qui constituent plus d'un cinquième des mammifères terrestres, sont parmi les espèces les plus en danger ;

CONSCIENT des déclin alarmants des populations de chauves-souris dans le monde entier, en raison de pressions anthropiques telles que la dégradation, la fragmentation et la destruction de l'habitat, la perturbation des sites d'accrochage, les changements climatiques, le commerce de viande de brousse, les maladies et la persécution ;

SACHANT que les chauves-souris sont des mammifères à vie longue et que les femelles donnent généralement naissance à un petit par an, que les taux de reproduction sont faibles et que les populations se remettent lentement des perturbations et des déclin ;

RECONNAISSANT que les chauves-souris jouent un rôle essentiel dans le monde naturel en tant que prédateurs d'insectes et que, par leurs fonctions de dispersion des graines et de pollinisation, elles sont cruciales pour la régénération des forêts ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les services écosystémiques offerts par les chauves-souris valent, chaque année, à l'échelon mondial, des milliards de dollars mais sont rarement évalués ou pris en compte dans la comptabilité du capital naturel et les décisions politiques ;

CONSCIENT que les chauves-souris restent des espèces extrêmement mal comprises, perçues de nombreuses manières négatives qui conduisent à leur persécution ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les informations erronées voulant que les chauves-souris causent des dommages économiques et transmettent des maladies, exacerbent les conflits entre les êtres humains et les chauves-souris et que le manque de capacité (et de volonté) institutionnelle et en matière d'application des lois a des impacts sur les chauves-souris dans de nombreuses régions ;

ALARMÉ par le fait que, compte tenu des effets négatifs perçus pour les récoltes de fruits et la santé humaine, les gouvernements légalisent, encouragent et appliquent des programmes d'abattage sélectif des chauves-souris qui ne s'appuient pas sur des données scientifiques ;

CONSCIENT que l'abattage sélectif des chauves-souris motivé par la lutte contre les maladies amplifie le risque pour les populations humaines par des contacts plus fréquents entre les êtres humains et les chauves-souris, des changements dans les dynamiques de transmission des maladies entre les chauves-souris et l'augmentation de maladies infectieuses causées par le stress ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par les effets négatifs de la disparition ou du déclin des chauves-souris sur d'autres espèces et sur les services écosystémiques d'importance critique qu'elles procurent ; et

AYANT CONNAISSANCE des interventions de l'UICN auprès de gouvernements pour déconseiller la pratique de l'abattage sélectif des populations de chauves-souris ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale, la Commission de la sauvegarde des espèces et la Commission mondiale des aires protégées à apporter un appui technique et scientifique aux gouvernements et autres agences afin de garantir l'adoption de méthodes scientifiques de gestion de populations durables de chauves-souris.
2. APPELLE tous les États Membres de l'UICN à attribuer un financement à la protection des chauves-souris, à prendre des mesures d'incitation à la conservation et à adopter une législation adéquate et des sanctions dissuasives pour atteindre cet objectif.
3. APPELLE tous les Membres de l'UICN à promouvoir l'éducation sur les chauves-souris pour en finir avec les mythes et le regard négatif des humains sur les chauves-souris et pour encourager la compréhension et la cohabitation de ces espèces avec l'homme.
4. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de rechercher des mesures d'atténuation/solutions non létales aux conflits entre l'homme et les chauves-souris dans le cadre d'une stratégie associant la recherche scientifique sur l'écologie des chauves-souris et les services écosystémiques ainsi que sur les caractéristiques biologiques qui soutiennent les modèles démographiques.
5. PRIE INSTAMMENT les gouvernements de ne pas autoriser ou de sanctionner les programmes d'abattage sélectif des populations de chauves-souris sauvages à moins que l'on n'ait des preuves, vérifiées par des pairs, de l'impact important des chauves-souris sur la sécurité alimentaire ou la santé publique, que toutes les solutions non létales aient été épuisées, que l'on n'ait des opinions et justifications scientifiques claires indiquant que l'abattage sélectif résoudra le problème et ne menace pas la survie des espèces, et que toute décision d'autoriser l'abattage sélectif ne repose sur des données scientifiques rigoureuses relatives à la structure et aux dynamiques des populations des espèces concernées et sur la compréhension des effets de l'abattage sélectif proposé.

### **Explanatory Memorandum**

Co-sponsors to the motion have agreed to promote it in their region and share the motion with their partner organisations. They also wish to work towards the achievement of the motion, which will help protect bats in their region and worldwide from culls that lack scientific justification. They also wish to promote the ecosystem services offered by bats and foster a greater understanding and appreciation of the role of bats. They also wish to encourage the development of greater awareness of bats, research into the actual role they play in damage to crops or disease transmission, to dispel myths and negative attitudes towards bats that have regrettably caused the culling of bats in several instances. Worryingly, some of these culls have been sanctioned, and even implemented, by governments. In some instances, culls have taken place in protected areas that are key to the survival of bats.

The IUCN Bat Specialist Group has been regularly consulted during the the development of this motion, providing useful guidance and advice.

## **Parrains**

- Association of Zoos and Aquariums ( United States of America )
- Bat Conservation International, Inc ( United States of America )
- Bristol Clifton and West of England Zoological Society ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- British and Irish Association of Zoos and Aquariums ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Conservation International ( United States of America )
- Durrell Wildlife Conservation Trust ( Jersey, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- EcoHealth Alliance ( United States of America )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Mauritian Wildlife Foundation ( Mauritius )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Singapore Zoological Gardens ( Singapore )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )

## **016 - Gestion et réglementation de l'élevage intensif et de la manipulation génétique de grands mammifères à des fins commerciales**

CONSCIENT que l'exploitation responsable des espèces sauvages est l'une des pierres angulaires du développement socioéconomique durable, notamment au sein des écosystèmes arides de pays en développement, et que l'exploitation responsable et la conservation des espèces sauvages sont interdépendantes ;

CONSTATANT que parmi les différents modes d'exploitation actuels de la vie sauvage figure l'élevage intensif (selon lequel des animaux sont élevés dans de petits espaces clôturés où ils sont abreuvés, alimentés et protégés des prédateurs et de la maladie), combiné à une manipulation intentionnelle du processus de reproduction dans le but de produire des animaux présentant des caractéristiques particulières, et que ce procédé peut se traduire par une hybridation entre espèces ou sous-espèces, un franchissement des limites reconnues de l'évolution, ainsi que par l'utilisation de plus en plus fréquente de techniques employées dans l'agriculture ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que ces activités sont actuellement menées à grande échelle dans certains endroits et que des animaux issus de ces méthodes d'élevage peuvent être relâchés dans la nature ;

CONSTATANT EN OUTRE que la course au profit se traduit par une tendance de plus en plus marquée à la manipulation génétique, à une intensification de la gestion et, en définitive, à une domestication accrue de la vie sauvage ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que l'élevage intensif et sélectif pratiqué à grande échelle puisse avoir, directement et indirectement, des conséquences néfastes sur la biodiversité et sur l'économie liée à l'exploitation de la biodiversité ;

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ à l'idée que ces effets préjudiciables entravent la capacité de l'écotourisme et de la chasse à contribuer durablement à l'économie et au bien-être humain ; et

RAPPELANT la *Déclaration de principes sur la manipulation génétique intentionnelle d'antilopes* du Groupe de spécialistes des antilopes de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE les pays où des activités d'élevage intensif ou sélectif d'espèces sauvages sont ou pourraient être pratiquées à :

- a. adopter une stratégie axée sur la réduction des risques au moment d'autoriser ce type de pratique ou son développement ;
- b. interdire l'hybridation volontaire de grands mammifères entre espèces ou sous-espèces ou le franchissement des limites reconnues de l'évolution ;
- c. interdire que des animaux issus de l'élevage intensif ou de manipulations génétiques soient relâchés dans la nature tant que les risques n'auront pas été entièrement cernés et ne pourront pas faire l'objet d'une gestion appropriée ;
- d. instaurer des cadres juridiques permettant de réglementer, de suivre et d'atténuer les effets de ces pratiques ;
- e. exiger que des évaluations des risques propres à des projets donnés et des risques cumulatifs soient réalisées avant d'établir si des activités de ce type peuvent être autorisées ;
- f. élaborer et faire appliquer des normes et règles en matière d'élevage intensif d'espèces ;
- g. renforcer les capacités en matière de suivi, de formation et de respect des normes et réglementations ;
- h. mettre en place des systèmes de suivi pour déterminer l'étendue et l'incidence de ces activités et appuyer la recherche afin de fournir davantage d'informations en matière de prévention et de gestion des risques ; et
- i. élaborer et mettre en œuvre des systèmes de certification pour les établissements d'élevage dans un souci de transparence, de sorte que les utilisateurs finaux connaissent l'origine des animaux qu'ils utilisent et/ou achètent et l'ampleur des manipulations génétiques dont ils ont pu faire l'objet.

2. APPELLE l'industrie de l'élevage d'espèces sauvages à :

- a. reconnaître les risques associés à ces pratiques et leur devoir de vigilance vis-à-vis de l'environnement ; et
- b. collaborer avec les gouvernements et d'autres parties prenantes en faveur de la gestion et de la réduction des risques liés à ces activités.

### **Explanatory Memorandum**

There has been a significant increase in the extent of intensification of management and deliberate genetic manipulation of large herbivores in South Africa and some other countries in recent years. This practice involves genetic manipulation to select for rare colour mutations, or for certain phenotypic characteristics such as horn length and body size, in small fenced areas where food, water and nutritional supplements are provided, and parasite and predator control implemented. It is estimated that 6% of the game ranch area in South Africa has been converted to this type of activity, with at least a quarter of remaining game ranch owners indicating that they are considering investing in colour and morphological variants.

Planned inbreeding to increase the frequency of recessive genes results in the rapid loss of rare alleles and heterozygosity, with reduced fitness and future adaptability. Absence of selection pressures due to absence of predators, an abundance of food and implementation of parasite control, might compound this impact further. However, the manifestation of inbreeding effects may be delayed because these animals are kept under intensively managed conditions.

Even if the process of intensive breeding and/or genetic manipulation does not result in full domestication of some wildlife species in the short term, the process of domestication is already well underway. Distinctive breeds/races are already quite prevalent and marketed under specific names. The interface between farmed land and natural land, in spite of fences, is porous and farmed and wild populations are likely to be well-connected by gene flow due to planned relocations, accidental escape and deliberate release for hunting purposes.

Given the value of the animals being bred, there has been a decrease in tolerance of predators, with species like leopard and wild dog being increasingly persecuted, including through use of poisons. Increasing numbers of cases of non-target

poisoning of other important species are being recorded. Electric fences kill large numbers of animals such as tortoises, pangolins and pythons, and result in habitat fragmentation.

Intensive systems require parasite management. However, the administration of parasiticides is seldom at the approved dosage rate, resulting in development of resistant parasites that can spill over to livestock and free-roaming wildlife. Continuous use of parasiticides results in the loss of disease resistance in the farmed species.

Artificially selected colour forms may suffer thermoregulatory stresses. The commodification of wildlife also results in animals being moved well outside the climatic envelope to which they are adapted. Cancers, melanomas and cataracts have been reported in white varieties.

The shift to intensive breeding systems is seeing a disinvestment in extensive wildlife ranching and associated reduction of the contribution of extensive game farms to the biodiversity economy and national conservation targets.

Although the broad risks of intensification and genetic manipulation have been identified, there are currently few plans or policies to mitigate the evolutionary, ecological and economic consequences. This Motion will provide guidance and support for the development of appropriate measures to reduce the risks.

#### **Parrains**

- Cape Nature ( South Africa )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Ezemvelo KZN Wildlife ( South Africa )
- Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune ( France )
- Game Rangers Association of Africa ( South Africa )
- International Council for Game and Wildlife Conservation ( Hungary )
- NamibRand Nature Reserve ( Namibia )
- Southern African Wildlife College ( South Africa )
- Wildlands Conservation Trust ( South Africa )

## **017 - Renforcer la gestion des voies d'introduction des espèces exotiques dans les écosystèmes insulaires**

RAPPELANT la Résolution 5.021 *Appliquer les dispositions sur les espèces exotiques envahissantes du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* (Jeju, 2012);

RAPPELANT EN OUTRE que l'Objectif 9 d'Aichi du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dispose que : « D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces » ;

RAPPELANT ENFIN les *Principes directeurs concernant la prévention, l'introduction et l'atténuation des impacts de espèces exotique qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces*, adoptés par le biais de la Décision VI/23 de la Sixième Conférence des Parties à la CDB (CDB COP7, La Haye, 2002), et que le Principe directeur 4 sur le rôle des États indique que les États devraient envisager de prendre les mesures appropriées pour contrôler l'introduction d'espèces exotiques envahissantes sur leur territoire, conformément aux politiques et législations nationales en la matière, quand elles existent ;

CONSCIENT que l'introduction d'espèces exotiques au-delà d'une région biogéographique donnée présente un risque d'invasion biologique même à l'intérieur d'une juridiction nationale ;

NOTANT que le gouvernement du Japon prévoit de recommander à l'UNESCO l'inscription de trois îles de l'archipel de Ryukyu – Amamioshima, Tokunoshima et Okinawa – sur la Liste du patrimoine mondial naturel ; et

RECONNAISSANT que les installations que le US Marine Corps a prévu de construire à Henoko, sur l'île d'Okinawa, nécessitent 21 millions de mètres cubes de terre et de roche pour les travaux de remblaiement, dont 17 millions de mètres cubes seront transférés du continent japonais et 2 millions d'autres îles de l'archipel de Ryukyu, Amamioshima et Tokunoshima, où vivent des espèces étrangères à celles de l'île d'Okinawa ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale et la Commission de la sauvegarde des espèces de renforcer les capacités de détection et de surveillance des espèces exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes dans les écosystèmes insulaires grâce à une collaboration internationale.

2. INVITE le gouvernement du Japon à s'attaquer au problème des voies d'introduction pour les espèces exotiques, en particulier celles qui contaminent les matériaux de remblaiement destinés à être transférés sur le chantier du US Marine Corps à Henoko, Okinawa et, en particulier, à :

a. élaborer des méthodes de détection des espèces exotiques dans les matériaux de remblaiement, et à mettre les informations obtenues à la disposition du public ;

b. inviter des tiers sur le site de construction pour procéder à la détection des espèces exotiques présentes dans les matériaux de remblaiement avant qu'ils soient transférés sur les îles; et

c. à prendre les mesures qui s'imposent pour réduire le risque d'introduction d'espèces exotiques par les matériaux de remblaiement contaminés.

3. PRIE EN OUTRE le gouvernement du Japon de faire face aux risques grandissants d'introduction d'espèces exotiques par le biais du tourisme et des activités militaires sur les îles de Ryukyu, et de renforcer les mesures visant à empêcher l'entrée d'espèces exotiques dans les ports d'arrivée.

4. INVITE ENFIN le gouvernement des États-Unis d'Amérique à prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir l'introduction d'espèces exotiques par le biais des matériaux de remblaiement, des navires, des aéronefs et des activités militaires, et à réduire au minimum l'impact des espèces exotiques qui s'établissent sur l'île d'Okinawa, en collaboration avec le gouvernement du Japon.

### **Explanatory Memorandum**

The impact of invasive species on ecosystems as competitors for food and habitat and as predators of endemic and endangered animals has been shown in different places in Japan and other countries. They also cause serious damage to agriculture and fisheries.

1. As World Conservation Congress Resolution 5.021 (Jeju, 2012) warned, biological invasions are constantly increasing among all taxonomic groups, and in all environments, from marine to freshwater and terrestrial, causing growing impacts on world biodiversity, affecting a high proportion of threatened species.

2. Also the growing number of tourists in Ryukyu islands inevitably increase the risk of invasive alien species entering to the islands with ships, planes and the activities of tourism industry, which threaten the economic value of tropical islands in tourism is associated with their rich biodiversity in natural landscape and iterated in an information document an information document at the twelfth meeting of the Conference of the Parties in PyeongChang, Republic of Korea, in October 2014. (UNEP/CBD/COP/12/INF/8).

3. Introduction of alien species beyond a distinct biogeographic region poses a risk of biological invasion even within national jurisdictions.

4. CONCERNED that as the biodiversity of the Ryukyu archipelago could be threatened by the introduction of invasive alien species, the economic value of the islands in tourism could be threatened as well (UNEP/CBD/COP/12/INF/8);

5. RECOGNISED the United States Marine Corps facility planned to be built in Henoko, Okinawa Island requires 21 million cubic metres of soils and rocks to be used in the reclamation, of which 17 million cubic metres will be transferred from mainland Japan and two of the other islands, Amamioshima and Tokunoshima, of Ryukyu archipelago where species that are alien to Okinawa Island occur. ALARMED that invasive alien species including Argentine ant (*Linepithema humile*) have been found in some of the above-mentioned sites in mainland Japan;

6. The transportation of such a large quantity of soil and rock across different climate and geographical zones would certainly lead to the introduction and spread of alien species to Okinawa Island and this would have far reaching effects on other islands of Okinawa as well. Specific concern has been raised over the possible impact of *Aspergillus* species and *Serratia marcescens* on coral species in Okinawa as well other land-based species;

7. Apply the precautionary principle and measures to control species which have not been officially designated as invasive alien species under the Alien Species Act of Japan, but would be designated as such in future ("potential invasive alien species");

8. The construction work of the US Marine Corps facility is about to start.

Relevant documents:

a. We have sent a letter to Dr. Piero Genovesi, Invasive Species Specialist Group, Species Survival Commission on January 27, 2014 for seeking advice.  
[http://www.nacsj.or.jp/katsudo/henoko/pdf/LetterktokIUCNkSSckISSGkkJan.27.2014k\\_1.pdf](http://www.nacsj.or.jp/katsudo/henoko/pdf/LetterktokIUCNkSSckISSGkkJan.27.2014k_1.pdf)

b. Alien Species problem of FRF(Futenma Replacement Facility)plan  
<http://shark.ti-da.net/e8396074.html>

c. Ecological Society of Japan describe the richness of the planned construction area in the request to the Government of Japan 'Joint Petition by the 19 Society Groups calling for Environmental Conservation of the Highly Remarkable Biodiversity in Oura Bay, Okinawa'  
[http://www.esj.ne.jp/esj/Activity\\_e/2015\\_OuraBay.pdf](http://www.esj.ne.jp/esj/Activity_e/2015_OuraBay.pdf)

**Parrains**

- Nature Conservation Society of Japan ( Japan )
- Ramsar Network Japan ( Japan )
- Save the Dugong Campaign Center ( Japan )
- Wild Bird Society of Japan ( Japan )
- World Wide Fund for Nature - Japan ( Japan )
- Yasei Seibutsu Hozenron Kenkyukai ( Japan )



## 018 - Suivi et gestion des « pêcheries de biomasse »

RECONNAISSANT que la biodiversité et les écosystèmes marins sont essentiels à la santé de la planète et vitaux pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ;

CONSCIENT que la biodiversité marine est en déclin, que les menaces pesant sur la biodiversité marine s'aggravent, que les écosystèmes marins sont dégradés et que les « pêcheries de biomasse » exercent une menace croissante et majeure sur les populations d'espèces marines ;

DÉFINISSANT les « pêcheries de biomasse » comme des pêcheries non sélectives englobant les petits poissons démersaux et les invertébrés auparavant considérés comme des prises accidentelles ou des déchets « à rejeter », mais qui ont aujourd'hui une valeur économique et sont, en conséquence, conservés pour être transformés en farine de poisson et autres aliments pour animaux ainsi qu'en aliments bon marché pour les êtres humains ;

RECONNAISSANT notre obligation de conserver les ressources naturelles et d'éviter les impacts négatifs sur les espèces et les écosystèmes menacés comme l'énoncent la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la Convention sur la diversité biologique ;

RECONNAISSANT que la demande de produits de l'aquaculture qui ne cesse d'augmenter conduit à utiliser de plus en plus la vie marine comme aliment pour les poissons d'élevage, provenant bien souvent de populations sauvages non gérées ;

SACHANT que les pêcheries de biomasse sont de plus en plus utilisées pour la production de biens alimentaires transformés tels que le surimi et la pâte de poisson et que, pour rester durables, ces pêcheries doivent être gérées ;

CONSCIENT de la nécessité de faire en sorte, de toute urgence, que l'utilisation des ressources naturelles marines pour la consommation humaine soit efficace, plus productive et évite le gaspillage sans compromettre les systèmes naturels qui la sous-tendent ;

SOULIGNANT qu'il importe de remédier aux problèmes de surcapacité, de surpêche, de méthodes de pêche non durables et de pêcheries favorisant le gaspillage dans les régions se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur de la juridiction nationale ;

RECONNAISSANT qu'il y a peu d'informations disponibles sur les conséquences biologiques, économiques ou sociales d'un prélèvement sans discrimination d'une myriade d'espèces marines dans le cadre de la pêche de biomasse ; et

PROFONDEMENT PRÉOCCUPÉ par le fait que les pêcheries de biomasse non gérées pourraient gravement menacer la biodiversité marine et les écosystèmes marins ainsi que la sécurité alimentaire à long terme ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'UICN d'entreprendre une analyse de la situation à cet égard.

2. APPELLE les Commissions de l'UICN à tenir compte des questions sociales, économiques et écologiques qui entourent les « pêcheries de biomasse » dans leurs délibérations et dans leur planification stratégique.

3. APPELLE les États côtiers et les États pratiquant la pêche ainsi que les Organisations régionales de gestion des pêches :

a. à mettre en œuvre la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports sur l'échelle, la couverture géographique et la composition des prises des « pêcheries de biomasse » ;

b. à intégrer des considérations sur la biodiversité et les écosystèmes marins dans les règlements nationaux et régionaux qui régissent les activités de pêche ;

c. à garantir la protection des espèces prélevées dans les pêcheries de biomasse qui sont ou pourraient être menacées ;

d. à conduire la recherche sur des aliments de substitution pour l'aquaculture et l'élevage ne dépendant pas aussi lourdement d'espèces marines sauvages ; et

e. à évaluer les coûts et avantages socioéconomiques à long terme des produits des pêcheries de biomasse plutôt qu'à limiter les pêcheries de biomasse.

2. ENCOURAGE les États côtiers à prendre des mesures reposant sur des bases concrètes pour réduire les impacts des pêcheries de biomasse, notamment des limites spatiales ou temporelles des captures ou de l'effort de pêche ainsi que des mesures de suivi, contrôle et surveillance.

3. PRIE INSTAMMENT les ONG et d'autres organisations de sensibiliser aux pêcheries de biomasse dans le cadre de leurs réseaux et de tenir compte de cette question dans leur planification et leur développement stratégique.

### Explanatory Memorandum

With the limited capacity of wild fisheries (fishes and shellfish) to supply growing demand for seafood globally and the need to increasingly fill the demand-supply gap with aquaculture (fish-farming including mariculture) the issue of how to feed farmed fish and obtain sufficient seafood in general has emerged as a major challenge. This is because many fishes and some invertebrates now being farmed are carnivorous and need to be fed, at least in part, with wild-caught fish and invertebrates. Given the growing volume of mariculture there is an increasing demand for wild-caught fish for feed, partly from 'biomass fisheries' which target any and all organic matter available. There are also fisheries that use low-quality fish/shellfish for processing into products such as surimi and fish paste.

In the past the biomass in question comprised what was referred to as 'trash' fish and was considered to be bycatch and sometimes discarded. As the need for processed fish and fish feed for aquaculture has grown, however, this former bycatch now has value and is increasingly the actual target of fishing. Much of the biomass fishery is comprised of undersized human food fish and their feed and is a very inefficient way of using limited marine resources. Such biomass fisheries are not being managed or controlled for sustainability nor are they being monitored and many are taking massive volumes of organic matter indiscriminately with unknown consequences for impacted and threatened species and

ecosystems or the fisheries that these species formerly supported. The main gear involved in biomass fisheries is the bottom trawl but other gear, such as large beach seines, are also used in some regions. Very little is understood by the global community, NGOs, and even government fishery departments about biomass fisheries. We need to understand more about biomass fisheries, which need to be managed for sustainability in both fishery and aquaculture operations and sectors.

#### **Parrains**

- A Rocha International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- British and Irish Association of Zoos and Aquariums ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologische Gesellschaft für Arten- und Populationsschutz e.V. ( Germany )

## **019 - Mesures de conservation pour les vautours, y compris interdiction de recourir au diclofénac à usage vétérinaire**

NOTANT que le diclofénac, un médicament anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS), utilisé pour les soins vétérinaires du bétail est la cause du déclin de plus de 99% de trois espèces de vautours *Gyps* en Asie du Sud ;

NOTANT qu'après l'effondrement des populations de vautours d'Asie du Sud depuis les années 1990, un déclin spectaculaire des vautours africains a été révélé et que quatre espèces ont été inscrites, en 2015, dans la catégorie 'En danger critique' de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées et que seulement deux des 16 espèces d'Afrique et d'Eurasie sont inscrites par l'UICN dans la catégorie 'Préoccupation mineure' ;

RAPPELANT la Résolution 3.079 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud et du Sud-Est* (Bangkok, 2004) et la Recommandation 5.141 *Conservation des espèces de vautours Gyps en Asie du Sud* (Jeju, 2012), concernant, entre autres, le diclofénac à usage vétérinaire et les tests de sécurité pour tous les analgésiques vétérinaires qu'il faut rendre obligatoires avant l'homologation, la production ou la vente ;

NOTANT que d'autres médicaments anti-inflammatoires tout aussi efficaces, tel le méloxicam, sont disponibles pour l'usage vétérinaire à un prix semblable sans avoir d'effets graves sur les espèces de vautours *Gyps* ;

APPLAUDISSANT aux efforts déployés par les Gouvernements du Bangladesh, de l'Inde, de l'Iran, du Népal et du Pakistan qui ont interdit le diclofénac à usage vétérinaire et qui s'efforcent d'empêcher les agriculteurs d'y avoir accès ;

ALARME par le fait que le diclofénac à usage vétérinaire a récemment été homologué en Italie et en Espagne où il y a d'importantes populations de vautours ;

NOTANT que la Résolution de 2014 du Congrès ornithologique espagnol demandait l'interdiction de toute urgence, en Europe, de diclofénac à usage vétérinaire pour le traitement du bétail et sa substitution par d'autres produits ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que la réussite des efforts de rétablissement des vautours d'Europe puisse être mise en péril par l'homologation, dans les pays de l'UE du diclofénac à usage vétérinaire ;

NOTANT EN OUTRE qu'il est de plus en plus établi que d'autres médicaments vétérinaires, y compris d'autres AINS, pourraient aussi être préjudiciables à la santé des détritvires, en particulier les vautours et autres oiseaux ;

NOTANT AUSSI que les risques que les médicaments vétérinaires font courir aux oiseaux détritvires ne sont pas évalués avant que ces médicaments ne reçoivent l'autorisation de mise sur le marché ;

RAPPELANT les *Lignes directrices sur la prévention de l'empoisonnement* adoptées dans la Résolution 11.15 de la onzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS COP11, Quito, 2014) ;

RECONNAISSANT que le Groupe de travail sur les espèces sauvages de l'Organisation mondiale de la santé animale a exprimé, en novembre 2014, des préoccupations pour les populations de vautours de l'Union européenne, entre autres, en raison de leur exposition potentielle au diclofénac lorsqu'ils nettoient les carcasses et a recommandé d'interdire toute utilisation du diclofénac pour le bétail ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les vautours, avec leur spécialisation unique de détritvires qui débarrassent l'environnement des carcasses pourrissantes, apportent des services écosystémiques à grande échelle et que le déclin des vautours a des conséquences environnementales et socioéconomiques (en particulier pour la santé humaine) et culturelles très diverses ;

NOTANT qu'outre les effets du diclofénac, le déclin des vautours est dû à une gamme complexe de facteurs qui varient sur le plan géographique, notamment : l'empoisonnement relatif aux conflits entre l'homme et les carnivores et au braconnage des éléphants ; le commerce de parties de corps de vautours pour la médecine traditionnelle ; et la mortalité causée par les collisions des oiseaux dans l'infrastructure énergétique ;

RECONNAISSANT que beaucoup d'espèces à profil plus élevé, notamment les grands félins, d'autres carnivores, les éléphants et les rhinocéros, sont également menacées par l'empoisonnement ;

AYANT CONNAISSANCE de l'initiative visant à élaborer un Plan d'action multi-espèces pour les espèces migratrices de vautours d'Afrique-Eurasie demandé dans la Résolution PNUE/CMS 11.14 *Programme de travail sur les oiseaux migrateurs et les voies de migration* adoptée par la COP11 de la CMS (Quito, 2014) ;

SACHANT que les mesures de lutte contre les déclins en Asie du Sud et dans d'autres pays de l'aire de répartition montrent des signes de succès et qu'ailleurs, des efforts de conservation ont réussi au plan local ; et

RECONNAISSANT ENFIN que les organisations et consortiums, dans toutes les régions, ont reconnu la gravité du problème et ont fait des progrès pour identifier et traiter les priorités en matière de conservation pour guider les actions ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions :

a. de soutenir la mise en œuvre de la Résolution PNUE/CMS 11.15 relative aux recommandations de prévention des risques pour les vautours dus aux médicaments vétérinaires utilisés pour traiter le bétail ; et

b. de sensibiliser à l'importance écologique, au sort et aux solutions pour les vautours d'Afrique-Eurasie aux plus hauts niveaux politiques.

2. APPELLE les gouvernements à appliquer, de toute urgence, les recommandations de la Résolution PNUE/CMS 11.15 pour :

a. interdire le recours au diclofénac à usage vétérinaire pour le traitement du bétail et le remplacer par des médicaments sécuritaires et disponibles tels que le méloxicam ; et

b. d'introduire un test de sécurité obligatoire pour les AINS à des fins vétérinaires qui font courir un risque aux oiseaux détritvires, y compris des essais multi-espèces en utilisant des méthodes *in vitro* et de références croisées, et en imposant le fardeau de la preuve au demandeur.

3. APPELLE la Coopération internationale sur l'harmonisation des exigences techniques applicables à l'enregistrement des médicaments vétérinaires (VICH/OCDE) à évaluer et fournir des orientations sur les risques plus généraux des médicaments à usage vétérinaire pour les oiseaux détritiques, conformément à la Résolution PNUE/CMS 11.15.

4. DEMANDE EN OUTRE aux gouvernements :

- a. d'inscrire « usage vétérinaire interdit » sur les étiquettes apposées au diclofénac destiné à l'utilisation chez l'homme ;
- b. d'intégrer dans les politiques et la planification les valeurs des services écosystémiques fournis par les vautours afin de favoriser des actions de conservation pour les populations de vautours ;
- c. de soutenir l'élaboration et l'application du plan d'action multi-espèces pour les vautours d'Afrique-Eurasie demandé dans la Résolution PNUE/CMS 11.14 ; et
- d. de poursuivre l'élaboration et d'élargir l'application de zones sécuritaires pour les vautours, y compris l'adaptation de nouvelles zones sécuritaires pour les vautours.

5. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN et autres organisations et agences concernées ou touchées par les déclin des populations de vautours, carnivores, éléphants, rhinocéros et autres espèces subissant des pressions semblables de former des alliances afin de lutter contre ces menaces.

6. ENCOURAGE la collaboration plurisectorielle et internationale contre les menaces qui pèsent sur les vautours, en particulier entre :

- a. le secteur pharmaceutique pour ce qui concerne les médicaments à usage vétérinaire ;
- b. les secteurs agrochimique et de l'élevage concernant les appâts empoisonnés ;
- c. le secteur de l'énergie concernant la production et le transport d'énergie ;
- d. le secteur de la santé concernant la transmission des maladies ; et
- e. le secteur de la médecine traditionnelle concernant le commerce de parties de corps de vautours.

7. APPELLE à l'élaboration de mesures d'incitation et/ou d'appui technique aux propriétaires, entreprises, gouvernements locaux et nationaux et services techniques souhaitant gérer leurs ressources ou leur environnement de manière à conserver les vautours en échange d'une reconnaissance officielle.

#### **Explanatory Memorandum**

##### **Explanatory Memorandum 1**

Vultures are among the clearest examples of species that directly contribute ecosystem services, recently valued at US\$ 11,583 per vulture (The Economics of Ecosystems and Biodiversity India Initiative, 2015), based on their unique specialization as scavengers that rid the environment of dead animals that would otherwise rot and promote spread of disease. Vulture declines lead to, *inter alia*: increases in rotting carcasses and mammal scavengers (e.g. rats and feral dogs), disease transmission (between animals and to humans) with associated health costs, collection and disposal costs of animal waste, changes in food chains, increased greenhouse gas emissions from transport and disposal of carcasses, cultural impacts where the birds have cultural associations, lost tourism values, water pollution and costs to local industries.

Following the Red List update of 2015, of the 16 African-Eurasian vulture species (tribes Gypaetini and Gypini), eight are listed as Critically Endangered, and three more are Endangered, with three Near Threatened, leaving only two species (13%) of Least Concern. Four African species (Hooded, White-backed, Ruppell's and White-headed) were newly listed in 2015 as Critically Endangered. The new African vulture crisis (Ogada *et al.* 2015, published in Conservation Letters) follows the catastrophic decline in Asian vultures, and occurs alongside the emergence of the threat posed to Europe's vulture populations by the licensing of veterinary diclofenac.

Historically all of these species were common across large areas, and sufficient habitat is present in most of the range countries for vultures to re-colonise and recover if threats can be removed. However, the threats are diverse and challenging. Targeted poisoning of carnivores using baited carcasses, often in response to predation of livestock, has been a major cause of mortality in Africa and parts of Eurasia as vultures have scavenged the carcasses. Elephant or rhino poachers may deliberately poison vultures, which draw attention to poaching activities, or vultures may ingest poison used to kill the elephants. The trade in vulture body parts for use in traditional medicine threatens vultures over large parts of (particularly West) Africa. Vultures suffer mortality caused by collision with, or electrocution from, power generation and transmission infrastructure, such as wind turbines and powerlines.

The vast home ranges of vultures mean that individuals can cross multiple national boundaries and so international cooperation is required to conserve them. This can benefit many other species, including big cats, wild dogs, other carnivores, elephants and rhinos, also threatened by the same factors as vultures. In addition, several non-conservation sectors benefit greatly from the ecosystem services provided by vultures. These factors lead to a real opportunity to work together with other conservation groups on solutions to the shared problems and root causes, and to develop positive approaches to manage land and resources in a way that is compatible with the survival and recovery of vultures and other species, as is being rolled out in Asia in the form of 'Vulture Safe Zones' and promoted by a motion during the 2012 World Conservation Congress.

##### **Explanatory Memorandum 2**

To emphasise the potential magnitude of the problem, we summarise below the evidence for the impact of diclofenac and other NSAIDs on all raptors. All statements are based on published evidence.

##### Diclofenac as a key cause of mortality in vultures in Asia

The main contributory factor causing declines in South-Asian vulture species has been shown to be the use of diclofenac to treat domestic livestock, which are likely to die before the drug is metabolised and thus is available for vultures to feed on (i.e. left in the open after death). After ingestion of livestock carcasses treated with diclofenac shortly prior to death, vultures die as a result of visceral gout that is caused by kidney failure. Death of the vulture usually occurs within a few days of exposure. Many *Gyps* vulture species worldwide rely on domestic ungulates as their traditional wild

ungulate food sources have disappeared.

Prior to the banning of diclofenac in these countries, the drug was prevalent in livestock carcasses and caused substantial population declines of three *Gyps* vulture species in South Asia, with serious consequences for the ecosystem and knock-on economic, sanitary, human health and cultural effects. Population declines of *Gyps* vultures were first noticed in India in the early-to-mid 1990s and the cause of the decline was discovered in 2003. Observed rates of population decrease are among the highest recorded for any bird species, leading to total declines in excess of 99.9% for the Oriental white-backed vulture (*Gyps bengalensis*) in India between 1992 and 2007. Long-billed (*Gyps indicus*) and slender-billed (*Gyps tenuirostris*) vultures declined by 96.8% over the same period. Modelling shows that only a very small proportion of livestock carcasses need to contain a level of diclofenac lethal to vultures to result in population declines at the observed rates. In Asia Griffon vulture (*Gyps fulvus*), Himalayan Griffon (*Gyps himalayensis*), and potentially other non-*Gyps* vultures and scavenging raptor species could be at risk.

#### Other NSAIDs may also cause raptor mortality

Recently reported evidence suggested that a dead wild griffon vulture found in Spain may have been killed through ingestion of flunixin, another veterinary NSAID, confirming previously raised concerns that this drug may be toxic to vultures. Evidence is mounting that other NSAIDs in veterinary use, including nimesulide, carprofen and ketoprofen are also toxic to vultures and possibly other scavenging raptors.

#### Impact of diclofenac on *Aquila* eagles and other Accipitridae

Diclofenac has now also been shown to be toxic to *Aquila* eagles, of which there are 14 species distributed across Asia, Africa, Australia, Europe and North America (including four species occurring in the EU), well beyond the more restricted distribution of *Gyps* vultures. The fact that two distinct genera (*Gyps* vultures and *Aquila* eagles) within the Accipitridae family have been shown to be vulnerable to this drug raises the possibility that, with further testing, other scavenging species within the same family might also be shown to be vulnerable to diclofenac and other NSAIDs.

#### **Parrrains**

- Aaranyak ( India )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- BirdLife Zimbabwe ( Zimbabwe )
- Bombay Natural History Society ( India )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Nature Kenya - The East Africa Natural History Society ( Kenya )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- The Corbett Foundation ( India )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- Wildlife Protection Society of India ( India )

## 020 - Protection des serranidés et des syngnathidés au large des côtes espagnoles

CONSTATANT que les côtes espagnoles abritent l'essentiel de la biodiversité marine d'Europe et renferment de nombreux écosystèmes exceptionnels, patrimoine naturel du réseau NATURA 2000 ;

SIGNALANT que les populations d'un grand nombre d'espèces marines connaissent un déclin marqué et préoccupant imputable, entre autres, à la pression urbaine le long du littoral, à la surpêche, aux rejets et à la pollution des eaux et des fonds marins ;

ESTIMANT que pour parvenir à assurer efficacement la conservation des écosystèmes marins, il convient d'identifier des espèces clés, indicateurs biologiques de leur état de santé, lesquelles peuvent également servir d'espèces « parapluie » permettant de conserver des habitats dans leur intégralité ;

SOULIGNANT que les poissons représentent le groupe le plus vulnérable et le plus touché, notamment les familles *Serranidae* et *Syngnathidae*, des espèces généralement solitaires, territoriales et liées à des écosystèmes d'une grande valeur écologique, comme les herbiers marins et les récifs coralliens, ce qui les place au sommet des pyramides alimentaires de ces écosystèmes côtiers ;

SIGNALANT que la viabilité des populations de la plupart de ces espèces est compromise dans une grande partie des zones où elles se rencontrent, sachant qu'il s'agit d'espèces de grande valeur pour les entreprises de pêche ;

CONSCIENT que l'opinion publique n'est pas suffisamment informée, que sauf dans certains cas comme celui du mérrou brun (*Epinephelus marginatus*) ou des hippocampes, la plupart des espèces n'ont pas fait l'objet d'une évaluation adéquate au titre de la Liste rouge en raison de connaissances scientifiques insuffisantes, et que la réglementation actuellement en vigueur en Espagne ne permet pas de mettre un frein à cette évolution ; et

RECONNAISSANT que pour parvenir à une gestion efficace qui se traduirait par une protection de ces espèces et par la conservation de l'ensemble des écosystèmes qui les abritent une initiative internationale est indispensable, de même qu'un cadre ou une prise en compte au titre d'une directive de l'Union européenne ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale à :

a. collaborer avec les Membres et les Commissions, notamment dans le contexte de l'Europe et de la Méditerranée, pour accroître la sensibilisation à la conservation de la biodiversité côtière et, plus particulièrement, parvenir à protéger les serranidés ;

b. fournir un appui sur le plan technique et en termes de programmes pour favoriser et renforcer les initiatives en place et échanger des informations sur la conservation de ces espèces ; et

c. exhorter les États membres européens, notamment l'Espagne, ainsi que leurs autorités régionales, à promouvoir l'adoption de mesures concrètes pour assurer la protection de ces espèces au moyen de réglementations et de plans de gestion.

2. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à coopérer activement en faveur de la conservation de ces espèces et/ou la communication d'informations sur les menaces qui pèsent sur elles au large des côtes espagnoles et, par extension, européennes.

3. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de fournir un financement en faveur de l'étude et de la conservation de ces espèces clés emblématiques des écosystèmes côtiers d'Europe.

### Parrains

- Asociación Española de Entomología ( Spain )
- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia ( Spain )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible ( Spain )
- Fundación Oxígeno ( Spain )

## 021 - Soutenir les Listes rouges et la conservation des espèces menacées au Brésil

RECONNAISSANT que le Brésil est un pays riche en biodiversité, dans la mesure où il abrite 60% de la superficie de la forêt amazonienne, ce qui représente environ un dixième de toutes les espèces de la planète ;

SACHANT que le Brésil possède davantage d'espèces de plantes (55 000), de poissons d'eau douce (3000) et de mammifères (plus de 689) que n'importe quel autre pays ;

CONSTATANT que le Brésil est le troisième pays au monde pour le nombre d'oiseaux (1832) et de primates (plus de 100), et le deuxième pour les reptiles (744) ;

AFFIRMANT que la Liste rouge créée par l'UICN en 1964 constitue l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation des espèces végétales et animales, et qu'elle s'appuie sur des critères scientifiques précis pour évaluer le risque d'extinction de milliers d'espèces et de sous-espèces menacées ;

CONSTATANT EN OUTRE qu'une série de Listes rouges nationales évaluent le risque d'extinction des espèces à l'échelle d'un pays en appliquant des critères similaires ;

RAPPELANT que les listes officielles des espèces menacées du Brésil (Arrêtés 443/2014, 444/2014 et 445/2014 du ministère de l'Environnement) appliquent des critères semblables à ceux de l'UICN et constituent un outil précieux pour les décisions et les politiques officielles en matière d'environnement ;

SACHANT que la Liste rouge brésilienne des espèces menacées, sur laquelle figurent 1173 espèces, compte plus de 70 espèces de mammifères et 103 espèces d'oiseaux considérées comme menacées d'extinction ;

RAPPELANT que de nombreuses menaces pèsent actuellement sur des espèces classées officiellement comme menacées d'extinction au Brésil, par exemple, les poissons et invertébrés aquatiques qui ont perdu leur protection en juin 2015, lorsque la justice fédérale, se basant sur un décret-loi réduisant fortement la liste officielle, a annulé l'Arrêté 445/2014 ;

SACHANT que le Décret-loi 184 proposé récemment vise à restreindre l'Arrêté 444, qui prévoit la protection juridique des espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et d'invertébrés terrestres menacées d'extinction ; et

ANTICIPANT la poursuite de la pression par les Chambres législatives brésiliennes sur ... ;

*[Note de la rédaction : Le texte du préambule, comme soumis, s'arrête ici.]*

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale et la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) :

a. d'apporter au Brésil le soutien scientifique et technique nécessaire pour lui permettre de maintenir le processus d'élaboration de ses Listes rouges nationales, ainsi que de la législation connexe ; et

b. d'aider les membres de l'UICN et les membres de la CSE au Brésil à faire face à toute menace qui pourrait peser sur le processus d'élaboration des Listes rouges nationales.

2. FÉLICITE le Brésil pour avoir créé un processus exceptionnel d'élaboration de Listes rouges nationales accompagné de mesures spécifiques pour protéger les espèces menacées.

3. PRIE le ministère brésilien de l'Environnement et la CSE d'établir une coopération mutuellement avantageuse et propice aux échanges de données entre les listes officielles d'espèces menacées du Brésil et la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN.

### Parraains

- Calgary Zoological Society ( Canada )
- Conservation International ( United States of America )
- Fundação Museu do Homem Americano ( Brazil )
- Instituto Çarakura ( Brazil )
- Instituto de Pesquisas Ecológicas ( Brazil )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )

## **022 - Reconnaître, comprendre et renforcer le rôle des communautés locales dans la lutte contre la crise du commerce illégal d'espèces sauvages**

RAPPELANT, entre autres, les résolutions du Congrès mondial de la nature de l'UICN qui insistent à la fois sur le rôle crucial des populations autochtones et des communautés locales dans la conservation des espèces sauvages et de la biodiversité et sur la nécessité de tenir compte de leurs besoins, préoccupations et priorités dans le cadre des mesures et politiques de conservation ;

CONSCIENT que le commerce illégal d'espèces sauvages d'un large éventail de taxons est un grave sujet d'inquiétude qui nécessite des mesures urgentes, notamment un renforcement des efforts de dissuasion et de lutte contre la fraude sur l'ensemble de la filière de création de valeur, depuis les braconniers sur le terrain jusqu'aux transporteurs de produits illégaux issus d'espèces sauvages, en passant par les négociants, et qu'il convient également de s'employer à réduire la demande des consommateurs ;

RECONNAISSANT que les solutions actuellement mises en œuvre pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages peuvent, involontairement, avoir des effets secondaires et négatifs sur les populations autochtones et les communautés locales cohabitant avec des espèces sauvages et, de ce fait, influencer sur leur volonté d'apporter une contribution tangible à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages à long terme ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que, pour réussir à lutter durablement contre le commerce illégal d'espèces sauvages, il est indispensable d'apporter une réponse intégrée et cohérente fondée sur la reconnaissance du fait que les populations autochtones et les communautés locales qui cohabitent avec des espèces sauvages ont un rôle essentiel à jouer dans la conservation de la vie sauvage, et qu'il convient de mobiliser et d'encourager ces populations et communautés au moyen de prestations financières et non financières en appui à leur contribution à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages ;

SACHANT que le Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique (2010), le Sommet sur l'éléphant d'Afrique (2013), la Déclaration de Londres (2014), la Déclaration de Kasane (2015), la Déclaration de Brazzaville (2015), la résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations Unies (2015) et la Cible 15.c des Objectifs de développement durable (2015) reconnaissent le rôle de premier plan joué par les populations autochtones et les communautés locales dans la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages ; et

SOULIGNANT que le But stratégique D et la Cible 18 des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité au titre de la Convention sur la diversité biologique insistent tous deux sur la nécessité d'intégrer les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales dans les activités de conservation ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de collaborer avec les États membres et les membres non gouvernementaux, les organisations internationales, les Commissions et les Bureaux régionaux de :

a. reconnaître le rôle fondamental des populations autochtones et des communautés locales qui cohabitent avec des espèces sauvages dans la planification et la mise en œuvre de décisions et d'interventions visant à lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages, et de veiller à ce que la nécessité de mobiliser et d'encourager ces populations et communautés soit pleinement respectée et prise en compte dans les mesures et interventions déployées ;

b. approfondir et favoriser la réflexion et l'élaboration d'un cadre conceptuel et de planification afin d'orienter les décisions, interventions et investissements en faveur de la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages à l'intention des populations autochtones et des communautés locales ; et

c. soutenir la collecte d'éléments probants témoignant de la participation des communautés à la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages en accord avec de précédentes résolutions de l'UICN et avec les cibles, buts stratégiques et engagements présentés ci-dessous.

2. APPELLE tous les gouvernements, instances intergouvernementales, organismes de développement et de conservation et partenaires de l'UICN à respecter les engagements politiques pris au titre de la Déclaration de Londres (2014), de la Déclaration de Kasane (2015), de la Déclaration de Brazzaville (2015), de la résolution 69/314 de l'Assemblée générale des Nations Unies (2015), de la Cible 15.c des Objectifs de développement durable (2015) et du But stratégique D et de la Cible 18 des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et à renforcer le rôle, les droits et les responsabilités des populations autochtones et des communautés locales dans le cadre de la gestion et de la conservation des espèces sauvages et de la lutte contre le commerce d'espèces sauvages.

### **Explanatory Memorandum**

Wildlife crime is at the top of the international conservation agenda. Poaching and the associated illegal wildlife trade (IWT) are devastating populations of iconic wildlife species such as rhinos and elephants, as well as a host of lesser known ones such as pangolins, some birds, reptiles, primates, medicinal plants and timber species.

Wildlife trade is big business and there has always been an illegal element to it, but it has gained unprecedented high-level international attention over the last few years as a result of a huge increase in poaching of African elephants and rhinos, and concerns for the longer-term survival of these and other already threatened species.

Wildlife crime is also of concern outside of the conservation community. The scale and sophistication of poaching is unlike anything experienced before and there is evidence of a link to large-scale organised crime and armed/militant groups – with subsequent repercussions for national and international security and stability.

These immediate security threats mask a wider development issue. Wildlife can be a key asset for indigenous peoples and rural local communities, providing a foundation for investment and economic development – for example through tourism or timber trade. Depletion of this asset as a result of poaching can undermine this foundation – limiting options for local and national sustainable development. However, the way in which wildlife crime is tackled can also have major implications for the communities who live alongside wildlife and in turn for the equitability and effectiveness of interventions.

It is critical therefore that wildlife crime is tackled as a priority issue for both the conservation and development community. It is well recognised that there is no simple solution to tackling wildlife crime. The different initiatives that have emerged have adopted multiple approaches. These can broadly be classified into three types:

- Increase law enforcement and strengthen criminal justice systems;
- Reduce demand/consumption; and



- Support sustainable livelihoods and local economic development.

To date, most attention has been paid to the first two approaches with relatively limited attention to the third strategy. This Motion calls attention of key relevant constituencies to this 'third pillar' of responses to IWT and proposes measures to help ensure that interventions to address IWT fully integrate these approaches in an effective and equitable manner.

#### **Parrains**

- Department of Environmental Affairs ( South Africa )
- Ezemvelo KZN Wildlife ( South Africa )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- International Institute for Environment and Development ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Namibia Nature Foundation ( Namibia )
- ResourceAfrica South Africa ( South Africa )
- Southern African Wildlife College ( South Africa )
- Wildlife Clubs of Kenya ( Kenya )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )

## 023 - Améliorer la conservation et la gestion des requins et des raies menacés

ALARMÉ de constater que 25% des espèces de requins (requins, raies blanches, raies, chimères) évaluées dans le monde sont classées comme Menacées ou Quasi-menacées d'extinction dans la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN, en raison de la pêche non réglementée et des prises accessoires ;

SACHANT que les requins jouent un rôle important dans le maintien des écosystèmes marins, que leur disparition peut entraîner des effets en cascade, et que les caractéristiques de leur cycle biologique les rendent intrinsèquement vulnérables à la surpêche ;

RAPPELANT la Recommandation 5.144 *Conservation et gestion des requins menacés* (Jeju, 2012), qui recommande que les Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) envisagent d'inscrire aux annexes de la CITES les espèces de requins qui font l'objet d'un commerce international ;

CONSTATANT AVEC PRÉOCCUPATION que le requin soyeux (*Carcharhinus falciformis*), le requin renard (*Alopias* spp.) et les raies Mobula (*Mobula* spp.) sont vulnérables à l'échelle mondiale et continuent de décliner sous l'effet du commerce international de leurs produits ;

RAPPELANT que l'inscription d'espèces à l'Annexe II n'interdit pas leur commerce, mais garantit que le commerce est contrôlé afin d'éviter toute utilisation incompatible avec la survie de ces espèces ;

SALUANT les Parties à la CITES pour avoir parrainé et soutenu l'inscription des requins taupes communs (*Lamna nasus*), du requin longimane océanique (*Carcharhinus longimanus*), du requin-marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), du requin-marteau lisse (*Sphyrna zygaena*) et du grand requin-marteau (*Sphyrna mokarran*), et des deux espèces de raies manta (*Manta* spp.) à l'Annexe II de la CITES lors de la 16<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CoP16 de la CITES, Bangkok, 2013) ;

SOULIGNANT l'action concertée et mondiale menée par les Parties et le Secrétariat de la CITES, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et plusieurs organisations à but non lucratif, afin que les pays concernés disposent des outils nécessaires à la mise en œuvre effective des inscriptions, et que seul un commerce durable de ces espèces se poursuive ; et

SE FÉLICITANT que les gouvernements du Sri Lanka, des Maldives et de Fidji aient proposé d'inscrire à l'Annexe II de la CITES les requins taupes communs (*Lamna nasus*), le requin longimane océanique (*Carcharhinus longimanus*), le requin-marteau halicorne (*Sphyrna lewini*), le requin-marteau lisse (*Sphyrna zygaena*) et le grand requin-marteau (*Sphyrna mokarran*), ainsi que les deux espèces de raies manta (*Manta* spp.), lors de la 17<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties contractantes à la CITES (CoP17 de la CITES, Johannesburg, septembre 2016) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à toutes les Parties à la CITES de soutenir l'inscription du requin soyeux (*Carcharhinus falciformis*), du requin-renard à gros yeux (*Alopias superciliosus*), du requin-renard commun (*Alopias vulpinus*), du requin-renard pélagique (*Alopias pelagicus*), et de neuf espèces de raies Mobula (*Mobula* spp.) à l'Annexe II de la CITES pour permettre la reconstitution des populations grâce au contrôle du commerce international de leurs produits, en tenant compte de l'état de conservation des espèces dans la Liste rouge UICN des espèces menacées et d'autres informations pertinentes<sup>(1)</sup>.

2. PRIE INSTAMMENT l'ensemble des États des aires de répartition des requins, les pays pratiquant la pêche, les autres entités et les organisations régionales de gestion des pêches concernées de tenir compte de toutes les sources de données, avis et évaluations scientifiques disponibles, y compris la Liste rouge UICN des espèces menacées ; d'adopter des mesures de gestion reposant sur des bases scientifiques et sur le principe de précaution, assorties de mesures rigoureuses de surveillance et d'application, afin de prévenir la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ; et de veiller à ce que les populations de requins soyeux, de requins-renards et de raies Mobula soient à l'abri de la surpêche et puissent se reconstituer.

### Explanatory Memorandum

(1) Il est en conséquence affirmé que l'appui du Congrès à l'inscription de ces espèces à l'Annexe II de la CITES ne porte en aucun cas préjudice à l'indépendance, ni ne détermine les conclusions, des Analyses UICN/TRAFFIC des propositions d'amendements aux annexes CITES.

### Parrains

- Agencia para el Desarrollo de la Mosquitia ( Honduras )
- Asociación Costa Rica por Siempre ( Costa Rica )
- Asociación Rescate y Conservación de Vida Silvestre ( Guatemala )
- Asociación Terra Nostra ( Costa Rica )
- Bahamas National Trust ( Bahamas )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Conservation International ( United States of America )
- Deutscher Naturschutzring ( Germany )
- Fundación MarViva ( Costa Rica )
- Herpetario de la Facultad de Ciencias, Universidad Nacional Autónoma de México ( Mexico )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Preserve Planet ( Costa Rica )
- Programa Restauración de Tortugas Marinas ( Costa Rica )
- SalvaNatura ( El Salvador )
- The Pew Charitable Trusts ( United States of America )
- Universidad para la Cooperación Internacional ( Costa Rica )
- World Wide Fund for Nature - International ( Switzerland )

## **024 - Conservation des habitats intertidaux et des oiseaux migrateurs de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune, dans un contexte mondial**

RAPPELANT la Résolution 5.028 *Conserver la voie de migration Asie de l'Est – Australasie et ses oiseaux d'eau menacés, notamment dans la région de la mer Jaune* (Jeju, 2012) ;

ALARMÉ par l'inscription sur la Liste rouge, comme Menacées ou Quasi menacées au plan mondial, de six nouvelles espèces d'oiseaux d'eau migrateurs en raison du rythme rapide de transformation des zones humides intertidales sur la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, en particulier en mer Jaune ;

PRENANT NOTE des résultats des études découlant de la Résolution 5.028 sur les avantages des services écosystémiques procurés par les zones humides intertidales et l'état des oiseaux en danger et de leurs habitats afin de prioriser les sites nécessitant, de toute urgence, des mesures de conservation et de restauration (y compris l'étude de 2014 du WWF-Hong Kong sur les oiseaux de rivage migrateurs) et l'identification de sites importants pour les oiseaux d'eau migrateurs et de réseaux d'experts ;

PRENANT NOTE des déclarations de l'atelier sur la conservation des zones intertidales, y compris au plan national pour la Chine (septembre 2014) et la République de Corée (novembre 2015, avril 2016) et au plan international pour l'Asie du Sud-Est (Singapour, juin 2014) et la mer Jaune (juillet 2016), appelant à mieux reconnaître l'importance des écosystèmes intertidaux et à renforcer leur protection ;

NOTANT les recommandations de septembre 2015 du projet China Coastal Wetland Conservation Blueprint pour renforcer la législation sur les zones humides et améliorer la protection, la gestion et la restauration des zones humides côtières dans l'esprit d'une civilisation écologique ;

AYANT CONNAISSANCE de la création du Réseau de conservation des zones humides côtières de Chine en juin 2015 pour améliorer les mesures de sensibilisation et de coopération en vue de protéger les zones humides côtières, entre le gouvernement et la société ;

NOTANT le mémorandum d'accord annuel entre le Gouvernement de la Chine et le WWF pour soutenir la conservation des zones humides côtières et des voies de migration en Chine, signé en octobre 2015 ; et

RECONNAISSANT que les mesures prioritaires prises par l'Initiative pour les oiseaux migrateurs de l'Arctique du Conseil de l'Arctique, pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, se concentrent sur la protection des habitats intertidaux, en particulier en mer Jaune ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres de l'UICN d'examiner, conjointement avec la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et la Convention de Ramsar sur les zones humides, comme il convient, la possibilité d'élaborer des orientations mondiales sur la gestion des oiseaux migrateurs dans des « zones humides côtières économiques » (c.-à-d. celles qui servent à la production de coquillages, à l'aquaculture, à la pisciculture et les marais salants).

2. DEMANDE EN OUTRE à la Directrice générale et aux Commissions (dans la mesure des ressources disponibles) de fournir une assistance aux gouvernements et aux Membres de l'UICN le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie, et en particulier autour de la mer Jaune, pour poursuivre la mise en œuvre de la Résolution 5.028, en particulier dans le cadre des mesures énumérées ci-dessous.

3. ENCOURAGE les gouvernements qui se trouvent le long de la voie de migration Asie de l'Est-Australasie :

a. à mettre en œuvre les déclarations d'atelier nationales et régionales suivantes qui visent à définir la mise en œuvre de la Résolution 5.028 : Beijing 2015, Asie du Sud-Est 2014, 2015, République de Corée 2016, mer Jaune 2016 et Plan de travail de l'Initiative pour les oiseaux migrateurs de l'Arctique concernant la voie de migration Asie de l'Est-Australasie ;

b. à envisager la possibilité d'une proposition trilatérale d'inscription au patrimoine mondial pour la zone intertidale de la mer Jaune ;

c. à soutenir l'élaboration de l'Initiative « Caring for Coasts », dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention de Ramsar, à l'intérieur d'un mouvement mondial visant à restaurer les zones humides côtières ; et

d. à recourir au Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie en tant que cadre pour renforcer la protection des habitats et des espèces.

### **Parrrains**

- All-China Environment Federation ( China )
- Australian Marine Conservation Society ( Australia )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- China Mangrove Conservation Network (legal name: Putian Green Sprout Coastal Wetlands Research Center) ( China )
- International Crane Foundation, Inc. ( United States of America )
- Ministry of Environment, Republic of Korea ( Korea (Republic of) )
- Nature Society (Singapore) ( Singapore )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Wereld Natuur Fonds - Nederland ( The Netherlands )
- Wildfowl & Wetlands Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- World Wide Fund for Nature - Japan ( Japan )

## 025 - Renforcer l'application de la Convention de Berne aux oiseaux migrateurs

RAPPELANT que la responsabilité de conserver les espèces migratrices incombe nécessairement à tous les pays que traverse l'une de ces espèces ;

OBSERVANT que la conservation de ces espèces nécessite une coopération étroite entre les différents États où se déroule l'une des phases de leur cycle de vie ;

RECONNAISSANT ET APPUYANT les travaux considérables que réalise la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et notant en particulier les efforts déployés pour adopter des plans de conservation englobant l'ensemble de la voie de migration ;

RECONNAISSANT AUSSI les travaux de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), de l'Accord sur les oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), du Mémoire d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie (MdE Rapaces) et du Partenariat pour la voie de migration Asie de l'Est-Australasie ;

OBSERVANT que toutes ces conventions internationales sont l'expression de la volonté des États membres qui y ont souscrit de coopérer à la conservation des espèces migratrices ;

NOTANT que le long d'une voie de migration, tous les États n'ont pas la même capacité économique et technique leur permettant d'affronter les grands défis que pose la conservation de la nature et en particulier des espèces migratrices ;

OBSERVANT que bien souvent, les pays ayant la plus grande capacité économique et ceux qui sont particulièrement sensibilisés font d'importants investissements et imposent des limites à leurs citoyens pour veiller à la conservation, dans leurs frontières, d'espèces qui n'y passent qu'une étape de leur cycle de vie, sans plus agir une fois que ces espèces quittent leur territoire ;

CONSCIENT qu'il manque encore beaucoup d'informations de base sur la conservation des espèces migratrices dans les pays qui ont le moins de ressources ;

CONSIDÉRANT que les politiques de conservation des espèces migratrices dans les pays ayant le plus de ressources bénéficieraient et seraient même moins coûteuses si des mesures de conservation étaient prises par les autres pays de l'aire de répartition ;

OBSERVANT EN OUTRE que les migrations d'oiseaux sont parmi les phénomènes les plus remarquables de la nature et que, durant leur migration, les oiseaux sont particulièrement vulnérables aux changements et aux perturbations, y compris au changement climatique ;

AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT le fait que plus de 40% des migrateurs à longue distance, sur la voie de migration Afrique-Eurasie, montrent des signes de déclin depuis au moins trois décennies et que les gouvernements doivent donc adopter des mesures d'urgence car cette situation représente une menace grave pour la conservation de la nature et l'équilibre des écosystèmes, en particulier pour les espèces d'oiseaux migrateurs qui sont chassées ;

RAPPELANT la Convention sur les espèces migratrices (CMS), ainsi que la Convention de Berne, qui ont pour objectif de conserver la faune et la flore sauvages ainsi que leurs habitats naturels et qui mettent particulièrement l'accent sur les espèces migratrices en danger et vulnérables ; et

RAPPELANT EN OUTRE la responsabilité de l'Union européenne envers la conservation des oiseaux migrateurs, du fait de sa qualité de Partie contractante à la CMS et à la Convention de Berne ainsi que de l'adoption de la Directive Oiseaux (79/409/CEE) et la Directive Habitats (92/43/CEE) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale :

a. de collaborer avec les Membres et les Commissions de l'UICN pour renforcer la sensibilisation au plan international afin de garantir une coresponsabilité des pays ayant le plus de ressources vis-à-vis de la conservation des espèces migratrices dans des pays tiers ; et

b. d'apporter un appui technique et programmatique pour les efforts mentionnés plus haut aux fins de renforcer les initiatives existantes et de partager l'information sur la conservation.

2. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces de renforcer l'appui approprié des experts de l'UICN au suivi de l'application de la Convention de Berne et de la CMS.

3. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à coopérer activement à la conservation des espèces migratrices et à échanger des informations utiles à leur conservation.

4. PRIE INSTAMMENT les États membres de soutenir l'élaboration et l'application, au titre de la Convention de Berne et de la CMS, d'un Plan d'action pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs et de leurs habitats.

5. DEMANDE aux États membres de l'UICN ayant le plus de capacités d'apporter une aide économique et technique aux pays ayant moins de capacités pour enrichir les connaissances sur l'abondance, la répartition, la biologie et les menaces qui pèsent sur les espèces migratrices, en particulier sur leurs voies de migration, ainsi que pour prendre des mesures de conservation.

6. APPELLE tous les pays à promouvoir la coordination de politiques et d'actions afin de garantir la conservation des espèces d'oiseaux migrateurs, en particulier les espèces migratrices qui sont chassées.

### Explanatory Memorandum

This motion follows previous steps recently taken within IUCN in the protection of migratory birds in the Mediterranean; see Resolution 5.029 *Combating the illegal or unsustainable capture, trade or killing of migratory birds in the Mediterranean* (Jeju, 2012).

### Parraïns

- Asociación Española de Entomología ( Spain )
- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Aves y Conservación ( Ecuador )
- Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia ( Spain )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Fundación Naturaleza y Hombre ( Spain )
- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Audubon de Panama ( Panama )

## **026 - Les aires protégées et autres zones importantes pour la biodiversité dans le contexte d'activités portant préjudice à l'environnement**

RAPPELANT les résolutions et recommandations suivantes qui traitent des effets négatifs de l'exploitation minière, des industries extractives et autres projets de développement de l'infrastructure à l'intérieur, sur ou touchant des aires protégées : la Résolution 1.51 *Les populations autochtones, l'exploitation des minerais et des hydrocarbures, et les travaux d'infrastructure et de développement* (Montréal, 1996), la Résolution 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), la Recommandation 2.82 *Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières* (Amman, 2000), la Recommandation 3.087 *Institutions financières et recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Bangkok, 2004), la Recommandation 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), la Résolution 4.088 *Lancer l'Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive* (Barcelone, 2008) et la Recommandation 4.136 *La diversité biologique, les aires protégées, les populations autochtones et les activités minières* (Barcelone, 2008);

RAPPELANT les recommandations pertinentes du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014, y compris l'appel à appliquer, à des sites prioritaires, des politiques de « zones interdites » aux industries extractives, la recommandation selon laquelle les aires protégées devraient progresser et non régresser et d'augmenter considérablement l'échelle des investissements en faveur des aires protégées pour atteindre les objectifs de la conservation ;

RAPPELANT la demande faite par les Membres de l'UICN de mettre en place des zones interdites pour les industries minières et autres activités extractives et destructrices menaçant les biens du patrimoine mondial, et les aires protégées, y compris les APAC et les sites et territoires naturels sacrés (Résolution #12, WILD10, 2013) ;

RECONNAISSANT que la notion « d'interdiction » fait partie intégrante des politiques de conservation ;

NOTANT que tout en ayant des fondements éthiques divers, nous partageons une même croyance dans la responsabilité universelle à protéger la vitalité, la diversité et la beauté de la Terre (voir Charte de la Terre) ;

RECONNAISSANT l'adoption par la Convention sur la diversité biologique (CDB) du « Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 » et ses Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, ainsi que les conclusions de la 4<sup>e</sup> édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique, selon lesquelles la biodiversité continue de disparaître malgré tous les efforts déployés ;

RECONNAISSANT AUSSI l'adoption des Objectifs de développement durable en 2015 et le rôle essentiel que les aires protégées continuent de jouer dans la réalisation de nombre de ces objectifs ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'Accord de Paris sur le climat en 2015 et le rôle essentiel joué par les aires protégées et autres mesures de conservation efficaces fondées sur les sites pour réaliser les objectifs d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements ;

SE FÉLICITANT des décisions du Comité du patrimoine mondial selon lesquelles l'exploitation minière et l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière sont incompatibles avec le statut de patrimoine mondial et qu'il est nécessaire d'éviter les impacts, sur les biens du patrimoine mondial, de telles activités ayant lieu à l'extérieur des limites de ces biens (c.-à-d. Décisions 39COM7A.4 et 34COM7A.2) ;

PRÉOCCUPÉ par la croissance rapide et continue des industries d'extraction de ressources (minières, pétrolières et gazières) et du développement de l'infrastructure (y compris de routes et de projets hydroélectriques) qui menacent et causent des dommages irréparables tels que le « décapitage » des montagnes, le déboisement, la pollution et l'assèchement des ressources en eau, avec des effets directs ou indirects sur les aires protégées d'importance particulière pour la conservation de la biodiversité et les services écosystémiques identifiés comme essentiels pour réaliser l'Objectif 11 d'Aichi (aires protégées) ; et

SOULIGNANT que de nombreux gouvernements n'ont toujours pas de politiques et de mesures adéquates en vigueur pour garantir l'intégrité des aires protégées et d'autres zones d'importance particulière pour la conservation de la biodiversité ou des services écosystémiques, et faire en sorte qu'elles ne soient pas mises en péril par l'exploitation minière, les industries extractives ou les projets d'infrastructure ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. RÉAFFIRME l'importance et la pertinence des résolutions de l'UICN concernant les industries minières, extractives et les projets de développement de l'infrastructure qui portent préjudice à l'environnement à l'intérieur, sur, sous ou touchant toutes les aires protégées.

2. RECONNAÎT que la poursuite de ces activités empêche la réalisation du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité 11 (aires protégées) et 12 (espèces menacées), ainsi que les Objectifs de développement durable.

3. APPELLE les gouvernements à interdire par la législation les projets miniers, d'industries extractives et de développement de l'infrastructure qui ont des impacts négatifs sur les aires protégées, y compris les sites sacrés, les Aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC), les Zones clés pour la biodiversité (ZCB) et autres sites ayant une valeur élevée comparable pour la conservation et de réglementer toutes les activités qui sont incompatibles avec les objectifs de ces sites au moyen, notamment :

a. de politiques nationales intégrées et transparentes et de planification à l'échelle des paysages ;

b. d'un leadership moral et social engagé pour mobiliser un appui du public ; et

c. d'un appui renforcé de la législation pour les administrateurs locaux des APAC, des aires marines gérées localement et des sites naturels sacrés, etc.

4. APPELLE EN OUTRE les gouvernements à ne pas supprimer, diminuer ou modifier les limites des aires protégées pour faciliter les projets de développement des industries extractives et d'infrastructure.

5. APPELLE les Parties à la Convention sur la diversité biologique à adopter des principes sur l'accès interdit dans les aires protégées et autres zones de conservation prioritaires, y compris les sites sacrés, les APAC, les ZCB et autres zones ayant une valeur élevée semblable pour la conservation.

6. APPELLE les gouvernements, lorsqu'ils préparent des plans régionaux de développement et des plans pour l'infrastructure, l'énergie, etc., à adopter des politiques pour éviter les projets qui portent préjudice à l'environnement ayant des impacts négatifs importants sur les aires protégées ou sur toute zone d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques qui sont essentiels pour atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité 11 et 12.

7. APPELLE les industries minières, extractives et de l'énergie à respecter les zones interdites, à mettre un frein à leurs activités d'exploration ou d'extraction dans ces régions et à ne pas mener d'activités de cette nature à l'avenir.

8. PRIE INSTAMMENT le secteur privé, y compris les entreprises qui exploitent les ressources et les institutions financières de ne pas investir ou financer d'une autre manière les industries extractives et les projets d'infrastructure qui ont un impact négatif sur les aires protégées et les zones prioritaires pour la conservation ou sur toute zone d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques identifiés comme essentiels pour réaliser les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité 11 et 12.

#### **Explanatory Memorandum**

The preamble to the 'Promise of Sydney' states: "...threats to nature, its biological diversity and protected areas are now at the highest level in human history, due to a convergence at immense scale of the impacts of human consumption patterns, population growth, and industrial activity". For the sake of life on Earth we need to stop destructive industrial activity now. The Millennium Ecosystem Assessment (2005) warned that many of the Earth's ecosystems were near collapse. We have since witnessed the loss of coral reefs and fish stocks, desertification, loss of biodiversity, and cryospheric melting.

Despite the palpable threat of climate change, and lured by the prospects of economic growth, governments are expanding mining licenses that: menace protected areas, fragile ecosystems and key conservation priorities; affect water tables, forest and soil cover, and biodiversity; and greatly impact land-based peoples and, ultimately, wider human society.

This contradicts the very spirit and goal of achieving a just world that values and conserves nature, directly impacts the well-being and cultural integrity of local and traditional communities, undermines the purpose of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), CBD Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020 and its Aichi Biodiversity Targets, and impedes the attainment of Sustainable Development Goals.

Industrial activity is central to modern economies. This includes 'resource' extraction (mining, oil and gas, logging), extractives-linked infrastructure development, industrial agriculture, roads and hydroelectric projects. The urgent challenge of our generation is to devise a development framework that sees nature as the foundation of all livelihoods, that empowers the stewards of land- and sea-scapes, and calls for intergenerational responsibility.

The purpose of this Motion is to acknowledge that our planet is increasingly under threat from destructive industrial activity, that we must immediately stop this in certain specific areas, and ultimately develop a different relationship with energy and minerals. Even the World Economic Forum (2015) acknowledges that "Conserving the environment and climate means that the mining and metals sector operates within the physical and environmental boundaries of the planet. The systematic extraction of concentrated substances from the earth's crust cannot be sustained indefinitely on a finite planet."

IUCN possesses long-standing policy positions on 'No-Go' for extractive industries in protected areas, including Resolutions and Recommendations 2.82 *Protection and conservation of biological diversity of protected areas from the negative impacts of mining and exploration* (Amman, 2000) stating that mining should not take place in IUCN category I–IV Protected Areas; 1.51 *Indigenous Peoples, Mineral and Oil Extraction, Infrastructure and Development Works*; 2.34 *Multilateral and bilateral financial institutions and projects impacting on biodiversity and natural features*; 4.087 *Impacts of infrastructure and extractive industries on protected areas*; 4.088 *Establishing the IUCN Extractive Industry Responsibility Initiative*; and 4.136 *Biodiversity, protected areas, indigenous people and mining activities* (Barcelona, 2008),

Yet many existing 'No-Go' policies and governance mechanisms for restricting industrial and extractive activities remain underutilised or ineffectively enforced by governments.

#### **Parrains**

- Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible ( Bolivia (Plurinational State of) )
- Australian Rainforest Conservation Society ( Australia )
- Canadian Parks and Wilderness Society ( Canada )
- Centre for Sustainable Development ( Iran (Islamic Republic of) )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- Nature Tropicale ( Benin )
- Sierra Club ( United States of America )
- The Christensen Fund ( United States of America )
- The John Muir Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- IUCN Council

## 027 - Marquer le centenaire du Service américain des parcs nationaux

RAPPELANT que la crevasse ou 'gorge' creusée dans les pics granitiques des montagnes de la Sierra Nevada, sous le nom de Vallée du Yosemite, est la première région des États-Unis à avoir été créée « pour l'usage, la villégiature et les loisirs du public » par le Congrès américain et le Président Abraham Lincoln le 30 juin 1864 ;

RAPPELANT EN OUTRE la création des premiers parcs nationaux des États-Unis - Parc national de Yellowstone (1872) et Parcs nationaux de Sequoia et de Yosemite (1890) – également pour la protection permanente de la beauté de leurs paysages et de leurs valeurs scientifiques importantes, suivant l'exemple du classement de la Vallée du Yosemite ;

RAPPELANT ENFIN les efforts déployés par John Muir, premier président du Sierra Club, et par d'autres personnalités, y compris le Président américain Theodore Roosevelt, pour promouvoir la protection permanente de nombreux sites pittoresques et sauvages importants des États-Unis ;

CÉLÉBRANT la création du Service américain des parcs nationaux Unis (*National Park Service*), en tant qu'agence du département de l'Intérieur des États-Unis, par le Congrès américain et le Président Woodrow Wilson le 25 août 1916, institué par une loi selon laquelle « le Service ainsi établi devra promouvoir et réglementer l'utilisation des espaces fédéraux classés en tant que parcs nationaux, monuments et réserves ...par des moyens et des mesures conformes au but fondamental ....lequel but est de conserver le paysage et les objets naturels et historiques en son sein, et d'en permettre la jouissance d'une façon telle et par des moyens tels qu'ils seront laissés intacts pour la jouissance des générations futures » ;

SALUANT le programme de la Commission mondiale sur les aires protégées de l'UICN, qui a établi le Système de classement des aires protégées, conférant ainsi une visibilité mondiale aux parcs et monuments nationaux ; et

SALUANT EN OUTRE le fait que les États et les organisations internationales, nationales et locales, y compris les communautés autochtones, continuent de promouvoir l'établissement et la bonne gestion des parcs nationaux relevant de leur juridiction ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. FÉLICITE le Service des parcs nationaux du département de l'Intérieur des États-Unis à l'occasion du centenaire de sa fondation en août 1916.

2. PRIE la Directrice générale de l'UICN de transmettre ces félicitations en adressant une copie de la présente résolution au Président, au Secrétaire du département de l'Intérieur et au directeur du Service des parcs nationaux des États-Unis.

3. RECOMMANDE à tous les États et à leurs autorités régionales et locales de soutenir et mettre en œuvre l'idée des parcs nationaux, d'accorder une protection permanente aux zones pittoresques et naturelles critiques et aux espèces sauvages en leur sein, et de les gérer de façon responsable afin d'assurer l'entière protection de toutes leurs caractéristiques sur le long terme, pour le bien-être et la jouissance des générations actuelles et futures.

4. RECOMMANDE ENFIN à toutes les organisations internationales, nationales et locales non gouvernementales d'appuyer les efforts locaux et internationaux visant à instaurer et à maintenir une protection permanente des paysages et des régions naturelles de grande valeur, et à promouvoir leur gestion responsable afin de garantir leur protection intégrale sur le long terme.

### Explanatory Memorandum

On August 25, 1916, US President Woodrow Wilson signed the act creating the National Park Service (NPS). The 'Organic Act' states that the fundamental purpose of the NPS "is to conserve the scenery and the natural and historic objects and the wild life therein and to provide for the enjoyment of the same in such manner and by such means as will leave them unimpaired for the enjoyment of future generations".

The 2016 Mission Statement says: "The National Park Service preserves unimpaired the natural and cultural resources and values of the National Park System for the enjoyment, education, and inspiration of this and future generations. The Park Service cooperates with partners to extend the benefits of natural and cultural resource conservation and outdoor recreation throughout this country and the world".

Since 1916, the American people have entrusted the NPS with the care of their national parks. With the help of volunteers and park partners, it safeguards more than 400 places and shares their stories with more than 275 million visitors every year.

Native American tribes, local governments, nonprofit organisations, businesses, and individual citizens ask for NPS help in revitalising their communities, preserving local history, celebrating local heritage, and creating close-to-home opportunities for kids and families to get outside, be active, and have fun.

The US National Park System covers more than 84 million acres and is comprised of 409 sites with 28 different designations. These include 128 historical parks or sites, 78 national monuments, 59 national parks, 25 battlefields or military parks, 19 preserves, 18 recreation areas, 10 seashores, four parkways, four lakeshores, and two reserves.

The NPS maintains 879 visitor centers and contact stations, which were visited by nearly 280 million people in 2014. More than 500,000 attended special events and ranger programmes. More than 660,000 children participated in the 'Junior Ranger' programme.

According to the 2014 United Nations List of Protected Areas, which is a compilation of all designated protected areas in the world, there are over 209,000 designated marine and terrestrial protected areas covering more than 30 million km<sup>2</sup>. This shows the growth of the international formal protected areas movement, which was stimulated by the example of the United States' early efforts at wild land and scenic area protection.

It is particularly fitting that the first IUCN World Conservation Congress held in the United States recognise this country's pioneering contribution to global conservation.

### Parrains

- Department of Conservation ( New Zealand )
- Ecological Society of the Philippines ( Philippines )
- International Council of Environmental Law ( Germany )



- Ministerio de Ambiente y Energía ( Costa Rica )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Royal Society for the Conservation of Nature ( Jordan )
- Sierra Club ( United States of America )
- The John Muir Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## 028 - Intégrer la dimension urbaine de la conservation dans les travaux de l'UICN

SACHANT que l'UICN et la communauté mondiale en charge de la conservation ont globalement tendance à s'intéresser en priorité à des zones plutôt éloignées des grandes villes ;

INQUIET à l'idée qu'accorder la priorité à des zones où l'incidence des activités anthropiques sur la biosphère est moindre puisse occulter les nombreuses raisons pour lesquelles le milieu, la population et les établissements urbains ont eux aussi un rôle essentiel à jouer dans l'accomplissement de la mission de l'UICN ;

CONSCIENT que le monde connaît une urbanisation galopante et que, du fait de la propagation rapide de l'influence des villes, des zones auparavant éloignées seront touchées ;

RECONNAISSANT que les populations citadines sont d'une importance cruciale pour la conservation de la nature, tant au plan national que mondial, que c'est dans les grandes villes que s'exerce le plus fortement le pouvoir politique au niveau national, que se concentre l'essentiel des richesses et que sont établis la plupart des médias, et que la conservation dépend du soutien des électeurs, des donateurs et des communicants vivant en milieu urbain, alors même que les habitants des grandes villes sont de moins en moins en contact avec la nature ;

NOTANT que les acteurs de la conservation en milieu urbain comprennent des autorités nationales, infranationales et locales et diverses organisations non gouvernementales, instances universitaires et scientifiques, ainsi que des associations ;

CONSCIENT que la nature est indispensable à la santé physique et mentale, au développement et au bien-être de l'homme, que les espaces naturels à l'intérieur et à proximité des villes contribuent à donner un sentiment d'appartenance aux habitants, offrent l'occasion de mieux connaître la nature et la préservation des ressources à long terme, procurent un large éventail de services écosystémiques, contribuent au piégeage du carbone et améliorent la résilience au changement climatique, et que de nombreux sites naturels et semi-naturels en milieu urbain et périurbain renferment une grande diversité biologique et peuvent comprendre des aires protégées relevant de l'une des six catégories de l'UICN ;

NOTANT que les aires naturelles en milieu urbain peuvent renforcer l'attrait touristique des grandes villes et doper les revenus du tourisme ; et

RECONNAISSANT que les grandes villes peuvent avoir de très importants effets néfastes sur les écosystèmes environnants, que les ports, aéroports et jardins en milieu urbain sont des points d'entrée pour des espèces exotiques envahissantes et que l'expansion urbaine représente souvent une grave menace pour la biodiversité ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale de :

- a. donner pour instruction à tous les groupes du Secrétariat de revoir leurs programmes de façon à ce que la dimension urbaine de la conservation soit dûment intégrée dans leurs priorités ; et
- b. nomme un interlocuteur parmi les cadres du Secrétariat chargé de la coordination des questions urbaines.

2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale et les Commissions de :

- a. informer les principaux organismes et spécialistes traitant de la dimension urbaine de la conservation de l'importance de faire partie des Membres et des Commissions de l'UICN ;
- b. mettre leur savoir-faire en la matière au service d'organisations intergouvernementales ; et
- c. encourager les organismes de conservation à coopérer avec les musées, zoos, jardins botaniques et institutions semblables en milieu urbain pour présenter aux citoyens le patrimoine naturel de leur région.

3. APPELLE le Conseil à :

- a. engager une initiative forte à l'échelle de l'ensemble de l'UICN afin de sensibiliser au rôle crucial de la nature en milieu urbain ;
- b. encourager la mise en place de mesures visant à renforcer le rôle de la nature dans l'aménagement et la gestion des zones urbaines et le rôle des zones urbaines dans la planification et la gestion des programmes de conservation ; et
- c. créer une « Alliance urbaine de l'UICN » placée sous la direction d'un membre du Conseil et composée de Membres et de divisions de Commissions et du Secrétariat compétents dans les aspects urbains de la conservation, et la charger d'aider le Conseil, la Directrice générale et les Commissions dans la réalisation de l'objet de la présente Résolution.

### Explanatory Memorandum

This Motion, which has broad support, was drafted by several longtime IUCN leaders who include former chairs of three IUCN Commissions (Adrian Phillips, George Rabb, and Ted Trzyna) and the former IUCN Chief Scientist (Jeff McNeely). We believe strongly that IUCN cannot pursue its mission successfully without placing urban dimensions of conservation centre stage.

We emphasise that this Motion is about urban people and places, rather than cities as local governments. Local authorities are important, but are only one among many kinds of conservation actors in the urban arena. (Proposals have been made to admit local authorities as IUCN Members. Nothing in this motion is meant to imply support for – or opposition to – those proposals.)

A recent IUCN publication provides detailed background and strong arguments for IUCN as a Union giving concentrated and systematic attention to urban matters. Although it focuses on urban nature reserves, its arguments apply to other aspects of conservation:

*Urban Protected Areas: Profiles and best practice guidelines* (2014).  
[http://cmsdata.iucn.org/downloads/bpg\\_urban\\_protected\\_areas.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/bpg_urban_protected_areas.pdf)

Two quotations from this publication:

"Ours has become a planet of urban dwellers in a very short time. Already, over half of humanity lives in urban areas. Two thirds will do so in the lifetimes of most people now living on Earth. This trend is already having profound consequences for the environment and for people. Everywhere nature is being squeezed and people are losing contact with it. The implications are many and diverse, but they make the conservation of nature ever more urgent and often more difficult to deliver."

And:

"The wildest and remotest places on Earth, the most imperiled species on Earth, the chain of life sustaining human life on Earth will be protected only if urban people care about nature ... Conservationists must take urban people and urban places much more seriously. Unless they do so, they will struggle for relevance in the years to come."

**Parrains**

- Centre for Resource Management and Environmental Studies ( Barbados )
- Chicago Zoological Society ( United States of America )
- Development Alternatives ( India )
- Friends of the Country Parks ( Hong Kong, China )
- InterEnvironment Institute ( United States of America )
- Los Angeles Zoo ( United States of America )
- Nature Canada ( Canada )
- Sierra Club ( United States of America )
- Wildfowl & Wetlands Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## **029 - Reconnaissance et respect appropriés aux aires et territoires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées**

RECONNAISSANT que de nombreux peuples autochtones et communautés locales se chargent de gouverner, gérer, protéger et utiliser de manière durable l'intégrité ou une partie de leurs aires et territoires, en particulier leur patrimoine et leurs sites sacrés, d'une manière qui correspond aux définitions que donne l'UICN des aires protégées et des aires et territoires conservés par des peuples autochtones et des communautés locales (ICCA) ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que des aires désignées par le gouvernement et privées recouvrent souvent des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales sans les reconnaître et les respecter de manière appropriée ;

RAPPELANT la reconnaissance par l'UICN de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et des responsabilités ; et des droits collectifs des peuples autochtones et des communautés locales à la terre, à l'eau et aux ressources se trouvant sur des aires protégées situées sur leurs territoires traditionnels, ainsi que du droit de participer totalement et efficacement à la gouvernance des aires protégées ;

RAPPELANT la Résolution 5.094 *Respect, reconnaissance et appui aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés* (Jeju, 2012), notamment sa demande de reconnaissance et de soutien aux aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales « en cas de chevauchement avec la dénomination d'aire protégée ou autre » ;

PRENANT NOTE de la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire* (Barcelone, 2008), qui demande que les populations autochtones assument la gouvernance des territoires de conservation autochtones quand les aires protégées recouvrent intégralement ou partiellement ces territoires ;

CONSIDÉRANT la Résolution 4.038 *Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées* (Barcelone, 2008) et de la Recommandation 5.147 *Sites naturels sacrés – Soutenir les protocoles traditionnels et le droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux* (Jeju, 2012), qui demandent une reconnaissance des soins et de la protection traditionnels des sites naturels sacrés situés à l'intérieur des aires protégées ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION les recommandations du Congrès mondial des parcs de l'UICN (Sydney, 2014) visant à reconnaître et soutenir les ICCA « à l'intérieur comme à l'extérieur des aires protégées » et à garantir des droits de gestion collective en cas de chevauchement (Courant 6) et à « garantir une gestion autochtone des aires protégées » à l'intérieur de leurs territoires traditionnels (Courant 7) ;

RAPPELANT QUE l'Accord et le Plan d'action de Durban, ainsi que le Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique reconnaissent le droit des populations autochtones et des communautés locales de participer à la gestion des aires protégées ; et

SE FÉLICITANT des travaux de l'ICCA Consortium ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale, le Conseil, les Commissions et les Membres, ainsi que l'ICCA Consortium et les partenaires appropriés de :

a. élaborer, diffuser et accélérer la mise en œuvre de lignes directrices sur les meilleures pratiques en terme d'identification, de reconnaissance et de respect envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales dans les cas de recouvrement par des aires protégées ;

b. demander une reconnaissance et un respect appropriés envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées, et d'obtenir l'accord préalable, librement consenti et éclairé des populations autochtones et des communautés locales qui les gèrent, avant d'inscrire une aire protégée sur la Liste verte des aires protégées de l'UICN, ou avant de conseiller de leur accorder le statut de Patrimoine mondial ;

c. encourager les organisations et réseaux de populations autochtones, ainsi que le Mécanisme de Whakatane, à faciliter la reconnaissance et le respect envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées ;

d. encourager les organismes et les donateurs à promouvoir la reconnaissance et le respect envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées, et de soutenir leurs gardiens en les intégrant dans la Base de données mondiale sur les aires protégées et dans le Registre des aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales, après avoir obtenu leur accord éclairé et librement consenti ; et

e. faire rapport annuellement sur les actions ci-dessus au Conseil de l'UICN, à la Convention sur la diversité biologique et, par l'intermédiaire du rapport annuel de l'UICN, au Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones.

2. PRIE les Membres de l'UICN, les États non membres, et les autres acteurs responsables d'aires protégées d'élaborer et de mettre en œuvre des lois, réglementations, accords, protocoles, plans, ainsi que procédures et pratiques administratives démontrant une reconnaissance et un respect appropriés envers les aires et territoires conservés par des populations autochtones et des communautés locales, recouverts par des aires protégées.

### **Explanatory Memorandum**

This motion advances the 'Promise of Sydney's' commitments to the "expansion and improved governance and management of protected and conserved areas" and to recognising the knowledge, rights, and responsibilities of indigenous peoples and local communities by addressing a significant missed opportunity for conservation and source of injustice in many protected areas worldwide.

Many government-designated (and private) protected areas overlap indigenous peoples' and local communities' territories and areas, often without appropriately recognising, respecting and supporting those that meet the IUCN definition of indigenous peoples' and community conserved territories and areas (ICCAs) as "natural and modified ecosystems... voluntarily conserved by indigenous and local communities through customary laws or other effective means" (IUCN World Parks Congress 2003 Recommendation V.26). ICCAs include diverse kinds of collectively-governed and managed

conserved areas, from sustainably used commons and cultural sites such as sacred natural sites to protected areas declared and governed by indigenous peoples and local communities. They may encompass all or particular parts of indigenous peoples' and local communities' legally titled or customary, collectively-owned and governed territories and areas.

The IUCN and the Parties to the CBD both hold that ICCAs can merit recognition as protected areas, and those that do not meet protected area definitions often exemplify a type of voluntary conservation or "conserved area" referred to by the Parties to the CBD in Aichi Biodiversity Target 11 as "other effective area-based conservation measures". In both cases complex governance situations result when ICCAs are overlapped by government or privately protected areas. When these appropriately recognise and respect ICCAs this can catalyse collaboration and conservation synergies. Failing to do so, however, and ignoring or undermining ICCAs can violate internationally-affirmed rights and have important conservation as well as social, economic, and cultural costs.

IUCN has not yet developed and disseminated good practice guidance for recognising and respecting ICCAs that are overlapped by government designated or private protected areas. Doing so is one of the actions called for in this Motion. Preliminary research by the ICCA Consortium, to be released soon in a policy brief and companion paper, suggests that diverse governance arrangements exist that can respect the integrity of ICCAs and the rights of indigenous peoples and local communities.

This Motion differs from World Conservation Congress 2008 Recommendation 4.127 in referring to voluntary conservation by both local communities and indigenous peoples and also by referring to ICCAs rather than to territories in general. It differs from Recommendation 4.127 and also from World Conservation Congress 2012 Resolution 5.094 (which calls for implementing laws and regulations to recognise ICCAs overlapped by protected areas) by calling also for appropriate agreements, protocols, plans, and administrative procedures and practices; development and dissemination of best practices guidance; encouragement to agencies and donors to support listing-overlapped ICCAs in the ICCA Registry and World Database on Protected Areas; and specific actions and reporting by IUCN concerning the Green List of Protected and Conserved Areas, World Heritage Sites, and the Whakatane Mechanism.

#### **Parrains**

- Asociación para la Conservación, Investigación de la Biodiversidad y el Desarrollo Sostenible ( Bolivia (Plurinational State of) )
- Both Ends - Environment and Development Service for NGOs ( The Netherlands )
- Centre for Sustainable Development ( Iran (Islamic Republic of) )
- Corporación Grupo Randi Randi ( Ecuador )
- Forest Peoples Programme ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Foundation for Ecological Security ( India )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- The Christensen Fund ( United States of America )
- The Samdhana Institute Incorporated ( Indonesia )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - Indonesia ( Indonesia )

### 030 - Congrès mondial des parcs 2014 : La Promesse de Sydney

RAPPELANT le Congrès mondial des parcs 2014 organisé à Sydney, Australie, par les Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Galles du Sud et par l'UICN ;

RAPPELANT avec gratitude l'accueil des propriétaires traditionnels des terres sur lesquelles s'est réuni le Congrès ;

RECONNAISSANT le rôle constant et la contribution des peuples autochtones et des communautés locales vis-à-vis de la connaissance, de la valorisation et de la conservation de la nature ;

RECONNAISSANT aussi les nombreuses contributions importantes faites par la Commission mondiale des aires protégées et d'autres Commissions de l'UICN, Membres de l'UICN, partenaires, donateurs et le Secrétariat, pour contribuer au succès du Congrès mondial des parcs ;

SE FÉLICITANT des résultats fondamentaux du Congrès mondial des parcs : la Vision de la « Promesse de Sydney » et les recommandations connexes ainsi que de l'ampleur et la diversité des solutions et engagements porteurs d'inspiration ;

PRENANT NOTE de la Décision C/85/35 du Conseil de l'UICN de s'approprier la Promesse de Sydney et de suivre et communiquer les progrès concernant des promesses et des engagements spécifiques ; et

NOTANT avec satisfaction l'initiative de la Directrice générale et du Séminaire mondial de Salzbourg en vue d'organiser le premier *Parks for the Planet Forum: Nature, Health and a New Urban Generation* ("Forum des parcs pour la planète : la nature, la santé et une nouvelle génération urbaine"), à Salzbourg, Autriche, en novembre 2015 ;

#### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale à faire rapport, chaque année, sur la mise en œuvre des engagements issus de la Promesse de Sydney et à évaluer de quelle manière ils influencent les résultats pour la conservation et intègrent les solutions basées sur la nature à l'intérieur et à travers les secteurs au bout de cinq puis de dix ans.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN de prioriser l'ordre du jour innovant et transformateur de la Promesse de Sydney dans les possibilités de développement et d'influence sur les politiques, la génération de la recherche et des connaissances et les programmes, en particulier pour :

- a. faire participer un public plus large à la conservation connectant l'homme à la nature (c.-à-d. La nature pour tous) et valorisant la nature pour sa santé et son bien-être (c.-à-d. l'approche « Notre santé dépend de la santé des parcs ») ;
- b. améliorer la gestion efficace et équitable des aires protégées terrestres et marines par des initiatives telles que la Liste verte des aires protégées et conservées ;
- c. insister sur la conservation marine et agir contre les menaces urgentes et le faible niveau de protection des mers et des océans de la planète ; et
- d. intégrer les aires protégées en tant que solutions naturelles aux problèmes mondiaux tels que le changement climatique et le développement durable.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres de l'UICN d'informer la Directrice générale des engagements existants et nouveaux pris pour appliquer la Promesse de Sydney.

4. SE FÉLICITE de la Promesse de Sydney et des engagements pris par les Membres de l'UICN et d'autres organisations en vue d'accélérer la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 à la Treizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP13) qui aura lieu au Mexique en décembre 2016.

#### **Parraïns**

- Australian Government Department of the Environment ( Australia )
- Department of Conservation ( New Zealand )
- Great Barrier Reef Marine Park Authority, Queensland ( Australia )
- Korea National Park Service ( Korea (Republic of) )
- NSW Office of Environment and Heritage ( Australia )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Parks Victoria ( Australia )

### 031 - Constituer des réseaux représentatifs d'aires protégées dans l'Antarctique et l'océan Austral

RAPPELANT les résolutions et recommandations de Congrès mondiaux de la nature et d'Assemblées générales de l'UICN portant sur l'Antarctique et l'océan Austral : 16/9 *Antarctique (II)* (Madrid, 1984), 18.74 *La Stratégie de conservation de l'Antarctique* (Perth, 1990), 19.96 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Buenos Aires, 1994), 19.95 *Meilleure protection des espèces sauvages des écosystèmes insulaires*, 2.54 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Amman, 2000), 3.36 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Bangkok 2004), 4.034 *L'engagement de l'UICN concernant l'Antarctique et l'océan Austral* (Barcelone, 2008), 4.118 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Barcelone, 2008) et 5.66 *L'Antarctique et l'océan Austral* (Jeju, 2012) ;

NOTANT les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement au Sommet mondial du développement durable de 2002 (Johannesburg) pour faciliter la constitution de réseaux représentatifs d'aires marines protégées (AMP), l'Objectif d'Aichi 11 pour la biodiversité, sur la protection terrestre et marine (Nagoya, Japon, 2010), et la recommandation du Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014) prônant l'augmentation de la superficie des océans effectivement et équitablement gérée dans des réseaux écologiquement représentatifs et bien connectés d'AMP et autres mesures de conservation efficaces, avec au moins 30% de cette région libre d'activités extractives ;

SE FÉLICITANT des mesures prises par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) en vue de mettre sur pied un réseau d'AMP dans l'océan Austral et des décisions prises par les Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique pour créer des zones spécialement protégées de l'Antarctique (ZSPA) aussi bien en milieu terrestre qu'en milieu marin ;

PRÉOCCUPÉ par le manque de progrès des engagements pris pour constituer un réseau représentatif d'AMP dans l'océan Austral ;

NOTANT que la protection des écosystèmes terrestres de l'Antarctique n'est pas encore complète ou représentative ;

RECONNAISSANT le rôle primordial du Système du Traité sur l'Antarctique en matière de conservation et de gestion de la région Antarctique ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que l'Antarctique et l'océan Austral sont de plus en plus menacés par le changement climatique ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions, lors de l'application du Programme de l'UICN 2017-2020 :

- a. de prendre des mesures pour soutenir les travaux de la Coalition de l'Antarctique et de l'océan Austral ;
- b. de renforcer la participation de l'UICN aux réunions du Traité sur l'Antarctique et de la CCAMLR ; et
- c. d'inclure l'Antarctique dans les politiques et priorités pour les régions polaires et de mobiliser des ressources adéquates pour ces travaux.

2. PRIE INSTAMMENT la CCAMLR d'inscrire de vastes AMP écologiquement représentatives dans toute l'étendue de l'océan Austral qui soient également conçues pour renforcer la résilience des écosystèmes marins de l'Antarctique au changement climatique et d'approuver, cette année, les propositions actuelles d'AMP dans la mer de Ross et l'Antarctique oriental.

3. PRIE INSTAMMENT toutes les Parties au Protocole sur la protection de l'environnement de prendre les mesures nécessaires pour constituer un réseau complet de ZSPA protégeant toutes les régions biogéographiques et pouvant contribuer à préserver les valeurs sauvages uniques de l'Antarctique face à l'évolution du climat.

#### Explanatory Memorandum

Antarctica and its surrounding Southern Ocean are not part of any IUCN region and therefore are not within the current IUCN membership structure. Nevertheless, these areas contain unique habitats and species, and their biodiversity should be protected. In recent decades, there have been many targets and goals for increasing the percentage of global marine and terrestrial habitats included in networks of protected areas, which have been set by various bodies such as the Convention on Biodiversity and the World Parks Congress. The Antarctic governance system has also indicated its intentions to create representative protected area systems, but has not been able to achieve this goal either in marine or terrestrial environments, despite a wealth of scientific information to support the design of such areas.

Environmental NGOs have participated actively in Antarctic governance fora to encourage state governments to take action, but believe that IUCN's involvement would speed up implementation. IUCN has significant expertise in all aspects of protected area creation and management and already has official status to attend Antarctic Treaty Consultative Meetings and meetings of the Commission on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (CCAMLR). IUCN representatives have attended some of these meetings in recent years, and have made valuable contributions. This included providing useful clarifications during the 2015 CCAMLR meeting discussion of IUCN protected area categories. Thus, this motion does not ask for significant new investments in Antarctic area protection efforts from IUCN, but rather more consistent engagement using existing resources and staff.

In an era of climate change and increasing human activity in the polar regions, it is imperative that there be comprehensive protection of Antarctic biodiversity and habitats. IUCN has a critical role to play in helping the Antarctic governance system fulfill its commitments to provide ecologically representative protection for the Antarctic environment.

#### Parraïns

- Antarctic and Southern Ocean Coalition ( United States of America )
- Australian Marine Conservation Society ( Australia )
- Environment and Conservation Organizations of New Zealand ( New Zealand )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- The Pew Charitable Trusts ( United States of America )
- World Wildlife Fund - US ( United States of America )
- WWF - New Zealand ( New Zealand )

### 032 - Création, reconnaissance et réglementation de la carrière de garde-parc

CONSIDÉRANT que la conservation de la nature, par la création et le maintien d'aires protégées, est un des moyens les plus efficaces de protéger la biodiversité et les services écosystémiques ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que les aires protégées qui n'ont pas de gardes-parcs professionnels (un personnel présent en première ligne) ni de règlements d'application de leurs plans de gestion ne sont pas en mesure de remplir leur rôle essentiel ;

NOTANT :

a. que la Convention sur la diversité biologique (CDB) encourage chaque Partie à établir son propre réseau d'aires protégées, y compris en prenant toutes les mesures essentielles pour conserver la nature (comme reflété dans l'Article 8 de la Convention – Conservation *in situ*) ;

b. que les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité ont pour objet de diffuser dans la société les valeurs de la durabilité et leur intégration dans les programmes nationaux, sous-nationaux et locaux (Objectifs 1 et 2), afin de réduire l'appauvrissement des habitats naturels et de contrôler la surpêche et l'exploitation des ressources naturelles (Objectifs 5 et 6) ainsi que pour la protection efficace des zones naturelles et des espèces en danger (Objectifs 11 et 12) ;

c. que les gardes-parcs sont des agents essentiels de la gestion des aires protégées, assurant la protection de l'environnement et maintenant le lien entre les politiques publiques et les communautés locales où ils exercent leurs fonctions ;

d. qu'il est essentiel que la carrière de garde-parc soit établie et valorisée si l'on veut que les aires protégées remplissent leur but ultime ;

e. que les 264 délégués de 40 pays qui ont assisté au 7<sup>e</sup> Congrès mondial des gardes-parcs (Arusha, 2012) et les 1262 participants de 15 pays qui ont assisté au 8<sup>e</sup> Congrès brésilien sur les aires protégées (Curitiba, 2015), ont souligné que les actions des gardes-parcs en matière de conservation des aires protégées sont officiellement reconnues comme fondamentales ;

f. que certains pays ne reconnaissent pas le rôle de garde-parc comme une carrière, ce qui conduit à des problèmes de manque d'efficacité avec des conséquences graves aussi bien pour le suivi de la biodiversité et l'éducation à l'environnement que pour l'entretien des sentiers et les programmes de visite ; et

g. que la stratégie de l'UICN comprend le renforcement de la carrière de garde-parc pour partager les ressources et l'échange professionnel ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

APPELLE les États membres et organisations membres de l'UICN, ainsi que les gouvernements et organisations des autres pays, qui n'ont pas de système d'avancement professionnel du personnel des aires protégées se trouvant en première ligne :

a. à créer officiellement, reconnaître et réglementer les étapes de la carrière du personnel des aires protégées se trouvant en première ligne et à fournir les conditions appropriées pour leur application effective ;

b. à établir, encourager et maintenir la formation et le perfectionnement du personnel des aires protégées travaillant en première ligne, y compris par des cours techniques et universitaires ;

c. à lancer des appels publics ou à recruter le nombre approprié de personnel des aires protégées se trouvant en première ligne pour les aires protégées publiques ; et

d. à appliquer des mesures d'incitation pour le maintien d'un nombre adéquat de personnel d'aires protégées se trouvant en première ligne pour les aires protégées privées, afin de compléter les efforts des aires de conservation publiques.

#### Explanatory Memorandum

The Boticário Group Foundation (Brazil) maintains two Private Natural Reserves in perpetuity for nature conservation: the Salto Morato Natural Reserve (State of Parana), and the Serra do Tombador Natural Reserve (State of Goiás). The reserves are located in the Atlantic Forest and Cerrado/Savanna, two of the most threatened biomes in Brazil, and with high levels of endemic species. In both areas we carry out scientific research to increase knowledge of biodiversity. Together, they account for more than 11,000 ha of protected natural areas, with several endangered species of flora and fauna. The two reserves have recently updated their management plans and maintain full-time employees who work in supervision, visitation and supporting field activities. The Boticário Group Foundation supports the regulation of the ranger profession in Brazil, currently a Draft Act (7276/14) in the National Congress.

#### Parraïns

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Fundação Museu do Homem Americano ( Brazil )
- Fundação o Boticário de Proteção à Natureza ( Brazil )
- Instituto Çarakura ( Brazil )
- Instituto Conservation International do Brasil ( Brazil )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )
- World Wide Fund for Nature - Brasil ( Brazil )



### 033 - Garder de la place pour la nature et assurer notre avenir : élaboration d'une stratégie pour l'après 2020

PRÉOCCUPÉ de constater qu'avec la croissance démographique et la demande de ressources naturelles qui ne cesse d'augmenter, nous voyons disparaître les dernières espèces et les derniers espaces sauvages de la Terre ;

RAPPELANT l'Objectif d'Aichi 11 pour la biodiversité, de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui demande de protéger, avant 2020, au moins 17% de la superficie de la planète et 10% de la superficie marine, en particulier dans des régions d'importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques, grâce à un réseau d'aires protégées bien connecté et à d'autres mesures de conservation efficaces basées sur les sites dans l'ensemble des paysages terrestres et marins ;

NOTANT que cet objectif était essentiellement politique, qu'il n'a nécessité que peu de participation du public ou de données scientifiques pour déterminer la superficie à protéger pour soutenir les êtres humains et la vie sur Terre ;

CONSCIENT qu'à ce jour 15% seulement de la superficie émergée de la planète et 3% de la superficie marine sont protégées mais que ces aires protégées sont rarement gérées efficacement ou établies au bon endroit pour conserver un maximum de diversité biologique ou de services écosystémiques ;

RAPPELANT l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable qui comprennent les Objectifs 14 et 15 sur la conservation marine et terrestre et la nécessité de « s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement » (Objectif 8.4), « Mettre en place une infrastructure ... durable » (9.1), « Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial » (11.4) et « Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat » (13.1) ;

RECONNAISSANT le rôle critique que des écosystèmes intacts jouent dans la lutte contre le changement climatique, le soutien à d'autres services écosystémiques et la protection de la biodiversité ;

PRÉOCCUPÉ par la menace croissante qui pèse sur les écosystèmes intacts, les aires protégées, les forêts primaires et autres zones clés en raison de l'infrastructure, des entreprises extractives et des entreprises agricoles ;

RAPPELANT les résolutions 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), 3.050 *Intégrer les réseaux d'aires protégées dans l'ensemble du paysage* (Bangkok, 2004), 3.087 *Institutions financières et recommandations de la Commission mondiale des barrages* (Bangkok, 2004), 4.062 *Améliorer les réseaux écologiques et les aires de conservation assurant la connectivité* (Barcelone, 2008), 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), 5.046 *Renforcer la Convention du patrimoine mondial* (Jeju, 2012) et 5.089 *Les barrages et les infrastructures hydrauliques* (Jeju, 2012) ; et

NOTANT que le rapport du Courant 1 du Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014) déclare que de nombreux délégués ont plaidé en faveur d'une couverture des aires protégées d'environ « 30% de la planète pour les réserves non exploitables, 50% pour la protection globale et 100% pour les terres et les eaux gérées de manière durable » ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE INSTAMMENT les Parties à la CDB de lancer une stratégie/des objectifs post-Aichi ambitieux pour garder de la place pour la nature, s'appuyant sur une compréhension améliorée des systèmes entretenant la vie sur la planète et du rôle de la biodiversité et de la connectivité qui les sous-tendent, et des seuils pour maintenir la biodiversité afin d'inclure :

a. une étude et des réunions d'experts définissant les objectifs fondés sur la science pour une conservation effective de régions ayant la plus grande importance pour la biodiversité et les services écosystémiques, du point de vue de la couverture en pourcentage des aires protégées reconnues par l'UICN dans l'ensemble des paysages terrestres et marins, gérés de manière durable et écologiquement fonctionnels, en tenant compte de la localisation, des dimensions, de la connectivité, du caractère équitable et de l'efficacité ;

b. des consultations avec les gouvernements, les institutions financières et l'industrie pour renforcer :

i. la reconnaissance généralisée du fait que des zones clés comme les biens du patrimoine mondial et autres aires protégées devraient être intégralement protégées et ne subir aucun impact d'activités industrielles dommageables ; et

ii. la transparence, la durabilité, la planification à l'échelle des paysages pour la localisation d'infrastructures publiques et privées, de concessions et autres activités industrielles dommageables ; et

c. le développement d'un mécanisme pour l'application conjointe de la stratégie soutenant les ODD et des conventions telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention du patrimoine mondial et d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

2. APPELLE la Directrice générale et tous les éléments de l'UICN à fournir un appui technique pour promouvoir et soutenir l'élaboration de cette nouvelle stratégie.

#### Explanatory Memorandum

The current CBD Aichi Target 11 was largely agreed through a political process, with little consultation either with the public on what areas we should protect for nature, or with scientists on what areas we need to protect in order to sustain humans and the rest of life on earth.

The first-ever global public opinion survey on space for nature ([www.zsl.org/spacefornature](http://www.zsl.org/spacefornature)) suggested that people feel around 50% of the world's land and seas should be protected (in line with calls that nature needs half: e.g. [http://resolutions.wild10.org/wp-content/uploads/2013/10/res2\\_nature-needs-half\\_final.pdf](http://resolutions.wild10.org/wp-content/uploads/2013/10/res2_nature-needs-half_final.pdf)) and the limited scientific evidence currently available points to 30-50% of the planet (e.g. Locke 2013, E.O. Wilson, in press), both far exceeding the current and target proportions of land and sea areas protected.

Following a flagship session at the IUCN World Parks Congress in Sydney in 2014 led by ZSL and bringing together a wide variety of experts in the field, this Motion calls for joint research mapping the existence (biodiversity) and utilitarian (ecosystem services) values of nature at different ecologically- and politically-relevant scales (global, regional and local),

to help us understand 'what would need to be conserved where', in order to maintain particular thresholds of biodiversity and ecosystem services. This would then feed into the development of a strategy and targets integrating IUCN's concept of connectivity conservation (<https://portals.iucn.org/congress/motionproposal/10127>) to guide the CBD's future Programme of Work on Protected Areas and the post-2020 Strategy.

A World Conservation Congress event, organised by IUCN World Commission on Protected Areas (WCPA), ZSL and partners, will accompany this Motion, and will invite feedback and collaboration on the development of the strategy. Following this, ZSL is planning a high-profile, two-day international symposium at ZSL in 2017 (see examples at <http://www.zsl.org/science/whats-on>), bringing together scientific and policy experts from around the world to present their perspectives and research in this area, to evaluate case studies and to work towards agreements on key points, areas of spatial overlap, mechanisms and policy advice. It is proposed that this will then feed into the CBD, sustainable development agenda, and other MEAs, under an IUCN mandate with the support of WCPA and Member organisations.

#### **Parrains**

- Canadian Parks and Wilderness Society ( Canada )
- Conservation International ( United States of America )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The Nature Conservancy ( United States of America )
- The Samdhana Institute Incorporated ( Indonesia )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologische Gesellschaft Frankfurt von 1858 - Hilfe für die bedrohte Tierwelt ( Germany )

### **034 - Reconnaître l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans les aires protégées et conservées**

RECONNAISSANT que les approches efficaces et équitables de la conception, de la gouvernance et de la gestion des aires protégées ou conservées doivent être enracinées non seulement dans la science mais aussi dans la culture, la religion, une vision du monde et des pratiques coutumières coexistantes relatives à la nature ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'à l'échelon mondial, les aires protégées désignées par les gouvernements recouvrent des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) et des sites naturels sacrés et ont une importance culturelle et spirituelle particulière pour les communautés qui vivent dans ces sites ou à proximité ;

SE FÉLICITANT du fait que l'UICN ait affirmé les droits des peuples autochtones et des communautés locales à inscrire la culture et la religion dans les aires protégées et qu'elle reconnaisse les responsabilités et les devoirs des gardiens des sites ;

RAPPELANT la Résolution 4.038 *Reconnaissance et conservation des sites naturels sacrés à l'intérieur des aires protégées* (Barcelone, 2008), qui prie instamment les administrateurs et organes responsables des aires protégées de reconnaître les valeurs culturelles et spirituelles des sites naturels sacrés dans ces aires protégées, ainsi que la Recommandation 4.127 *Les droits des populations autochtones en matière de gestion des aires protégées situées intégralement ou partiellement sur leur territoire* (Barcelone, 2008), qui prône la gouvernance des territoires autochtones pour la conservation ;

RAPPELANT EN OUTRE la Résolution 5.099 *Politique de l'UICN sur la conservation et les droits humains pour un développement durable* (Jeju, 2012) et la Recommandation 5.147 *Sites naturels sacrés – Soutenir les protocoles traditionnels et le droit coutumier face aux menaces et défis mondiaux* (Jeju, 2012), qui encouragent le recours aux protocoles culturels et au droit coutumier pour les sites naturels sacrés comme des moyens valables et culturellement efficaces d'assurer la gestion et la gouvernance des aires protégées et conservées ;

RAPPELANT la Recommandation V.13 du Congrès mondial sur les parcs de l'UICN de 2003 (Durban) « de promouvoir et d'adopter des lois et politiques qui favorisent les valeurs et les approches pluriculturelles des réseaux d'aires protégées » et « de veiller, dans le cadre des réseaux d'aires protégées, des désignations d'aires protégées, de l'établissement des objectifs, des plans de gestion, du zonage et de la formation des gestionnaires [...] à préserver l'équilibre entre toutes les valeurs matérielles, culturelles et spirituelles » ; et

NOTANT que les rapports des Courants 6 et 7 du Congrès mondial des parcs de l'UICN (Sydney, 2014) comprennent 20 recommandations visant à renforcer la diversité, la qualité et la vitalité de la gouvernance, y compris sa dévolution aux organes de gouvernance locaux et culturels, et 14 recommandations sur le respect des connaissances et de la culture autochtone et traditionnelle ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale, à la Commission mondiale des aires protégées et aux partenaires concernés :

a. d'élaborer et de diffuser des lignes directrices sur les meilleures pratiques et des modules de formation pour les acteurs qui conçoivent, dirigent et gèrent les aires protégées et conservées, concernant la reconnaissance et l'intégration de l'importance culturelle et spirituelle de la nature ; et

b. d'encourager les institutions, les autorités responsables des aires protégées et les États à promouvoir la reconnaissance et l'intégration de l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans la gouvernance et la gestion des aires protégées et conservées.

2. APPELLE les Membres de l'UICN et autres acteurs :

a. à promouvoir et appliquer des orientations et une formation pour les administrateurs des aires protégées et conservées afin de renforcer les capacités et d'améliorer la reconnaissance du rôle de l'importance culturelle et spirituelle de la nature dans la conception, la gouvernance et la gestion des aires protégées et conservées ; et

b. à promouvoir et adopter des politiques et stratégies qui i) encouragent les approches et valeurs multiculturelles des aires protégées et conservées ; ii) encouragent une participation pleine et entière et le consentement des peuples autochtones, des communautés locales, des gardiens de site, des groupes confessionnels et du public ; et iii) soulignent les approches de la conservation basées sur les droits.

#### **Explanatory Memorandum**

To be sustainable, effective, and equitable, approaches to the management and governance of protected and conserved areas need to be grounded not only in solid scientific research and practice, but also in deeply held cultural, spiritual and aesthetic values and ideas capable of inspiring conservation of biological and cultural diversity. Otherwise they risk failing to win the broad support of key stakeholders, ranging from indigenous peoples and local communities to followers of mainstream religions, and members of the general public.

With the expanding range of different kinds of protected areas around the world, it is critical to expand the scope of protected area management and governance to acknowledge and take into account the rights and aspirations of stakeholders from a variety of cultural and religious backgrounds.

The Motion therefore also pertains to 'other effective area based conservation measures' (OECMs), which are increasingly recognised as conserved areas and may include areas governed by custodians of sacred places or faith groups and increasingly also local governments.

The changes proposed under this Motion also extend to the recognition of customary practices that align with, or co-exist alongside, conservation objectives as well as with IUCN's mission on taking rights based approaches.

The IUCN World Commission on Protected Areas (WCPA) Specialist Group on Cultural and Spiritual Values of protected Areas (CSVPA, [www.csvpa.org](http://www.csvpa.org)) was formed in 1998 and has been influential in supporting IUCN in recognising, respecting and integrating the cultural and spiritual significance of nature in protected and conserved area governance and management.

Key achievements are recommendations VIII from the 2003 World Parks Congress on cultural and spiritual values as well as the 2008 World Conservation Congress Resolution 4.038 and 2012 Recommendation 4.099 147 all adopted by IUCN,

see: <http://csvpa.org/policy/csvpa-iucn-policy/>.

CSVPA also organized many international workshops and produced various publications on the topic, see: <http://csvpa.org/resource-center/library/>

Notable are the IUCN WCPA Best Practice Guidelines No. 16 on Sacred Natural Sites, translated into over ten languages, see: <http://sacrednaturalsites.org/items/sacred-natural-sites-guidelines-for-protected-area-managers/>

CSVA also created two initiatives that run their own fully funded programmes on sacred natural sites focusing on mainstream faiths, see: <http://www.med-ina.org/delos/> and indigenous peoples, see: <http://sacrednaturalsites.org/>

Currently CSVPA and its members are preparing 3 international workshops, IUCN WCPA Best Practice Guidelines and a selection of training modules for capacity building on the promotion of cultural and spiritual significance of nature in protected and conserved area governance and management. This work has partly been funded by the WCPA, The Christensen Fund and the German Federal Ministry of Nature Conservation (BfN).

We stress the importance of the cultural and spiritual significance of nature in relation to the devolution and decentralization of governance arrangements for protected and conserved areas.

In implementing this motion CSVPA takes an holistic approach collaborating closely across commissions, IUCN secretariat, IUCN members, government protected areas and other protected and conserved areas. CSVPA is committed to continuing to be a driving force behind this motion as part of its work plan and mandate under IUCN.

#### **Parrains**

- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Forest Peoples Programme ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Instituto de Montaña ( Peru )
- International Centre for Integrated Mountain Development ( Nepal )
- Seibutsu Tayosei Japan (Biodiversity Network Japan) ( Japan )
- The Christensen Fund ( United States of America )
- The Samdhana Institute Incorporated ( Indonesia )
- Tour du Valat ( France )

### 035 - Respect des normes relatives aux aires protégées dans le Cœur sauvage de l'Europe

**SALUANT** l'appel lancé au titre de l'Objectif de développement durable (ODD) 15 invitant les États à protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes, à gérer durablement les forêts et à préserver la biodiversité ;

**RECONNAISSANT** que l'ODD 15 souscrit à l'objectif premier des Aires protégées de catégorie II de l'UICN tel que défini dans les lignes directrices approuvées dans la Résolution 5.040 *Adoption et application uniforme des lignes directrices pour la gestion des aires protégées* (Jeju, 2012) visant à protéger la biodiversité ainsi que sa structure écologique fondamentale et ses processus environnementaux ;

**PRÉOCCUPÉ** de constater que les lignes directrices ne sont pas appliquées de manière uniforme dans la plus grande zone forestière naturelle d'Europe centrale, qui englobe les Parcs nationaux de la Šumava et de la Bayerischer Wald, aux frontières de la République tchèque et de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que l'aire protégée de Böhmerwald-Mühltäler, en République d'Autriche ;

**CONSCIENT** que les Parcs nationaux de la Šumava et de la Bayerischer Wald ont été déclarés Parcs transfrontaliers par la Fédération EUROPARC, une décision fondée en partie sur l'engagement mutuel des États à collaborer à la réalisation des objectifs relatifs aux Aires protégées de catégorie II de l'UICN ;

**INQUIET** de constater que le Parc national de la Šumava n'a pas appliqué les recommandations de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) visant à accélérer la transition vers un régime de gestion reposant sur l'absence d'intervention dans la plus grande partie du parc, une zone naturelle d'une superficie trop petite pour être compatible avec sa classification dans la catégorie II ;

**CONSCIENT** de la nécessité de coopérer au niveau international en faveur de la conservation des populations transfrontalières et migratrices du Parc national de la Šumava, du Parc national de la Bayerischer Wald et de l'aire protégée de Böhmerwald-Mühltäler, mais aussi de la préservation des régions sauvages qui, en tant que relais migratoires, permettent une adaptation au changement climatique conformément à l'ODD 13 ; et

**TENANT COMPTE** de l'article IV de la Convention sur les espèces migratrices, qui encourage les Parties à conclure des accords bénéficiant à toutes les populations d'espèces migratrices, parallèlement à la réalisation des objectifs relatifs aux Aires protégées de Catégorie II de l'UICN, afin de contribuer à la protection d'espèces à distribution étendue, de processus écologiques régionaux et de voies de migration.

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. **DEMANDE** à la Directrice générale de l'UICN, à la CMAP et aux Membres de la région de s'entretenir avec les responsables du Parc national de la Šumava et du Parc national de la Bayerischer Wald réunis en tant que Parcs transfrontaliers afin de vérifier qu'ils ont bien connaissance des termes de la présente Résolution et de leur fournir des orientations précises sur l'application uniforme des Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées de l'UICN.

2. **FÉLICITE** la République tchèque et la Bavière pour leur détermination à gérer le Parc national de la Šumava et le Parc national de la Bayerischer Wald conformément aux dispositions relatives aux aires protégées de catégorie II de l'UICN.

3. **APPROUVE** la Résolution 22 adoptée par le 10<sup>e</sup> Congrès mondial sur les milieux sauvages (Salamanque, 2013) qui insiste sur l'importance à l'échelle internationale de la conservation du milieu sauvage du Parc national de la Šumava et appelle à la mise en œuvre des recommandations de la CMAP relatives à sa gestion.

4. **AFFIRME** que, pour répondre aux critères de la catégorie II, la République tchèque est tenue, à tout le moins, de mettre en œuvre les recommandations antérieures de la CMAP en :

a. portant immédiatement la zone de gestion fondée sur une absence d'intervention à 30% de la superficie du Parc national ; et

b. dressant un calendrier contraignant en vue d'un nouvel élargissement de cette zone qui passerait, d'ici à 2030, à 50% au moins de la superficie du Parc national, dans le strict respect des recommandations scientifiques.

#### **Explanatory Memorandum**

The UN Sustainable Development Goals (SDGs) have provided an ambitious agenda to be achieved by the year 2030, including SDG 15, concerning the preservation of forests, ecosystems and biodiversity. This Motion takes the SDGs as an opportunity to renew the call on the Czech Republic to make significant progress towards full adherence to IUCN criteria for Category II Protected Areas in National Park Šumava by 2030. It asks the IUCN Director General and WCPA to provide unambiguous guidance as to uniform application of IUCN Protected Area Categories in the largest contiguous natural forested area in Central Europe.

This area is nominally conserved in a complex of Category II Protected Areas, National Parks Šumava (Czech Republic) and Bayerischer Wald (Germany) are recognised by the EUROPARC Federation as Transboundary Parks. While adherence to Category II criteria is a shared goal of the parks, NP Šumava has not devoted the predominant part of its area to the primary purpose of the category, as required by the IUCN guidelines document, endorsed by World Conservation Congress Resolution 5.040 (Jeju, 2012).

Faithful adherence to the guidelines makes States reliable partners for much-needed international cooperation on the issue of protection of wide-ranging and migratory species, a stated aim of Protected Area Category II. The Transboundary Parks and the adjacent protected area Böhmerwald-Mühltäler (Austria) share several populations of wild animals, including the western capercaillie (*Tetrao urogallus*), the wide-ranging European lynx (*Lynx lynx*), poaching of which urgently requires transboundary action, as well as migratory birds such as black stork (*Ciconia nigra*). Moreover, preserved wilderness areas contribute toward achieving SDG 13, as stepping-stones facilitating the adaptation of other migrating species to climate change. The Motion therefore calls on the States involved to build on the Category II Transboundary Parks with an agreement, pursuant to Article IV of the Convention on Migratory Species, to promote their conservation.

The issue of zoning NP Šumava in accordance with IUCN's guidelines led the Czech Minister of the Environment to invite a mission from the WCPA in 2002, which recommended an accelerated plan to conserve at least 30% of the park in a non-intervention zone by 2008 and agreed that the goal of at least 50% by 2030, stated in the park's management plan, is clear, noting that an insufficient extent of a non-intervention core zone would be incompatible with Category II classification.

The importance of observing IUCN criteria in NP Šumava for biodiversity and wilderness protection in Central Europe and beyond was highlighted by resolution 22 passed by the 10th World Wilderness Congress, proposed by the WCPA Chair, Ernesto Hoeflich. A petition from 72 conservation officials, activists, and academics from across Europe pointed to the inherent and precedential importance of observing protected area norms in one of the largest and best-known Category II Protected Areas in the region. A 2012 letter from the IUCN/WCPA European regional office renewed the call for implementing the recommendations. The core zone remains below 30% of the park area, however, despite all efforts at the national and regional levels.

All of the supporting documents cited here and more can be found at [www.hnutiduha.cz/iucnmotion](http://www.hnutiduha.cz/iucnmotion).

#### **Parrains**

- Bund Naturschutz in Bayern ( Germany )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Český svaz ochránců přírody ( Czech Republic )
- Magyar Természetvédők Szövetsége ( Hungary )
- Pro Natura / Friends of the Earth Switzerland ( Switzerland )
- Stiftung Europäisches Naturerbe - EuroNatur ( Germany )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )

### 036 - Coopération transfrontalière et aires protégées

NOTANT que de nombreuses zones à riche biodiversité sont à cheval sur des frontières internationales et que les initiatives de conservation transfrontalière se développent depuis quelques années ;

RECONNAISSANT que la coopération transfrontalière pour atteindre des objectifs de conservation par-delà les frontières nationales possède la capacité de réaliser d'autres objectifs, notamment l'amélioration des résultats de la conservation de la nature, le développement socio-économique durable et la promotion de la paix ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que des cadres coopératifs soutenus par des processus de conservation transfrontalière peuvent être utilisés comme plateforme pour la construction de la paix et la collaboration internationale en période d'instabilité politique, en impliquant les communautés locales, les populations autochtones, le personnel des aires protégées, la société civile et les scientifiques ;

SOULIGNANT le rôle fondamental des aires protégées dans l'offre de services écosystémiques pour le développement d'activités économiques, et l'importance d'accroître leur portée, leur connectivité (y compris par-delà les frontières nationales), leur représentation écologique et l'efficacité de leur gestion afin de garantir l'offre continue de ces services ;

NOTANT que la pertinence des aires protégées dépend du soutien public des citoyens des pays chargés de leur protection et de leur gestion, et que cette pertinence doit être encouragée par une liaison continue avec les citoyens par le truchement de visites, d'opérations de communication et de sensibilisation ;

RECONNAISSANT que la résilience institutionnelle des organismes de conservation dans le monde est renforcée par des initiatives, des activités et une coopération interdépendantes, menées avec un sens de la coresponsabilité, et que cet objectif peut être atteint en travaillant ensemble à l'échelle transfrontalière et continentale ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE les menaces spécifiques pesant sur la nature transfrontalière, telles que les conflits armés, le marquage physique des frontières, les incohérences entre législations nationales ;

SOULIGNANT que l'absence de cadre juridique mondial entraîne des incertitudes quant à la protection des espaces naturels transfrontaliers, sur le contenu et la portée de l'obligation de coopérer, la protection en période de conflit armé, la réalisation d'études d'impact, ou encore le partage équitable des efforts et des avantages tirés de la conservation ;

CONVAINCU que la conservation des espaces naturels transfrontaliers passe par la coopération entre gouvernements mais aussi entre autorités locales et au sein des communautés autochtones ;

RAPPELANT le travail réalisé par le Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière depuis sa création ;

RAPPELANT PAR AILLEURS la Résolution 5.043 *Constitution d'un forum à l'intention des gestionnaires d'aires protégées transfrontalières* (Jeju, 2012) et la Recommandation 5.152 *Agrandir et connecter les aires protégées transfrontalières du corridor écologique d'Asie du Nord-Est* (Jeju, 2012) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les recommandations du V<sup>e</sup> Congrès mondial des parcs de l'UICN (Durban, 2003) et notamment la recommandation V.15 *Paix, conflits et aires protégées* ;

CONSCIENT que l'UICN est capable d'encourager la coopération internationale en utilisant son rôle de rassembleur et ses réseaux de connaissances scientifiques, afin de réaliser une conservation et un développement durable plus efficaces dans les aires transfrontalières ; et

DÉSIREUX de renforcer la contribution de l'UICN au développement de la conservation transfrontalière en favorisant l'étude et la diffusion des données juridiques relatives aux espaces naturels transfrontaliers, de même que la réflexion prospective ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale de travailler en étroite coopération avec toutes les Commissions, notamment la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), ainsi que les Membres et partenaires de l'UICN, afin de :

a. soutenir les initiatives de conservation transfrontalière, par le biais de programmes thématiques et régionaux, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités ;

b. réaliser des recherches et partager les connaissances et les outils, afin d'adopter, de développer, de mesurer et d'évaluer les politiques, les stratégies, la communication et les mesures destinées à encourager la co-gestion transfrontalière des aires protégées et sauvages ; et

c. faciliter la création d'une plateforme mondiale pour la conservation transfrontalière, en collaboration avec les Membres et partenaires de l'UICN, afin d'encourager et d'orienter la conservation transfrontalière dans le monde.

2. APPELLE le Centre de suivi de la conservation mondiale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (CSCM-PNUE) à réaliser un inventaire mondial exhaustif des zones de conservation transfrontalières, au sein de la Base de données mondiale sur les aires protégées.

3. CHARGE la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE), en lien avec le Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière de la CMAP, de mettre en place un réseau / observatoire juridique sur les espaces naturels transfrontaliers.

4. APPELLE l'UICN à maintenir son soutien au Groupe de spécialistes sur la conservation transfrontalière, à mettre en œuvre les Lignes directrices 2015 de la CMAP sur la conservation transfrontalière, et à réunir et systématiser les expériences dans des documents généraux, afin de renseigner les décisions publiques et privées liées à la conservation des aires protégées et sauvages transfrontalières dans le monde.

5. APPELLE ÉGALEMENT les gouvernements et toutes les composantes de l'UICN à encourager la co-gestion transfrontalière des aires protégées, à l'échelle bilatérale et multilatérale, et à prendre des mesures supplémentaires et à coordonner le développement et la mise en œuvre de plans d'action exhaustifs qui garantissent la durabilité des processus écologiques au-delà des frontières nationales.

6. ENCOURAGE le renforcement des mécanismes de coopération transfrontalière existants, notamment les réserves de biosphère transfrontalières, les sites Ramsar et les sites du Patrimoine mondial, et le développement de nouveaux

mécanismes, conformément aux Lignes directrices de la CMAP, y compris les Parcs Éco-paix et les zones de conservation des migrations transfrontalières.

7. ENCOURAGE ENFIN la coopération et l'échange de connaissances entre scientifiques, responsables d'aires protégées, société civile et autres parties intéressées à l'échelle pertinente.

#### **Explanatory Memorandum**

##### **Explanatory Memorandum 1**

The North American Inter-Governmental Committee on Cooperation for Wilderness & Protected Areas Conservation (NAWPA Committee) is comprised of the heads of federal land management agencies that oversee wilderness and protected areas in Canada, the United States and Mexico. These agencies share a continent with vast, interconnected wilderness and other land, marine and coastal areas protected in a natural state. Forests, mountain ranges, wildlife species, freshwater systems, and oceans and marine life extending across boundaries are treasured by each for their intrinsic and practical values. The NAWPA Committee aims to strengthen the conservation and management of these areas by cooperating on the formulation and implementation of strategies related to the research, monitoring, protection, and restoration of natural resources, ecosystems and their components, while facilitating opportunities for public outreach, education, visitor experience and enjoyment.

The mandate of the NAWPA Committee is prescribed by the Memorandum of Understanding (MOU) on Cooperation for Wilderness Conservation signed by seven North American government agencies at WILD9, the 9th World Wilderness Congress (WWC), in Mérida, State of Yucatán, Mexico on 7 November 2009:

- Parks Canada Agency of the Government of Canada
- Mexican National Commission for Natural Protected Areas (CONANP) of the Secretariat of Environment and Natural Resources (SEMARNAT)
- National Park Service (USNPS), Fish & Wildlife Service (USFWS), and Bureau of Land Management (BLM) of the U.S. Department of Interior, Forest Service of the U.S. Department of Agriculture (USDA).

The MOU is a voluntary framework and the first international agreement dedicated to wilderness, and as decided subsequently by the NAWPA Committee in May 2011, it now extends to protected areas. The MOU heralds a growing global understanding of the importance of wilderness and protected areas in the 21st century – and the critical role it plays in response to climate change, the extinction crisis, quality water shortages, and other environmental decline. The publications and results of the Committee can be consulted at the website:  
<http://nawpacommittee.org>

##### **Explanatory Memorandum 2**

Lots of high-biodiversity sites straddling transboundary areas and transboundary conservation initiatives were continuously expanded. Transboundary cooperation, aimed at achieving conservation goals across international boundaries has the capacity to deliver multiple objectives, including enhanced nature conservation outcomes, sustainable socio-economic development, and the promotion of peace.

In order for more effective conservation and sustainable development in transboundary areas, IUCN needs to encourage international cooperation through using its convening role and scientific knowledge networks:

- to support transboundary conservation initiatives through thematic and regional programmes, emphasizing capacity development through knowledge sharing and the dissemination of best practices;
- to facilitate the establishment of a Global Platform for Transboundary Conservation, in conjunction with IUCN members and partners, to promote and guide transboundary conservation worldwide;
- to develop a comprehensive global inventory of transboundary conservation areas, as a component of the World Database on Protected Areas in cooperation with IUCN Members, UNESCO and the Ramsar and CBD Secretariats.

#### **Parrrains**

- Association PAÏOLIVE ( France )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre de Suivi Ecologique ( Senegal )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Fondo para la Biodiversidad CONABIO ( Mexico )
- France Nature Environnement ( France )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- International Crane Foundation, Inc. ( United States of America )
- Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment ( Korea (Republic of) )
- Korea National Park Service ( Korea (Republic of) )
- Korean Wetlands Society ( Korea (Republic of) )
- Ministry of Environment, Republic of Korea ( Korea (Republic of) )
- NatureServe ( United States of America )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales ( Mexico )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- US Department of Agriculture - Forest Service ( United States of America )
- US Department of the Interior, National Park Service ( United States of America )



### 037 - La conservation des aires protégées [à gouvernance] privée[s]

TENANT COMPTE de la Convention sur la diversité biologique (CDB) relative à l'importance de conserver la biodiversité et de favoriser son utilisation durable ;

CONSCIENT de la nécessité de promouvoir une gestion adaptée des ressources naturelles et de la biodiversité sur des terres privées détenues de manière individuelle ou collective ;

CONSIDÉRANT que les systèmes d'aires protégées devraient comprendre tous les espaces de conservation des pays de la région, y compris différentes juridictions (nationales, provinciales, régionales et locales) et différents types de gouvernance (publique, communautaire, privée ou mixte) ;

CONSCIENT de l'importance des aires protégées privées, de leur augmentation au cours des dernières décennies et de leur complémentarité vis-à-vis des aires à gestion publique ou communautaire, sachant qu'elles favorisent la création de couloirs de conservation entre elles et que, souvent, elles constituent en elles-mêmes des aires stratégiques ;

CONSCIENT ÉGALEMENT de l'importance de souligner le caractère volontaire de la conservation de terres privées de façon à encourager et reconnaître les efforts déployés au niveau individuel et/ou communautaire non étatique ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les propriétaires et utilisateurs de terres privés protègent leur bien à des fins philanthropiques, scientifiques ou économiques ;

SOULIGNANT que la conservation volontaire de terres privées doit relever du principe de subsidiarité de l'action non gouvernementale vis-à-vis de l'État, lequel assume la responsabilité première et incessible de gérer, mettre en place, développer et doter des ressources nécessaires les systèmes d'aires protégées de chaque pays, conformément à la législation nationale des pays de la région et aux engagements contraignants pris par les Parties à la CDB ;

SOULIGNANT ÉGALEMENT le rôle des ONG dans la création, la mise en place et la gestion de réserves naturelles privées, ce qui enrichit les politiques nationales et locales de conservation de la biodiversité et encourage la participation de la société civile et le dialogue avec le secteur public ;

SALUANT l'existence de réseaux nationaux et régionaux d'aires protégées privées dans plusieurs pays et leur utilité pour la conservation de la biodiversité ;

CONSTATANT qu'à l'heure actuelle, dans plusieurs pays, les aires protégées privées ne constituent pas au titre de la législation en vigueur une catégorie de conservation à part et qu'elles ne font pas non plus partie des systèmes d'aires protégées aux niveaux national, provincial, régional ou local qui, le plus souvent, ne comprennent que les aires protégées à gouvernance publique ou communautaire ;

CONSCIENT du fait que certains États prévoient explicitement un droit d'initiative en faveur de la désignation de propriétés privées en tant qu'aires protégées tandis que d'autres ne mentionnent pas cette possibilité mais l'autorisent de manière implicite ;

INQUIET de constater qu'en raison de politiques publiques manquant de souplesse vis-à-vis d'initiatives de conservation volontaires, les catégories de conservation standard concernant les aires protégées élaborées par l'UICN, voire le type de gouvernance des aires protégées privées, ne respectent pas entièrement ces motivations (exigeant des garanties types en termes de désignation et de conservation à perpétuité) ;

ÉGALEMENT INQUIET de constater que de nombreuses pratiques en matière de conservation de terres privées (accords de « sphère de sécurité », servitudes de conservation, baux de conservation, etc.) ne satisfont pas aux exigences de l'UICN relatives aux aires protégées privées et ne sont pas reconnues en tant que types de conservation indépendants ; et

SOUTENANT l'utilisation du terme « aire protégée à gouvernance privée » dans le sens « aire protégée à gouvernance privée, c'est-à-dire gérée par des individus ou des groupes d'individus, des organisations non gouvernementales, des sociétés – qu'il s'agisse d'entreprises commerciales établies ou d'entreprises créées par des groupes de propriétaires privés dans le but de gérer des groupes d'aires protégées à gouvernance privée –, des propriétaires ayant un but lucratif, des établissements de recherche (p. ex. des universités ou des stations de recherche sur le terrain) ou des institutions religieuses » ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. EXHORTE la Directrice générale, les Membres et les Commissions de l'UICN à intégrer dans leurs plateformes institutionnelles le concept de « Conservation volontaire de terres privées individuelles et communautaires » afin de favoriser l'inclusion de différents secteurs dans les initiatives de conservation mises en œuvre, ce concept s'entendant des mesures de conservation entreprises sur des propriétés privées de manière volontaire, et qui de ce fait doivent être reconnues sachant qu'elles contribuent de manière substantielle à la conservation, au rétablissement et/ou à la restauration d'aires importantes pour l'humanité en assurant la protection de services écosystémiques indispensables.

2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN :

a. d'intervenir auprès des gouvernements nationaux, avec l'appui des Comités nationaux compétents, afin d'encourager l'élaboration de législations et de mécanismes d'intégration des réserves naturelles privées dans les systèmes d'aires protégées nationaux et locaux ;

b. de leur fournir des orientations sur les mesures d'incitation juridique et financières relatives à la conservation de terres privées ;

c. de soutenir les pays dans la mise en œuvre des exigences prévues au titre de conventions sur l'environnement telles que la CDB, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) et la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ;

d. d'élaborer des lignes directrices sur les meilleures pratiques relatives à la conservation d'aires protégées à gouvernance privée ; et

e. d'approfondir l'étude relative à l'étendue, la configuration et l'utilité des aires protégées à gouvernance privée, notamment en ce qui concerne :

i. les sous-types d'aires protégées par des sociétés, des institutions religieuses et des universités, au sujet desquelles on dispose de moins d'informations ;

ii. les méthodes d'évaluation de l'efficacité des aires protégées à gouvernance privée dans la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques ; et

iii. l'intégration concrète des aires protégées à gouvernance privée dans les stratégies de conservation et les systèmes d'aires protégées nationaux.

3. PRIE INSTAMMENT la Commission mondiale des aires protégées (entre autres choses) :

a. d'envisager de fournir des conseils et un mécanisme de certification à des organisations désireuses d'obtenir le statut d'aire protégée à gouvernance privée ; et

b. d'engager une collaboration étroite avec des gouvernements nationaux afin d'assurer la poursuite de la supervision constante de l'entretien des aires protégées à gouvernance privée certifiées par l'UICN.

4. APPELLE toutes les composantes de l'UICN à envisager d'utiliser le terme « aire protégée à gouvernance privée » plutôt qu'« aire protégée privée ».

5. APPELLE tous les Membres à adopter la définition du terme « aire protégée à gouvernance privée » et à communiquer des informations sur ces sites dans le cadre de leurs rapports sur l'étendue des aires protégées et d'autres renseignements transmis notamment à la Base de données mondiale sur les aires protégées et à la CDB, en collaboration et en accord avec les propriétaires d'aires protégées à gouvernance privée.

6. APPELLE ÉGALEMENT les États Membres de l'UICN à :

a. adopter des politiques qui reconnaissent, encouragent et assurent le suivi des aires protégées à gouvernance privée en tant que contribution essentielle à la réalisation des objectifs de conservation fixés aux niveaux national et international, et à mettre en place des mécanismes d'intégration des réserves naturelles privées dans les systèmes d'aires protégées aux niveaux national, provincial, régional ou local ;

b. créer des mesures d'incitation juridiques et financières et des programmes visant à assurer l'entretien et le renforcement des aires protégées à gouvernance privée, notamment dans des pays confrontés à des restrictions et/ou à une ambiguïté au niveau de leur législation nationale et à préserver la création d'aires protégées à gouvernance privée ; et

c. travailler en collaboration avec les organisations de la société civile en vue d'inscrire à l'ordre du jour du programme gouvernemental l'importance de la conservation volontaire des terres privées, en se fondant sur le principe de subsidiarité du secteur privé et non gouvernemental s'agissant des politiques nationales de conservation.

7. DEMANDE au Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC) d'encourager les gouvernements et d'autres fournisseurs de données à faire figurer les aires protégées à gouvernance privée dans la Base de données mondiale sur les aires protégées.

## **Explanatory Memorandum**

### **Explanatory Memorandum 1**

Privately protected areas (PPAs) will be an essential component in achieving the Convention on Biological Diversity (CBD) Aichi Biodiversity Target 11 on completing ecologically representative protected area networks around the world. A recent IUCN Report, *The Futures of Privately Protected Areas*, supports this by creating a framework to allow governments to expand their use and support of PPAs and by raising awareness that PPAs can and should be reported to the World Database on Protected Areas (WDPA) and the CBD. The report is based on an extensive literature review, discussions with PPA specialists, an expert workshop and 171 commissioned country reviews.

Definition and governance: There are currently at least 50 definitions of privately protected areas in use. Only six of the 17 countries studied linked their PPA definition directly with the IUCN protected area definition, and several have PPA legislation even though they are without an official definition. The report proposes a definition of a PPA that is based on this IUCN definition – an area can only become a PPA if it qualifies as a protected area. To increase support for PPAs, IUCN has adopted the following definition: a privately protected area is a protected area, as defined by IUCN, under private governance (i.e. individuals and groups of individuals; non-governmental organizations (NGOs); corporations – both existing commercial companies and sometimes corporations set up by groups of private owners to manage groups of PPAs; for-profit owners; research entities (e.g. universities, field stations) or religious entities). Not all private conservation initiatives can or should become PPAs, although some initiatives that are not currently PPAs could become so with minor changes in management and emphasis.

The report provides guidance on applying the IUCN definition of a protected area to PPAs. Two of the most important elements of this guidance are: 1) PPA managers should be aware of any use rights impacting conservation objectives that are not under their control and ensure these do not reduce the area's conservation effectiveness or undermine the status of the IUCN protected area definition; and 2) due to the challenge PPAs may have in proving 'long-term' conservation, focus should be on demonstrating long-term intent to conservation. Long-term here should be at least 25 years, though the intent should be conservation 'in perpetuity', and safeguards put in place to ensure conservation objectives persist even if ownership changes.

PPA coverage: The global coverage of PPAs remains unknown due to a variety of factors including a lack of common definitions on what comprises a PPA and the fact that governments do not report on PPAs to the WDPA. There are few established national or subnational PPA databases or attempts at systematic data collection, although this is changing.

### **Explanatory Memorandum 2**

According to the Law on "Specially Protected Natural Areas" of Armenia, the land of protected areas of international and national importance is exclusively a state property, while protected areas of local importance could be situated on the land of the local communities as well. According to the same Law, protected areas of international and national importance should be exclusively managed by the responsible authority, the Ministry of Nature Protection.

In the draft amendments on "Specially Protected Natural Areas" which have been developed in 2012 but not adopted by National Assembly yet, there are 6 conservation categories identified - strict reserve, national park, natural monument, sanctuary, protected landscape and natural monument. Additionally, buffer zone, ecological corridor and ecological network are also mentioned. The latter have no legal status of specially nature protected area and have only a few restrictions.

The idea of potentially allowing establishment of private protected areas on territories of buffer zones and ecological corridors in case of some guarantees from government could be rather smart. It can be through providing "Environmental" status to a land, which is included in a category of "Special protected areas" provided by the Land code. There is a huge gap connecting these two regulations. It is not clear if the status of «environmental» lands is considerable for the private lands and also what general restrictions exist on natural resources exploitation, landscape and biodiversity degradation or pollution. It is relying on other legislative documents that should provide strict rules for these activities (again, law on "Specially Protected Natural Areas").

Taking into account the position of the government, that doesn't provide any formal agreements or official recognition of PPA status, no private entity has real chances to fit IUCN requirements on PPAs.

Namely, according to IUCN guidelines, the required 'dedication' can be shown through:

- Formal agreements with the government agencies that have legal control to ensure that conservation values are maintained (practically impossible);
- Publicly available long-term management plans with indication of dedication to conservation (practically impossible without an agreement with government);
- Other recognition processes. For example, in case of voluntary conservation commitments recognition by a national or subnational association of PPAs with guidelines and inventory can help provide additional evidence of the site's dedication to management which meets the IUCN definition of a protected area. It may be possible in the future for such associations to be additionally recognized by outside experts (e.g. WCPA regional chairs or the WCPA PPA Specialist Group).

We are positive that the submitted motion can become a basis for elaborating an alternative option that will maintain promotion and development of a culture of PPAs in different countries that have no relevant legislation.

### Explanatory Memorandum 3

En varios países de América del Sur, la legislación de áreas protegidas no contempla las áreas de gobernanza no gubernamental o en tierras privadas, situación que deseamos revertir, para establecer mecanismos de participación del sector privado en las estrategias nacionales de áreas protegidas, como esfuerzo subsidiario a la responsabilidad primaria que le compete a los Estados.

#### Parrains

- Asociación de Reservas Naturales Privadas de Guatemala ( Guatemala )
- BirdLife South Africa ( South Africa )
- Caucasus Environmental NGO Network ( Georgia )
- Centre for Biodiversity Conservation & Research ( Georgia )
- Centro para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya SOTZ'IL ( Guatemala )
- Departament de Territori i Sostenibilitat, Generalitat de Catalunya ( Spain )
- Department of Environmental Affairs ( South Africa )
- Environmental Education Center Zapovedniks ( Russian Federation )
- Foundation for the Preservation of Wildlife and Cultural Assets ( Armenia )
- Fundação o Boticário de Proteção à Natureza ( Brazil )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Fundación Biodiversidad ( Argentina )
- Fundación Defensores de la Naturaleza ( Guatemala )
- Fundación Habitat y Desarrollo ( Argentina )
- Fundación para el Desarrollo Integral del Hombre y su Entorno, CALMECAC ( Guatemala )
- Fundación para el Ecodesarrollo y la Conservación ( Guatemala )
- Fundación para la Conservación de los Recursos Naturales y Ambiente en Guatemala ( Guatemala )
- Fundación Patagonia Natural ( Argentina )
- Fundación Urundei ( Argentina )
- Fundación Vida Silvestre Argentina ( Argentina )
- George Wright Society ( United States of America )
- Hayastani Trchyunneri Pahpanman Miutyun ( Armenia )
- Sociedad Peruana de Derecho Ambiental ( Peru )
- Vida Silvestre Uruguay ( Uruguay )
- Wildlands Conservation Trust ( South Africa )
- Wildlife Trust of India ( India )
- World Land Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

### **038 - Harmoniser la gestion intégrée des sites Ramsar, des sites du patrimoine mondial, des réserves de biosphère et des géoparcs mondiaux de l'UNESCO qui se chevauchent**

RAPPELANT la Résolution 5.052 *Création d'un système de gestion intégrée pour les aires placées sous la protection de l'UNESCO* (Jeju, 2012) ;

CONSTATANT que plus de 260 aires protégées faisant l'objet d'une désignation internationale au titre de la Convention de Ramsar, de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO (sites naturels, biens mixtes et paysages culturels), du Réseau mondial de réserves de biosphère du Programme sur l'homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB), ainsi que des géoparcs mondiaux de l'UNESCO dans le cadre du Programme international pour les géosciences et les géoparcs (PIGG), présentent un chevauchement spatial complet ou partiel ;

PRÉOCCUPÉ de constater que les lignes directrices distinctes relatives à la gestion, aux cycles et à la périodicité élaborées et suivies par différentes autorités pour l'évaluation régulière des aires protégées au titre de la Convention de Ramsar et de l'UNESCO empêchent d'établir un régime de gestion global pour les sites faisant l'objet de multiples désignations internationales ;

SOULIGNANT que la gestion intégrée est un volet important de la mission de l'UICN ;

SOULIGNANT EN OUTRE que l'objectif principal des sites Ramsar est la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources, que l'objectif de la Convention du patrimoine mondial est la conservation des sites naturels et culturels d'une valeur universelle exceptionnelle pour les générations futures, que l'objectif des réserves de biosphère est la conservation de la diversité biologique compatible avec le développement durable et fondée sur des données scientifiques fiables, et que l'objectif du réseau mondial de géoparcs de l'UNESCO est la reconnaissance du patrimoine géologique grâce au soutien des communautés locales et à l'éducation ; et

CONVAINCU qu'un système de gestion harmonisé pour les sites inscrits à la fois sur la Liste de Ramsar et sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO est essentiel pour améliorer la conservation de l'environnement dans les sites à désignations internationales multiples (ci-après abrégé en SDIM) qui se chevauchent, et pour procurer des avantages aux visiteurs et aux communautés locales, et que cette approche de la gestion est conforme au concept fondamental de l'UICN et contribue à l'utilisation durable des écosystèmes ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. SE FÉLICITE de la parution prochaine de la publication de l'UICN intitulée « Managing Overlapping Internationally Designated Areas - Guidance on harmonising the integrated management of multiply internationally designated areas: Ramsar Sites, World Heritage Sites, Biosphere Reserves and Global Geoparks » (dénommé ci-après 'Orientations de l'UICN'), qui renseigne sur les similitudes et les spécificités des sites désignés au titre de Ramsar et de l'UNESCO, ainsi que sur les avantages et les défis des SDIM, et sur les synergies que ces désignations multiples peuvent offrir.
2. INVITE la Directrice générale à envisager la création d'un programme d'éducation et de formation en collaboration avec la Convention de Ramsar et l'UNESCO afin de diffuser et d'appliquer les Orientations de l'UICN.
3. INVITE EN OUTRE les Membres de l'UICN et les quatre organismes internationaux de désignation à envisager la mise en œuvre des recommandations découlant des Orientations de l'UICN.
4. DEMANDE qu'un appui soit recherché auprès des membres de l'UICN et des bailleurs de fonds afin de faciliter la mise en œuvre de systèmes de gestion harmonisés pour les SDIM.
5. ENCOURAGE les autorités nationales chargées des SDIM à améliorer la coordination et l'échange d'informations entre elles et à harmoniser les politiques de conservation relatives à ces sites, si nécessaire.
6. ENCOURAGE ENFIN les gestionnaires de sites à mettre à jour les plans de gestion existants pour les SDIM, afin de garantir une visibilité harmonisée pour toutes les désignations de sites, et à interagir avec les collectivités locales afin qu'elles soient pleinement conscientes de la valeur ajoutée des SDIM.

#### **Parrains**

- Jeju Special Self-Governing Province Agenda 21 ( Korea (Republic of) )
- Jeju Special Self-Governing Province, Bureau of Environment ( Korea (Republic of) )
- Korea Forest Service ( Korea (Republic of) )
- Korea National Park Service ( Korea (Republic of) )
- Ministry of Environment, Republic of Korea ( Korea (Republic of) )
- Nature Conservation Union of the Democratic People's Republic of Korea ( Korea (Democratic People's Republic of) )
- Sah-dahn-beob-in Jeju Gukje Noksaek-Seom Forum ( Korea (Republic of) )

### 039 - Créer un groupe de travail UICN/CMAP sur un réseau d'amis des aires protégées

RECONNAISSANT que la biodiversité joue un rôle vital pour la survie des êtres humains mais que selon l'Indice Planète Vivante du WWF 2015, depuis 40 ans, la population mondiale de vertébrés terrestres a diminué de près de 50% et que l'indice pour les écosystèmes d'eau douce a décliné de 76% et pourtant que la gravité et l'urgence de cette crise ne sont pas reconnues ou que le monde n'a pas été alerté ;

RECONNAISSANT AUSSI que les aires protégées jouent un rôle d'importance critique pour la conservation de la biodiversité mais qu'avec l'urbanisation et le développement industriel et agricole, les écosystèmes naturels sont continuellement détruits et dégradés ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que lorsque les écosystèmes, et en particulier les populations d'espèces sauvages auront décliné jusqu'à un point – ladite « limite inférieure de l'éco-sécurité » – où la nature ne sera plus capable de fournir des fonctions écologiques suffisantes et où les êtres humains ne pourront plus survivre et se développer sur Terre ;

RAPPELANT l'Objectif 11 d'Aichi pour la biodiversité selon lequel la couverture d'aires protégées devrait atteindre 17% de la superficie terrestre et 10% de la superficie marine d'ici à 2020 mais que même pour les aires actuellement protégées, le développement non contrôlé exerce des menaces graves, notamment avec l'utilisation de produits chimiques agricoles nocifs, l'introduction de monocultures et d'espèces exotiques ayant une forte valeur économique, la perturbation par un tourisme excessif (qui a des effets négatifs sur la survie d'espèces en danger), la chasse illégale, l'assèchement des terres, le développement de routes et de barrages qui détruisent rapidement les dernières aires protégées ;

ÉVOQUANT des exemples de succès au plan international tels que la certification Rainforest Alliance (RA) qui est largement adoptée et Bird Friendly Certification Criteria élaboré par des écologistes du Smithsonian Migratory Bird Center, le commerce équitable et les certifications de produits marins ainsi que les certifications d'huile de palme qui jouent un rôle important dans la conservation de la biodiversité ;

PRENANT NOTE du succès du Protected Area Friendly System (PAFS) (Réseau d'amis des aires protégées), en Chine, depuis deux ans ;

SACHANT qu'en 2015, le PAFS a mené des travaux dans 15 aires protégées couvrant plus de 40 000 km<sup>2</sup>, dans lesquelles plus de 2600 membres ont conduit plus de 10 000 km de patrouille, éliminé près de 7000 collets destinés aux animaux sauvages, réduit l'utilisation de produits chimiques agricoles de plus de 18 000 kg et produit 15 articles respectueux des aires protégées, notamment du riz, du blé, des légumes sauvages, des noix, du miel, des moutons, du thé, etc., et entrepris des activités d'éducation à la conservation qui ont touché plus de 30 000 personnes ; et

NOTANT qu'il importe que la population adopte des modes de vie respectueux des aires protégées, dans le monde entier ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

DEMANDE à la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) d'envisager de créer un groupe de travail sur un « Réseau d'amis des aires protégées » pour :

- coordonner la coopération internationale sur la recherche théorique sur les PAFS ainsi que la pratique, des activités de promotion et de démonstration dans un contexte mondial ;
- promouvoir des liens internationaux interindustries et interprofessions entre des organisations, individus et ressources pour approfondir la coopération et le partage de l'information ;
- lancer, promouvoir et soutenir activement des modes de vie respectueux des aires protégées ; et
- restaurer et améliorer la capacité, pour l'homme et la nature, de vivre en harmonie l'un avec l'autre et de préserver effectivement et d'agrandir les aires protégées dans le monde entier.

#### Explanatory Memorandum

Protected Area Friendly System (PAFS) consists of people who follow the rules of nature, who maintain and restore wildlife habitat, stop behaviours threatening nature, and respect and support local communities since they protect nature. The objective of PAFS is to promote lifestyles that are friendly to protected areas across China and which, under the pre-condition of conserving biodiversity, maximise economic and social benefits. The most important indicators are that wild animal populations are healthy, and water and soil are well preserved.

PAFS was founded by Dr XIE Yan, an associate research professor from the Institute of Zoology, Chinese Academy of Sciences, in 2013. With 20 years experience of biodiversity conservation focusing on the conservation of endangered species, such as Amur tiger (*Panthera tigris altaica*), Tibetan antelope (*Pantholops hodgsonii*), Chinese alligator (*Alligator sinensis*) and wildlife trade control, she organised the first large-scale evaluation of over 10,000 Chinese species following the Criteria of the IUCN Red List of Threatened Species and promoted development of the Protected Area Law of China. Her work has had a big influence on policy and conservation awareness in China. In September 2014 29 stockholders invested in and established the Protected Area Friendly System Co. Ltd. in the commonwealth way which these investment cannot be withdrawn for 3 years and no dividend is ever paid. The company is responsible for the marketing operation of PAFS.

PAFS has developed a detailed certification procedure and criteria for 'protected area friendly products'. In 2015, PAFS conducted work in 15 protected areas covering over 40,000 km<sup>2</sup>, membership increased to over 2600, conducted patrols totalling over 10,000 km, cleared nearly 7,000 wildlife snares, reduced over 18,000 kg of agriculture chemicals, and undertook conservation education activities reaching over 30,000 people. PAFS has produced 15 products friendly to protected areas, including rice in Jingxin wetland, Jilin Province; five types of grain in tiger habitat in Heilongjiang Province, and two types wild vegetable in Longxihongkou of Dujiangyan, Sichuan Province. Other products include sheep meat in Jiuding Mountain, walnuts in Pingwu, Sichuan Province, tea in Baishuijiang Nature Reserve, Gansu Province and green plums in Libo County, Guizhou Province. In addition, five varieties of wheat have been planted and will be harvested in July, 2016. Some products are sold in PAFS e-stores.

After two years of experience, PAFS is starting to focus on calling and inspiring wider social resources to join in with nature conservation actions. This work is cross-industry and cross-profession, involving organisations, individuals and resources at multiple levels, requesting coordination of many aspects and linkage of research, conservation, production,

management, business, transportation, and nature education. It is much more than the capacity of the existing PAFS team. In 2016, we will focus on improving the scientific system, establishing international cooperation, supervision of final conservation outputs and quality control, and other relevant work that should be conducted together with strategic partners with different strengths and advantages.

#### **Parrains**

- All-China Environment Federation ( China )
- Chengdu Bird Watching Society ( China )
- China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation ( China )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Shan Shui Conservation Center ( China )
- The Jane Goodall Institute China ( China )

#### **040 - Intégrer la diversité génétique forestière aux objectifs de conservation des aires protégées**

RAPPELANT les trois composantes interdépendantes de la biodiversité : la diversité des gènes, la diversité des espèces et la diversité des écosystèmes ;

CONSTATANT que la conservation de la diversité des gènes est insuffisamment prise en compte dans les programmes de conservation des milieux forestiers ;

REGRETTANT qu'en Europe seules les ressources génétiques forestières d'espèces d'intérêt économique fassent l'objet d'un programme de conservation à long terme ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les priorités du *Plan d'action mondial pour la conservation, l'utilisation durable et le développement des ressources génétiques forestières*, adopté par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à sa 38<sup>e</sup> session en juin 2013, notamment sur les objectifs de conservation *in situ* des ressources génétiques forestières ;

RECONNAISSANT l'importance, pour le moyen et le long terme, d'une conservation dynamique de la diversité génétique qui favorise les capacités adaptatives et d'évolution des forêts face aux bouleversements environnementaux ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que la diversité génétique des arbres est une composante clef de la biodiversité forestière et qu'elle détermine en partie le fonctionnement et les autres composantes de la biodiversité des écosystèmes forestiers ; et

RECONNAISSANT ENFIN le rôle de la diversité génétique des arbres dans la résilience et l'adaptation des écosystèmes forestiers aux effets directs et indirects des changements climatiques ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

DEMANDE aux États, organisations gouvernementales et non-gouvernementales impliqués dans la conservation de la nature de :

- a. promouvoir la prise en compte de la conservation de la diversité génétique forestière à tous les niveaux d'action (local, national, mondial) ;
- b. intégrer la conservation de la diversité génétique forestière aux objectifs de conservation des aires protégées, afin de :
  - i. prendre pleinement en compte cette composante clef de la biodiversité forestière ; et
  - ii. renforcer la résilience et l'adaptation des écosystèmes forestiers aux effets directs et indirects des changements climatiques ; et
- c. reconnaître un statut de protection d'aire protégée (catégorie IV) correspondant aux unités de conservation de la diversité génétique forestière sélectionnées dans le cadre de programmes nationaux et/ou internationaux, du fait de :
  - i. leur contribution à un réseau conservatoire *in situ* représentatif de la variabilité génétique des espèces ligneuses forestières ; et
  - ii. l'existence de mesures de gestion *in situ*, établies dans un document de gestion, dont l'objectif est de maintenir la diversité génétique des espèces concernées et de favoriser leur adaptation aux bouleversements environnementaux.

#### **Parrains**

- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 041 - Coopération entre les aires protégées du Plateau des Guyanes et du Nord-est de l'Amazonie

CONSIDÉRANT que le Nord-est de l'Amazonie comprenant le plateau des Guyanes (Brésil, France, Surinam, Guyana) forme l'un des plus grands blocs de forêt tropicale protégée au monde, quasi intact à plus de 90% et qu'il contient plus de 15% de l'eau douce de la planète ;

CONSIDÉRANT que cette région séquestre plus de 4 milliards de tonnes de carbone ;

NOTANT que cette région héberge plus de 30 millions d'hectares protégés et que plus de 40% des écosystèmes bénéficient d'un statut de protection ;

SALUANT les progrès réalisés depuis l'adoption de la Résolution 2.53 *Conservation de la nature sur le plateau des Guyanes* (Amman, 2000), laquelle appelait à la poursuite de la mise en œuvre de mesures de conservation et à la constitution d'un réseau cohérent d'aires protégées ;

SALUANT l'engagement volontariste des États du plateau des Guyanes en faveur de la conservation, avec la création d'aires protégées connectées telles que la Réserve naturelle du Surinam central en 1998, classée au Patrimoine mondial en 2000, le Parc national des Monts Tumucumaque en 2002, le Parc Amazonien de Guyane en 2007, le réseau des réserves naturelles et forestières de Guyane et le couloir de conservation du Sud Suriname en 2015 ;

TRÈS INQUIET par le maintien de pratiques d'exploitation minière illégale, à l'origine de destructions irréversibles d'écosystèmes terrestres et aquatiques et d'importantes pollutions notamment au mercure, qui affectent non seulement l'environnement mais également la santé et le mode de vie des populations ; et

CONSCIENT de l'importance d'assurer aux populations locales la garantie d'un développement socioéconomique durable et leur bien-être ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE aux gestionnaires des aires protégées du plateau des Guyanes et des autres terres forestières, comme les terres autochtones et les zones à droit d'usage, de mettre en place un groupe d'échange et de travail afin de renforcer leurs capacités, d'assurer la protection de leurs écosystèmes et des modes de vie associés et de contribuer à l'élaboration d'une stratégie cohérente et intégrée pour les aires protégées et autres terres forestières.
2. DEMANDE aux États concernés (Brésil, France, Surinam) de faciliter la mise en place dudit groupe d'échange et de travail, en mobilisant notamment des moyens techniques et financiers.
3. DEMANDE aux autres parties prenantes (autorités locales, représentants des communautés d'habitants, organisations nationales, régionales et internationales de conservation, organisations scientifiques, plateformes et réseaux régionaux tels que le REDPARQUES et le Guiana Shield Facility) de contribuer techniquement et financièrement à la mise en place de ce groupe d'échange et de travail, ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de son programme 2017-2025.
4. DEMANDE aux États brésilien, français et surinamais de coopérer plus largement avec le Guyana, le Venezuela et la Colombie pour la protection des forêts et des populations locales du nord de l'Amazonie et de poursuivre leurs efforts de lutte contre les pratiques d'exploitation minière illégale et informelle, ainsi que contre l'ensemble des trafics issus de cette activité.

### Parrains

- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Conservation International ( United States of America )
- Direction de l'environnement de la province Sud ( New Caledonia, France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Humanité et Biodiversité ( France )
- Muséum National d'Histoire Naturelle ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Parcs nationaux de France ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )



## 042 - Les aires protégées: une solution naturelle

RECONNAISSANT que les aires protégées jouent un rôle d'importance critique dans la lutte contre le changement climatique, qu'il s'agisse de l'atténuation par piégeage et stockage du carbone dans la végétation terrestre et marine, les sols et la tourbe ou de la fourniture de services écosystémiques pour l'adaptation au changement climatique en cours et prévu, sous forme de sécurité alimentaire et de l'eau, de prévention des risques de catastrophe et d'apport de matériel génétique pour l'agriculture et l'élevage et de nouveaux médicaments ;

NOTANT que l'UICN et sa Commission mondiale des aires protégées ont joué un rôle de chef de file en déterminant ces avantages et attirant l'attention sur eux, y compris en copubliant le premier rapport mondial sur la place des aires protégées dans la lutte contre le changement climatique, en 2009 et en encourageant la création d'un Groupe de spécialistes du changement climatique et des aires protégées, en 2015 ;

SACHANT qu'en 2012, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont publié ensemble un document-cadre intitulé « Les aires protégées : une solution naturelle aux changements climatiques » et que de nouveaux acteurs tels que le WWF et d'autres partenaires d'Amérique latine se joignent à cette initiative ;

CONSIDÉRANT que beaucoup d'États membres de l'UICN sont déjà en train d'inscrire les aires protégées dans leurs stratégies d'adaptation au climat ;

SACHANT qu'en août 2015, 18 pays d'Amérique latine ont signé la Déclaration sur les aires protégées et le changement climatique lors de la réunion du Conseil de REDPARQUES, le réseau latino-américain de coopération technique en parcs nationaux, autres zones protégées, faune et flore sauvages ; et

NOTANT que ce message a été réitéré à la 21<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Paris, en décembre 2015, faisant directement entrer les aires protégées, pour la première fois, dans les négociations sur la lutte contre le changement climatique ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. AFFIRME le rôle des aires protégées en tant qu'outils naturels pour lutter contre le changement climatique, tant du point de vue de l'atténuation que de l'adaptation.
2. PREND NOTE d'éléments clés de la déclaration de REDPARQUES, y compris l'appel à la communauté internationale à : « Reconnaître les efforts nationaux et régionaux des pays dans l'amélioration de la contribution des zones protégées et autres moyens de conservation efficaces aux stratégies nationales de lutte contre les effets nocifs du changement climatique et atteindre les objectifs fixés ; accroître l'attention portée aux zones protégées et autres moyens de conservation efficaces en tant que réponse adéquate face aux effets du changement climatique ; répondre à la nécessité d'une meilleure assistance scientifique, technique, technologique et financière, entre autres, afin d'approcher une gestion plus efficace des zones protégées ... en fonction des critères du changement climatique ... ».
3. DEMANDE à la Directrice générale de l'UICN de travailler en collaboration étroite avec toutes les Commissions de l'UICN, les Membres, les programmes thématiques mondiaux et les partenaires afin de mettre en pratique les recommandations de la « Promesse de Sydney » relatives au changement climatique.
4. PRIE INSTAMMENT les États membres d'envisager de déclarer publiquement l'importance des aires protégées comme outils d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ce changement, conformément à la déclaration de REDPARQUES.
5. APPELLE tous les États membres et autres acteurs à intégrer les réseaux d'aires protégées dans les stratégies d'adaptation au changement climatique tout en faisant en sorte que la gestion des aires protégées reste conforme à la définition UICN d'une aire protégée et aux principes associés.

### **Explanatory Memorandum**

- Protected Areas Climate Change Specialist Group (website in development)  
[https://www.iucn.org/about/work/programmes/gpap\\_home/gpap\\_solutions/gpap\\_climate/](https://www.iucn.org/about/work/programmes/gpap_home/gpap_solutions/gpap_climate/)
- Global Climate Change Publications  
[https://www.iucn.org/about/work/programmes/gpap\\_home/gpap\\_capacity2/gpap\\_pub/gpap\\_natsolpub/](https://www.iucn.org/about/work/programmes/gpap_home/gpap_capacity2/gpap_pub/gpap_natsolpub/)
- REDPARQUES Declaration  
<http://redparques.com/wp-content/uploads/2015/09/DECLARACION-DE-LA-RED-LATINOAMERICANA-DE-COOPERACION-TECNICA-EN-PARQUES-NACIONALES.pdf>
- WWF and partners new tool: Climate Adaptation Methodology for Protected Areas (CAMP):  
<http://www.panda.org/campa>

### **Parrrains**

- Canadian Parks and Wilderness Society ( Canada )
- Espacios Naturales y Desarrollo Sustentable A.C. ( Mexico )
- Fondo Mundial Para la Naturaleza (WWF Colombia) ( Colombia )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales ( Mexico )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - International ( Switzerland )

## 043 - Soutien à la restauration des forêts et des paysages (RFP) en Afrique

RECONNAISSANT que l'UICN a joué un rôle central dans le développement et la promotion de la restauration des forêts et des paysages (RFP) en Afrique et au-delà, notamment en adoptant un rôle de chef de file pour le Défi de Bonn et la restauration de 150 millions d'hectares de terres déboisées et dégradées avant 2020 ;

RECONNAISSANT AUSSI que si l'Afrique n'a que peu contribué au changement climatique mondial, les Africains seront parmi les peuples les plus touchés et que la population africaine aura presque doublé d'ici à 2050, ce qui fera augmenter la demande de ressources déjà rares en sols, cultures et eau ;

SACHANT que la RFP peut accroître la fertilité des sols et la sécurité alimentaire, améliorer les ressources en eau disponibles et leur qualité, combattre la désertification, protéger et enrichir la biodiversité, créer des emplois écologiques, soutenir la croissance économique et la diversification des moyens d'existence, réduire le risque de catastrophe, améliorer la capacité de résilience et d'adaptation au changement climatique et contribuer à l'atténuation du changement climatique ;

NOTANT que de tous les continents du monde, c'est l'Afrique qui présente les meilleures possibilités pour la restauration de forêts ou de paysages mosaïques selon les analyses mondiales menées par l'UICN, le World Resources Institute (WRI) et d'autres Membres de l'UICN ;

NOTANT AUSSI que l'Union africaine a approuvé l'initiative AFR100 (l'Initiative africaine pour la restauration des paysages forestiers), un effort mené par les pays pour restaurer 100 millions d'hectares de terres africaines avant 2030 tout en contribuant à la Vision 2063, à la Déclaration de Malabo sur la sécurité alimentaire, et à la Déclaration du Caire sur le capital naturel de l'Afrique ; et

NOTANT ENFIN que l'initiative AFR100 est une contribution directe à la mise en œuvre du Défi de Bonn et de la Déclaration de New York sur les forêts, et à l'Initiative africaine pour des paysages résilients (ARLI), une initiative qui vise à promouvoir une gestion intégrée des paysages en Afrique dans un but d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce changement ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

#### **1. DEMANDE à la Directrice générale :**

a. de contribuer au succès de l'initiative AFR100 dans le cadre du Défi de Bonn en maintenant une focalisation ferme sur une RFP qui soit cohérente avec le Programme de l'UICN pour 2017-2020 ; et

b. de fournir des avis et une assistance techniques aux Membres pour l'élaboration de normes environnementales et sociales dans le cadre de l'application de l'initiative AFR100, en vue de renforcer la contribution de la RFP, dans toute l'Afrique, à l'amélioration du bien-être humain, de la santé des écosystèmes et de la conservation de la biodiversité.

2. PRIE INSTAMMENT les gouvernements, les organisations de la société civile, les entreprises, les instituts de recherche, les investisseurs et la communauté des donateurs qui participent à des interventions relatives à l'utilisation des sols en Afrique :

a. de reconnaître que le renforcement de l'appui programmatique et de l'investissement relatifs à la RFP sont source de multiples avantages qui contribuent aux objectifs locaux, nationaux, régionaux et mondiaux de l'environnement et du développement ;

b. de faire en sorte que la RFP capte les synergies entre les engagements nationaux et internationaux déjà pris pour lutter contre le changement climatique et la dégradation des sols, et en faveur de la sécurité alimentaire et de l'eau, de la conservation de la biodiversité et de la résilience ;

c. d'officialiser les engagements nationaux de RFP en tant que contributions à l'objectif de l'initiative AFR100 de restauration de 100 millions d'hectares de paysages déboisés et dégradés avant 2030 ; et

d. d'élaborer des stratégies pour réaliser l'objectif de l'initiative AFR100 et mobiliser des ressources techniques et financières afin d'accélérer les succès en matière de restauration, en accordant une attention à la promotion des bonnes pratiques, en soutenant les stratégies d'amélioration, en facilitant le financement et en surveillant les progrès.

### **Explanatory Memorandum**

#### AFR100 is an Africa-led initiative

- AFR100 is country-led, with African nations making commitments to restore deforested and degraded landscapes.
- AFR100 includes a robust package of political, financial, and technical resources.
- The 100 million hectare target is endorsed by the African Union and the NEPAD Agency will serve as the Initiative's Secretariat.
- AFR100 will also support the African Resilient Landscapes Initiative, an Africa-led initiative to adapt to and mitigate climate change, while increasing land productivity and reducing poverty.

#### Forest Landscape Restoration (FLR) will benefit Africa

- Africa has contributed only minimally to global climate change, but Africans will be among those most vulnerable and affected unless more is done to restore the productivity and resilience of degraded landscapes.
- Africa's population is expected to nearly double by 2050. As population grows, so will the demand for the already scarce resources of soil, crops and water and it is imperative that increased efforts be aimed at increasing the productivity of degraded forest landscapes.
- FLR can help achieve food and water security by scaling up restoration practices that increase the density of trees in the landscape and help to improve soil fertility and secure water supplies.
- FLR can increase climate resilience by helping smallholder farmers to adapt to climate-related stresses on agricultural production systems.
- FLR can create green jobs, diversify livelihoods, and bolster economic growth.
- Restoration will improve key ecosystem services and conserve biodiversity.

#### Africa's FLR can benefit the rest of the world

- Africa can make a huge contribution to help the world reach the 2 degrees celsius target by sequestering carbon through FLR. AFR100 builds on the climate commitments made by African countries. So far, 13 of the INDCs submitted by African countries include restoration, conservation of standing forests, or 'climate-smart' agriculture. According to World

Resource Institute analysis, following through on the commitments would cumulatively reduce emissions by 1.2 Gt CO<sub>2</sub>eq over the next 10 years, or 36 percent of Africa's annual emissions and 0.25 percent of global emissions.

- AFR100 is a demonstration of global leadership by Africa on FLR, and will constitute a very ambitious contribution to the Bonn Challenge and the New York Declaration on Forests.

Africa has a strong record on forest landscape restoration success; AFR100 scales it up to become continent-wide.

- Africa's FLR success stories are diverse, across multiple countries and ecological zones. AFR100 helps committed countries and champions of FLR to share knowledge and resources.

- There are already many examples of restoration success in Africa that could be scaled-up significantly.

- AFR100 is about translating ambitious commitments into action and results on the ground.

- AFR100 is about catalysing ambitious commitments to FLR and following through by translating commitments into action and results by 2030.

#### **Parrains**

- Conservation International ( United States of America )
- Ecoagriculture Partners ( United States of America )
- Forest Trends ( United States of America )
- Rainforest Alliance ( United States of America )
- Society for Ecological Restoration ( United States of America )
- Uganda Wildlife Society ( Uganda )
- World Resources Institute ( United States of America )

## **044 - Identification des zones clés pour la biodiversité aux fins de la préservation de la biodiversité**

RAPPELANT la Résolution 3.013 *Les utilisations de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées* (Bangkok, 2004), qui demandait à la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de convoquer un processus consultatif mondial pour décider d'une méthode permettant d'identifier des zones clés pour la biodiversité (ZCB) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT la Résolution 5.036 *Biodiversité, aires protégées et zones clés pour la biodiversité* (Jeju, 2012), qui saluait les efforts du Groupe de travail conjoint Commission mondiale des aires protégées (CMAP)/CSE sur la biodiversité et les aires protégées pour consolider les normes relatives à l'identification des zones clés pour la biodiversité en tant que lieux importants pour la conservation de la diversité biologique mondiale ;

RECONNAISSANT que depuis les années 1970, les partenaires de BirdLife International ont étayé et favorisé la conservation de plus de 12 000 Zones importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité en s'appuyant sur des critères normalisés à l'échelle internationale employés au titre de processus pluriacteurs de type ascendant ;

SACHANT que d'autres organisations ont mis au point des procédures similaires en vue d'identifier des sites importants pour plusieurs sous-ensembles de la biodiversité, par exemple les sites de l'Alliance pour l'extinction zéro, les sites relevant du Réseau B de NatureServe, les Zones importantes pour la conservation des champignons, les Zones importantes pour la conservation des papillons, les Zones importantes pour la conservation des mammifères et les Zones clés pour la biodiversité des écosystèmes d'eau douce, marins et terrestres ;

RECONNAISSANT que ces sites cruciaux sont de plus en plus mis en avant, et font l'objet d'une demande accrue d'information, par des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), des institutions financières, le secteur privé, des gouvernements et la communauté en charge de la conservation ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT l'importance des ZCB pour les communautés locales et autochtones vivant à l'intérieur et à proximité de ces sites ;

REMERCIANT la CMAP et la CSS, soutenues par les Membres et la Directrice générale de l'UICN, pour les efforts déployés en vue d'élaborer une norme mondiale pour l'identification des ZCB ;

RECONNAISSANT de l'aide financière et en nature apportée par un large éventail d'organisations en vue de l'élaboration de cette norme ;

SALUANT l'adoption par le Conseil de l'UICN, en mai 2016, de la « Norme de l'UICN relative à l'identification des Zones clés pour la biodiversité » ; et

SE FÉLICITANT de la création d'un partenariat sur les ZCB visant à former une coalition d'organisations résolues à assurer la coordination conjointe de l'identification et de la promotion des ZCB en s'appuyant sur la nouvelle norme de l'UICN ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN de collaborer avec divers partenaires traitant de questions liées aux ZCB afin de recueillir des fonds en faveur de l'identification et de la promotion des ZCB.

2. DEMANDE aux Commissions et Membres de l'UICN ainsi qu'à d'autres institutions de collaborer avec divers partenaires traitant de questions liées aux ZCB aux fins d'identifier et de décrire les ZCB en :

a. complétant la documentation relative aux sites importants pour la biodiversité existants à l'aide de la nouvelle norme de l'UICN ;

b. appliquant la norme aux éléments de la biodiversité au sujet desquels des sites restent encore à identifier, ce qui permettra de combler les lacunes existantes sur le plan taxonomique et géographique ; et

c. suivant l'état, les menaces et les mesures de conservation mises en place à l'intérieur des ZCB afin de tenir les documents à jour.

3. INVITE les gouvernements à :

a. s'appuyer sur les ZCB pour identifier des sites propices à la création de nouvelles aires protégées ou à l'extension d'aires protégées existantes ainsi qu'à la mise en place d'autres mesures de conservation efficaces basées sur ces aires (OECM) ; et

b. utiliser l'espace des ZCB couvert par des aires protégées et des OECM comme un indicateur de la réalisation de l'objectif d'Aichi pour la biodiversité 11 et des Objectifs de développement durable 14 et 15.

4. INVITE les AME et leurs Parties à se servir des ZCB pour décrire l'emplacement d'aires protégées nouvelles ou élargies, les OECM et les actions de conservation, selon qu'il conviendra.

5. ENCOURAGE le secteur privé, les institutions financières et les bailleurs de fonds à considérer les ZCB comme des habitats essentiels pour préserver la pérennité des ressources naturelles.

6. INVITE la communauté en charge de la conservation à s'appuyer sur les ZCB pour étayer les activités de planification et de mise en œuvre.

7. ENCOURAGE les bailleurs de fonds à aider le Partenariat sur les ZCB à identifier et à promouvoir les ZCB et à affecter des ressources en faveur de leur conservation.

### **Parrrains**

- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- Nature Kenya - The East Africa Natural History Society ( Kenya )
- NatureServe ( United States of America )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )

- World Wide Fund for Nature - Switzerland ( Switzerland )

## 045 - Protection des refuges de la biodiversité dans la région biogéographique atlantique

NOTANT que le territoire atlantico-cantabrique de la péninsule Ibérique est l'une des régions où l'on trouve la plus grande quantité d'informations paléoenvironnementales, des données qui proviennent de décennies d'études ayant permis d'établir la dynamique de la végétation et des écosystèmes par rapport au changement climatique durant les 100 000 ans écoulés ;

NOTANT que, parmi les résultats obtenus, l'on a pu constater l'existence de refuges biologiques lors des périodes glaciaires dans lesquels des groupes biologiques se sont adaptés et ont évolué face aux effets du changement climatique, donnant naissance à un grand nombre de taxons endémiques ;

CONSIDÉRANT que ces espaces constituent en soi un élément de la biodiversité, que l'identification de ces zones et de leur dynamique a une très grande importance à l'heure de définir des stratégies de conservation de la biodiversité et que, de par leurs caractéristiques, ces zones jouent un rôle fondamental dans le maintien, en bon état de conservation, d'habitats et d'espèces sauvages dans le contexte actuel de changement climatique mondial, et TENANT COMPTE de l'importance de la région atlantique espagnole au niveau européen, du fait que la péninsule Ibérique fonctionne comme un grand réservoir de biodiversité ;

SOULIGNANT que la biodiversité s'appauvrit au niveau mondial à un rythme sans précédent et que l'Espagne n'est pas épargnée par cette tendance car la majorité des habitats et des espèces se trouvent dans un état de conservation défavorable ;

AVERTISSANT que les causes de l'appauvrissement de la biodiversité ne vont pas s'amoindrir ou disparaître dans les prochaines décennies si l'on n'adopte pas, de toute urgence, des mesures décisives ;

CONSCIENT que les connaissances sur la biodiversité de l'Espagne sont encore insuffisantes et doivent être actualisées ; et

RECONNAISSANT que cette motion répond aux mesures figurant dans le Plan stratégique du patrimoine naturel et de la biodiversité 2011-2017 de l'Espagne, et principalement de quatre de ses objectifs ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale :

a. de collaborer avec les Membres et les Commissions de l'UICN, en particulier dans le cadre de la biorégion atlantique, pour susciter un éveil des consciences à la conservation de la biodiversité et, plus concrètement, la protection des refuges de biodiversité ;

b. d'apporter un appui technique et programmatique pour encourager les initiatives existantes et les renforcer, et pour partager l'information sur la conservation ; et

c. de prier les États membres de l'Europe et en particulier l'Espagne ainsi que leurs gouvernements régionaux d'encourager la prise de mesures efficaces de protection de ces zones par leur identification puis par l'élaboration de plans de gestion.

2. ENCOURAGE tous les États membres de l'UICN et les administrations espagnoles ayant compétence en la matière à coopérer et multiplier les efforts réalisés pour protéger et conserver ces zones qui ont une importance particulière pour la conservation, et à collaborer au transfert de l'information sur la biodiversité de la région atlantique espagnole aux administrateurs du territoire et à la communauté scientifique.

3. PRIE INSTAMMENT l'Union européenne et ses États membres de libérer des fonds pour l'identification des refuges de biodiversité dans la région atlantique espagnole et l'analyse de leur sensibilité face au changement climatique, en étudiant les effets de celui-ci sur ces zones importantes pour la conservation de la biodiversité dans la région atlantique espagnole.

### Explanatory Memorandum

El territorio Cantabro-Atlántico de la Península Ibérica constituye una de las áreas en las que se dispone de mayor cantidad de información paleoambiental, datos que derivan de varias décadas de investigación que han permitido establecer la dinámica de la vegetación y los ecosistemas en relación con el cambio climático durante los últimos 100.000 años.

Entre los resultados obtenidos, destaca la determinación de la posición estratégica que ocupa el noroeste ibérico en relación con el registro de los cambios climáticos en el Atlántico Norte lo que ha permitido constatar la existencia en el territorio de áreas de refugio biológico durante los períodos glaciares en los que hubo grupos biológicos que se adaptaron y evolucionaron frente a las consecuencias del cambio climático, dando origen a un gran número de taxones endémicos, muchos de los cuales aún poseen un papel importante en la configuración de los ecosistemas. Estos espacios constituyen en sí mismos un elemento de la biodiversidad y la identificación de estas áreas y su dinámica, resulta trascendental a la hora de definir estrategias de conservación de la biodiversidad. Por sus características, estas áreas juegan un papel clave en el mantenimiento, en un estado de conservación favorable, de hábitats y especies silvestres en el contexto actual de cambio global y teniendo en cuenta la importancia de la región atlántica española a nivel europeo, al funcionar la Península Ibérica como un gran reservorio de biodiversidad, la identificación y el análisis de estas áreas de refugio representa una valiosa información para la elaboración de las directrices para la ordenación de los Recursos Naturales, para la conservación de la Red Natura 2000 y las Áreas Protegidas por instrumentos internacionales.

Por otra parte, es evidente que el conocimiento sobre biodiversidad en España es todavía insuficiente y necesita mantenerse actualizado, como recomienda el Plan Estratégico del Patrimonio Natural y de la Biodiversidad. Buena parte de la información ambiental se encuentra disponible pero, en muchos casos, de manera dispersa, heterógena o de difícil acceso. También se tiene en cuenta que los avances científicos tardan en llegar a los gestores y no se transmiten de manera efectiva, lo cual, no contribuye a una adecuada conservación de la biodiversidad.

Esta moción responde a medidas incluidas en el Plan Estratégico del Patrimonio Natural y de la Biodiversidad 2011-2017, enmarcándose principalmente en 4 metas del Plan y contribuyendo a la consecución de hasta 10 objetivos dentro de estas metas. Estas 4 metas que se persiguen son: 1.- Disponer de los mejores conocimientos para la conservación y uso sostenible de la biodiversidad y los servicios de los ecosistemas, 2.- Proteger, conservar y restaurar la naturaleza en España y reducir sus principales amenazas, 3.- Fomentar la integración de la biodiversidad en las políticas sectoriales, 4.-

Promover la participación de la sociedad en la conservación de la biodiversidad y fomentar su concienciación y compromiso

**Parrains**

- Asociación Española de Entomología ( Spain )
- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia ( Spain )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible ( Spain )
- Fundación Naturaleza y Hombre ( Spain )
- Fundación Oxígeno ( Spain )
- Sociedad Geológica de España ( Spain )

## 046 - Assurer l'avenir des tourbières du monde entier

NOTANT qu'il y a des tourbières sur tous les continents ;

SACHANT que les tourbières occupent 3% de la superficie émergée de la Terre mais qu'elles stockent pourtant plus de carbone que toute la végétation du monde, y compris toutes les forêts, et que chaque année, les tourbières perturbées rejettent deux gigatonnes de carbone dans l'atmosphère, soit l'équivalent de toutes les émissions de carbone du transport aérien dans son ensemble ;

RECONNAISSANT que les tourbières sont parmi les écosystèmes les plus précieux de la Terre (car elles fournissent aussi de l'eau propre et jouent un rôle vital dans la gestion des crues) et qu'elles entretiennent toute une biodiversité rare, spécialisée et menacée, et sont en outre d'importants gisements paléontologiques ;

SE FÉLICITANT que des accords et initiatives internationaux de l'environnement [p. ex., Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD+), Convention sur la diversité biologique (CDB), Convention de Ramsar et Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)] reconnaissent l'importance des tourbières pour le changement climatique, la conservation de la biodiversité et tout un éventail de services écosystémiques pour les communautés locales et RAPPELANT que la restauration et l'utilisation durable des tourbières sont reconnues depuis longtemps comme une priorité pour ces activités mais que leur mise en œuvre est restée essentiellement ineffective ;

RECONNAISSANT qu'un atelier organisé lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN à sa session de Jeju, République de Corée (2012) a appelé l'UICN à servir d'axe pour l'action en faveur des tourbières, pour les travaux avec le secteur privé et des affaires en vue de trouver un financement et pour l'appui aux efforts internationaux d'échange de bonnes pratiques et de données scientifiques relatives aux tourbières ;

RECONNAISSANT l'engagement envers l'action pour les tourbières inscrit dans le projet de Programme de l'UICN 2017-2020, les travaux des Comités nationaux, tels que le Comité national de l'UICN pour le Programme du Royaume-Uni sur les tourbières et les travaux de Membres tels que Wetlands International ;

EXPRIMANT SA RECONNAISSANCE au Comité national de l'UICN pour le Royaume-Uni qui a fait œuvre de pionnier concernant les procédures de ré-humidification de la tourbe, pour restaurer la biodiversité et piéger les gaz à effet de serre ;

TROUBLÉ de constater que la tourbe disparaît rapidement en raison de la transformation des tourbières à des fins agricoles, à des fins d'exploitation minière pour les combustibles, d'exploitation pour la vente en horticulture et pour permettre la construction ;

ALARMÉ devant le risque de perte catastrophique du carbone et de la biodiversité, et de dommages aux systèmes hydrologiques, si des mesures ne sont pas prises pour mettre un terme à la disparition des tourbières et pour restaurer les tourbières endommagées (p. ex., à Bornéo et Sumatra et sur la péninsule Malaise, la destruction de la tourbe a libéré une telle quantité de méthane que la région contribue aujourd'hui aux émissions de gaz à effet de serre à des taux comparables à ceux de la Chine ou des États-Unis) ; et

PRÉOCCUPÉ de constater qu'au niveau mondial, il n'y a pas de définition commune ou de disposition juridique commune pour la protection de la tourbe, à moins que les tourbières ne se trouvent par coïncidence dans une aire protégée désignée ou qu'elles ne soient l'objet de lois sur la préservation des zones humides ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. RECOMMANDE que la Commission de la gestion des écosystèmes élabore une définition scientifique de la tourbe qui serait appliquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans sa Charte pour les sols, par la Convention de Ramsar dans sa classification des types de zones humides et par l'UICN.
2. DEMANDE à la Commission mondiale du droit de l'environnement de préparer un projet de législation que les pays pourront utiliser comme guide, recommandant comment préserver et restaurer les tourbières et comment les inclure, avec les forêts, dans tous les accords intergouvernementaux pertinents relatifs au changement climatique et à la biodiversité.
3. APPELLE les Comités nationaux à coopérer avec le Secrétariat, les Commissions et les Membres afin d'élaborer ou de contribuer à des programmes de pays pour protéger et restaurer les tourbières en tenant compte des actions stratégiques dans « *Peatlands - guidance for climate change mitigation by conservation, rehabilitation and sustainable use* » de la FAO (2012) et les travaux en cours de la Convention de Ramsar, en particulier au titre de la Résolution XII.11 de Ramsar sur les tourbières, les changements climatiques et l'utilisation rationnelle (2015).
4. PRIE INSTAMMENT les États d'imposer un moratoire à l'exploitation de la tourbe jusqu'à ce que leur législation sur les zones humides soit renforcée de manière à préserver intégralement les zones naturelles où il y a de la tourbe.
5. RECOMMANDE de mettre en œuvre la législation nationale REDD+ et de donner la priorité à la préservation de la tourbe dans l'application de cette législation.

### Explanatory Memorandum

#### Explanatory Memorandum 1

The IUCN Peatland Programme, a project of the IUCN UK National Committee <http://www.iucn-uk-peatlandprogramme.org/>, is an exemplar of a national and international scale approach to peatland conservation, involving a wide range of IUCN constituents, demonstrating delivery of the 'One Programme'.

This Motion builds on the consensus from a workshop held at the 2012 World Conservation Congress. The recommended strategic action points to inform national and international peatland conservation action are:

1. Establish an international overview of progress in delivering peatland conservation action and facilitate exchange of experience and good practice.
2. Give a strong steer in national plans that peatlands should be conserved and restored, identifying occurrence and status of the peatland ecosystem.
3. Introduce strategic planning to restore peatlands and protect them from damaging development with integrated landuse planning to balance different pressures.



4. Remove perverse incentives that lead to peatland damage and introduce measures to support delivery of conservation and restoration, in recognition of the ecosystem services they provide.
5. Provide public finance for peatland conservation/restoration and attract investment from the private sector aimed at delivering multiple 'win wins' for carbon, water and biodiversity.
6. Support local and landscape-scale projects facilitated by project managers, with strong stakeholder engagement and coordinate effort across different private and public sectors.
7. Support ongoing survey and monitoring of peatland condition and delivery of ecosystem services.
8. Coordinate scientific effort across the different disciplines to provide consensus-based evidence for policy and practical management.
9. Share experiences and expertise on peatland conservation and restoration internationally and within countries engaging a wide range of land managers and relevant stakeholders.
10. Promote the benefits of peatlands for their biodiversity and ecosystem services to help inform and educate the public.

Examples of national-level peatland strategies include the publication of a UK Statement of Action on Peatlands together with devolved Government plans such as the National Peatland Plan for Scotland.

We are acknowledging the global importance and role of peatlands as outlined in Ramsar Resolution XII.11 *Peatlands, climate change and wise use: Implications for the Ramsar Convention* which further requests that the Ramsar bodies collaborate with relevant international conventions and organisations including UNFCCC bodies, within their respective mandates, to further investigate the potential contribution of peatland ecosystems to climate change mitigation and adaptation and to develop policies and measures that are aimed at reducing anthropogenic greenhouse gas emissions from peatlands.

## Explanatory Memorandum 2

Some three percent of the Earth's terrestrial environment is composed of peat. Peatland is the often vast accumulation of sphagnum mosses and dead plant material preserved in wetlands, bogs, wet forests and other places, and it is one of the largest natural atmospheric sources of the potent greenhouse gas, methane. Anaerobic conditions caused by waters encompassing peat deposits can inhibit decay and any release of carbon dioxide and methane from peat deposits. However, peat is rapidly being lost throughout the world through conversion for agricultural uses, mining for fuel, mining to sell in horticulture, and to enable construction. More than fifty percent of the peat wetlands in the USA or Western Europe have been destroyed, a trend continuing worldwide. In Indonesia and Malaysia, peat forests are being increasingly drained, sometimes unlawfully burned, and converted to oil palm plantations. Peat destruction in these areas has released such vast amounts of methane that this region now contributes greenhouse gas emissions comparable to those of China or the United States of America. Vast natural peat areas still exist in Siberia, the Andes and Brazil, SE Asia, Canada, Scandinavia, Africa, and elsewhere.

National laws characterise peat inconsistently. Most national laws fail to recognise peat as a distinct biological resource with diverse ecosystem benefits, and many laws authorise draining wetlands as obstacles to development. Environmental laws fail to provide a standard approach to characterising peat or prescribing stewardship norms for peat conservation or preservation. Peat-related impacts on climate change, however, have stimulated interest in enacting national legislation to preserve sequestration of historic peat areas. Proposals for climate change emissions trading, such as through Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD+) policies, can provide important economic tools to phase out economic dependencies on peat exploitation and facilitate the transition from exploiting peat to preserving peat, compensating those whose livelihoods presently depend on peat exploitation and providing incentives to re-wet and restore the capacity of peat to store greenhouse gases.

If Earth is to avert a spike in atmospheric temperatures, then states must act both to preserve existing peat and to re-wet and restore all areas of peat. This Motion aims to harness the increased global awareness about the importance of peat, and renewed interest in proposals for emissions trading, to encourage states to become legal stewards of peat and peatland ecosystems. If adopted, the Motion would: 1) recommend the creation of a scientific definition of peat to reconcile terms employed by various international legal frameworks; 2) urge states to place a moratorium on peat exploitation until they are able to strengthen legislation to strictly preserve peat; 3) urge states to expeditiously implement REDD+ legislation with a priority of preserving peat; 4) request the IUCN World Commission on Environmental Law to prepare draft legislation for states to consider in designing national frameworks to preserve peat; and 5) request the IUCN Director General to oversee implementation of these recommendations.

## Parrrains

- Asia-Pacific Centre for Environmental Law ( Singapore )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Scottish Environment Link ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The European Outdoor Conservation Association ( Switzerland )
- The John Muir Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The Wildlife Trusts ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )
- Wetlands International ( The Netherlands )

## **047 - Protéger, restaurer et utiliser durablement les plans d'eau urbains en Inde**

CONSCIENT que l'eau est indispensable à la vie et que, dans un environnement urbain, les plans d'eau jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des écosystèmes urbains ;

SALUANT l'appel lancé par le biais de l'Objectif 11 de développement durable des Nations Unies, à savoir, protéger et restaurer les plans d'eau urbains et promouvoir leur utilisation durable ;

RECONNAISSANT que la revitalisation des plans d'eau devient impérative en raison de la rapidité de la croissance urbaine en Inde et des graves menaces existentielles qu'elle fait peser sur les cours d'eau ;

SACHANT qu'un nombre important de plans d'eau situés dans les six grandes villes indiennes – Delhi, Chennai, Bangalore, Hyderabad, Kolkata et Mumbai – font l'objet d'un empiètement, sont pollués, asséchés ou gravement menacés ;

NOTANT que les plans d'eau urbains sont non seulement des sources d'eau de surface mais qu'ils sont essentiels pour que les nappes phréatiques, déjà sous pression, puissent continuer à fournir de l'eau à des millions de personnes, à assurer les services écosystémiques, et à offrir un habitat aux oiseaux, y compris des oiseaux migrateurs, ainsi qu'à d'autres espèces ;

NOTANT AUSSI, par exemple, qu'au cours des 40 dernières années, sur les 1012 plans d'eau que compte Delhi, 349 ont été asséchés, 165 ont subi un empiètement et nombre d'autres font face à des menaces existentielles, et que l'on observe les mêmes tendances dans d'autres villes ;

NOTANT ENFIN que malgré les préoccupations exprimées à maintes reprises par des groupes de chercheurs et de défenseurs de l'environnement quant à la disparition de plans d'eau indispensables au maintien du niveau des eaux souterraines, toutes les grandes villes indiennes perdent des plans d'eau au fil des ans ;

OBSERVANT qu'à Bangalore, les lacs qui atténuent les inondations, sont au nombre de 2789 à présenter divers degrés de détérioration ; et

PRÉOCCUPÉ de constater que les plans d'eau des six grandes villes de l'Inde subissent différents niveaux de pressions – eutrophisation, déversement de déchets, rejet d'eaux usées, envasement, empiètement et pollution toxique provenant des effluents industriels et d'une mauvaise gestion – et que ces facteurs menacent l'existence même de plans d'eau précieux et productifs dans les villes ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE les Membres de l'UICN en Inde :

a. à adopter des approches fondées sur la collaboration au niveau national, des États et des districts afin de faire face aux menaces qui pèsent sur les plans d'eau urbains ;

b. à collaborer à la protection et à la restauration des plans d'eau urbains grâce à la recherche scientifique, à la surveillance de la qualité de l'eau et à d'autres pratiques pertinentes ; et

c. à sensibiliser l'opinion à l'importance de la protection, de la restauration et de la conservation des plans d'eau urbains.

2. ENGAGE INSTAMMENT le gouvernement de l'Inde :

a. à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger, restaurer et utiliser de manière durable les plans d'eau urbains, en mettant particulièrement l'accent sur les plans d'eau situés dans les grandes villes ;

b. à privilégier la surveillance de la qualité des plans d'eau existants et à faciliter la mise en place de mesures énergiques pour limiter les menaces ; et

c. à faire figurer la protection et l'utilisation durable des plans d'eau urbains parmi les principales priorités du Plan indien des « 100 villes intelligentes ».

### **Parrains**

- Asia-Pacific Centre for Environmental Law ( Singapore )
- Development Alternatives ( India )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- InsPIRE Network for Environment ( India )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )

## 048 - Protection des paysages forestiers intacts

RECONNAISSANT le rôle essentiel que les forêts jouent dans la préservation de la biodiversité, dans l'offre de biens et services écosystémiques dont la société humaine dépend, ainsi que leur contribution au développement national et à l'alimentation des populations des communautés pauvres et marginalisées ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les écosystèmes forestiers sont à l'origine de nombreux services écosystémiques indispensables à la survie de l'être humain, comme par exemple la production d'oxygène, la captation et le stockage de carbone, l'épuration de l'eau et l'air ;

SOULIGNANT que les dynamiques des écosystèmes forestiers s'inscrivent dans des processus écologiques de très longue durée ;

NOTANT que des paysages forestiers intacts sont les plus efficaces pour fournir diverses valeurs comme la conservation de la biodiversité, la protection des cultures et des moyens d'existence autochtones et l'atténuation des effets des changements climatiques ;

PRÉOCCUPÉS par le fait que l'Accord de Paris, signé lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que d'autres importantes initiatives, ne font pas de différence entre les forêts malgré leur grande variété de structures, de répartition, de tailles, de fonctions et de valeurs, ou ne proposent pas de conseils sur les mesures à prendre et à quelle échelle ;

RAPPELANT le faible pouvoir de dispersion et de colonisation de certaines espèces inféodées strictement aux forêts anciennes ;

SOULIGNANT également que l'ancienneté d'une forêt, définie par la continuité de l'état boisé à travers l'histoire, est l'une des composantes à prendre en compte avec la maturité et l'intégrité pour protéger et gérer durablement les forêts à haute valeur écologique, y compris leurs sols ;

NOTANT qu'à la différence du critère de maturité, le critère d'ancienneté des forêts, notamment tempérées et boréales, est à l'heure actuelle peu intégré dans les décisions de gestion des forêts et du territoire de manière plus générale ;

PRENANT NOTE des dernières études, qui confirment le caractère irremplaçable des forêts primaires en termes de conservation de la biodiversité et de services écosystémiques, et soulignant en particulier que les écosystèmes forestiers boréaux renferment des stocks importants de carbone en sous-sol, et que les seules forêts tropicales pourraient constituer 50% de la solution d'atténuation des effets des changements climatiques au cours des 50 prochaines années afin de garantir une transition sûre vers les énergies renouvelables ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS, comme l'inclut explicitement l'Accord de Paris, le rôle des forêts dans l'atténuation des effets des changements climatiques grâce à leur capacité à stocker le carbone et, par leur croissance, à stocker plus de carbone, ainsi qu'à modifier la dynamique climatique locale et régionale, y compris les précipitations ;

NOTANT que les valeurs de la biodiversité et les services écosystémiques fournis par la protection des paysages forestiers intacts aideront à la réalisation des objectifs de la Convention sur la diversité biologique, de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable ;

RAPPELANT que l'Accord de Paris a lancé un appel clair et vibrant pour l'intégrité des écosystèmes et l'importance de limiter le réchauffement climatique moyen bien en-dessous de 2°C, et qu'il a souligné l'importance des forêts pour atteindre les objectifs climatiques ;

NOTANT avec inquiétude que la disparition, la dégradation et la fragmentation des forêts primaires, tempérées et boréales en particulier continuent à des rythmes soutenus, et que cette disparition et cette dégradation contribuent fortement à l'accélération rapide de la crise mondiale de la biodiversité et aux bouleversements climatiques, et ont un effet sur le bien-être humain dans le monde entier, et en particulier sur les moyens d'existence et les cultures des communautés locales et des populations autochtones ;

CONSTATANT que ces tendances ont des effets négatifs importants sur la diversité biologique des forêts et sur le bon fonctionnement des écosystèmes forestiers ;

NOTANT PAR AILLEURS qu'il est nettement plus intéressant financièrement de conserver des paysages forestiers intacts plutôt que de protéger ou de restaurer des paysages dégradés, et que la restauration totale des écosystèmes s'avère d'ailleurs souvent impossible ;

RAPPELANT la Résolution 5.060 *Renforcer le rôle de l'UICN en faveur de la sauvegarde des forêts primaires de la planète* (Jeu, 2012) qui, entre autres, appelle la Directrice générale et le Conseil à créer une instance de l'UICN afin d'évaluer les modalités permettant de renforcer les programmes mondiaux de l'UICN pertinents, et de créer des synergies entre eux, ainsi qu'avec les Commissions, afin de sauvegarder les forêts primaires restantes dans le monde ; et

SALUANT le travail réalisé à ce jour par l'équipe des Forêts primaires de l'UICN, chargée d'identifier une stratégie pour mettre en œuvre la Résolution 5.060, et SE RÉJOUISSANT PAR AVANCE de la suite de son travail pendant l'année 2016 ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale et les Commissions de :

a. élaborer une déclaration politique sur l'importance des paysages forestiers intacts et de la conservation des forêts primaires, en prenant notamment en compte la façon dont la conservation des paysages forestiers intacts et des forêts primaires peut participer au travail de l'UICN autour des solutions fondées sur la nature ; et

b. former un groupe de travail afin d'étudier les mécanismes, les opportunités et les obstacles à la protection des paysages forestiers intacts et des forêts primaires.

2. ENCOURAGE les Membres, les États, le secteur privé et les institutions financières internationales à :

a. reconnaître le caractère d'ancienneté comme l'un des critères de haute valeur écologique des forêts et à intégrer le critère d'ancienneté dans les politiques d'aménagement du territoire et de conservation de la nature ;

b. soutenir un inventaire cartographique et un suivi continu des forêts anciennes au niveau mondial, régional et national ; promouvoir l'intégration d'un indicateur de préservation des surfaces de forêts anciennes dans les jeux d'indicateurs de gestion durable au niveau mondial, régional, national ; rendre accessible l'information spatialisée sur les forêts anciennes ; encourager la recherche afin de mieux connaître l'intérêt écologique de l'ancienneté pour différents taxons ; rechercher les modalités de gestion les plus favorables au maintien en bon état écologique de ces écosystèmes ;

c. sensibiliser les acteurs de la forêt, les décideurs et le grand public à l'intérêt écologique des forêts anciennes ;

d. soutenir les paysages forestiers intacts et la conservation des forêts primaires dans leurs plans de développement, leurs Contributions déterminées au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, et la mise en œuvre d'autres Accords environnementaux multilatéraux, y compris la Convention sur la diversité biologique ; et

e. accroître les efforts pour créer des aires protégées vastes et connectées regroupant des paysages forestiers intacts et des forêts primaires, tout en mettant toujours en œuvre des approches basées sur les droits, et à soutenir les initiatives de conservation des forêts primaires par les communautés locales.

3. PRESSE les États et organisations gouvernementales Membres à s'assurer que toutes les mesures sont prises pour garantir que les paysages forestiers et les forêts primaires sont entièrement et efficacement protégés pour tous les avantages qu'ils offrent.

#### **Parrains**

- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Australian Rainforest Conservation Society ( Australia )
- Canadian Parks and Wilderness Society ( Canada )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Rainforest Trust ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tenkile Conservation Alliance ( Papua New Guinea )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- Tour du Valat ( France )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Association of Zoos and Aquariums ( Switzerland )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologische Gesellschaft für Arten- und Populationsschutz e.V. ( Germany )

## **049 - Promouvoir la conservation de la diversité biologique dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale**

CONSTATANT que près des deux tiers des océans de la planète sont situés au-delà de la juridiction nationale, et qu'ils procurent de précieux avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels ;

PRÉOCCUPÉ par la pression croissante que les activités humaines font peser sur la biodiversité marine, sans cadre international pour protéger pleinement la diversité biologique dans les zones au-delà de la juridiction nationale (ZAJN), par exemple l'établissement d'aires marines et de réserves bénéficiant d'une protection complète dans la plupart des des ZAJN ;

CONSTATANT que la « Promesse de Sydney », adoptée par le Congrès mondial des parcs de l'UICN (Sydney, 2014) : (a) allait dans le sens de l'Objectif 11 d'Aichi – d'ici à 2020, au moins 10% des zones marines et côtières sont conservées – le but ultime étant de créer un océan réellement durable, dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive ; et (b) recommandait la création et l'adoption d'un instrument international dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) pour la protection et la gestion de la biodiversité en haute mer ;

NOTANT AVEC INQUIÉTUDE que les efforts consentis à ce jour pour établir des aires marines protégées (AMP) dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale n'ont pas permis d'atteindre ces objectifs ;

RECONNAISSANT que la CNUDM fournit le cadre juridique suprême pour la gouvernance des activités humaines dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ;

CONSTATANT que les réserves marines sont des outils pour la sauvegarde de la biodiversité et offrent plus d'avantages en matière de conservation que les aires partiellement protégées ;

SACHANT que le processus de la Convention sur la diversité biologique visant à identifier les aires marines d'importance écologique ou biologique dans les ZAJN s'avère un instrument utile pour décrire les zones qui, à l'instar du Dôme du Costa Rica, ont besoin d'une protection accrue mais n'ont pas le pouvoir de mettre en place des mesures dans ce sens ;

RAPPELANT que la résolution 074 *Mettre en œuvre la conservation et la gestion durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale* (Jeju, 2012) appelait les États à encourager la conservation et la gestion durables de la diversité biologique marine dans les zones ne relevant d'aucune juridiction nationale ; et

SALUANT la Résolution 69/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par consensus en juin 2015, qui décide d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la CNUDM et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. ENGAGE tous les États à promouvoir activement l'élaboration d'un nouvel instrument juridiquement contraignant dans le cadre de la CNUDM portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale et incluant des mécanismes efficaces destinés à :

- a. identifier rapidement, désigner et gérer efficacement un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'aires marines protégées et de réserves dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale ;
- b. évaluer les impacts des activités humaines sur les zones situées au-delà de la juridiction nationale, y compris les effets cumulatifs ;
- c. réglementer les activités afin de prévenir les effets néfastes négatifs importants sur le milieu marin ;
- d. garantir que le suivi, les mesures de conformité et d'application sont mis en place efficacement ;
- e. faciliter le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines ; et
- f. améliorer l'accès aux avantages des ressources génétiques marines des zones situées au-delà de la juridiction nationale, et leur partage juste et équitable.

2. ENCOURAGE les Membres à appuyer un processus scientifique permettant la mise en place d'un réseau écologiquement représentatif et bien relié d'aires marines protégées, y compris des réserves, comme élément du nouvel accord.

3. ENGAGE les États à demander à l'Assemblée générale des Nations Unies d'organiser une conférence intergouvernementale en 2018 afin d'examiner les recommandations du Comité préparatoire établi en vertu de la Résolution 69/292, et d'adopter le texte d'un accord pour la protection de la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

4. INVITE la Directrice générale, les Commissions et le Secrétariat de l'UICN à fournir un appui technique, ainsi qu'à promouvoir et appuyer les mesures décrites aux paragraphes 1-3 ci-dessus.

### **Explanatory Memorandum**

This Motion has gone through the IUCN programmes, Commissions and offices. Its proponent and co-sponsors consulted the World Commission on Environmental Law (WCEL) – a network of environmental law and policy experts from all regions of the world who volunteer their knowledge and services to IUCN activities – regarding its contents.

### **Overview of the High Seas**

The high seas fall outside countries' exclusive economic zones and cover nearly two-thirds (64%) of the ocean's surface. Once thought to be largely barren, the high seas are now known to be among the largest reservoirs of biodiversity on the planet. Areas beyond national jurisdiction (ABNJ) are under increasing pressure from human activities, such as overfishing, habitat destruction and the impacts of climate change. Currently, ABNJ are governed by a patchwork of international, regional, and sectoral agreements and treaties. As a result, this ocean ecosystem is at risk of becoming a classic 'tragedy of the commons', a resource used freely by all but owned and protected by no one.

Progress made thus far toward a legal instrument to provide more comprehensive protections for biodiversity in ABNJ is the result of discussions that have been ongoing at the United Nations since 2003. Building on the momentum of the

Rio+20 Conference, however, the UN working group finally decided in January of 2015 to recommend that negotiations commence, and in June 2015 a resolution was adopted by the UN General Assembly launching the development of a new international agreement for the conservation and sustainable use of marine biodiversity in ABNJ. Specifically the agreement will focus on the following elements: marine genetic resources, including the sharing of benefits; area-based management tools, including marine protected areas; environmental impact assessments; and capacity building and the transfer of marine technology.

The UN's decision to move forward with the development of a new international agreement is a great start, but much work remains to be done. Over the next two years, a Preparatory Committee (PrepCom) will meet so that member states can make substantive recommendations on the elements of an agreement. By September 2018, the UN General Assembly will decide, based on the progress and advice from the PrepCom, whether to convene an intergovernmental conference to finalise text of the agreement and set a start date for the conference to begin.

Discussions have been ongoing for over a decade. For the first time, instead of negotiating a treaty to manage the removal of marine life from the ocean, the UN will negotiate ways to protect it and keep it in the water. By setting aside areas that are free from harmful activities, marine protected areas and marine reserves serve as a critical tool for safeguarding biodiversity and building resilience. Governments have committed to the need to meet certain targets for protecting more of the ocean (Aichi Biodiversity Target 11, Promise of Sydney, SDGs) and the need to strengthen resilience and reduce vulnerability to climate change (COP21). But these targets can't be reached without the umbrella framework the agreement can provide for the coordination of existing bodies and instruments. Without a robust new treaty, human activities will continue to jeopardise the ocean and the planet. By developing a treaty in a timely manner, we can protect the biodiversity of the high seas for generations to come.

#### **Parrains**

- Asociación Conservacionista de Monteverde ( Costa Rica )
- Asociación Costa Rica por Siempre ( Costa Rica )
- Asociación Mesoamericana para la Biología y la Conservación ( Costa Rica )
- Asociación Terra Nostra ( Costa Rica )
- Association of Protected Areas Management Organizations ( Belize )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre for Resource Management and Environmental Studies ( Barbados )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Centro de Incidencia Ambiental ( Panama )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Environment and Conservation Organizations of New Zealand ( New Zealand )
- Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine ( Haiti )
- Fondo Mexicano para la Conservación de la Naturaleza A.C. ( Mexico )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Fundación Futuro Latinoamericano ( Ecuador )
- Fundación MarViva ( Costa Rica )
- Fundación Natura ( Colombia )
- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Fundación Patagonia Natural ( Argentina )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Ministerio de Ambiente y Energía ( Costa Rica )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Preserve Planet ( Costa Rica )
- Programa Restauración de Tortugas Marinas ( Costa Rica )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- The Pew Charitable Trusts ( United States of America )
- Universidad para la Cooperación Internacional ( Costa Rica )

## 050 - Coopération pour la protection des récifs coralliens dans le monde

RAPPELANT que les récifs coralliens et les lagons du monde couvrent 600 000 km<sup>2</sup> dans plus de 100 pays et territoires et abritent environ 25% de toutes les espèces marines connues ;

SOULIGNANT l'importance des services rendus par les écosystèmes coralliens en ce qui concerne le bien-être socio-économique, culturel et identitaire des populations et rappelant qu'un demi-milliard de personnes dépend quotidiennement de leur bon fonctionnement ;

CONSTATANT que le phénomène El Nino menace régulièrement les coraux de blanchissement ;

RAPPELANT la décision VII/5 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à sa septième réunion (COP7, Kuala Lumpur, Malaisie, 2004) qui décrit la difficulté de sauvegarder les récifs coralliens et les écosystèmes marins, et l'Objectif 10 d'Aichi qui fixe que « *D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou l'acidification des océans sont réduites au minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement* » ;

NOTANT que, selon le rapport *Perspectives mondiales de la diversité biologique* 4, l'Objectif 10 d'Aichi n'est pas atteint et que la situation des récifs coralliens continue de se dégrader dans le monde ;

SALUANT l'existence de l'initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) et de plusieurs initiatives régionales et nationales ;

S'APPUYANT sur la reconnaissance par la communauté scientifique de la nécessité de renforcer le suivi et la surveillance des récifs coralliens dans le monde, notamment pour mieux comprendre leurs mécanismes de résilience ; et

SOULIGNANT la nécessité de renforcer la coopération régionale pour la protection, la surveillance et la gestion durable des récifs coralliens et des écosystèmes associés dans la perspective d'une vision régionale et mondiale ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

DEMANDE aux États et aux organisations internationales et régionales en charge des questions environnementales de renforcer la coopération régionale sur la préservation des récifs coralliens et des écosystèmes associés pour atteindre l'Objectif 10 d'Aichi, et plus particulièrement de :

- a. établir régulièrement, à partir des rapports régionaux, une synthèse mondiale de l'état des récifs coralliens sur la base d'outils méthodologiques harmonisés ; et
- b. développer et renforcer des initiatives nationales et régionales en :
  - i. adoptant des approches de gestion intégrée et de planification spatiale pour la préservation des récifs coralliens et des écosystèmes associés ;
  - ii. mettant en œuvre des projets de conservation des récifs coralliens et des espèces patrimoniales ;
  - iii. renforçant les capacités des acteurs en matière de gestion intégrée des récifs coralliens et des écosystèmes associés ;
  - iv. favorisant la mise en œuvre et la diffusion des bonnes pratiques pour une meilleure gestion ; et
  - v. favorisant la coopération scientifique et le développement d'actions de sensibilisation, notamment les démarches de sciences participatives.

### Parrains

- Agence des aires marines protégées ( France )
- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Humanité et Biodiversité ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Muséum National d'Histoire Naturelle ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 051 - Encrassement biologique ou "biofouling" international

RAPPELANT la Recommandation 1.77 de l'UICN *Pollution marine et MARPOL* (Montréal, 1996), qui invitait fermement l'Organisation maritime internationale (OMI) à élaborer un cadre contraignant pour contrôler l'introduction d'organismes aquatiques non voulus par les eaux de ballast ;

RAPPELANT EN OUTRE que les États membres de l'OMI se sont engagés à atténuer le plus possible le transfert d'espèces envahissantes aquatiques (EEA) en adoptant la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, 2004 ;

RAPPELANT AUSSI que le Comité de protection du milieu marin de l'OMI a adopté la résolution MEPC.207(62) en 2011, premier ensemble de directives internationales sur le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique ou *biofouling* des navires ;

NOTANT que l'Article 196, Section 1, Chapitre XII, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer fournit un cadre mondial demandant aux États de travailler de concert pour prévenir, réduire et contrôler la pollution du milieu marin ;

NOTANT ENFIN les Objectifs de l'article 1 de la Convention sur la diversité biologique, 1992, et que le transfert et l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE) par l'encrassement biologique des navires menacent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ;

SACHANT que 90% du commerce mondial est maritime, ce qui appelle une approche mondiale cohérente ;

PRÉOCCUPÉ par le fait que l'encrassement biologique des navires est aussi préjudiciable que le déversement d'eaux de ballast, un vecteur d'EEE d'origine anthropique ;

RECONNAISSANT que la prise de mesures pratiques de contrôle et de gestion de l'encrassement biologique des navires peut réduire la propagation des EEE et atténuer les émissions de gaz à effet de serre issues de navires en améliorant fortement la performance hydrodynamique ;

RECONNAISSANT AUSSI que l'élaboration et l'application de normes internationales obligatoires pour l'encrassement biologique se justifie par le fait que les ports du monde entier sont liés entre eux ; et

CONSCIENT des mesures importantes prises par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs juridictions des États-Unis pour traiter et appliquer la gestion de l'encrassement biologique ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale à :

a. promouvoir et soutenir la coopération entre les Membres, les gouvernements, le secteur privé, les parties prenantes et le monde académique pour favoriser l'échange d'informations, de connaissances, de technologies et de meilleures pratiques en vue de prévenir l'introduction d'EEA par l'encrassement biologique ; et

b. prier les gouvernements de créer et d'appliquer des cadres juridiques pour partager la responsabilité en matière de prévention de l'introduction d'EEA par l'encrassement biologique.

2. PRIE INSTAMMENT tous les Membres de reconnaître la nécessité d'instaurer, de toute urgence, la coordination et la coopération au niveau international pour lutter contre l'encrassement biologique.

3. PRIE INSTAMMENT l'OMI d'établir une convention en vue d'élaborer un instrument contraignant au plan international traitant du transfert d'organismes aquatiques préjudiciables et d'agents pathogènes par l'encrassement biologique des navires.

### Explanatory Memorandum

International-level work to manage vector-based invasive alien species (IAS) or aquatic invasive species (AIS) first began at the 19th IUCN General Assembly in Buenos Aires, Argentina, 1994. Recommendation 19.47 *Marine pollution* recognised the lack of internationally binding ballast water management protocols and called upon all states to take positive steps to prevent marine pollution by adopting IMO's voluntary guidelines for ballast water treatment.

Two years later, the 1st IUCN World Conservation Congress ramped up its efforts by adopting Recommendation 1.77 *Marine Pollution and MARPOL* strongly urging IMO to work toward a legally binding framework to control the introduction of IAS from ballast water. Recommendation 1.77 reiterated IUCN's concern about the threat to marine biodiversity from introduced species and clarified the need for compulsory management.

Eight years after that, the International Convention for the Control and Management of Ships' Ballast Water & Sediments (2004 BWM Convention) was adopted. The Convention enters into force twelve months after ratification by 30 states, AND 35% of world merchant shipping tonnage. As of the time of writing of this memo, 47 countries have ratified the Convention, although their combined fleets only comprise 34.56% of global tonnage. Thus, the BWM Convention is on the cusp of entry into force. Regardless of this, the BWM Convention has made a tremendous impact internationally through the commitment of IMO Member States to reducing the spread of harmful species and pathogens.

Today, studies have shown that biofouling of ships is as important, or more important as a vector for introducing IAS as ballast water. For example, in Hawaii up to 78% of the 463 introduced and cryptogenic marine species in the state are believed to have arrived in the islands via vessel biofouling. In Australia, over 250 marine species have been introduced by vessels of all types. Of these, up to 75% are likely to have arrived as biofouling organisms. In recognition of biofouling as a clear risk, Australia, New Zealand, and the state of California have each taken steps towards creating legally binding mechanisms for managing biofouling.

Species such as the Asian paddle crab (*Charybdis japonica*), colonial tunicates, North Pacific seastar (*Asterias amurensis*), black striped mussel (*Mytilopsis sallei*), bay barnacle (*Amphibalanus improvisus*), and European shore crab (*Carcinus maenas*) are prime examples of high-profile IAS that are capable of being translocated via biofouling.

In recognition that addressing IAS requires coordinated, consistent actions between nations, IMO adopted Biofouling Guidelines in 2011. Though voluntary, the Guidelines provide a globally consistent set of guidelines for IMO member states and the shipping industry, on measures to minimize the risk of transferring IAS via biofouling.



IMO has recently expressed the "possibility" of transitioning its current biofouling guidelines into a convention. As with the BWM Convention, full implementation of such a convention would take several years. Therefore, by adopting this motion, the IUCN would be sending a clear message to IMO that a biofouling convention is necessary for worldwide biosecurity, while providing a consistent framework for vessel hull husbandry across national and international lines.

**Parrains**

- Association for Tropical Biology and Conservation ( United States of America )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Harold L. Lyon Arboretum, of the University of Hawaii ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- Island Conservation ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )

## 052 - Promouvoir des solutions régionales au problème mondial des déchets marins

RECONNAISSANT la contribution qu'apporte le Programme Global Milieu Marin et Polaire de l'UICN à la compréhension de la problématique des plastiques marins et de leurs effets sur l'environnement ;

CONSTATANT que les déchets de plastique sont devenus le problème le plus grave affectant le milieu marin, non seulement pour les zones côtières des pays en développement qui ne disposent pas d'infrastructures de gestion des déchets appropriées, mais aussi pour les océans du monde entier, en raison de la lente dégradation des gros objets en plastique qui génèrent des particules de microplastique dispersées sur de longues distances par la circulation due au vent dans la couche de surface des océans ;

RAPPELANT la Résolution 5.136 *Stratégie et actions efficaces pour aborder le problème croissant des plastiques pétrochimiques et d'autres déchets solides* (Jeju, 2012) ;

REAFFIRMANT l'engagement pris par les États membres des Nations Unies en vertu des résolutions de l'Assemblée générale intitulées *L'avenir que nous voulons* et *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, à conserver et à utiliser durablement les océans, les mers et les ressources marines ;

RAPPELANT la Résolution 70/235 de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée *Les océans et le droit de la mer*, qui note avec préoccupation que, prises ensemble, les menaces liées à l'activité humaine, y compris les débris marins, risquent d'avoir des effets néfastes considérables sur la vie marine, et qui engage les États et les organisations internationales compétentes à coopérer et à coordonner leurs travaux de recherche de manière à atténuer ces effets et à préserver l'intégrité de tout l'écosystème marin, dans le plein respect des mandats des organisations internationales concernées ;

RAPPELANT EN OUTRE les travaux menés dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de mieux comprendre et de réduire les déchets marins, y compris l'adoption de la Résolution 1/6 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA) intitulée *Déchets plastiques et microplastiques dans le milieu marin* (2014), qui prie le Directeur exécutif du PNUE d'entreprendre, en consultation avec d'autres institutions et parties prenantes compétentes, une étude sur les déchets de plastiques et de microplastiques présents dans le milieu marin ;

SALUANT le travail accompli par le Partenariat mondial sur les déchets marins à l'appui de cette étude ; et

SOULIGNANT l'importance de réduire l'utilisation des plastiques pétrochimiques et de prévenir leur dispersion dans l'environnement, ainsi que de quantifier la valeur économique des déchets de plastiques afin d'encourager le traitement de ces déchets et d'offrir des avantages socio-économiques aux communautés locales grâce à des processus tels que la transformation desdits déchets en matériaux ou en énergie ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. INVITE la Directrice générale à :

- a. encourager la coopération intersectorielle pour prévenir, réduire et gérer les déchets provenant de sources terrestres, aux niveaux local et régional ; et
- b. promouvoir et soutenir l'échange d'informations, de technologies et de bonnes pratiques entre les membres, les commissions, l'industrie, les milieux universitaires et les gouvernements concernant les innovations socio-économiquement viables en matière de valorisation et de traitement des déchets plastiques.

2. ENCOURAGE les États membres à réduire les déchets marins existant en :

- a. élaborant des méthodes efficaces pour localiser les zones d'accumulation de déchets marins ;
- b. mettant au point des systèmes efficaces de signalement des zones d'accumulation de déchets marins ; et
- c. renforçant les capacités, la coordination et la recherche afin de fournir des mécanismes biologiquement sensibles pour l'élimination des déchets marins.

3. ENCOURAGE les Membres à mettre en œuvre les solutions et les recommandations de l'évaluation des impacts des plastiques marins sur l'environnement réalisée par le Directeur exécutif du PNUE.

4. PRIE INSTAMMENT toutes les Parties d'assurer le suivi des mesures recommandées par le Directeur exécutif du PNUE dans son rapport sur les déchets plastiques et microplastiques en milieu marin.

5. INVITE la communauté internationale à accélérer la mise en place :

- a. d'infrastructures de collecte et de systèmes d'arrêt des fuites après collecte ;
- b. de solutions de traitement commercialement viables pour transformer les déchets de plastiques en matériaux ou en énergie ; et
- c. de technologies innovantes pour la récupération et le traitement des déchets.

6. INVITE ÉGALEMENT la communauté internationale à trouver les moyens de prévenir, réduire et gérer les déchets provenant de sources terrestres, de traiter les sources d'origine marine et d'éliminer du milieu marin et côtier les accumulations de déchets marins.

7. ENCOURAGE les organisations compétentes et leurs États membres à se montrer proactifs dans la recherche de solutions régionales en matière de production, de gestion et d'élimination des déchets.

### Explanatory Memorandum

#### Explanatory Memorandum 1

Plastic marine debris is a ubiquitous global problem. Recent research estimates that the ocean may already contain upward of 150 million metric tons of plastic and approximately 8 million metric tons of plastic are estimated to leak out of the global economy and into the ocean each year. This plastic mostly accumulates in the convergence zones of each of the five major gyres forming marine debris vortices.

Common global challenges include the increasing production and use of plastic worldwide, inadequate management and disposal of plastic debris, impacts (both lethal and sublethal) on marine wildlife and ecosystems and potential impacts on human health.

Plastic debris is continuously broken down in the ocean, with waves and radiation from the sun fragmenting it into smaller and micro particles.

Large debris, such as lost or discarded fishing gear, may entangle wildlife and cause significant mortality and population impacts. Small plastic pieces can be ingested by wildlife, causing physical blockage, internal injuries and death by starvation.

The range of management approaches needed to address these global challenges includes research and monitoring, public outreach and education, preventing and reducing debris from land-based sources as well as addressing marine-based sources and removing accumulated marine debris from the coastal and marine environment.

This Motion is a call to action to the international community to:

- a) accelerate the development of practical solutions to prevent, reduce and manage debris from both land-based and marine-based sources;
- b) provide leadership to develop regional approaches to tackling the challenge of waste production, management and disposal;
- c) progress the recommendations, actions and solutions outlined in recent resolutions, reports and programmes on addressing the problem of marine debris; and
- d) foster cooperation and the exchange of information, knowledge, technology and best practice across sectors.

### **Explanatory Memorandum 2**

The vast quantity of plastic debris discarded in our oceans concentrates around oceanic gyres and forms trash vortices commonly referred to as 'garbage patches'. Most of the plastic debris in the patches is suspended in the water or just below the water surface so garbage patches are difficult to detect by satellite photography or aircraft. Across the globe, nine major garbage patches have been identified in the North Atlantic, North Pacific, South Atlantic, South Pacific, and Indian Oceans.

The deleterious impacts of marine debris are severe and harm species and humans in nearly all countries. Annually, an estimated one million sea birds and 100,000 sea mammals and turtles die from ingesting plastic debris. Some plastics contain toxic additives that have been found to lead to organ damage in animals and reproductive problems in humans. When these toxic chemicals leach from the plastic debris stuck in the bodies of the fishes that consume them, the chemicals may interfere with the reproductive function of the fishes. At other times, the toxic chemicals bio-accumulate in the bodies of the fishes, and when the fish are consumed by humans and marine mammals, they are in turn harmed.

Efforts to reduce plastic debris in the ocean are ongoing and critical to tackling this problem. In 2011, government agencies, non-governmental organisations, academic institutions, and private entities developed the Honolulu Strategy as "a framework for a comprehensive and global effort to reduce the ecological, human health, and economic impacts of marine debris". The purpose of the document is to serve as a planning and monitoring tool that can help coordinate the full spectrum of civil society, government and intergovernmental organisations, and the private sector.

At the Fifth International Marine Debris Conference, representatives of 58 Governments and the European Commission endorsed the Honolulu Commitment inviting nations, industry, and other stakeholders to prevent, reduce, and manage marine debris through information exchange, technology, financial support, and collaboration.

In 2012, land-based marine litter was highlighted in the Manila Declaration as a priority source category for 2012-2016, giving the United Nations Environment Programme (UNEP) a strong mandate to continue its work on this issue. Later that year, UNEP launched the Global Partnership on Marine Litter (GPML), a voluntary coordination mechanism "to protect human health and the global environment by the reduction and management of marine litter as its main goal, through several specific objectives".

In 2014, 58 government agencies, nongovernmental organisations, academic institutions, and private entities facilitated the development of the Hawaii Marine Debris Action Plan, which established a comprehensive framework for strategic action to reduce the ecological, health and safety, and economic impacts of marine debris around Hawaii by 2020.

This Marine Debris Motion calls upon the IUCN Director General, State Members, and Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP) to further efforts that have been made in recent years to tackle the issue of plastic debris across the globe.

### **Parraains**

- Australian Government Department of the Environment ( Australia )
- Australian Marine Conservation Society ( Australia )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Great Barrier Reef Marine Park Authority, Queensland ( Australia )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- Nature Conservation Council of New South Wales ( Australia )
- Te Ipukarea Society ( Cook Islands )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- WWF-Australia ( Australia )

## **053 - Accroître l'étendue des aires marines protégées pour assurer l'efficacité de la conservation de la biodiversité**

NOTANT que les océans recouvrent 71% de la surface de la Terre mais que seuls 2% de ces étendues sont entièrement protégés ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la pollution, la surexploitation, le réchauffement, l'acidification et la perte de biodiversité des océans s'accroissent et que les régions polaires éloignées et la haute mer sont elles aussi touchées par les effets de l'activité humaine ;

CONSCIENT que les aires marines protégées gérées avec efficacité et entièrement protégées (AMP) constituent d'importants outils qui contribuent à la conservation des habitats essentiels, des services écosystémiques et de la biodiversité indispensables à la vie humaine ;

SACHANT que des chercheurs et de solides données scientifiques préconisent la protection intégrale d'au moins 30% des océans pour inverser les effets néfastes actuels, accroître la résilience au changement climatique et préserver à long terme la santé des océans ;

RAPPELANT la recommandation du Congrès mondial des parcs (Sydney, 2014) préconisant d'« augmenter de toute urgence la superficie océanique gérée efficacement et équitablement ... » dans le but ultime de créer « un océan réellement durable, dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive » ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que lors du Congrès mondial des parcs de 2014, des États Membres tels que l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Brésil, le Cambodge, les Comores, Fidji, la France (Polynésie française), le Gabon, Madagascar et la Russie ont pris l'engagement d'élargir la superficie de leurs AMP ;

SALUANT les progrès réalisés par certains États dans la création sur leur territoire de vastes réserves marines entièrement protégées, les efforts déployés au sein des Nations Unies en vue d'élaborer un instrument permettant de créer des AMP dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, et l'engagement pris par la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR) de créer un réseau d'AMP dans l'océan Austral ; et

SACHANT que la 10<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP10 de la CDB, Aichi, 2010) a fixé l'objectif d'Aichi sur la biodiversité 11 visant à conserver au moins 10% des zones marines et côtières de la planète d'ici à 2020 et qu'il est probable qu'un nouvel objectif soit négocié à la COP15 de la CDB en 2020 ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale et toutes les composantes de l'UICN à promouvoir et à soutenir les mesures décrites dans les paragraphes 2 à 4 ci-dessous.

2. ENCOURAGE les États et les organismes gouvernementaux Membres de l'UICN à appuyer activement la recommandation énoncée dans la « Promesse de Sydney », le principal résultat du Congrès mondial des parcs de 2014, visant à créer un réseau d'AMP comprenant au moins 30% de chaque habitat marin, le but ultime étant de créer un océan réellement durable dont au moins 30% de la superficie n'accueillera aucune activité extractive, de la manière suivante :

a. en s'engageant à créer des AMP occupant au moins 30% de leurs eaux nationales d'ici à 2030, en conformité avec la Déclaration des Nations Unies relative aux droits des peuples autochtones ; et

b. en participant de manière constructive à la création d'AMP dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale, grâce notamment à :

i. l'élaboration d'un nouvel instrument au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine qui prévoit un mécanisme solide en vue de la création de réseaux d'AMP et de réserves ; et

ii. l'adoption de propositions existantes relatives aux AMP et l'élaboration puis l'adoption de nouvelles propositions relatives aux AMP par la CCAMLR.

3. PRIE INSTAMMENT les États Membres de l'UICN d'exhorter le Secrétariat de la CDB d'engager un processus en vue d'atteindre l'objectif post-Aichi consistant à protéger intégralement 30% de zones marines et côtières d'ici à 2030.

4. DEMANDE à tous les Membres d'appuyer l'exécution des mesures décrites dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

### **Explanatory Memorandum**

The Convention for Biological Diversity's Aichi Target 11 aims to conserve at least 10% of coastal and marine areas by 2020. The United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development also includes a goal to conserve at least 10% of coastal and marine areas, consistent with national and international law and based on the best available scientific information, by 2030. While these target percentages are the goal for marine protected area (MPA) coverage, they were largely agreed through a political process with little scientific basis. Furthermore, it is important to note that some governments have already achieved at least 10% protection of their coastal waters and will look to the next iteration of the Aichi Targets to guide their actions.

This motion calling for an increase in fully protected MPAs to cover at least 30% of the oceans follows the best available scientific advice, and, if adopted, would further the 2003 and 2014 IUCN World Parks Congress (WPC) recommendations by guiding IUCN's policy and work programme and influencing organisations around the world.

In 2003, the WPC recommended that MPA networks should be "extensive and include strictly protected areas that amount to at least 20-30% of each habitat, and contribute to a global target for healthy and productive oceans." Published science, including an article by Callum Roberts, *et al.* that stated, "To meet both conservation goals and human needs, our best estimate is that networks of fully protected reserves (those closed to all fishing and any other form of consumptive removal of marine life) should cover 20% or more of all biogeographic regions and habitats," served as a basis for this recommendation.

In 2014, the WPC expanded this recommendation, with two streams and themes including a 30% target in the Promise of

Sydney. The marine theme recommended to “urgently increase the ocean area that is effectively and equitably managed in ecologically representative and well-connected systems of MPAs or other effective conservation measures. This network should target protection of both biodiversity and ecosystem services and should include at least 30% of each marine habitat. The ultimate aim is to create a fully sustainable ocean, at least 30% of which has no-extractive activities.” The ‘reaching conservation goals’ stream recognised that the total area of protected areas needs to be far higher than current conceptions and delegates agreed on the importance of setting ambitious targets. It noted that delegates argued for a target of “around 30% of the planet for no take reserves”. Eminent scientists support full protection of at least 30% of the ocean, and new science furthering this case should be available by the time the World Conservation Congress convenes in Honolulu in September 2016.

During the consultation process, an MPA expert from the United States National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) suggested we include language on management effectiveness of existing MPAs and livelihoods. Although not explicitly stated, we consider the following issues outlined in the Promise of Sydney to be underlying principles of the MPA process: 1) effective management of all MPAs, based on the best available scientific information; 2) MPAs as cost-effective solutions for climate change adaptation, mitigation and disaster risk reduction; and 3) the design and management of MPAs for human as well as ecological benefits, through committed partnerships and engagement with indigenous and local coastal communities.

#### **Parrains**

- Antarctic and Southern Ocean Coalition ( United States of America )
- Bahamas National Trust ( Bahamas )
- Biosphere Expeditions ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Blue Ventures Conservation ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- British and Irish Association of Zoos and Aquariums ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Dutch Caribbean Nature Alliance ( Dutch Caribbean, The Netherlands )
- Environment and Conservation Organizations of New Zealand ( New Zealand )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Fundación MarViva ( Costa Rica )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Micronesian Shark Foundation ( Palau )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Noé Conservation ( France )
- Palau Conservation Society ( Palau )
- Programa Restauración de Tortugas Marinas ( Costa Rica )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- The Cousteau Society ( France )
- The Pew Charitable Trusts ( United States of America )
- The Sibthorp Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## **054 - Connectivité écologique sur le littoral nord de la mer d'Alboran**

RECONNAISSANT que la mer d'Alboran est un des réservoirs de biodiversité marine les plus importants du monde et que de toutes les mers européennes, c'est elle qui possède la plus grande diversité d'espèces ;

RAPPELANT sa situation géographique stratégique, à la frontière naturelle entre l'océan Atlantique et la mer Méditerranée, au point le plus étroit entre les continents européen et africain et, de ce fait, une enclave essentielle pour les processus migratoires ;

CONSIDÉRANT que la mer d'Alboran fait partie de la Méditerranée, un bassin dont la protection est assurée par des accords internationaux tels que le Plan d'action pour la Méditerranée ou le Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée ;

CONSCIENT du fait que la mer d'Alboran dépend de l'état de conservation de ses rives soumises à une forte pression démographique, ce qui a des incidences sur la biodiversité, la qualité de l'eau et la disponibilité des ressources ;

CONSCIENT de ce qu'une partie importante de ce littoral a été profondément transformée par l'homme, en particulier par le développement urbain, dans certains cas jusqu'à un point extrême où des habitats entiers ont disparu ;

OBSERVANT que le Gouvernement autonome d'Andalousie a fait des efforts notables pour protéger le littoral nord de la mer d'Alboran et protéger ainsi les écosystèmes les plus importants du littoral andalou qui restent encore intacts et peu modifiés ;

RECONNAISSANT la nécessité de protéger les écosystèmes restés intacts ou qui n'ont été que partiellement modifiés et ne sont pas légalement protégés, ainsi que le caractère urgent de la restauration des habitats partout où c'est possible ; et

PRÉOCCUPÉ EN OUTRE par l'existence d'un réseau routier littoral sur la côte de l'Andalousie qui constitue une importante barrière artificielle isolant les écosystèmes côtiers du reste des espaces naturels et entravant ou interrompant la connectivité écologique ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE aux Membres de l'UICN de collaborer activement avec la Directrice générale et les Commissions, en particulier aux niveaux européen et méditerranéen, pour mettre au point des mesures visant à améliorer l'état des écosystèmes côtiers, leur connectivité et à exposer les problèmes qu'ils rencontrent.
2. ENCOURAGE les Commissions à apporter un appui technique et programmatique pour promouvoir et renforcer les initiatives existantes et partager l'information sur la conservation.
3. PRIE INSTAMMENT les États membres de l'UICN, limitrophes du bassin de la mer d'Alboran, ainsi que leurs gouvernements régionaux, de promouvoir des mesures efficaces pour améliorer l'état des écosystèmes littoraux de la mer d'Alboran.
4. EXHORTE l'Union européenne et ses États membres à dégager des fonds pour réaliser des infrastructures vertes permettant le rétablissement de la connectivité écologique entre les écosystèmes côtiers et ceux de l'intérieur, ainsi que la mise au point de mesures pour la régénération et la restauration d'écosystèmes littoraux.
5. ENCOURAGE les administrations espagnoles compétentes, sur le littoral andalou, à maintenir et élargir l'effort déployé pour protéger les écosystèmes côtiers et restaurer et régénérer les habitats côtiers qui ont disparu ou sont en régression ainsi qu'à ouvrir de nouveaux axes de travail en faveur de la restauration de la connectivité écologique.

### **Parrains**

- Asociación Española de Entomología ( Spain )
- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Centro de Extensión Universitaria e Divulgación Ambiental de Galicia ( Spain )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Departament de Territori i Sostenibilitat, Generalitat de Catalunya ( Spain )
- Fundación Lonxanet para la Pesca Sostenible ( Spain )
- Fundación Oxígeno ( Spain )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Geológica de España ( Spain )

## 055 - Désignation de l'île d'Astola en tant qu'aire marine protégée

NOTANT qu'il n'existe aucun parc marin au large des côtes du Pakistan ;

CONSCIENT que des communautés de pêcheurs souffrent d'un déclin des stocks halieutiques imputable à la surexploitation des ressources par de grands chalutiers qui s'introduisent dans la zone des 15 milles nautiques exclusivement réservée à la pêche locale ;

CONSCIENT PAR AILLEURS que le gouvernement pakistanais avait prévu de faire de l'île d'Astola une réserve marine dès 2007 ;

RAPPELANT l'engagement ferme de l'UICN envers la conservation des espèces marines et de leur habitat, comme en témoignent différentes Résolutions et Recommandations antérieures, à l'image de la Résolution 5.076 *Accélérer le rythme de création d'aires marines protégées à l'échelle mondiale et la certification de l'efficacité de leur gestion* (Jeju, 2012) ;

PERSUADÉ de l'importance des parcs marins dans l'amélioration de la diversité biologique marine ;

CONSCIENT du fait que toutes les parties prenantes du secteur public comme du secteur privé doivent d'emblée contribuer au processus, et que des certificats officiels de non opposition doivent être délivrés par toutes les autorités fédérales et provinciales ;

CONSCIENT EN OUTRE de la nécessité de faire bien comprendre aux communautés de pêcheurs que la création d'un parc marin est dans leur intérêt à long terme et qu'il convient que toutes les parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales présentes le long du littoral, les encouragent et les aident à trouver d'autres moyens de subsistance ; et

RECONNAISSANT que des mécanismes de financement durable doivent être mis en place pour au moins une dizaine d'années ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à appuyer et à approuver la désignation de l'île d'Astola, au Pakistan, en tant que parc marin.
2. DEMANDE à la Directrice générale, avec l'appui du Conseil, des Commissions et des Membres, d'aider sur les plans technique et intellectuel à la mise en œuvre des modalités de création de ce parc marin.
3. DEMANDE ÉGALEMENT à la Directrice générale d'encourager les Membres à soutenir la réalisation de nouveaux travaux de recherche relatifs à la création d'un parc marin sur l'île d'Astola.
4. PRIE INSTAMMENT les États et les organismes gouvernementaux du Pakistan Membres de l'UICN d'appuyer la création de ce parc marin et d'aider à l'élaboration d'une législation efficace visant à protéger le parc dans les cinq ans au moins qui suivront sa création.

### Explanatory Memorandum

Pakistan depends heavily on its marine life commercially. These marine species are depleting at a rapid rate, mostly owing to over-fishing by trawlers. It is now important for Pakistan to establish a Marine Park where species are allowed to flourish and increase the biodiversity that marine life depends upon. An endorsement and offer to assist in any way possible from IUCN will carry much weight in approaching Government and stakeholders in the private sector for their commitment and ultimately financial support.

### Parraains

- AWAZ Foundation Pakistan: Center for Development Services ( Pakistan )
- Baanhn Beli ( Pakistan )
- Indus Earth Trust ( Pakistan )
- Strengthening Participatory Organization ( Pakistan )
- Taraqee Foundation ( Pakistan )
- Water, Environment and Sanitation Society ( Pakistan )

## 056 - Protéger les milieux côtiers contre les résidus miniers

SE FÉLICITANT de l'appel lancé dans l'Objectif 14 de développement durable des Nations Unies pour que les États conservent et utilisent de manière durable les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable ;

PRENANT NOTE de la cible 14.1 qui demande de prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres ;

PRENANT ÉGALEMENT NOTE de l'Objectif 8 d'Aichi pour la biodiversité selon lequel « D'ici à 2020, la pollution causée notamment par l'excès d'éléments nutritifs aura été ramenée à des niveaux qui ne sont pas défavorables à la fonction écosystémique et à la diversité biologique » ;

OBSERVANT que l'article 210 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer stipule : « Les États adoptent des lois et règlements afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par immersion » ;

SACHANT que l'objectif de la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (Convention de Londres) et de son Protocole consiste à promouvoir le contrôle effectif de toutes les sources de pollution marine et que les Parties contractantes doivent prendre des mesures effectives pour prévenir la pollution du milieu marin résultant de l'immersion ;

SACHANT AUSSI que le déversement de résidus miniers sur les fonds marins (dépôt sous-marin de résidus – DSR) peut porter gravement préjudice au milieu marin ;

OBSERVANT que la plupart des pays ont abandonné la pratique du DSR en raison de ses effets nocifs sur le milieu marin et qu'il existe beaucoup de bonnes solutions de remblayage et autres formes d'utilisation des résidus miniers ;

PRÉOCCUPÉ de constater que quelques pays continuent d'autoriser l'immersion de résidus miniers dans leurs eaux côtières et continuent d'accepter des propositions à cet effet ;

RECONNAISSANT que lorsque l'immersion de résidus miniers se fait depuis un navire, elle est réglementée par la Convention de Londres et son Protocole ;

TROUBLÉ à l'idée que l'immersion de résidus miniers provenant des activités terrestres, avec ses éventuels effets nocifs importants tels que la pollution, l'étouffement de la vie marine, etc., n'est pas actuellement explicitement couverte par des règlements internationaux quels qu'ils soient ; et

SE FÉLICITANT de la collaboration entre le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre les activités terrestres du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-GPA), l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Convention de Londres et son Protocole pour résoudre le problème de l'immersion sous-marine de résidus miniers ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale de communiquer la présente Résolution aux pays concernés et de discuter avec leurs gouvernements afin de trouver des solutions possibles pour faire cesser la destruction et la dégradation des habitats marins par immersion de résidus miniers.
2. FÉLICITE les pays qui ont mis en place des règlements interdisant l'immersion de résidus miniers dans leurs eaux.
3. APPELLE tous les États à interdire l'immersion marine de résidus miniers provenant de nouvelles mines dès que possible et à envisager de mettre un terme aux sites actifs d'immersion marine.
4. AFFIRME que pour remplir la cible 14.1 des ODD ainsi que les objectifs de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de la Convention de Londres et de son Protocole, des règlements doivent être mis en place afin de réglementer puis de faire cesser l'utilisation du milieu marin pour l'immersion de résidus miniers.
5. DEMANDE au PNUE-GPA et à l'OMI d'envisager de réglementer l'immersion sous-marine de résidus miniers provenant d'activités terrestres de la même façon que dans la haute mer, en appliquant les principes généraux de l'OMI et de la Convention de Londres et de son Protocole.

### **Explanatory Memorandum**

One of the biggest environmental problems with mining is the huge amount of left-over material that is created. A small number of mines dump the waste in the sea, called submarine tailings disposals (STD).

STD used to be more widespread, but as several countries have ended or banned this practice, due to the negative impact on the marine environment, only five countries remain; Chile, Indonesia, Norway, Papua New Guinea, and Turkey.

STD is attractive to the mining companies due to the low cost. Running the waste through a pipe, directly to the seafloor is far cheaper than constructing and maintaining land-based tailings dams, dry stacking, or backfilling the waste in the mine. The best solution would be to find alternative uses for as much of the mine tailings as possible.

IMO has published a report on STD, stating some of the negative impacts:

"– Smothering all benthic organisms in the disposal site and physically altering the bottom habitat;  
– Reduction in species composition/abundance and biodiversity of marine communities; and  
– Bioaccumulation of metals through food webs and ultimately into human fish-consuming communities-increases in risk to human health.

The extent of impacts beyond the intended footprint is the real question, as currents, up-welling, and inappropriate site location may result in spreading the mine tailings to adjacent habitats and to the surface water fisheries."

Depending on the ore body and the mining and extraction process the tailings may contain as many as three dozen dangerous chemicals including arsenic, lead, mercury, and cyanide. The tailings have extremely large surfaces, due to the small dimensions of the particles, and this increases the leaching speed of toxic chemicals into the marine environment. Even tailings particles that are categorised as non-toxic can harm aquatic species, even in low concentrations (for example, by making fish eggs and larvae sink to the bottom.) Nano-sized tailings particles represent another threat, as otherwise stable and non-toxic compounds can be harmful in small sizes.



The discussion of marine tailings disposal will be particularly urgent in the coming years, as the mining industry and some national governments attempt to mainstream the practice and even tout it as an environmentally friendly method of mine-waste disposal.

The Norwegian mining industry has launched a campaign to legitimise extensive dumping of mine waste into Norwegian fjords. A group of government and industry officials in Chile are also promoting "deep sea tailings placement", a term we feel is a greenwash attempt to downplay the impacts of marine waste dumping and get international acceptance to introduce new mine projects that would involve tailings disposal into the sea. Both parties are collaborating closely to develop so-called scientifically based best practice guidelines for STD in order to achieve their goal of an international general acceptance for the disposal of mine tailings into the sea.

Much has been done by civil society to try to stop this harmful practice, especially in Norway, the country with most active STD practices, and several of the sponsors of this motion have already been active in sending a letter to the Norwegian Government, complaining to the European Free Trade Association (EFTA) Surveillance Authority, and generally raising awareness about the issue.

#### **Parrains**

- Centre for Sustainable Development ( Iran (Islamic Republic of) )
- Cesky svaz ochránců přírody ( Czech Republic )
- Ecological Society of the Philippines ( Philippines )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Magyar Természetvédők Szövetsége ( Hungary )
- Pro Natura / Friends of the Earth Switzerland ( Switzerland )
- Swiss Association for the Protection of Birds - BirdLife Switzerland ( Switzerland )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - Norway ( Norway )

## **057 - Protéger de l'exploitation minière à grande échelle la plus grande zone de pêche au saumon du monde située dans la baie de Bristol, en Alaska**

RAPPELANT les nombreuses Résolutions et Recommandations relatives à la fois à l'exploitation minière et aux populations autochtones adoptées au cours de différentes Assemblées générales et Congrès mondiaux de la nature de l'UICN ;

SACHANT que le bassin versant de la baie de Bristol constitue une ressource écologique et économique d'importance mondiale d'une valeur incomparable puisqu'il abrite la plus grande zone au monde de pêche au saumon, de pêche sportive, de pêche de subsistance, de chasse et de tourisme ;

CONSCIENT que le bassin versant de la baie de Bristol permet à des populations autochtones d'Alaska d'assurer leur subsistance depuis des millénaires ;

NOTANT que le bassin versant de la baie de Bristol sert d'habitat à plus de 29 espèces de poissons, 40 espèces de mammifères et 190 espèces d'oiseaux ;

CONSCIENT que le bassin versant de la baie de Bristol renferme également des gisements de minerai à faible teneur, objet du projet de Pebble Mine ;

ALARMÉ à l'idée que dans l'hypothèse où il serait exécuté selon les modalités prévues, le projet de Pebble Mine représenterait la plus grande mine d'or et de cuivre d'Amérique du Nord, avec une production de plus de 10 milliards de tonnes de résidus miniers ;

INQUIET de savoir qu'une infime augmentation de 2 à 8 parties par milliard ( $2-8 \times 10^{-9}$ ) de la concentration naturelle de cuivre peut être toxique pour le saumon ;

CONSTERNÉ de constater que les plans relatifs au projet de Pebble Mine prévoient la construction d'un port à l'intérieur d'un habitat essentiel pour les bélugas de Cook Inlet (*Delphinapterus leucas*), une espèce classée « En danger critique d'extinction » sur la Liste rouge de espèces menacées de l'UICN ;

FÉLICITANT l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) pour avoir mené une évaluation scientifique, laquelle a conclu que le projet de Pebble Mine aurait des effets « graves », voire « catastrophiques » ;

SOULIGNANT que le projet de Pebble Mine est massivement décrié, suscitant notamment l'opposition de 85% des entreprises de pêche commerciale, de 81% des populations autochtones et de 80% des résidents de la baie de Bristol ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que la construction des infrastructures nécessaires à la mine permette la formation, à l'intérieur du bassin versant de la baie de Bristol, du plus vaste district minier d'Amérique du Nord ; et

ÉGALEMENT PRÉOCCUPÉ à l'idée que si aucune mesure n'est prise pour contrer l'exploitation minière à grande échelle dans le bassin versant de la baie de Bristol, de tels projets auront des effets catastrophiques sur l'environnement et l'économie de la région et sur les populations autochtones ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à soutenir, selon que de besoin, au moyen d'une assistance administrative, technique, scientifique ou financière, les populations autochtones locales, les tribus et les organisations non gouvernementales de la baie de Bristol qui œuvrent à empêcher tout projet d'exploitation minière à grande échelle dans le bassin versant de la baie de Bristol, en particulier le projet de Pebble Mine.
2. EXHORTE à protéger le bassin versant de la baie de Bristol de tout projet d'exploitation minière à grande échelle semblable à celui de Pebble Mine.
3. EXHORTE ÉGALEMENT le gouvernement des États-Unis d'Amérique à réfléchir à l'importance historique que revêt la préservation du bassin versant de la baie de Bristol du point de vue économique et environnemental et en termes de patrimoine culturel, et à prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher la délivrance de permis d'exploitation minière à grande échelle dans ce bassin versant.

### **Explanatory Memorandum**

The Bristol Bay watershed in southwest Alaska supports the world's greatest wild salmon fishery with runs of 30-50 million fish annually. Bristol Bay's fishery has sustained indigenous peoples in Alaska for over 4,000 years, and the Yup'ik and Dena'ina are two of the last intact, salmon-based cultures in the world. Salmon are the lifeblood of indigenous culture, providing not only food and a subsistence-based livelihood, but a foundation for their language, spirituality, and social structure.

Salmon are also the linchpin of the region's economy, supporting a \$1.5 billion annual commercial fishery that employs 14,000 full and part-time workers and supplies half of the world's sockeye salmon (*Oncorhynchus nerka*). In addition, Bristol Bay salmon support other vital economic sectors, including sport and subsistence fishing/hunting, tourism, and recreation. Surrounded by two national parks, wildlife refuges and the largest state park in the US, the Bristol Bay watershed provides habitat for more than 29 fish species (all five species of Pacific salmon found in North America), 40 terrestrial mammal species, and 190 bird species.

If built, the proposed Pebble Mine – located at the headwaters of Bristol Bay's two biggest salmon-producing rivers – would be North America's largest open-pit mine. According to initial plans, excavating the Pebble deposit would produce 10 billion tons of mining waste, to be contained forever by tailings dams over 700 feet tall (taller than China's Three Gorges Dam) in a wet, porous, and seismically active Arctic region. One hundred miles of road and slurry pipelines across tundra – along with a new deep-water port in habitat critical to Cook Inlet beluga whales (designated 'Critically Endangered' on the IUCN Red List) – would need to be built. A scientific assessment by the US Environmental Protection Agency (EPA) concluded the mine could have "significant" and even "catastrophic" effects on the region. EPA found that even in a best-case scenario – experiencing no failures – the Pebble Mine would destroy up to 94 miles (151 km) of streams; eliminate 5,350 acres (2,165 hectares) of wetlands, ponds, and lakes; and significantly impact fish populations in streams around the mine site.

The Pebble Mine has generated unparalleled opposition from Alaska Natives, tribes, Bristol Bay residents, fishermen, sportsmen, faith-based organizations, jewelers, chefs, conservation and environmental groups, and from people around

the world, citing the environmental, social, and economic risks of the mine. For the Yup'ik, Dena'ina, and Alutiiq indigenous communities in Bristol Bay, it is a fight to save their traditional way of life and food supply. For commercial fishermen and business owners in the region, it is a fight to save their livelihoods. And for all of us, it is a fight to stop a reckless scheme that threatens one of the world's great ecosystems.

**Parrains**

- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Conservation Force, Inc. ( United States of America )
- Dallas Safari Club ( United States of America )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- World Wildlife Fund - US ( United States of America )

## 058 - Préoccupations relatives à la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux

RAPPELANT le soutien de l'UICN à la décision de la Commission baleinière internationale (CBI) d'établir un moratoire mondial sur la chasse commerciale à la baleine, y compris par les Recommandations 17.46 *Chasse aux cétacés* (San José, 1988), 18.34 *Conservation des Cétacés et Moratoire de la Commission baleinière internationale* (Perth, 1990), et 19.63 *Chasse à la baleine à des fins commerciales* (Buenos Aires, 1994) ;

RECONNAISSANT que l'article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (CIRCB) prévoit que « chaque Gouvernement contractant pourra accorder à l'un de ses nationaux un permis spécial l'autorisant à ...capturer des baleines en vue de recherches scientifiques » ;

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION que des navires baleiniers japonais ont capturé plus de 15 000 baleines dans le cadre d'autorisations spéciales délivrées depuis le moratoire, y compris plus de 10 000 individus dans le Sanctuaire baleinier de l'océan Austral, et que les produits de cette chasse sont vendus sur le marché japonais ;

NOTANT que la CBI a adopté 22 résolutions appelant le Japon à arrêter ou à limiter sa chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux ;

NOTANT ÉGALEMENT l'Arrêt de 2014 de la Cour internationale de Justice (CIJ), selon lequel le programme japonais de chasse à la baleine dans l'Antarctique n'était pas conforme aux dispositions de l'Article VIII de la CIRCB ;

NOTANT ENFIN que la Résolution 2014-5 de la CBI sur la chasse à la baleine en vertu de permis spéciaux demandait aux Parties de ne plus délivrer de nouveaux permis spéciaux pour la capture de baleines tant que le Comité scientifique de la CBI n'aurait pas donné son avis, ce qu'il n'a pas encore fait ;

SACHANT que le Japon, après avoir accepté l'Arrêt de la CIJ dans un premier temps et s'être limité à des recherches non létales sur les baleines dans l'Antarctique durant la saison 2014/15, a par la suite retiré sa reconnaissance de la compétence de la CIJ pour les différends liés aux ressources marines vivantes ;

PRÉOCCUPÉ de ce que le Japon a délivré en décembre 2015 un permis spécial autorisant la capture de 333 petits rorquals dans l'océan Austral durant la saison 2015/16 en vertu d'un nouveau plan de recherche qui avait été examiné par un groupe d'experts désigné par le Comité scientifique (CS) de la CBI, lequel avait conclu que l'échantillonnage légal proposé n'était pas justifié ; et

RECONNAISSANT la lettre de janvier 2016 publiée dans *Nature* et signée par 32 membres du CS, constatant que le bien-fondé scientifique du plan de recherche du Japon n'avait pas fait l'objet d'un réel examen par les pairs ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale de transmettre la présente recommandation et les documents y afférents au Secrétaire général des Nations Unies, au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Secrétaire de la CBI, et d'aider à faire en sorte que le Secrétariat et les commissions de l'UICN contribuent à sa mise en œuvre.
2. RÉAFFIRME son point de vue selon lequel la CBI demeure l'instance mondiale compétente pour la gestion de la chasse à la baleine, et invite tous les Membres de l'UICN, qu'ils soient ou non membres de la CBI, à se conformer à ses résolutions, règlements et procédures.
3. INVITE le Japon à annuler tous ses permis spéciaux existants en vertu de l'article VIII de la CIRCB et délivrés à des fins de recherche sur les cétacés dans l'océan Austral et l'ouest du Pacifique Nord.
4. INVITE tous les États à s'abstenir de délivrer de nouveaux permis spéciaux en vertu de l'article VIII de la CIRCB.
5. SOULIGNE la nécessité de poursuivre et d'élargir les méthodes de recherche non létale sur les cétacés et de renforcer la collaboration internationale à cet égard.

### Explanatory Memorandum

The International Whaling Commission (IWC) established a worldwide moratorium on commercial whaling in 1982 and the Southern Ocean Whale Sanctuary in 1994. The IUCN strongly supported both of these through General Assembly Recommendations 17.46 *Whaling* (1988), 18.34 *Cetacean Conservation and the International Whaling Commission Moratorium* (1990), 19.63 *Commercial Whaling* and 19.64 *Southern Ocean Whale Sanctuary* (1994), and World Conservation Congress Recommendation 4.118 *Antarctica and the Southern Ocean* (2008).

Article VIII of the 1946 International Convention for the Regulation of Whaling (ICRW) allows contracting parties to issue special permits to take whales for scientific purposes. Japan has exploited this provision to characterize its commercial whaling as 'science'. Since the moratorium, Japan has killed over 15,000 whales under special permits, including over 10,000 whales within the boundaries of the Southern Ocean Whale Sanctuary with the products of these hunts then sold. In response, the IWC has adopted 22 resolutions calling on Japan to halt or restrict its whaling under special permits both in the Antarctic and the western North Pacific.

In 2014, the United Nations International Court of Justice (ICJ) issued a judgment which found that Japan's whaling program in the Antarctic was not in conformity with Article VIII of the ICRW. The court ruled that there were several aspects of Japan's program which cast doubt "on its characterization as a programme for purposes of scientific research". It ordered Japan to revoke all permits in the Antarctic and refrain from granting new permits. Following the ICJ judgment, the IWC adopted Resolution 2014-5 that requested parties to submit to the IWC for review and comment any new proposals for lethal research whaling before beginning any such research.

Although Japan initially agreed to abide by the ICJ judgment, it later denounced the ICJ's jurisdiction over disputes involving living marine resources. Japan then issued a new research plan that allows the lethal take of 333 minke whales per year. The IWC Scientific Committee (SC) coordinated two rounds of review of the new research plan, including one by an independent expert panel which concluded that lethal sampling had not been justified. In addition, numerous SC members recommended exploration of widely used non-lethal alternatives.

Despite the SC's advice and the fact that the full IWC has not considered the new research plan as required by Resolution 2014-5, Japan resumed special permit whaling under its revised plan in December 2015. In response, 33 nations sent Japan a démarche protesting its decision and urging it to respect IWC procedures, and 32 members of the SC wrote a letter published in *Nature* finding that the science behind Japan's special permit whaling has not passed a reasonable

standard of peer review.

It is unnecessary to kill whales in order to conduct scientific research for IWC purposes, as non-lethal options are available and in use.

**Parrains**

- Antarctic and Southern Ocean Coalition ( United States of America )
- Asociación Rescate y Conservación de Vida Silvestre ( Guatemala )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Deutscher Naturschutzring ( Germany )
- Marine Conservation Biology Institute ( United States of America )
- Natural Resources Defense Council ( United States of America )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Wildlife Fund - US ( United States of America )

## 059 - Réponse de l'UICN à l'Accord de Paris sur les changements climatiques

S'APPUYANT sur la politique générale de l'UICN sur les changements climatiques, y compris la Résolution 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques*, la Résolution 5.084 *Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes*, la Résolution 5.085 *Considérations d'équité et de justice vis-à-vis du changement climatique*, la Résolution 5.086 *Intégrer les aires protégées dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique* (toutes adoptées à Jeju, 2012);

RECONNAISSANT le travail significatif réalisé par la Directrice générale et les Commissions pour développer et améliorer l'apport politique stratégique de l'UICN dans le processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et pour encourager l'action dans toute l'Union afin de faire progresser les solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets ;

RECONNAISSANT le rôle du Groupe de travail du Conseil sur les changements climatiques pour élaborer les recommandations politiques de l'UICN sur les changements climatiques, et le rôle crucial que cela a joué pour garantir que l'implication de l'UICN dans les processus de la CCNUCC, y compris lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP21) à la CCNUCC (Paris, 2015), soit cohérente, pertinente et importante ;

SALUANT l'Accord de Paris adopté lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des parties à la CCNUCC, et les décisions des Parties de :

- souligner l'importance de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes et la protection de la biodiversité lors de l'adoption de mesures pour lutter contre les changements climatiques ;
- respecter leurs obligations respectives concernant les droits humains, les droits des peuples autochtones et l'égalité entre hommes et femmes ;
- prendre des mesures pour conserver et accroître, tel que nécessaire, les puits et les réservoirs de gaz à effet de serre, conformément à l'article 4 paragraphe 1(d) de la Convention, qui inclue les forêts, les océans et les autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins ;
- encourager les mesures pour mettre en œuvre et soutenir la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts, y compris par le biais de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestier ; et
- prendre en compte les écosystèmes dans les actions d'adaptation et la planification ;

NOTANT les opportunités découlant de l'Accord de Paris pour les solutions basées sur la nature qui s'appuient sur la conservation et l'atténuation et l'adaptation basée sur les écosystèmes, et les opportunités pour l'UICN de travailler avec les Parties pour réaliser leurs Contributions prévues déterminées au niveau national pour l'après-2020 et leurs actions et engagements pré-2020 ; et

RECONNAISSANT PAR AILLEURS le besoin de coordination au sein et entre toutes les composantes de l'Union, pour réaliser tout le potentiel de la conservation comme solution face aux changements climatiques et éviter des effets pervers pour la conservation de la biodiversité ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale de :

a. encourager davantage de synergies et de coordination entre le Secrétariat, les Commissions et les Membres pour faire progresser les solutions basées sur la nature afin de lutter contre les changements climatiques, en gardant à l'esprit la protection de la biodiversité, la préservation des droits humains, les questions de genre et autres questions de politique générale de l'UICN pertinente y compris sur les aires protégées, les compensations pour la biodiversité et les forêts primaires ;

b. faire progresser le travail programmatique d'atténuation basé sur les écosystèmes, y compris sur les forêts et le carbone bleu, qui maximise les bénéfices pour le climat, la biodiversité, l'intégrité des écosystèmes et le bien-être humain ;

c. développer davantage, renseigner et communiquer autour des approches d'adaptation basée sur les écosystèmes, y compris en s'engageant avec les professionnels pertinents et en contribuant à la résilience des espèces et écosystèmes vulnérables ; et

d. actualiser et mettre en œuvre la Politique de compensation carbone 2008 de l'UICN, afin de refléter des efforts d'atténuation cohérents avec l'Accord de Paris, et d'évaluer les risques liés aux changements climatiques des actifs financiers et construits de l'UICN.

2. RECONNAÎT les progrès du Groupe de travail du Conseil sur les changements climatiques et DEMANDE au Conseil de continuer avec un mécanisme de gouvernance approprié afin de superviser : le développement actuel des politiques et de l'engagement de l'UICN sur les changements climatiques à la lumière de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, les expériences tirées du travail programmatique, les mises à jour scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC), et le lien avec les institutions pertinentes notamment le Fonds vert pour le climat.

3. APPELLE tous les Membres à renforcer leurs contributions pour mettre en œuvre l'Accord de Paris, y compris par le biais d'approches basées sur les écosystèmes, en notant l'importance des contributions des acteurs qui ne sont pas Parties ainsi que celles des États Parties, le besoin d'une diminution rapide et importante des émissions afin de limiter l'augmentation des températures moyennes bien en-dessous de 2°C, et idéalement 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels, et la prise en compte par les acteurs de l'adaptation des groupes, communautés et écosystèmes vulnérables.

### Parraîns

- IUCN Council

## 060 - Plan d'action pour assurer la résilience climatique de la région du Pacifique

RECONNAISSANT que la région du Pacifique, y compris les îles et les zones continentales, constitue une région à part, partageant des défis et des opportunités semblables du point de vue environnemental, social, économique et culturel ;

PRÉOCCUPÉ de constater que la crise du climat menace les moyens d'existence des États insulaires du Pacifique ainsi que de milliers de communautés côtières d'Amérique, d'Asie et d'Australie ;

AYANT CONNAISSANCE des Déclarations sur le changement climatique prononcées par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, à savoir : la Déclaration de Niue sur le changement climatique en 2008, la Déclaration de Majuro pour un leadership dans le domaine du climat en 2013 et la Déclaration des dirigeants du Forum des îles du Pacifique sur l'action contre le changement climatique en 2015 ;

AYANT ÉGALEMENT CONNAISSANCE du « Cadre d'action contre le changement climatique des îles du Pacifique 2006-2015 » (PIFACC) et du projet de « Stratégie pour un développement résilient aux risques climatiques et aux catastrophes dans le Pacifique » (SRDP) ;

RECONNAISSANT la tradition de navigation des cultures des îles du Pacifique, que le voyage autour du monde de la Polynesian Voyaging Society a démontrée au monde entier, ainsi que les liens qui unissent les êtres humains à travers l'océan Pacifique, le plus grand océan de la planète ;

NOTANT que la crise du climat est le principal défi de ce siècle et qu'elle fait peser une menace urgente et imminente sur l'économie, la durabilité, la sécurité et la santé de la communauté du Pacifique ;

NOTANT EN OUTRE que le Congrès mondial de la nature offre une occasion d'améliorer les efforts de résilience climatique du Pacifique si les pays de la région du Pacifique peuvent se mettre d'accord pour collaborer afin de lutter contre des menaces communes telles que l'élévation du niveau de la mer, l'acidification de l'océan, la pollution, le déplacement des cultures autochtones, l'appauvrissement de la biodiversité, la surpêche et les catastrophes naturelles ; et

CONSCIENT que le Congrès mondial de la nature peut devenir le premier grand forum mondial à unir les communautés du Pacifique et à présenter un modèle d'accord sur la résilience climatique pour la région du Pacifique lors de manifestations futures telles que le Sommet des océans des Nations Unies 2017 qui sera axé sur les actions à prendre d'ici à 2030 concernant l'Objectif de développement durable 14 (ODD 14 – l'« Objectif océan ») ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE les Membres des îles du Pacifique à élaborer un plan d'action pour la résilience climatique de la région du Pacifique comme contribution à l'application de l'Accord de Paris conclu à la 21<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21 – Paris, 2015) pour affronter la crise climatique dans la région du Pacifique.

2. PRIE INSTAMMENT les Membres des îles du Pacifique de recourir à l'ODD 14, pour « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable » et à ses dix cibles, comme base de l'élaboration d'un plan d'action pour la résilience climatique de la région du Pacifique.

### Explanatory Memorandum

Nations in the Pacific Region are connected by the global threat of the climate crisis. United by a common social and economic fabric, these nation states seek shared solutions to this pervasive problem. The IUCN World Conservation Congress (the 'WCC') provides Pacific nations with the opportunity to unite at a major global forum to initiate a blueprint for a Pacific Region Climate Resiliency Agreement.

Climate threats to the Pacific Region impact all aspects of life and include sea level rise, saltwater intrusion, coastal inundation, ocean acidification, and impacts to species and habitats. Together, Pacific nations can and must work together to accommodate climate perturbations and support the long-term protection of key natural and cultural resources.

The Polynesian voyaging canoes Hōkūle'a and Hikianalia are currently sailing the globe to bring attention to the challenges facing our planet, including the climate crisis. The voyage highlights the interconnectedness of citizens of all nations and our collective responsibility to ensure a healthy future for our planet. Inspired by their journey, the Pacific should seek "local solutions that blend indigenous wisdom with other best practices" (Polynesian Voyaging Society, 2015).

The 2017 United Nations Summit on Oceans and Seas will provide Pacific nations with the opportunity to meaningfully influence climate change adaptation. Sustainable Development Goal 14 (the 'Ocean Goal') provides targets for nations to conserve and sustainably use the oceans and marine resources. The preamble specifies that climate regulation is one of the vital services provided by the sea. The Ocean Goal specifically calls upon nations to strengthen ocean resiliency and address impacts of ocean acidification by 2020.

A Pacific Region Climate Resiliency Agreement (PRCRA) could incorporate the goals of the 2017 United Nations Summit on Oceans and Seas and broaden its scope to embrace all major climate threats faced by nations of the Pacific Region encompassing islands and continents. Together, Pacific nations can achieve climate resiliency to ensure a more secure future for all of our citizens.

### Parraains

- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Harold L. Lyon Arboretum, of the University of Hawaii ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )

## 061 - Renforcer la prise en compte de l'océan dans le régime climatique

NOTANT que les changements climatiques sont reconnus par les États comme une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète ;

FÉLICITANT les États pour leur engagement pris à Paris lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C ;

RAPPELANT que l'Accord de Paris souligne dans son préambule l'importance de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité ;

ALARMÉS par les risques graves des effets des changements climatiques sur les écosystèmes et les espèces marines, à travers, notamment, l'acidification des océans ou l'intensification du blanchissement des récifs coralliens ;

RECONNAISSANT le rôle central de l'océan dans la régulation du climat ;

RAPPELANT les Objectifs 10 et 15 d'Aichi, demandant à ce que les écosystèmes marins et côtiers soient préservés et restaurés pour faire face aux effets des changements climatiques ;

RAPPELANT ÉGALEMENT l'Objectif 11 d'Aichi demandant la mise en place d'un réseau représentatif et efficace d'aires marines protégées dans le monde ;

SOULIGNANT que l'océan couvre 71% de la surface planétaire, qu'il produit plus de 50% de l'oxygène de l'air que nous respirons, absorbe annuellement plus de 25% du CO<sub>2</sub> et 93% de l'excès de chaleur générés par les activités humaines ;

CONSIDÉRANT que l'océan est insuffisamment pris en compte dans la mise en œuvre des plans d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques et leurs financements ; et

SALUANT l'action internationale de la Plateforme océan et climat, et sa capacité à rassembler les acteurs de l'océan, à sensibiliser le grand public et les décideurs aux enjeux océaniques et climatiques ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

DEMANDE aux États et aux organisations gouvernementales et non-gouvernementales de :

- a. reconnaître le rôle des écosystèmes marins et côtiers en tant que puits naturels de carbone ;
- b. reconnaître l'importance de préserver les écosystèmes marins pour face aux changements climatiques, en accélérant la mise en place d'un réseau cohérent, résilient, connecté et efficacement géré d'aires marines protégées ;
- c. produire un état des lieux scientifique sur l'océan et les changements climatiques, notamment par le biais d'un Rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur l'océan et d'une évaluation dédiée à l'océan par la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ;
- d. soutenir le développement des connaissances par façade maritime des pays afin que les acteurs locaux puissent mieux intégrer l'océan dans leurs plans d'actions locaux ;
- e. développer des projets d'adaptation et d'atténuation en lien avec la bonne gestion et l'adaptation des écosystèmes marins et côtiers, en priorité pour les régions et écosystèmes les plus vulnérables ;
- f. consacrer explicitement une part des financements climatiques et du Fonds vert pour le climat à des projets de protection et de gestion durable des écosystèmes marins et côtiers, ceux-ci étant les principaux puits naturels de carbone ;
- g. mieux articuler les différentes conventions en faveur des océans; et
- h. soutenir la Plateforme Océan et Climat et de participer à la diffusion de ses messages à tous les niveaux.

### Parraïns

- Agence des aires marines protégées ( France )
- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpins et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Humanité et Biodiversité ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Muséum National d'Histoire Naturelle ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )



## 062 - Intégrer les solutions fondées sur la nature dans les stratégies de lutte contre les changements climatiques

RAPPELANT les engagements pris par les États lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (Paris, 2015) pour lutter contre les changements climatiques ;

SOULIGNANT la reconnaissance accordée, dans l'Accord de Paris, au rôle central des écosystèmes dans la régulation du climat ;

RAPPELANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la CCNUCC reconnaissent l'importance d'intégrer des approches écosystémiques dans les réponses apportées aux changements climatiques, et demandent de les considérer comme partie intégrante des stratégies locales et nationales de lutte contre les changements climatiques ;

RAPPELANT ÉGALEMENT l'Objectif 15 d'Aichi demandant à ce que « *d'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorées, grâce aux mesures de conservation et de restauration, y compris la restauration d'au moins 15% des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'à la lutte contre la désertification* » ;

SALUANT l'intégration de solutions basées sur la nature au sein du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, adopté par la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe (Sendai, Japon, 2015) ;

SALUANT et ENCOURAGEANT les initiatives déjà existantes, dans de nombreux pays du monde, de solutions fondées sur la nature mises en œuvre par les organisations gouvernementales, les autorités locales, les gestionnaires d'espaces naturels ou les citoyens ;

S'ALARMANT cependant que les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030, estimés sur la base des Contributions prévues déterminées au niveau national, ne soient pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2°C ; et

RAPPELANT la Résolution 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques* (Jeju, 2012) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE aux États de :

- intégrer les solutions fondées sur la nature dans les politiques et stratégies nationales d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
- Inclure ces solutions dans leurs Contributions prévues déterminées au niveau national ;
- mettre en œuvre ces solutions à travers des actions de protection d'écosystèmes intacts et en bon état écologique, d'amélioration de la gestion durable d'écosystèmes utilisés par les activités humaines, de restauration des écosystèmes dégradés et de récréation de milieux naturels contribuant à ces objectifs ;
- intégrer ces solutions dans les politiques et projets de réduction des risques et catastrophes naturels ; et
- trouver les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de ces solutions, en mobilisant l'ensemble de la finance climatique et en particulier le Fonds vert pour le climat.

2. APPELLE l'Union européenne à intégrer ces solutions dans sa stratégie d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

3. APPELLE ÉGALEMENT les autorités régionales et locales à intégrer ces solutions dans leurs politiques et stratégies territoriales d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques et d'aménagement du territoire.

4. INVITE les organisations non-gouvernementales à promouvoir et à accompagner la mise en œuvre de ces solutions et initiatives citoyennes dans les pays et territoires.

5. DEMANDE aux entreprises de déployer ces solutions dans leurs projets et innovations.

### Parraains

- Agence des aires marines protégées ( France )
- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Humanité et Biodiversité ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Muséum National d'Histoire Naturelle ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 063 - Le capital naturel

COMPRENANT que l'objectif des approches basées sur le capital naturel<sup>(1)</sup> est de rendre la valeur de la nature plus visible dans le processus décisionnaire des gouvernements, entreprises et institutions financières, et d'améliorer les résultats pour la biodiversité ;

NOTANT que les concepts et la terminologie du capital naturel deviennent de plus en plus répandus dans le milieu de la conservation et l'UICN ;

REMARQUANT l'absence de consensus sur l'utilisation des concepts de capital naturel, de méthode d'évaluation de la nature et les politiques en rapport ;

RECONNAISSANT l'importance de prendre en compte les questions d'écologie, d'éthique et de justice sociale dans l'élaboration d'une politique de l'UICN sur le capital naturel ;

NOTANT que différents types de valeurs et d'opinions mondiales ne sont pas représentés dans le discours sur le capital naturel ;

RECONNAISSANT la Décision du Conseil C/84/16, présentant une feuille de route pour mettre en œuvre une politique de l'UICN sur le capital naturel ;

PRENANT NOTE du document de synthèse sur le capital naturel, préparé par le Secrétariat dans le cadre de la feuille de route ; et

NOTANT ENFIN que l'UICN est impliquée dans les initiatives sur le capital naturel y compris : (i) l'élaboration et l'essai du Protocole sur le capital naturel, destiné à fournir un cadre harmonisé pour les entreprises afin de mesurer, valoriser et comptabiliser le capital naturel ; (ii) les efforts pour harmoniser et accroître les approches basées sur le capital naturel dans les secteurs du gouvernement, des entreprises et de la finance, par le biais de la Déclaration sur le capital naturel ; (iii) l'étude de la façon dont les produits de connaissances de l'UICN peuvent être utilisés pour générer une comptabilité de la biodiversité et des écosystèmes ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

APPELLE la Directrice générale à :

a. créer un groupe de travail interdisciplinaire chargé de mettre au point une politique de l'UICN sur le capital naturel. Ce groupe de travail étudiera également la pertinence pour l'UICN de mettre au point, de manière inclusive, une charte sur le capital naturel afin de fournir un cadre éthique pour l'application des approches/mécanismes basés sur le capital naturel. Les membres du groupe de travail et son mode de fonctionnement seront basés sur l'approche « Un seul Programme », et les experts pertinents du Secrétariat, des Commissions et des Membres seront impliqués. Le groupe de travail devra prendre en compte :

i. l'examen et l'analyse des éléments conceptuels sous-jacents des approches basées sur le capital naturel ;

ii. la littérature et l'expertise scientifiques pour analyser le cadre politique et ses fondations dans les principes écologiques, économiques et sociaux ;

iii. la façon dont les politiques proposées basées sur les arguments du capital naturel diffèrent selon les contextes nationaux, régionaux et culturels, et la façon dont les recommandations doivent être spécifiques sur (i) les cadres conceptuels ; (ii) les mesures ; (iii) les institutions et la gouvernance ; et (iv) le financement ;

iv. la signification et l'utilité théorique et pratique du terme « capital naturel » dans le contexte de la conservation de la biodiversité ;

v. les problématiques conceptuelles et pratiques de l'application des approches basées sur le capital naturel, notamment dans les zones particulièrement sensibles comme les habitats critiques et les zones autochtones ; et

vi. l'étude et l'analyse des instruments politiques associés aux cadres politiques basés sur le capital naturel<sup>(2)</sup>, y compris : (i) les techniques d'évaluation ; (ii) la compensation ; (iii) les instruments basés sur le marché ; et (iv) l'offre de biens publics de capital naturel.

b. demander au groupe de travail d'envoyer la préparation d'un projet de politique pour étude par le Conseil, au plus tard à la fin de l'année 2018 ; et

c. en parallèle, continuer à contribuer aux connaissances actuelles sur le développement conceptuel et la mise en œuvre pratique des approches basées sur le capital naturel, par le biais : (i) du travail basé sur des projets avec les partenaires, les Membres et Commissions de l'UICN ; et (ii) de l'échange de connaissances.

### Explanatory Memorandum

(1) L'approche basée sur le capital naturel est ici utilisée comme un terme-parapluie pour différents éléments de l'évaluation du capital naturel – identification, mesure, évaluation et comptabilité des stocks de capital naturel ou des flux de services écosystémiques.

(2) Un cadre politique basé sur le capital naturel est un cadre qui garantit qu'une mesure globale de capital naturel est maintenue pour des raisons d'équité intergénérationnelle et parce que le capital naturel est le facteur de production sur lequel les autres actifs (manufacturés, humains) dépendent (voir Dieter Helm 2015. *Natural Capital: Valuing the Planet*).

### Parrains

- IUCN Council

## 064 - Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité

RAPPELANT l'adoption de la Résolution 5.110 *Compensations relatives à la biodiversité et autres approches compensatoires* (Jeju, 2012) ;

NOTANT AVEC SATISFACTION le processus consultatif mené pour mettre en œuvre cette Résolution ;

RECONNAISSANT le précieux travail réalisé par le Groupe de travail technique sur les compensations relatives à la biodiversité de l'UICN, qui fournit des fondements et des bases factuels pour encourager la mise en place d'une Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, grâce à [Biodiversity Offsets Technical Study Paper](http://cmsdata.iucn.org/downloads/final_biodiversity_offsets_paper_9nov2014_1.pdf) ([http://cmsdata.iucn.org/downloads/final\\_biodiversity\\_offsets\\_paper\\_9nov2014\\_1.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/final_biodiversity_offsets_paper_9nov2014_1.pdf)) [Document d'étude technique sur les compensations relatives à la biodiversité] ; [Biodiversity Offsets: Policy Options for Governments](#) [Les compensations relatives à la biodiversité : options politiques pour les gouvernements] ; et [Technical Conditions for Positive Outcomes from Biodiversity Offsets](#) [Conditions techniques pour des résultats positifs sur les compensations relatives à la biodiversité], publiés par l'UICN ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT le rôle du Groupe de travail technique sur les compensations relatives à la biodiversité de l'UICN pour élaborer le projet de Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, en s'appuyant sur les résultats du Groupe de travail technique et en prenant en compte les avis des Membres (par le biais de consultations en ligne et de discussions lors des Forums régionaux de la conservation) et des Commissions ;

RÉAFFIRMANT les considérations de la Résolution 5.110 quant à l'importance critique de politiques claires sur les compensations relatives à la biodiversité pour atteindre la conservation et le développement durable ;

S'APPUYANT sur les travaux menés par l'UICN et d'autres, y compris le travail et les produits du Programme de compensations biodiversité et entreprises (*Business and Biodiversity Offsets Programme*, BBOP, en anglais) ;

RECONNAISSANT les risques élevés impliqués et le besoin d'avoir davantage d'éléments prouvant la contribution positive des compensations sur la conservation ;

RECONNAISSANT NÉANMOINS que les compensations relatives à la biodiversité sont largement et de plus en plus utilisées, et que l'absence d'une politique de l'UICN sur ce sujet représente un risque ;

SOULIGNANT l'importance d'appliquer rigoureusement toutes les étapes de la hiérarchie de mesures d'atténuation, y compris la considération d'un ensemble complet d'alternatives à un projet, avant d'envisager les compensations relatives à la biodiversité ;

SOULIGNANT PAR AILLEURS que l'incertitude et le risque peuvent être minimisés lorsque la hiérarchie de mesures d'atténuation est intégrée dans le cadre de la planification et de la législation au niveau du paysage terrestre et marin, et fait partie de plans de développement stratégiques présents et futurs ; et

PRÉOCCUPÉ que des politiques sur les compensations relatives à la biodiversité ne soient pas mises en place dans de nombreux pays du monde, et NOTANT le rôle important que l'UICN pourrait avoir pour aider et orienter ses Membres et les autres dans l'élaboration de telles politiques ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. ADOPTE la Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité, jointe à la présente en Annexe 1.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de publier les conseils selon que nécessaire pour la mise en œuvre de cette politique, en collaborant si besoin avec les autres organisations travaillant dans ce domaine.

### Explanatory Memorandum

La 'Politique de l'UICN sur les compensations relatives à la biodiversité', qui constitue l'annexe 1 de la présente motion, peut être consultée [en ligne](http://cmsdata.iucn.org/downloads/fr_iucn_biodiversity_offsets_policy.pdf)([http://cmsdata.iucn.org/downloads/fr\\_iucn\\_biodiversity\\_offsets\\_policy.pdf](http://cmsdata.iucn.org/downloads/fr_iucn_biodiversity_offsets_policy.pdf)).

### Parraains

- IUCN Council

## 065 - Améliorer les normes en matière d'écotourisme

OBSERVANT qu'en 2014, le tourisme a contribué à l'économie mondiale à hauteur de 1,2 milliards de dollars US (près de 10% du produit intérieur brut mondial), soit un emploi sur onze dans le monde, et représente l'un des secteurs économiques les plus importants et les plus dynamiques qui soient ;

RECONNAISSANT que le tourisme a été mis en évidence dans les Objectifs 8, 12 et 14 de développement durable des Nations Unies en tant que moyen de parvenir à une croissance économique durable, à des pratiques de consommation et de production durables, ainsi qu'à la conservation et à l'utilisation durable des écosystèmes marins et de leurs ressources ;

OBSERVANT EN OUTRE que le tourisme axé sur la nature est un secteur touristique majeur et représente plus de 25% du marché mondial du voyage ;

CONSTATANT que le terme 'écotourisme' est souvent appliqué à ce type de tourisme mais que les gouvernements, les ONG et l'industrie du tourisme utilisent des définitions qui se recoupent et sont néanmoins différentes, et appliquent peu de normes précises pour l'écotourisme ;

CONSCIENT que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution intitulée *Promotion de l'écotourisme aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement* et qu'elle constate que « l'écotourisme crée de vastes possibilités pour la préservation, la protection et l'utilisation durable des aires naturelles » ;

RECONNAISSANT AUSSI que l'UICN convient que « l'écotourisme peut être un facteur clé pour le développement durable... s'il est soigneusement conçu, bien géré et rigoureusement contrôlé » et qu'elle a accompli un travail considérable (par ex., des lignes directrices et des ateliers) pour contribuer à améliorer le développement et l'exploitation des entreprises touristiques ;

ALARMÉ DE CONSTATER que les efforts déployés n'ont pas abouti à des pratiques améliorées, et que l'écotourisme est souvent associé à des activités touristiques qui ont de graves incidences sur les communautés, les espèces sauvages et le milieu naturel ; et

RAPPELANT les Résolutions 11.8 *Tourisme équilibré* (Banff, 1972), 1.32 *L'écotourisme et la conservation des aires protégées* (Montréal, 1996) et 5.114 *Promotion du tourisme durable, du développement rural et de la valeur du patrimoine naturel* (Jeju, 2012), qui jettent un éclairage nouveau sur les avantages du tourisme tout en nous rappelant ses effets négatifs sur l'homme et sur la nature en raison du manque de suivi, de contrôle et de gestion des pratiques de cette industrie ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale, les Commissions et les Membres de constituer un groupe de travail, dans l'esprit de *Un seul Programme*, afin :

a. d'élargir les lignes directrices sur le tourisme pour inclure des bonnes pratiques explicites en matière d'écotourisme, y compris des normes et indicateurs qualitatifs applicables à l'engagement communautaire culturellement sensible et à l'effet sur le bien-être humain, à l'apprentissage de l'environnement, à la proximité des espèces sauvages et au comportement des visiteurs à leur égard, et à une infrastructure appropriée pour éviter la pression anthropique sur les espèces et les écosystèmes ;

b. d'établir une certification approuvée par l'UICN pour les entreprises respectant les bonnes pratiques et les critères d'impact positif net (IPN) sur la biodiversité tels qu'ils sont décrits dans les rapports de l'Alliance IPN ; et

c. de créer et d'offrir des possibilités de formation en matière d'audit et de certification pour l'écotourisme, et de mise en œuvre des meilleures pratiques écotouristiques.

2. APPELLE les gouvernements, les organismes parapublics, les promoteurs et les professionnels du tourisme à :

a. mener des évaluations transparentes de l'impact socio-écologique de l'écotourisme et à fournir des données à l'UICN pour la recherche et l'adaptation des bonnes pratiques écotouristiques ;

b. adopter des normes opérationnelles précisant que le terme 'écotourisme' ne doit être utilisé et encouragé que pour les entreprises qui réduisent au minimum leur impact négatif et qui apportent la preuve de leur impact positif net sur l'homme, les espèces sauvages et les écosystèmes ; et

c. s'attacher activement à soumettre à un audit et à une certification toute entreprise écotouristique opérant dans une aire protégée, une propriété privée ou un paysage à haute valeur de conservation.

### Explanatory Memorandum

As indicated by the United Nations World Tourism Organization (UNWTO), tourism has expanded to become one of the world's largest and fastest-growing economic sectors. Accompanying this rise in tourism is an increase in social responsibility and a growing interest by people to reduce their negative impacts while traveling. The incorporation of ethics into travel has become so popular that numerous tourism niches have been created specifically for these purposes. For example, ecotourism is a major type of nature-based tourism that relies on three ethical pillars: conservation of nature, contribution to rural or indigenous welfare, and education and interpretation of the surrounding social and natural environments.

However, because of the ambiguity in the term, which is simply a combination of 'ecological' and 'tourism', it is often the case that organisations and businesses do not abide by these principles and use this label for any form of nature-based tourism, intentionally for commercial purposes or not. Although there are organisations and guidelines established to educate and improve ecotourism operations in practice, because of cultural differences and limitations in human and financial capital, corporate influence, and international political capacity, these are not sufficient to prevent misuse of the ecotourism title.

This is not to suggest accomplishing positive outcomes for ecotourism is an impossible goal. Despite being overshadowed by bad examples, there are ecotourism operations that have significant benefits for people and nature.

Understanding its potential, UNWTO identifies ecotourism as a tool for poverty eradication and environmental protection;

IUCN describes how ecotourism can be used as a driver for sustainable development; the UN Sustainable Development Goals identify responsible tourism as a mechanism to achieve many of their targets; and the Secretariat for the Convention on Biological Diversity states that responsible tourism plays a role in achieving at least 12 of the 20 Aichi Biodiversity Targets.

But these expectations have still not been realised. More often, ecotourism results in impacts that strain communities and nature. There remains a disconnect between the concept and its conservation imperative. This demonstrates the need for a different, more internationally collaborative effort.

IUCN is strategically positioned to lead such an effort. Using a foundation of principles such as those outlined by The International Ecotourism Society, IUCN can undertake research to develop a comprehensive but simple set of minimum standards and optimal best-practices for ecotourism. IUCN can create metrics and performance indicators for operators to easily measure their adherence to these standards and to set targets to progress towards ideal ecotourism practices.

Finally, using these standards and metrics IUCN can establish a voluntary certification programme, incentivised by market mechanisms and local governments. Through self-reporting and third-party auditing, operators would adopt the certification to signal that their businesses actually have a net positive impact on people and nature. As a result, these operators would receive increased media attention, more visitors, and have a strategic position in the global arena as one of the few tourism enterprises that integrate pro-environmental conservation values and behaviour into people and practices.

#### **Parrains**

- African Wildlife Foundation - Kenya HQ ( Kenya )
- Association Marocaine pour l'Ecotourisme et la Protection de la Nature ( Morocco )
- National Parks Australia Council ( Australia )
- Nature Seychelles ( Seychelles )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- The Wilderness Society ( Australia )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )

## 066 - Atténuer les effets de l'expansion de la culture du palmier à huile sur la biodiversité

RECONNAISSANT que le palmier à huile est un oléagineux dont la culture commerciale est la plus productive au monde et RECONNAISSANT ÉGALEMENT que cette industrie joue un rôle dans le développement socioéconomique ;

CONSCIENT que la demande devrait se maintenir et que le développement et l'expansion des petites exploitations comme des entreprises agro-industrielles peuvent avoir des effets négatifs et coûteux sur l'environnement, notamment en termes de déforestation, de fragmentation des forêts, de dégradation des tourbières, de pollution de l'eau, de perte de biodiversité, d'incendies de forêt et d'émissions de dioxyde de carbone, et peuvent également entraîner toute une série de problèmes sociaux ;

CONSCIENT des efforts entrepris par de grands acteurs de l'industrie et d'autres initiatives dans la volonté affichée de mettre en place un système de production d'huile de palme qui réduise au minimum ces effets néfastes ;

INQUIET de constater que l'essor des plantations industrielles de palmiers à huile se produit souvent en l'absence de toute planification stratégique de l'utilisation des sols et sans tenir compte de manière adéquate de ses incidences négatives sur la biodiversité et sur le plan social ;

ÉGALEMENT INQUIET de constater que le palmier à huile se cultive exclusivement dans les zones tropicales humides, ce qui signifie que toute opération de défrichement se traduit par une perte d'habitat pour les grands singes et d'autres primates, et pour d'innombrables autres espèces animales et végétales, dont plusieurs sont menacées ;

RAPPELANT les engagements internationaux pris par différents gouvernements pour enrayer la perte de biodiversité grâce à l'adoption du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), y compris les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, assorti de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD) ; et

CONSCIENT qu'une grande partie des effets négatifs liés à l'expansion de la culture du palmier à huile peuvent être évités ou pourraient être atténués grâce à un système d'octroi de permis et de planification stratégique de l'utilisation des sols, à des plantations conçues de manière adéquate, à l'engagement de la part de l'industrie d'appliquer les meilleures pratiques et en aidant le secteur des petits exploitants à améliorer sa performance environnementale ;

### Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de la sauvegarde des espèces d'effectuer une analyse de la situation quant aux incidences de l'expansion de la culture du palmier à huile sur la conservation de la biodiversité et d'établir quelles sont les meilleures pratiques de l'industrie.

2. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à créer un Groupe de travail sur le palmier à huile et la biodiversité chargé de :

a. soutenir les gouvernements et d'autres acteurs dans les régions où la culture du palmier à huile progresse afin d'identifier d'importantes zones de forêts intactes où il conviendrait d'éviter toute culture du palmier à huile et d'autres zones où la production de palmier à huile pourrait être autorisée en application des meilleures pratiques dont il aura été convenu ;

b. appuyer l'élaboration de stratégies, dans le cadre ou non d'initiatives entreprises par l'industrie, visant à favoriser une planification appropriée de l'utilisation des sols aux niveaux du paysage, du pays et de la région ; et

c. examiner les coûts de l'exploitation du palmier à huile sur les services écosystémiques et les flux de main d'œuvre et recommander des mesures préventives.

3. PRIE INSTAMMENT les Membres, notamment les États et les organismes gouvernementaux Membres, de :

a. veiller à ce que l'aménagement du territoire relatif aux plantations de palmiers à huiles évite les surfaces de forêts intactes, les sites importants pour le maintien de la biodiversité à l'échelle mondiale, les forêts riches en carbone et les sites du patrimoine mondial de façon à garantir une conservation optimale de la biodiversité et la préservation de l'intégrité écologique ;

b. exiger que la création de nouvelles plantations et l'élargissement de plantations existantes n'aient lieu que sur des terres ayant déjà subi une dégradation écologique ; et

c. créer des mécanismes destinés à aider les petits exploitants à améliorer leur performance environnementale.

### Parrains

- Fundação Museu do Homem Americano ( Brazil )
- Instituto de Pesquisas Ecológicas ( Brazil )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Rainforest Alliance ( United States of America )
- Rainforest Trust ( United States of America )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Association of Zoos and Aquariums ( Switzerland )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Zoologische Gesellschaft für Arten- und Populationsschutz e.V. ( Germany )

## **067 - Programme de développement durable à l'horizon 2030 : l'intégration de la biodiversité dans le développement**

RECONNAISSANT l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015 ;

RAPPELANT ET RÉAFFIRMANT la Recommandation 17.31 *Institutions d'aide au développement et conservation* (San José, 1988), la Résolution 1.46 *Utilisation du concept de développement durable* (Montréal, 1996), la Résolution 3.014 *Réduction de la pauvreté, sécurité alimentaire et conservation* et la Recommandation 3.083 *Améliorer les capacités pour réaliser le développement durable et faire face aux effets de la mondialisation* (Bangkok, 2004), et la Résolution 4.058 *Conservation de la nature et réduction de la pauvreté* (Barcelone, 2008) ;

PRENANT NOTE des tendances mondiales concernant la croissance démographique, la consommation croissante et non-durable des ressources naturelles, l'augmentation des inégalités sociales et économiques, l'urbanisation rapide et la conversion de zones naturelles, et les effets des changements climatiques sur la biodiversité et les écosystèmes – qui affectent toutes les trajectoires actuelles de développement et remettent en cause les limites de notre planète ;

SOULIGNANT le rôle essentiel que joue la biodiversité pour fournir des solutions économiquement efficaces aux problématiques actuelles de la société et du développement et CONSCIENT que ces solutions fondées sur la nature fournissent une résilience à long-terme pour les changements économiques, sociaux et environnementaux ;

SOULIGNANT ÉGALEMENT la valeur intrinsèque de la nature ;

ENCOURAGÉ par les preuves fournies par le processus des Objectifs du Millénaire pour le développement, selon lesquelles l'établissement d'objectifs et de buts mondiaux encourage l'action collective vers un programme, déclenche des financements et encourage des moyens de mise en œuvre ;

RECONNAISSANT le rôle des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique pour le développement durable ; et

SE RÉJOUISSANT que les ODD présentent un cadre qui intègre de façon significative les dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable, et donc fournissent une opportunité de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. SOULIGNE l'importance des ODD comme élément sous-jacent des cadres mondiaux du Programme de l'UICN 2017-2020.
2. ENCOURAGE FORTEMENT les Commissions, Membres et Comités nationaux et régionaux de l'UICN à continuer à se concentrer fortement sur la réalisation des ODD.
3. APPELLE les Membres, Commissions et Comités nationaux et régionaux de l'UICN à garantir une action coordonnée, cohérente et intégrée vers la réalisation des ODD et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, qui sont l'autre cadre sous-jacent actuel du Programme de l'UICN, conformément à la Recommandation 5.180 *Participation de l'UICN à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020* (Jeju, 2012).
4. PRIE INSTAMMENT tous les Membres, États ou non, à inclure le cadre des ODD dans leurs politiques, législations et plans de travail, tel qu'approprié.
5. PRIE INSTAMMENT tous les Membres, gouvernements et institutions pertinentes comme les banques de développement et les organisations travaillant sur les questions de développement, à étudier attentivement leurs politiques, législations et pratiques de coopération au développement afin de refléter la nature exhaustive et intégrative du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
6. DEMANDE à toutes les composantes de l'UICN à appliquer et concevoir des produits de connaissances d'une façon qui contribue à la réalisation des ODD et de ses buts, et à soutenir le suivi des progrès vers leur réalisation.
7. APPELLE les gouvernements, en collaboration avec les organisations non-gouvernementales et les groupes de la société civile, à étudier et à établir des mécanismes de gouvernance, politiques et législations qui reflètent la nature exhaustive et intégrative du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et à établir des mécanismes d'examen et de suivi qui incluent la société civile et le secteur privé, ainsi que tous les secteurs du développement.
8. ENCOURAGE les États Membres à partager leurs bonnes pratiques et expériences pour réaliser les actions décrites dans le paragraphe 7 ci-dessus.

### **Parrains**

- IUCN Council

## 068 - Éviter l'extinction de la biodiversité dans les karsts des reliefs calcaires

RAPPELANT le document publié conjointement par BirdLife International, Fauna & Flora International (FFI), l'UICN et le WWF intitulé *Extraction and Biodiversity in Limestone Areas* (Extraction et biodiversité dans les zones calcaires) (2014), assorti de six recommandations sur la manière dont l'extraction peut être rendue plus compatible avec la conservation de la biodiversité dans les zones calcaires ;

RECONNAISSANT qu'il a été prouvé scientifiquement que les karsts des reliefs calcaires affichent couramment une biodiversité restreinte que ce soit à l'intérieur des karsts (dans les grottes) ou en surface ;

CONSIDÉRANT l'importance d'exploiter l'expertise limitée concernant les taxons le plus fréquemment rencontrés dans ces zones ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT le risque d'extinction d'espèces pouvant résulter d'une planification médiocre des activités, par exemple les carrières de calcaire ou le tourisme spéléologique, dans ces zones ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE que les grottes karstiques sont des sites d'une importance critique pour comprendre le patrimoine culturel préhistorique et le changement climatique ; et

RECONNAISSANT que le fait de provoquer l'extinction d'espèces au niveau mondial, ou de mener des actions qui pourraient accroître le risque d'extinction d'une biodiversité restreinte, serait en opposition directe avec les objectifs approuvés au niveau international du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique, en particulier l'Objectif 12 d'Aichi pour la biodiversité, et avec l'Objectif 15 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

PRIE l'État, les membres d'organismes gouvernementaux et les entreprises de s'assurer que la meilleure expertise disponible est utilisée pour trouver, identifier et gérer la biodiversité très restreinte des karsts des reliefs calcaires proposés comme sites potentiels d'extraction du calcaire pour les cimenteries ou de tourisme spéléologique, de mener à bien toutes les opérations compte tenu de la sensibilité des sites concernés, et de s'assurer que les résultats de cette attention sont rendus publics pour favoriser la participation des parties prenantes à la gestion de ces sites.

### Explanatory Memorandum

The joint briefing paper by BirdLife, FFI, IUCN and WWF on 'Extraction and Biodiversity in Limestone Areas' (BirdLife/FFI/IUCN/WWF. 2014. *Joint Briefing Paper on Extraction and Biodiversity in Limestone Areas*. Cambridge, UK; downloadable [here](http://www.birdlife.org/sites/default/files/Extraction-and-Biodiversity-in-Limestone-Areas.pdf)(<http://www.birdlife.org/sites/default/files/Extraction-and-Biodiversity-in-Limestone-Areas.pdf>)) explains that extraction of limestone, including for cement, aggregates and lime production, is one of the main threats to limestone-restricted biodiversity. Moreover, in contrast to wider good work on biodiversity by some in the extractives sector (e.g. the rehabilitation of some wetlands/grasslands), limestone-restricted biodiversity, and impacts upon it, are often overlooked, including by governments, companies and scientists. In order to address this pressing conservation issue, this briefing paper has been produced by BirdLife International and Fauna & Flora International, IUCN and WWF International and is aimed at regulators, associations and operators in the extractives sector. Firstly, it describes the unique biodiversity, as well as important ecosystem services, supported and provided by limestone areas. Secondly, it explains why limestone-restricted biodiversity is particularly vulnerable to extraction. Thirdly, it provides practical solutions for how extraction can be made more compatible with conserving biodiversity in limestone areas, including general good biodiversity management, as well as limestone-specific recommendations.

The particular chemistry, hydrology and geology of limestone, and associated micro-climates, have led to the evolution of a unique biodiversity, including particular species of bats, snails, orchids, fish and beetles. For example, some cave species are so highly adapted to life in darkness that they are unable to live outside. Moreover, this biodiversity can be rich; for example, 80% of the 1,000+ land-snail species in Malaysia are confined to the 1% of the country that is karst limestone. Similarly, the fact that limestone areas are often less impacted than surrounding areas by agriculture and other development has led some limestone areas to become important refuges for species that were once more widespread, e.g. certain primates. Moreover, many limestone species and their habitats can provide important ecosystem services. For example, cave swiftlets (*Collocalia linchi*) and bats can control pests and provide guano for fertilisers, whilst limestone stores rain and filters water supplies, and caves and other karst landforms can be important cultural and/or sacred sites for local communities, and are also often prized for their aesthetic value. Finally, whilst tropical limestone areas are particularly important, limestone areas in non-tropical areas (e.g. in Europe) can also support very rich biodiversity, and provide valuable ecosystem services.

Limestone-restricted biodiversity creates both risks and opportunities for the extractives sector. If these are not adequately addressed, significant damage may be caused to global biodiversity, as well as to the reputation, stakeholder relations and long-term viability of a particular company, and to the sector as a whole. Conversely, by helping to conserve limestone-restricted biodiversity, there are opportunities for operators, associations and regulators in the extractives sector to make valuable and high-profile contributions to conservation, whilst also helping to safeguard their own licence to operate. This requires implementing general good biodiversity management, as well as a number of limestone-specific recommendations.

### Parrrains

- A Rocha International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Bat Conservation International, Inc ( United States of America )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Muséum National d'Histoire Naturelle ( France )
- The Samdhana Institute Incorporated ( Indonesia )
- World Wide Fund for Nature - Indonesia ( Indonesia )



## 069 - Les bienfaits de la nature sur la santé, le bien-être et la qualité de vie

RAPPELANT la Résolution 5.039 *Parcs sains – populations saines* (Jeju, 2012), qui recommande à l'UICN et à ses Membres d'adopter la philosophie « Parcs sains – Populations saines » et de travailler en étroite coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes mondiaux en faveur d'une planète saine et d'une humanité saine ;

CONSCIENT que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comprend des cibles relatives aux maladies non transmissibles (MNT), à la santé mentale et à l'accès à des espaces verts publics, sûrs et ouverts à tous ;

RECONNAISSANT que la « Promesse de Sydney », adoptée au Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014), affirme que « la nature est essentielle et que les écosystèmes, avec toute la diversité de la vie qu'ils abritent, soutiennent notre existence, notre identité culturelle et spirituelle, nos économies et notre bien-être » ;

RAPPELANT que le Courant 3 « Améliorer la santé et le bien-être : parcs sains, populations saines » du Congrès mondial des parcs de l'UICN (2014) a mis en évidence de multiples preuves de l'existence et de la diversité croissante de politiques et de pratiques établissant un lien entre des écosystèmes sains et la santé et le bien-être humains ;

RECONNAISSANT que le Défi de Salzbourg pour la nature, la santé et une nouvelle génération appelle tous les secteurs et parties prenantes à accélérer l'action menée au niveau national et international pour trouver des solutions fondées sur la nature capables d'aider les communautés et les villes à prospérer et à promouvoir la santé et la dignité pour tous ;

RECONNAISSANT qu'en raison du vieillissement de la population, on constate une augmentation très rapide du nombre de personnes atteintes de maladies gériatriques telles que la démence, ce qui entraîne d'énormes coûts pour la société (comme la dépression, la solitude, l'épuisement des aidants) et sur le plan économique (par exemple la pression financière exercée sur le système de soins de santé) ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que nous disposons de suffisamment d'éléments probants pour piloter un changement, sachant que la nature peut jouer un rôle majeur dans la réduction de l'augmentation du nombre de MNT dans le monde (comme les maladies cardiaques, le cancer ou le diabète), et du nombre de maladies mentales (comme la démence, la dépression, ou l'anxiété) ;

NOTANT que près de 50 millions de personnes dans le monde étaient atteintes de démence en 2015 et que ce nombre devrait doubler tous les 20 ans, et que des initiatives sont entreprises au niveau mondial pour remédier aux effets des maladies gériatriques, à l'image des jardins dits « sensoriels » ou pour personnes atteintes de démence mis en place en milieu urbain, à proximité d'établissements de soins ;

CONSTATANT la multiplication et le renforcement de normes et de cadres sur la comptabilisation du capital naturel et l'évaluation de ses avantages, par exemple la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ou le système international de comptabilité économique et environnementale ; et

NOTANT qu'il n'existe à l'heure actuelle qu'un nombre limité d'indicateurs et de mesures cohérents pour évaluer les bienfaits de la nature sur la santé et le bien-être ;

### Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :

1. DEMANDE à la Directrice générale d'établir un partenariat officiel avec l'OMS en vue d'élaborer des programmes mondiaux et régionaux pour promouvoir la valeur de la nature, notamment des parcs et des aires protégées, en termes de santé et de bien-être.
2. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale de mettre en place des mécanismes appropriés pour réunir les Membres, les Commissions et le Secrétariat afin d'élaborer des politiques, des programmes et des partenariats intersectoriels sur le lien entre la bonne santé des écosystèmes et la santé et le bien-être humains, notamment sur les plans économique, social et culturel.
3. APPELLE les Membres à étudier plus avant la possibilité de reconnaître et de quantifier l'étendue des bienfaits que procure la nature et d'utiliser ces informations pour étayer des évaluations coûts-avantages en vue d'investissements accrus dans la gestion des écosystèmes, notamment les parcs et les aires protégées.
4. APPELLE ÉGALEMENT les Membres à réfléchir à la possibilité d'adopter et d'appliquer des normes internationales cohérentes de comptabilité écosystémique, y compris des paramètres permettant de mesurer l'évolution aussi bien de l'étendue que de l'état des actifs écosystémiques ainsi que la valeur et les avantages des services écosystémiques fournis par la nature (notamment les parcs et les aires protégées), et à mettre en œuvre des initiatives locales et régionales témoignant des bienfaits de la nature aussi bien pour les personnes atteintes de maladies gériatriques comme la démence que pour leurs aidants.
5. SE FÉLICITE du rôle de chef de file joué par l'UICN dans la reconnaissance et la diffusion des avantages additionnels découlant de l'établissement d'un lien entre la nature et le bien-être, et dans le partage de données d'expérience découlant de ces initiatives dans le but de les intégrer dans les politiques nationales et internationales relatives à la santé publique et aux « solutions fondées sur la nature ».

### Explanatory Memorandum

#### Explanatory Memorandum 1

IUCN has an important and unique leadership role to play in further recognizing that the conservation of nature and the provision of effectively managed parks and protected areas contribute significantly to meeting global and regional sustainable development goals, (including Aichi Biodiversity Targets 1, 11, 14 and 17 and Sustainable Development Goals 3, 11 and 13) for human health and wellbeing, through providing many cost-effective human health, economic, social and cultural wellbeing benefits. The *Healthy Parks Healthy People* Motion (Resolution 5.039, Jeju, 2012) sought greater global recognition of parks and protected areas as a nature-based solution to improve human health and wellbeing. It recommended greater cross-sectoral collaboration and the commissioning of further research to develop a more compelling rationale for the application to national, sub-national and sectoral policies. Much has progressed since 2012. There is a stronger body of evidence deepening the scientific understanding of the human need for contact with nature. These include a recent review by the Secretariat of the Convention on Biological Diversity and the World Health Organization, which jointly developed *Connecting Global Priorities: Biodiversity and Human Health, a State of Knowledge*

Review in 2015: (<https://www.cbd.int/health/SOK-biodiversity-en.pdf>). Additionally, the report *Healthy Parks Healthy People: the state of the evidence report, 2015*: ([http://www.hphpcentral.com/wp-content/uploads/2015/07/HPHP\\_state-of-the-evidence\\_2015.pdf](http://www.hphpcentral.com/wp-content/uploads/2015/07/HPHP_state-of-the-evidence_2015.pdf))([http://www.hphpcentral.com/wp-content/uploads/2015/07/HPHP\\_state-of-the-evidence\\_2015.pdf](http://www.hphpcentral.com/wp-content/uploads/2015/07/HPHP_state-of-the-evidence_2015.pdf)), provided a summary of evidence since 2008. These and numerous other scientific reviews provide a strong foundation of evidence for the links between healthy ecosystems, parks and human health and wellbeing. Stream 3 at the 2014 IUCN World Parks Congress highlighted the broader and diverse health benefits of nature, including parks and protected areas, for physical, mental, social and spiritual health and wellbeing. It delivered ten recommendations for change. The Salzburg Global Seminar in 2015 also called for global action for nature-based solutions to help advance the health and dignity of people.

This Motion builds on that adopted in 2012 and presents a more holistic representation of the connection between healthy nature (or 'natural capital') and human health and wellbeing, drawing together the disciplines of human health and wellbeing assessment with natural capital and ecosystem accounting and valuation. The Motion seeks to build on the rapidly growing international programme (and regional case studies) of ecosystem accounting and natural capital wealth valuation to ensure both greater use and consistency in the application of ecosystem accounting and valuation frameworks, metrics and standards for measuring and reporting on the benefits of nature for human health and wellbeing. Recent global initiatives including SEEA, TEEB, IPBES, WAVES, and the Natural Capital Declaration, developed since 2012, have provided valuable frameworks and standards for assessing the benefits of natural capital and ecosystem services for human wellbeing, resulting in data which presents a more transparent and accurate representation of the value of nature. IUCN must seize the opportunity to demonstrate international leadership by connecting strategies for biodiversity conservation with human health and wellbeing and developing influential cross-sector alliances that promote the relevance of biodiversity conservation to people's everyday lives.

## **Explanatory Memorandum 2**

Nature and biodiversity are under attack. Making people aware that nature is crucial for their health will lead to more support for nature conservation.

### **Parrairns**

- Australian Government Department of the Environment ( Australia )
- Chicago Botanic Garden ( United States of America )
- De Vlinderstichting ( The Netherlands )
- Department of Conservation ( New Zealand )
- Department of Environment, Water and Natural Resources, SA ( Australia )
- Earthwatch Institute (Australia) ( Australia )
- EUROPARC Federation ( Germany )
- Nature Conservation Council of New South Wales ( Australia )
- Natuur & Milieu ( The Netherlands )
- NSW Office of Environment and Heritage ( Australia )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Parks Victoria ( Australia )
- SOVON Vogelonderzoek Nederland ( The Netherlands )
- Stichting Lippe - Biesterfeld Natuurcollege ( The Netherlands )
- The Nature Conservancy ( United States of America )
- The Wilderness Society ( Australia )
- US Department of the Interior, National Park Service ( United States of America )
- Vereniging tot Behoud van Natuurmonumenten in Nederland ( The Netherlands )
- Vereniging voor Instituut voor Natuureducatie en Duurzaamheid ( The Netherlands )
- Vogelbescherming Nederland ( The Netherlands )

## 070 - Financements des projets sur la biodiversité dans les outre-mer européens

RAPPELANT que les outre-mer européens abritent plus de 70% de la biodiversité européenne ;

CONSTATANT que les financements pour protéger la biodiversité des outre-mer restent insuffisants ;

SOULIGNANT qu'il n'existe pas encore de mécanisme financier dédié mais des dispositifs de financement différents et difficilement accessibles à l'ensemble des acteurs locaux ;

INQUIET du niveau insuffisant de mobilisation des financements en faveur de la biodiversité dans les maquettes financières des Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020 ;

S'APPUYANT sur la décision du Parlement européen et sur l'engagement de la Commission européenne et de sa Direction générale Environnement pour le financement de l'action préparatoire BEST (Régime volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les territoires des régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer de l'Union européenne) ;

FELICITANT la Commission européenne et sa Direction générale Développement et Coopération d'avoir mis en place le Programme BEST 2.0 pour prolonger l'initiative BEST pour les pays et territoires d'outre-mer (PTOM), en attendant la création d'un dispositif de financement pérenne pour la biodiversité et les changements climatiques dans les outre-mer européens ;

SOULIGNANT l'importance d'un portage partagé du Programme BEST 2.0 avec la Direction générale de la politique régionale de la Commission européenne afin que les régions ultrapériphériques (RUP) bénéficient des mêmes opportunités de financements ;

S'APPUYANT sur l'engagement du 'Message de la Guadeloupe' de la Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique (Guadeloupe, 2014), de constituer un groupe rassemblant les acteurs concernés pour établir un partenariat pérenne sur ces enjeux dans les outre-mer ;

S'APPUYANT sur les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le bilan à mi-parcours de la Stratégie européenne pour la biodiversité qui invite la Commission européenne et les États membres à progresser dans la mobilisation des ressources pour la biodiversité des RUP et PTOM ; et

RAPPELANT les propositions de l'UICN sur le financement du futur dispositif européen ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

DEMANDE à la Commission européenne, aux États-membres et au Groupe issu de la Conférence de Guadeloupe chargé de mettre en place le partenariat volontaire de :

- a. étudier toutes les modalités et options pour le financement, la gouvernance et le pilotage d'un partenariat européen pérenne pour la biodiversité et le changement climatique, commun à toutes les régions ultrapériphériques et pays et territoires d'outre-mer ;
- b. mettre en place dans les meilleurs délais ce partenariat pérenne pour la biodiversité et le changement climatique dans les outre-mer, en le dotant des financements suffisants et en capitalisant les expériences de l'action préparatoire BEST et du Programme BEST 2.0 ;
- c. mettre en place un système de suivi et d'évaluation des progrès réalisés par le partenariat pérenne pour la biodiversité et le changement climatique dans les outre-mer ;
- d. réviser les critères et les conditions de candidature pour favoriser l'accès de tous les outre-mer aux financements européens pour la biodiversité, dont LIFE+ et Horizon 2020 ;
- e. prendre en compte la biodiversité dans les révisions à mi-parcours des maquettes financières des Fonds structurels et d'investissement européens 2014-2020 ; et
- f. faciliter, de manière plus générale, l'émergence de partenariats et de financements innovants pour la biodiversité des outre-mer.

### Parrains

- Agence des aires marines protégées ( France )
- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 071 - Gestion communautaire des ressources naturelles dans l'État d'Hawaï

NOTANT qu'une gestion décentralisée permet aux populations locales de s'attaquer à des problèmes sociaux, politiques et écologiques qui leur sont propres et de trouver des solutions parfaitement adaptées à leur situation ;

NOTANT ÉGALEMENT que les projets de gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) ont des avantages pour l'environnement et pour les partenariats entre la faune et la flore sauvages et les communautés ;

RECONNAISSANT l'importance pour le monde contemporain des principes des populations autochtones hawaïennes comme le kuleana (l'indivisibilité des droits et des responsabilités) et l'aloha 'āina (l'amour de la terre nourricière) pour le bien-être d'Hawaï et de la planète ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que les populations autochtones d'Hawaï ont instauré une culture d'interdépendance environnementale, caractérisée par une abondance de ressources capable de faire vivre une population proche des niveaux actuels ;

CONSTATANT que l'adoption par l'État d'Hawaï des projets de GCRN et des connaissances, principes et pratiques autochtones de gestion des ressources est propice au climat de réconciliation issu de la résolution adoptée en 1993 par les États-Unis, dans laquelle ils présentaient des excuses à la communauté native d'Hawaï pour avoir renversé son gouvernement et bafoué son droit inhérent à l'autodétermination ;

RECONNAISSANT que l'Article XII Section 7 de la Constitution hawaïenne protège les droits traditionnels et coutumiers des natifs d'Hawaï, et soutient les lois et programmes fonciers et maritimes qui favorisent les apports communautaires et la GCRN ;

CONSCIENT que la pirogue hawaïenne Hōkūle'a sillonne le globe pour diffuser partout dans le monde le message de Mālama Honua (Prenez soin de la Terre) envoyé par Hawaï ;

RAPPELANT que les Résolutions de l'UICN 5.077 *Promotion des aires marines protégées gérées localement comme mesure sociale globale permettant d'atteindre les objectifs de la conservation au niveau des sites et des aires marines protégées* et 5.092 *Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation communautaires des ressources comme fondement du développement durable* (Jeju, 2012) soutiennent la participation des peuples autochtones à la gouvernance autochtone et la GCRN comme fondement du développement durable ;

FÉLICITANT l'État d'Hawaï pour son adoption en 2015 des règles historiques relatives aux zones communautaires de pêche de subsistance pour Hā'ena, Kaua'i ; et

SALUANT l'application par Hawaï des principes de GCRN qui sont un exemple à suivre pour les États-Unis et le reste du monde ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE l'UICN, ses Commissions et ses Membres, de reconnaître et promouvoir les principes de GCRN en soutien à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles par les communautés locales, grâce à l'adoption et à l'application des connaissances locales et traditionnelle, et par l'intermédiaire des institutions et réglementations coutumières.
2. DEMANDE à la Directrice générale d'envoyer une déclaration de soutien à la GCRN au Gouverneur de l'État d'Hawaï, à son Ministère du territoire et des ressources naturelles, aux législateurs et à la délégation du Congrès hawaïen, au Bureau des affaires hawaïennes, et à tous les maires and conseils de Comtés.
3. EXHORTE la Directrice générale, les Commissions et les Membres à encourager et soutenir les communautés de l'État d'Hawaï désireuses d'appliquer les désignations et les règles relatives aux zones communautaires de pêche de subsistance.
4. PRIE l'UICN, ses Commissions et ses Membres d'encourager l'État d'Hawaï à renforcer son soutien à la GCRN et aux principes autochtones de conservation hawaïens en affectant des ressources administratives et des fonds suffisants aux communautés qui cherchent à mettre en œuvre la GCRN.
5. RECOMMANDE que l'UICN, ses Commissions et ses Membres renforcent considérablement les cadres institutionnels afin de promouvoir la collaboration et la gouvernance partagée ou la cogestion dans un esprit de partenariat avec les communautés au sein du gouvernement à tous les niveaux de l'État d'Hawaï.

### **Explanatory Memorandum**

The Convention on Biological Diversity's Aichi Biodiversity Target 11 sets a 2020 goal of at least 10% of coastal and marine areas conserved through effectively and equitably managed, ecologically representative and well-connected systems of protected areas and other effective area-based conservation measures, integrated into the wider landscape and seascape. Community-based Subsistence Fishing Areas in Hawaii provide a legal mechanism for communities, Native Hawaiian peoples, small-scale fishers and government to effectively and equitably manage coastal and marine areas through management strategies grounded in traditional and sustainable place-based fishing practices. The State of Hawaii constitutionally protects indigenous Hawaiian 'customary and traditional' rights, has adopted the public trust doctrine, and has created both land- and marine-focused laws and programmes that guard such rights by empowering community input and community based natural resources management (CBNRM).

### **Parrains**

- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Conservation International ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- North Australian Indigenous Land and Sea Management Alliance Limited ( Australia )

## 072 - Modèle Aloha+ Challenge de développement durable

NOTANT que le planète est confrontée à des problèmes urgents, tels que le changement climatique, la croissance urbaine, le manque d'eau, la perte de la biodiversité et la pauvreté, qui exigent des solutions fondées sur la collaboration ;

PRENANT ACTE de l'Accord de Paris adopté lors de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC COP21 – Paris, 2015) ;

CONSCIENT du fait que les îles sont particulièrement exposées au changement climatique, et qu'elles peuvent apporter des solutions à des défis mondiaux complexes ;

NOTANT qu'avant le contact avec les Européens, les îles Hawaï faisaient vivre une population ayant atteint jusqu'à un million d'habitants en appliquant des pratiques de gestion durable ;

NOTANT ÉGALEMENT que l'État d'Hawaï est membre du Global Island Partnership, qui propose des « défis » faisant appel au leadership et catalysant les engagements pour édifier des communautés résilientes dans le cadre de partenariats novateurs et de l'application des meilleures pratiques ;

RECONNAISSANT que l'*Aloha+ Challenge: A Culture of Sustainability* (Défi Aloha+ : Une culture de durabilité), He Nohona 'Ae'oiā, est un engagement partagé par l'État d'Hawaï, signé par le Gouverneur, tous les maires de Comtés et le Bureau des affaires hawaïennes en 2014, adopté à l'unanimité par l'Assemblée législative de l'État, et soutenu par un réseau de partenaires secteur public-secteur privé ;

NOTANT que l'*Aloha+ Challenge* présente six objectifs de durabilité assortis de cibles spécifiques à atteindre d'ici à 2030, à savoir : énergie propre, production locale de nourriture, gestion des ressources naturelles, réduction des déchets solides, communautés durables et ingénieuses, main-d'œuvre et éducation vertes ;

NOTANT ÉGALEMENT que l'État d'Hawaï est de longue date le chef de file du développement durable aux États-Unis, en privilégiant les énergies renouvelables, la conservation marine, la protection des bassins hydrographiques, la biosécurité et la durabilité des initiatives communautaires ;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que lors de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (Conférence PEID – Samoa, 2014), le Département d'État des États-Unis a présenté l'*Aloha+ Challenge* comme étant un modèle de croissance verte susceptible d'être reproduit aux niveaux régional et mondial ; et

CONSTATANT que le modèle *Aloha+ Challenge* est conforme aux Objectifs de développement durable (ODD) adoptés récemment par les Nations Unies ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. NOTE que le modèle *Aloha+ Challenge* peut être adapté pour faire siens les valeurs, cultures et contextes locaux à des fins de mise en œuvre des ODD.

2. PRIE les Membres de soutenir les initiatives faisant appel à la collaboration pour adapter le cadre *Aloha+ Challenge* à des fins de mise en œuvre appropriée au niveau local du Programme de développement durable à l'horizon 2030, favorisant une culture mondiale de durabilité pour les générations futures.

### Explanatory Memorandum

As the IUCN World Conservation Congress convenes in Hawai'i, one of the planet's most isolated populations, the urgent need for action on climate change and a green growth strategy is exemplified more than ever. Like many islands and regions around the world, Hawai'i is facing extreme biodiversity loss, invasive species threats, pressure on freshwater resources, dependence on energy and food imports, and is increasingly vulnerable to catastrophic natural disasters like hurricanes and floods, which could have devastating long-term economic impacts.

In response to these challenges, Hawai'i's Governor, four Mayors and the Office of Hawaiian Affairs launched the Aloha+ Challenge: He Nohona 'Ae'oiā, A Culture of Sustainability, a visionary statewide commitment to sustainable development. The Aloha+ Challenge outlines six ambitious, yet achievable sustainability goals for 2030, including: clean energy, local food production, natural resource management (including freshwater security, watershed protection, biosecurity, marine management and native species), solid waste reduction, smart sustainable communities (including climate resilience, smart growth and livability), and green workforce and education. Native Hawaiian culture is the foundation for the systems-thinking approach of the Aloha+ Challenge, and provides the guiding principles and values for collaborative action across the state.

The Aloha+ Challenge was unanimously endorsed by the Hawai'i State Legislature, and has broad support from public-private partners, including over 100 leaders from Hawai'i Green Growth - an innovative partnership that brings together government, non-governmental and cultural organisations with business, academia and philanthropy. Elected officials and statewide partners jointly launched the Aloha+ Challenge Dashboard as an online mechanism to track progress, ensure accountability and provide transparency on Hawai'i's shared statewide commitment.

With the recent adoption of the United Nations Sustainable Development Goals for 2030 and the Paris Agreement on climate change, Hawai'i's statewide sustainability initiative – the Aloha+ Challenge – can serve as a model for local implementation strategies that align with the global agenda and demonstrate an integrated approach to sustainable development, healthy ecosystems and resilient communities.

As a partner to the Global Island Partnership, Micronesia Challenge and other initiatives, Hawai'i understands the invaluable practice of sharing best practices, innovative solutions and successful models to address global challenges. IUCN's recognition of the Aloha+ Challenge as a model for locally appropriate means of implementing the Sustainable Development Goals will help create a pathway to share a globally replicable and adaptable framework with IUCN Members and the wider international community. By adopting this motion, IUCN will help catalyse the adoption of holistic, place-based sustainable development initiatives around the world.

### Parrains

- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Harold L. Lyon Arboretum, of the University of Hawaii ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )

- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )
- Te Ipukarea Society ( Cook Islands )
- The Nature Conservancy ( United States of America )

## 073 - Renforcer l'engagement des entreprises pour la biodiversité

RECONNAISSANT que les entreprises ont une responsabilité sociale et environnementale importante, et doivent s'inscrire dans une démarche éthique fondée sur le respect de la diversité de la vie et la diversité culturelle des peuples, et ainsi jouer un rôle actif pour le développement durable ;

SOULIGNANT la mission d'influence de l'UICN sur l'ensemble des sociétés, y compris sur les entreprises, pour conserver la biodiversité et assurer une utilisation durable et équitable des ressources naturelles ;

RAPPELANT que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) à sa huitième réunion (COP8, Curitiba, Brésil, 2006) puis à sa neuvième réunion (COP9, Bonn, Allemagne, 2008) a invité les Parties à améliorer les actions et la coopération pour l'engagement des entreprises sur la biodiversité ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la Conférence des Parties à la CDB à sa dixième réunion (COP10, Nagoya, Japon, 2010) a adopté une décision importante (décision X/21) afin de renforcer l'engagement du secteur privé, de l'impliquer dans la mise en œuvre des objectifs de la biodiversité et de l'engager dans un dialogue à travers la mise en place d'une plateforme mondiale ;

NOTANT que les décisions adoptées lors de la Conférence des Parties à la CDB à sa onzième réunion (COP11, Hyderabad, Inde, 2012) puis à sa douzième réunion (COP12, Pyeongchang, République de Corée, 2014) sur l'engagement des entreprises (décisions XI/7, XII/3 et XII/10) ont renforcé les décisions précédentes ;

RECONNAISSANT et SALUANT les contributions apportées par la Plateforme mondiale pour les entreprises et la biodiversité et les travaux effectués par certains acteurs pour inciter les entreprises à diminuer leurs impacts sur la biodiversité et à utiliser plus durablement les ressources naturelles, comme le montre le nombre croissant d'initiatives nationales, régionales ou mondiales sur les entreprises et la biodiversité (groupe de travail de l'UICN France, Leaders for Nature ...) ; et

SALUANT les initiatives de plus en plus nombreuses d'entreprises ou de leurs réseaux ayant élaboré des plans d'actions volontaires (adhésion volontaire des entreprises à la Stratégie nationale pour la biodiversité de la France, programmes d'actions du Conseil mondial des affaires pour le développement durable, etc.) ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE les entreprises à contribuer activement à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB et à la réalisation des Objectifs d'Aichi, et à intégrer la biodiversité dans leurs stratégies et activités en visant, à terme, une transformation de leur modèle économique.

2. DEMANDE pour ce faire aux entreprises d'élaborer dès à présent des plans d'actions concrets et ambitieux, proportionnels à leurs capacités, comprenant des mesures de :

- a. sensibilisation des dirigeants et du personnel afin d'améliorer leur compréhension des enjeux de la biodiversité ;
- b. formation du personnel opérationnel permettant une montée en compétences en interne ;
- c. réduction de leurs impacts directs et indirects sur la biodiversité prenant en compte l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement ;
- d. protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes supérieures à leurs seules obligations légales et réglementaires ;
- e. gestion de la biodiversité sur leurs sites en s'appuyant sur des partenariats locaux ;
- f. investissements dans les infrastructures naturelles et dans le génie écologique ;
- g. mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires ;
- h. coopération avec leurs fournisseurs et clients ; et
- i. notification solide et transparente de leurs actions sur la biodiversité par le biais d'indicateurs pertinents.

3. INVITE les gouvernements à mettre en place un cadre incitatif pour que les entreprises s'engagent dans cette voie.

### **Parrrains**

- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 074 - Renforcer l'élaboration de rapports sur la biodiversité par les entreprises

RAPPELANT les fortes attentes de la société civile à l'égard d'informations sur la manière dont les entreprises prennent en compte et agissent pour la biodiversité ;

INSISTANT sur l'adoption, à la 12<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP12 de la CDB, Pyeongchang, République de Corée, 2014) de la décision XII/10 *Engagement des entreprises*, encourageant les entreprises à intégrer les questions relatives à la biodiversité dans leur rapports ;

SOULIGNANT que de plus en plus d'agences de notation extra-financières intègrent des éléments sur la biodiversité dans leurs rapports ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) *L'Avenir que nous voulons* (2012), qui reconnaît l'importance pour les entreprises de communiquer les informations sur l'impact environnemental de leurs activités, et les encourage à intégrer, dans leurs rapports périodiques, des informations sur la durabilité de leurs activités ; et accueillant favorablement également le document de l'Assemblée Générale des Nations Unies *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* ;

RAPPELANT l'intérêt du cadre commun proposé par l'Initiative Global Reporting afin de mesurer l'avancement des programmes de développement durable des entreprises, et son jeu d'indicateurs dont quatre d'entre eux concernent directement la biodiversité ;

FÉLICITANT la France d'avoir inscrit en 2001 l'obligation pour les grandes entreprises de communiquer des informations extra-financières et d'avoir identifié en 2012 la biodiversité parmi les sujets à aborder ;

SALUANT les initiatives sur le sujet portées par le Comité français de l'UICN, le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et le Secrétariat de la CDB ;

SALUANT les efforts accomplis par certaines entreprises qui se sont engagées à communiquer davantage autour de la biodiversité ; et

REGRETTANT malgré ces efforts que les documents des entreprises contenant des informations sur la biodiversité demeurent variés dans leur contenu, leur forme et leur méthode, empêchant parfois la société civile, les gouvernements ou les investisseurs de comprendre complètement et facilement la manière dont les entreprises agissent pour prendre en compte la biodiversité dans leurs stratégies et activités ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. INVITE les Membres de l'UICN à collaborer avec les entreprises pour améliorer les rapports sur la biodiversité des entreprises.
2. DEMANDE aux entreprises, quels que soient leur taille et leurs secteurs d'activité, d'améliorer leurs rapports sur la biodiversité et notamment de fournir des renseignements sur les thématiques suivantes :
  - a. les dépendances directes et indirectes de leurs activités à la biodiversité et aux services écosystémiques ;
  - b. les impacts négatifs directs et indirects de leurs activités sur la biodiversité et les services écosystémiques ;
  - c. leur engagement et leurs plans d'actions pour agir en faveur de la biodiversité ;
  - d. les sites présentant les enjeux les plus forts en termes de biodiversité et requérant donc une attention particulière de leur part pour remédier aux impacts de leurs activités sur la biodiversité ;
  - e. les mesures prises pour répondre aux obligations juridiques ;
  - f. les mesures volontaires allant au-delà des obligations juridiques ; et
  - g. les résultats obtenus en matière de biodiversité suite à la mise en place de leurs engagements et plans d'action.
3. DEMANDE aux entreprises de renseigner et publier régulièrement des indicateurs chiffrés pour chaque thématique, en explicitant la méthode utilisée, et de les conserver sur le long terme pour identifier les progrès réalisés.
4. ENCOURAGE les gouvernements à instaurer des cadres légaux ou similaires demandant aux entreprises de réaliser ces rapports sur la biodiversité.

### Parrains

- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAIOLIVE ( France )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des conservatoires d'espaces naturels ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- France Nature Environnement ( France )
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )



## 075 - Obliger les projets de développement à échelle industrielle à suivre les meilleures pratiques

RAPPELANT que la mission de l'UICN est : « Influencer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable » ;

CONSCIENT que l'UICN soutient la recherche d'un équilibre entre le développement et la conservation des écosystèmes et des communautés qu'ils font vivre pour garantir un avenir équitable pour l'économie, l'homme et la nature ;

RECONNAISSANT que les investissements dans l'infrastructure sont nécessaires pour soutenir un avenir prospère et la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que de tels investissements ont souvent des effets directs, indirects et cumulatifs sur l'environnement ;

SACHANT que de nombreux pays ont adopté des législations guidant les projets de ce type, que plusieurs institutions financières ont adopté des mesures de sauvegarde pour guider ce développement et que plusieurs entreprises appliquent volontairement des mesures d'atténuation des effets dommageables sur l'environnement ;

PRÉOCCUPÉ de constater que tous les pays n'ont pas ou n'appliquent pas de législation limitant les effets défavorables du développement à échelle industrielle, que toutes les institutions financières n'ont pas adopté de mesures de sauvegarde assurant une protection adéquate et que toutes les entreprises n'appliquent pas de normes volontaires ;

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉ par l'échec de plusieurs entreprises à répondre de manière adéquate aux interventions de l'UICN concernant des questions très préoccupantes pour la conservation de la nature ;

RAPPELANT le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et en particulier l'Objectif 9 sur l'infrastructure résiliente et durable, l'Objectif 12 sur la production durable et l'Objectif 15 qui demande de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité ;

RAPPELANT le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011–2020 de la Convention sur la diversité biologique et en particulier l'Objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité sur l'intégration des valeurs de la diversité biologique dans la planification, l'Objectif 4 sur la production durable, l'Objectif 5 sur le déboisement, l'Objectif 8 sur la pollution et l'Objectif 12 sur les actions en vue de mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité ; et

RAPPELANT les résolutions adoptées sur l'aménagement du territoire, l'infrastructure et les aires protégées, notamment 1.51 *Les populations autochtones, l'exploitation des minerais et des hydrocarbures, et les travaux d'infrastructure et de développement* (Montréal, 1996), 2.34 *Les institutions financières multilatérales et bilatérales et les projets qui ont des incidences sur la diversité biologique et les caractéristiques naturelles* (Amman, 2000), 4.087 *Incidence des infrastructures et des industries extractives sur les aires protégées* (Barcelone, 2008), 4.088 *Lancer l'Initiative de l'UICN sur la responsabilité de l'industrie extractive* (Barcelone, 2008) et 5.037 *Intégration des critères de conservation de la nature dans les politiques de planification territoriale* (Jeju, 2012), ainsi que la Recommandation 2.82 *Protection et conservation de la diversité biologique dans les aires protégées contre les effets dommageables des activités de prospection et d'exploitation minières* (Amman, 2000) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE INSTAMMENT la Directrice générale et les Commissions de continuer d'intervenir sur les questions préoccupantes concernant les projets de développement, de fournir des solutions à base scientifique, une expertise technique et des avis et de rendre publiques les réponses non satisfaisantes.

2. APPELLE les Membres et les gouvernements à garantir que tous les projets de développement à échelle industrielle limitent les impacts environnementaux et sociaux en faisant en sorte :

a. que les projets s'inscrivent dans le contexte d'un plan intégré, durable, intersectoriel et transparent à l'échelle du paysage ;

b. que l'on évite les zones importantes pour la biodiversité et les services écosystémiques, en particulier les biens du patrimoine mondial et autres aires de conservation prioritaires ;

c. que les études d'impacts environnementaux et sociaux soient juridiquement obligatoires au début de tout projet, selon les meilleures pratiques internationales ;

d. que la responsabilité pleine et entière soit assumée pour tous les impacts environnementaux et sociaux identifiés à travers toute la chaîne de valeur, quel que soit le climat économique ;

e. que l'on applique une hiérarchie d'atténuation pour éviter, minimiser, restaurer et, en dernier recours, compenser les impacts résiduels, le cas échéant ;

f. que des rapports transparents soient publiés tout au long du projet ; et

g. que l'on sanctionne rigoureusement le non-respect des règlements et que l'on reconnaisse les projets qui font plus que les respecter.

3. APPELLE les institutions financières internationales et leurs donateurs à reconnaître leur rôle et leur responsabilité en matière de meilleures pratiques et à élaborer, appliquer et coordonner des mesures de sauvegarde soutenant les points décrits ci-dessus.

### Explanatory Memorandum

This motion derives from recent experience from Fauna & Flora International (FFI), at IUCN and from various other partners working with companies implementing large-scale projects, the financial institutions that fund them and the governments that regulate them. Despite individual successes in some areas, major infrastructure development still represent a major threat to biodiversity and ecosystem services in many places. In several individual cases companies have given unsatisfactory responses to interventions from IUCN concerning specific environmental impacts. Examples include a company responsible for the introduction of an invasive toad species in Madagascar, a company responsible for a variety of impacts following the development of a port in Jamaica, and two companies in Malaysia impacting a variety

of endemic species through mining. Most of these companies have good policies at corporate level but are failing to implement them satisfactorily on the ground, sometimes because policy implementation is incomplete, national legislative frameworks do not support action, or due to economic pressures. Economic pressures are also cited by a number of companies reconsidering current commitments to limiting biodiversity impacts.

The co-sponsors of the bill recognise the importance of economic development in the delivery of the Sustainable Development Goals and that large scale projects can bring many benefits when implemented carefully. The steps required to implement projects in an environmentally and socially responsible manner are well understood but are far from implemented universally. Individual action by companies can be significant but change at scale requires action by government. In some countries an Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) is a clear legal requirement and there are clear guidelines on standards required and clear sanctions when the rules are broken. In others, the environmental component of any assessment may consist of little more than a cursory check box. But almost nowhere has a system where projects across sectors are truly planned simultaneously at a landscape level and indirect and cumulative impacts are really accounted for.

This Motion would also be very timely. With the economic climate so poor for several large-scale industries (oil and gas, mining) there is a strong incentive for many to see environmental issues as peripheral, whereas this is exactly the time they should be realigning strategies to fit with a more constrained world. At the same time, several of the international financial institutions are currently reviewing their safeguards. Despite being seen by many as the institutions that set the 'gold standard' for environmental impacts, there are many signs that these standards are now being watered down in favour of practicality and increased competitiveness.

#### **Parrains**

- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- The Nature Conservancy ( United States of America )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## 076 - Gérer et résoudre les conflits sociaux : la clé du succès de la conservation

CONSCIENT DU FAIT que diverses formes de conflits sociaux éclatent lorsque des groupes sociaux différents ont des intérêts concurrents en matière d'accès aux ressources naturelles et d'utilisation de ces ressources ;

INQUIET de constater que les conflits sociaux impliquant des peuples autochtones et des communautés locales se manifestent également dans le contexte des interventions de conservation qui affectent leurs intérêts, leurs droits, leurs traditions et leurs moyens d'existence ;

COMPRENANT que l'utilisation des ressources naturelles par les industries est souvent à l'origine de conflits impliquant des organes de conservation, des communautés, des organisations de la société civile, des groupes syndicaux et d'autres acteurs sociaux, lorsque les enjeux portent sur l'environnement et la conservation ;

CONSCIENT que la conservation de la faune sauvage dans certains contextes et conditions a créé des conflits avec les communautés locales, en particulier lorsque les mesures de conservation visant à protéger des espèces ont un impact sur les moyens d'existence des communautés locales ;

ÉGALEMENT INQUIET que des facteurs tels que le recul de la frontière des activités fondées sur des ressources naturelles, la pression démographique sur des ressources locales limitées, les modifications de l'habitat et de la disponibilité de l'eau induites par le changement climatique, les tensions accrues entre des opposants politiques pour le contrôle des ressources, des terres et des territoires, et les conflits politiques et militaires qui en découlent, ne feront qu'empirer partout dans le monde avec des conséquences directes pour l'environnement et la sécurité des moyens d'existence des communautés vulnérables ;

RAPPELANT les Résolutions 2.040 *Sécurité des ressources naturelles en situations de conflit* (Amman, 2000) et 3.043 *Les conflits pour les ressources au Darfour, Soudan* (Bangkok, 2004) concernant la résolution des conflits comme condition préalable à une conservation couronnée de succès, ainsi que les Résolutions 3.015 *Établir des liens entre les droits de l'homme et l'environnement pour conserver la nature et réduire la pauvreté* (Bangkok, 2004) et 4.056 *Stratégies de conservation fondée sur les droits* (Barcelone, 2008), ainsi que les nombreux efforts déployés dans le cadre des Programmes de l'UICN pour satisfaire ces demandes dans la limite des ressources disponibles ;

CONSCIENT de la position unique occupée par l'UICN pour remplir plus efficacement possible son rôle de facilitateur de la résolution des conflits et de médiateur, dans la mesure où elle est crédible et capable de réunir tous les acteurs qui tendent vers les mêmes résultats à divers niveaux ; et

CONVAINCU que le renforcement de ce rôle et des capacités de l'UICN aura des avantages notables pour la conservation, tout en consolidant l'UICN ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale et les Commissions, en collaboration avec les Membres et les partenaires de l'UICN de :

a. établir un mécanisme pour explorer les possibilités de soutien à la prévention et à la résolution des conflits sociaux à tous les niveaux et pour faire bénéficier les Programmes et la Direction de l'UICN des conclusions tirées ;

b. soutenir la création de plateformes multipartites visant à résoudre les conflits sociaux liés à la conservation ;

c. renforcer les capacités des communautés locales de régler les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles ;

d. se rapprocher de l'Initiative de conservation et droits humains et d'autres entreprises similaires pour minimiser les conflits sociaux et renforcer les mécanismes de gestion des conflits ;

e. fournir des directives techniques aux organismes, donateurs et autres parties afin qu'ils élaborent et soutiennent les interventions qui réduisent les risques de conflit ; et

f. proposer un cadre politique pour l'UICN, en s'appuyant sur les Résolutions existantes et l'expérience accumulée dans le cadre des Programmes, ainsi que par les Commissions et les Membres de l'UICN, définissant une stratégie de prévention et de résolution des conflits à examiner lors de la prochaine session du Congrès mondial pour la nature ; et

2. EXHORTE les États membres et les États non membres à :

a. mettre en place des mesures permettant de reconnaître les conflits sociaux qui ont trait à la conservation, à permettre aux parties concernées de s'exprimer et à faciliter le dialogue et l'aboutissement à un consensus multipartites ; et

b. demander conseil à l'UICN et à ses Membres pour soutenir l'application de stratégies de conservation fondées sur les droits et de principes de bonne gouvernance.

### **Explanatory Memorandum**

IUCN and other reports highlight that population growth of 800 million people worldwide over the past 10 years plus forecast growth of another 500 million in the next six years means that more people will be competing to share the same space. The likelihood of increased competition for natural resources, especially water, land and mineral resources, is very high.

Conflict has been variously described and defined by numerous authors, but the common elements seen in conflict situations typically include a perceived or real incompatibility or interference between two or more parties in achieving their goals. Incompatibility may occur between individuals, groups, organisations or nations, and includes differences in social values or structures for achieving the desired outcome or goal. Others might involve value incompatibilities about the use or distribution of resources, social or political structures, or about behaviours or beliefs. Yet others can include situations of scarcity where values influence the desire to possess or use the same resources.

More specifically, conflicts over natural resources are driven by one or more of the following elements:

- Conflict over resource ownership;
- Conflict over resource access;
- Conflict over decision making associated with resource management;
- Conflict over distribution of resource revenues as well as other benefits and burdens.

Natural resource conflicts often occur at different scale or levels, and can involve a wide range of actors and stakeholders, including nation-states, local government, ethnic groups, communities, civil society organisations, and private companies.

Conflict resolutions based on positions (which will generate a winner and a loser) are not sustainable in time. It is critical to move to conflict prevention and alternative models of conflict resolution, and away from litigation and violence. Alternative dispute resolution (ADR; known in some countries, such as Australia, as external dispute resolution) includes dispute resolution processes and techniques that act as a means for parties to come to an agreement short of litigation. It is a collective term for the ways that parties can settle disputes, with or without the help of a third party, including through collaborative problem solving, negotiation, conciliation, mediation, technical advisory boards, arbitration and many others. In ADR, parties work together to develop and assess options to resolve their conflict. The aim is to reach a 'consensus' that is a package of solutions to which no one strongly objects.

There are several challenges in implementing ADR, especially in less developed countries. These include lack of experience in consensus building processes, lack of technical knowledge, institutional capacity and resources.

IUCN Members and Programmes have dealt with many conflict situations and the results are not entirely clear as there has not been a systematic approach. This Motion builds on the recognition that unless conflicts are dealt with in a coherent, systematic and well-resourced fashion, achieving effective results is challenging and this will jeopardise the conservation of natural resources.

#### **Parrrains**

- Fauna & Flora International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )

## 077 - Définition des solutions basées sur la nature

RECONNAISSANT que le concept de 'solutions basées sur la nature' (SbN) introduit dans le Programme mondial de l'UICN 2013–2016 est considéré comme un jalon pour l'UICN et représente un tiers de son Programme mondial ;

NOTANT que le concept de SbN s'appuie sur des décennies de travaux entrepris par tous les éléments de l'UICN, en particulier la Commission de la gestion des écosystèmes (CGE) et sur les principes et cadres existants tels que l'approche par écosystème de la Convention sur la diversité biologique et les Principes du Malawi, et que ce concept est particulièrement pertinent pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) ;

RECONNAISSANT EN OUTRE que l'importance et la pertinence des SbN sont reflétées dans les Résolutions 5.083 *Faire progresser le rôle des solutions basées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et leur potentiel de contribution à une réglementation mondiale sur les changements climatiques*, 5.084 *Promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes* et 5.058 *La gestion des écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophe* (Jeju, 2012) ;

RECONNAISSANT ENFIN que la conservation de la nature est au cœur de la Mission et de la Vision de l'UICN et qu'elle est donc incarnée dans le concept de SbN qui ne remplace pas les actions de conservation classiques visant à sauvegarder les espèces ou à protéger les écosystèmes contre les risques ;

CONSIDÉRANT que les Membres, le Secrétariat et autres éléments de l'Union utilisent le concept de SbN et qu'il est nécessaire d'établir une définition commune de SbN ainsi qu'une série de principes dans le but d'orienter son application efficace et appropriée ; et

NOTANT l'importance des SbN en tant qu'élément sous-tendant le Programme de l'UICN 2017–2020 ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPROUVE la définition suivante de SbN : « interventions soutenues en permanence par la protection, la gestion et la restauration des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les défis de la société de manière efficace et adaptable ; ce faisant, elles assurent simultanément le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité ».
2. APPROUVE le but général des SbN suivant : « soutenir la réalisation des objectifs de développement de la société et sauvegarder le bien-être humain de manière à refléter les valeurs culturelles et sociales et à renforcer la résilience des écosystèmes, leur capacité de renouvellement et la fourniture de services ; les SbN sont conçues pour relever les principaux défis tels que la sécurité alimentaire et de l'eau, le changement climatique, la santé humaine, les risques de catastrophe, le développement économique et social ».
3. DEMANDE à la Directrice générale de veiller à ce que les SbN soient soutenues au sein du Programme de l'UICN 2017–2020.
4. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à finaliser les principes et paramètres des SbN, à élaborer des lignes directrices pour leur application, et à faire rapport sur les progrès, comme il convient, au Conseil.
5. APPELLE les gouvernements, et les États membres de l'UICN à montrer l'exemple, à intégrer les SbN dans les stratégies et mesures qui encouragent les innovations et l'apprentissage à partir d'activités pratiques.
6. APPELLE les pays donateurs et les institutions financières à reconnaître les SbN comme un outil de réalisation du développement durable.

### Explanatory Memorandum

The Nature-based Solutions (NbS) concept was developed during the UNFCCC negotiations in 2009, where forests were proposed as a partial solution to climate change mitigation. Nature is seen as a source of complementary solutions to technical interventions that can be used to address global problems such as climate change, water and food insecurity, soil degradation and the disruption of the ecological cycles that humans depend on for their survival. The Millennium Ecosystem Assessment and The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) study clearly demonstrate the significant values that biodiversity and ecosystem services make to national and global economies. Healthy, diverse and well-managed ecosystems are the foundation of practical solutions to global and local problems. Apart from providing effective solutions to major global challenges, NbS approaches address the problem of the 6th mass extinction of biodiversity by delivering biodiversity conservation through well-managed and functioning ecosystems.

The NbS concept is gaining currency both inside and outside of IUCN. In July 2014 IUCN started a comparative study of NbS-related concepts such as ecological restoration, green infrastructure, ecosystem-based adaptation, and ecosystem-based disaster risk reduction, that is to be published in a peer-reviewed scientific journal. The next step is for IUCN to agree on a clear definition for NbS, together with guidelines for the implementation and evaluation of NbS interventions. This requires completion of a number of activities:

- Articulation of clear definitional framework for NbS;
- Development and testing of a list of parameters with associated indicators to assess NbS interventions;
- Development of a comprehensive set of guidelines for the design and implementation of NbS interventions.

The IUCN Commission on Ecosystem Management and Secretariat, working under the 'One Programme Approach', formed a working group to:

1. Present a report on NbS at the 2016 IUCN Congress that describes the different NbS approaches, presents a series of case studies illustrating how they were implemented, the lessons that can be learned from these cases and the evolving NbS definitional framework; and
2. Further develop the parameters to assess NbS and a list of indicators for each parameter. These parameters and indicators will be tested on the case-studies database list, which is currently under development.

### Parraïns

- Centrum för biologisk mångfald ( Sweden )
- Conservation International ( United States of America )
- Departament de Territori i Sostenibilitat, Generalitat de Catalunya ( Spain )
- Ecologic Institut ( Germany )
- Naturhistoriska Riksmuseet ( Sweden )

- Parks Victoria ( Australia )

## 078 - Criminalité environnementale

PRENANT NOTE de la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale de Nations Unies (AG) sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

PRENANT ÉGALEMENT NOTE de la Décision 27/9 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) selon laquelle le droit est essentiel au développement durable et à la protection de l'environnement ;

NOTANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain reconnaissent le droit à un environnement sûr et équilibré sur le plan écologique ;

NOTANT ÉGALEMENT que dans son rapport de 2004, document de l'AG A/59/565, le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, désigné par le Secrétaire général de l'époque, reconnaît que la dégradation de l'environnement et la criminalité organisée constituent des menaces pour la paix et la sécurité ;

NOTANT EN OUTRE la Résolution d'INTERPOL AG-2014-RES-03 sur les impacts de la criminalité de l'environnement sur la stabilité politique d'une nation, la qualité de son environnement, ses ressources naturelles, sa biodiversité, son économie et la vie humaine ;

CONSIDÉRANT la Résolution 69/314 de l'AG des Nations Unies sur la lutte contre le trafic des espèces sauvages ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT la Déclaration de Doha adoptée lors du 13<sup>e</sup> Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (2015), qui reconnaît les incidences de la criminalité sur l'environnement ;

NOTANT le droit souverain des États aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer d'exploiter les ressources naturelles, leur obligation de protéger l'environnement marin et leur devoir de contrôler les navires battant leur pavillon, et NOTANT EN OUTRE l'Avis consultatif No.21 du Tribunal international du droit de la mer selon lequel « le milieu marin » englobe les ressources marines vivantes ;

CONSIDÉRANT la Décision 27/9 du PNUE sur les mesures appropriées en cas de non-respect du droit de l'environnement en appliquant les lois au plan administratif, civil et/ou pénal, tout en évitant la sur-criminalisation ;

SE FÉLICITANT de la Directive 2008/99/CE de l'Union européenne relative à la protection de l'environnement par le droit pénal ;

SE FÉLICITANT ÉGALEMENT de la proposition du Groupe de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée en faveur de l'adoption, par les pays, d'une législation similaire à celle du Lacey Act aux États-Unis ;

NOTANT l'importance de la Convention des Nations Unies contre la corruption, et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans la lutte contre la criminalité ;

NOTANT ÉGALEMENT le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ), à l'issue de sa 22<sup>e</sup> Session, document E/CN.15/2013/27, en particulier le par. 31 et *seq.* ; et

CONSCIENT de la nécessité d'engager des acteurs non-étatiques pour définir et mettre en œuvre des stratégies visant à lutter contre les atteintes à l'environnement ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale d'encourager INTERPOL, en collaboration avec ses partenaires du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC) et avec d'autres acteurs pertinents, d'examiner les tendances en termes de criminalité environnementale et de criminalisation, d'apporter les réponses juridiques et politiques correspondantes, et d'établir l'ordre de priorité des actions.

2. EXHORTE la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) et le Centre du droit de l'environnement (ELC) de l'IUCN, en s'appuyant sur les travaux, notamment, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), de Global Legislators Organization for a Balanced Environment (GLOBE International), de l'International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE), sur l'Action de l'Union européenne contre la criminalité environnementale (EFFACE), et sur l'Organisation des États américains (OEA), en consultation avec les secrétariats des conventions pertinentes, à :

a. engager les partenaires pertinents ;

b. examiner la signification de l'expression « criminalité environnementale » ;

c. examiner les lois, cadres et approches en vigueur ; et

d. élaborer des interventions globales pour lutter contre la criminalité environnementale.

3. PRIE la WCEL et l'ELC de présenter des rapports sur la contribution des activités à appliquer dans le cadre de cette résolution à la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU lors du prochain Congrès mondial de la nature et entre les sessions, si possible.

4. DEMANDE à tous les acteurs, y compris à la communauté des donateurs, de rechercher des fonds pour soutenir ces activités.

### Explanatory Memorandum

The Sustainable Development Goals (SDGs) are a milestone achievement, integrating the environmental, social and economic dimensions of sustainable development as cross-cutting elements throughout the 17 goals. Legal and sustainable use of natural resources contributes to achievement of many SDGs. Environmental crimes, or crimes that impact the environment, are *de facto* illegal, and usually unsustainable, acts. There is widespread recognition of the threats posed by environmental crime to, *inter alia*, sustainable development, peace and security, rule of law, environmental security and human rights.

Numerous high-level statements reference 'environmental crimes' or 'crimes that impact the environment'; the Doha Declaration of the 13th UN Congress on Crime Prevention and Criminal Justice held in 2015, is but one example. However, as the report of the 22nd Session of the UN's Commission on Crime Prevention and Criminal Justice (CCPCJ) notes, there is no internationally accepted definition of 'environmental crimes', and such crimes remain underreported or unreported. This poses challenges to understanding the scope and dimensions of environmental crimes. Natural resources, including for example marine living resources, are sometimes not recognised as integral to 'the (marine) environment'. Such circumstances make it challenging to determine who or what are 'victims of environmental crime'.

International cooperation frameworks for illicit acts that impact the environment are also challenged without a shared understanding of 'environmental crimes'. Nonetheless, significant advances have been made in addressing the growing threat of transnational and organised crime including through the UN Convention Against Transnational Organized Crime and the UN Convention Against Corruption. Notwithstanding, the 22nd Session of the CCPCJ identified that challenges posed by environmental crime require a global solution, addressing national, regional and international levels through a comprehensive, balanced and coordinated approach including "improved legal frameworks".

Building upon existing policies and programmes, and recognising the role of civil society, local communities and the private sector, this Motion aims to create a space for informed discussion concerning legal responses to crimes against the environment, including work to: (a) review existing legal frameworks, mechanisms for extra-territorial jurisdiction and international cooperation developed in response to growing transnational challenges; (b) consider criminalisation of negligence, inchoate offences, corporate liability and incidental misconduct, and explore where an administrative, civil and/or criminal law response is appropriate; and (c) review approaches to corruption and ancillary crimes, including treatment of certain environmental crimes as predicate offences. Recognising that legal tools are but one of a suite of approaches needed, the starting point is to understand the meaning of 'environmental crimes'.

In addition to IUCN co-sponsors, this motion is supported by the World Commission on Environmental Law, the IUCN Environmental Law Centre and INTERPOL.

#### **Parrrains**

- Asia-Pacific Centre for Environmental Law ( Singapore )
- Australian Marine Conservation Society ( Australia )
- Global Wildlife Conservation ( United States of America )
- Scottish Environment Link ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - Hong Kong ( Hong Kong, China )
- World Wide Fund for Nature - International ( Switzerland )
- World Wide Fund for Nature - U.K. ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- World Wildlife Fund - US ( United States of America )
- WWF-Australia ( Australia )
- Zoological Society of London ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )



## 079 - Création d'un Institut juridique mondial pour l'environnement

RECONNAISSANT le leadership de l'UICN dans le domaine du droit de l'environnement pour construire des alliances, renforcer les capacités et développer des réseaux d'experts et des systèmes d'information pour soutenir la conservation et l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles ;

AFFIRMANT que les législations environnementales continuent à être complétées et renforcées, et que les juges, ministres de la justice, auditeurs, procureurs et autres magistrats jouent un rôle essentiel pour l'efficacité de leur conformité et leur application ;

NOTANT les Principes de Johannesburg relatifs au rôle du droit et au développement durable (2002) et la Déclaration de Rio+20 sur la justice, la gouvernance et le droit au service de la durabilité de l'environnement (2012) ;

SALUANT les progrès de la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) depuis le 5<sup>e</sup> Congrès mondial de la nature de l'UICN (Jeju, 2012) pour faire avancer la coopération parmi les institutions judiciaires et soutenir la création de systèmes de décisions environnementales améliorés dans le monde ;

CONFIRMANT l'existence de plus de 800 tribunaux environnementaux dans plus de 50 pays, et le besoin croissant de partager les expériences, les décisions et les bonnes pratiques ;

CONFIRMANT PAR AILLEURS le soutien des juges et autres professionnels juridiques envers un institut international qui aiderait les tribunaux nationaux et sous-nationaux à appliquer et à faire respecter les lois environnementales ;

CONSCIENT de la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* adoptée par le Congrès mondial de la nature à sa 5<sup>e</sup> session (Jeju, 2012), lequel a approuvé le mandat de la CMDE pour étudier la création d'une institution, organisée pour et dirigée par les juges, avec la participation des systèmes judiciaires nationaux, leurs bureaux administratifs et instituts juridiques, et pour réaliser les activités désirées tout en garantissant l'indépendance et l'autonomie des institutions nationales et sous-nationales respectives ;

NOTANT AVEC SATISFACTION que le Conseil de l'UICN, lors de sa 86<sup>e</sup> réunion en mai 2015, a approuvé la proposition de création d'un Institut juridique mondial pour l'environnement ;

CONSCIENT de la contribution qu'un tel institut pourrait avoir dans la réalisation de l'Objectif 16.3 de développement durable des Nations Unies : *Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité* ; et

SE RÉJOUISSANT que le 1<sup>er</sup> Congrès mondial du droit de l'environnement de l'UICN (Rio de Janeiro, 2016) conclue trois ans de dialogue mené par la CMDE avec des juges et des organisations partenaires, en organisant la première réunion de l'Institut juridique mondial pour l'environnement le 30 avril 2016 ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. FÉLICITE la CMDE, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des États américains (OEA), la Banque asiatique de développement, l'Association internationale des juges, l'Association brésilienne des juges, l'Association des juges de Rio de Janeiro, et la Cour suprême de l'état de Rio de Janeiro, pour leur initiative de créer l'Institut juridique mondial pour l'environnement.

2. DEMANDE à la Directrice générale et à la CMDE à maintenir leur engagement exceptionnel vis-à-vis de l'Institut juridique mondial pour l'environnement, et à inciter toutes les composantes de l'UICN à contribuer à la réalisation de ses objectifs.

3. APPELLE tous les Membres de l'UICN à encourager les systèmes judiciaires nationaux et sous-nationaux et leurs bureaux administratifs, ainsi que les instituts juridiques, à devenir membres de l'Institut juridique mondial pour l'environnement afin de renforcer la capacité des institutions judiciaires et d'encourager des pratiques qui renforcent l'état de droit environnemental dans le monde, surtout pour les questions environnementales.

4. INVITE tous les partenaires actuels et futurs à saisir cette occasion de collaborer avec l'Institut juridique mondial pour l'environnement et de bénéficier pleinement des expériences juridiques de toutes les nations et régions.

### Parrrains

- IUCN Council

## **080 - Activer le mécanisme de Whakatane pour contribuer à la conservation tout en garantissant les droits des communautés**

NOTANT que le Mécanisme de Whakatane a été créé en réponse à la demande faite à ses Membres par le Congrès mondial de la nature lors de sa Session de Barcelone, Espagne (2008) de proposer des « mécanismes pour prendre en compte et remédier aux effets des injustices historiques et actuelles dont sont victimes les peuples autochtones au nom de la conservation de la nature et des ressources naturelles » (Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*) ;

NOTANT également que le Congrès mondial de la nature, lors de sa Session de Jeju, République de Corée (2012) s'est félicité de la mise en place du Mécanisme de Whakatane dans sa Résolution 5.097 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (Jeju, 2012), qui saluait également le Mécanisme comme étant une contribution significative à l'intégration de l'approche de l'UICN en faveur d'une « conservation équitable et fondée sur les droits » ;

RECONNAISSANT les efforts déployés dans le cadre de l'Initiative de conservation et droits humains, et SE FÉLICITANT de la contribution des Normes relatives aux droits de l'homme pour la conservation (HRSC) en termes de prévention des injustices, SOUTENANT les liens noués entre les HRSC et la Liste verte des aires protégées efficacement gérées, et RECONNAISSANT la nécessité de garantir le respect total des droits fondamentaux des populations qui subissent l'impact des aires protégées ;

SE FÉLICITANT de l'adoption lors de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, (CDB COP12 – Pyeongchang, 2014) du Plan d'action sur l'utilisation coutumière durable de la diversité biologique, qui reconnaît que l'utilisation du Mécanisme de Whakatane est un outil encourageant les meilleures pratiques en relation avec les aires protégées et l'utilisation coutumière de la diversité biologique ;

CONSCIENT que la majorité des plus de 160 000 aires protégées recouvrent totalement ou partiellement des terres, territoires et ressources traditionnels appartenant à des peuples autochtones et des communautés rurales, et RECONNAISSANT que trois mécanismes pilotes seulement ont été lancés à ce jour : en République démocratique du Congo, au Kenya et en Thaïlande ; et

CONSCIENT que lors du lancement officiel du Mécanisme lors du VI<sup>e</sup> Congrès mondial sur les parcs de l'UICN (Sydney, 2014), un chef autochtone a déclaré que « l'UICN devrait passer de la parole aux actes concernant le nouveau paradigme de conservation et faire en sorte que le Mécanisme de Whakatane fasse partie intégrante de ses activités, en convainquant les gouvernements que l'avenir de la conservation repose sur cette nouvelle approche » ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale, après avoir demandé conseil au Comité directeur du Mécanisme de Whakatane, au Conseil de l'UICN, aux Commissions, aux Membres, et aux partenaires pertinent de :

a. contribuer à l'élaboration de la stratégie pour la 7<sup>e</sup> phase du FEM et d'envisager un financement englobant les approches figurant dans le Mécanisme de Whakatane ;

b. prier instamment la CDB de tenir compte du Mécanisme de Whakatane, en particulier lors de sa mise en œuvre des Articles 8(j) et 10(c) du Programme de travail sur les aires protégées ; et

c. de faire rapport chaque année au Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones sur les progrès du Mécanisme de Whakatane.

2. PRIE les Membres, ainsi que les États non membres et les autres acteurs de :

a. faire connaître le Mécanisme de Whakatane, notamment par la documentation et la diffusion d'informations relatives à sa mise en œuvre ; et

b. de prendre des mesures pour mettre en œuvre le Plan d'action de la CDB sur l'utilisation coutumière durable, particulièrement la tâche prioritaire 3, notamment en promouvant un consentement préalable éclairé lors de l'établissement, l'élargissement, la gouvernance et la gestion des aires protégées.

3. ENCOURAGE les pays dans lesquels les processus du Mécanisme de Whakatane sont en cours de partager les informations et les enseignements tirés avec la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CEESP) et avec le Comité directeur du Mécanisme de Whakatane.

### **Explanatory Memorandum**

Despite the 2008 IUCN World Conservation Congress call for IUCN members to develop a "mechanism to address and redress the effects of historic and current injustices against indigenous peoples in the name of conservation of nature and natural resources" (Resolution 4.052, Barcelona, 2008), and despite the 2012 IUCN WCC endorsing the Mechanism in Resolution 5.128 (Jeju, 2012), and the official launch of the Mechanism at the IUCN World Parks Congress (Sydney, 2016), IUCN and its Members (including the Forest Peoples Programme – FPP) have only been able to mobilise the financial and staff resources, and the commitment amongst members, to undertake 3 Whakatane processes in 3 countries, despite the powerful call for such a mechanism to address similar situations in the majority of the 16,000 protected areas that have been established.

Given the increasingly drastic ecological and social consequences of using up resources in an entirely unsustainable way, and the tendency to respond to this through an approach which seeks to – on the one hand – maximise extraction and – on the other hand – set aside some areas as effectively out of bounds; the new conservation paradigm approach that the Whakatane mechanism embodies is an ever more urgent and positive response to the global situation. It seeks to ensure that indigenous peoples' and local communities' commitment to and care for their lands is encouraged, strengthened and given the structural mandate to enable protected areas to benefit from securing such peoples' rights to their lands.

As is clear from the extensive scientific literature, securing such communities' rights to their lands, and supporting them to retain and develop governance structures and bylaws/ protocols that can ensure the sustainability of their lands and the well-being of their peoples, is the surest way of ensuring their lands can be sustained and protected into the future.

This motion seeks to ensure that the conservation movement as a whole – as embodied in IUCN – makes the resources available to take the actions on the ground to make good intentions real.

IUCN (including FPP) has managed to mobilise the resources to embark on 3 Whakatane processes since 2011: in Kenya, in Thailand and in DRC. These have, to varying degrees so far, been very effective in enabling communities, protected area managers and government agencies and departments to come together and begin the process of recognising that securing ancestral communities' rights to their lands is not only a social justice issue, but can also form a far stronger basis for securing such lands as ecologically rich and sustainable into the future.

IUCN (including FPP) has also – especially through the work of the Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP) – sought to establish the infrastructure needed within IUCN to manage the process of receiving and evaluating requests from communities for further Whakatane processes elsewhere in the over 160,000 protected areas, and to secure the funding and capacity to carry out many more of these, including in order to learn from success and to communicate best practice.

However, far more commitment of resources and attention needs to be devoted to this if it is to mark a significant shift on the ground and globally towards effective collaboration and successful outcomes, something this Motion calls for in very specific ways.

For further information on the Whakatane Mechanism please see:

<http://whakatane-mechanism.org/>(<http://whakatane-mechanism.org/>)

and for the example of Mount Elgon, Kenya, see:

<http://www.forestpeoples.org/topics/customary-sustainable-use/news/2013/11/chepkitala>  
(<http://www.forestpeoples.org/topics/customary-sustainable-use/news/2013/11/chepkitala>)

#### **Parraains**

- Both Ends - Environment and Development Service for NGOs ( The Netherlands )
- Centre for Sustainable Development ( Iran (Islamic Republic of) )
- Centro para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya SOTZ`IL ( Guatemala )
- Forest Peoples Programme ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- The Samdhana Institute Incorporated ( Indonesia )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )
- World Wide Fund for Nature - Indonesia ( Indonesia )

## **081 - Investissements des institutions financières pour le développement : impacts socio-environnementaux et respect des droits**

CONSIDÉRANT que les institutions financières pour le développement (IFD), notamment les institutions financières internationales et les nouvelles banques nationales de développement de pays émergents, sont des acteurs importants du développement des pays, apportant des ressources financières sous forme de prêts, donations, assistance technique aux gouvernements, ainsi que de crédits aux entreprises privées qui investissent dans les pays en développement ;

RECONNAISSANT que le financement pour le développement peut aider les personnes et les communautés à améliorer leur qualité de vie et les États à réduire la pauvreté, préserver l'environnement et parvenir au développement durable ;

OBSERVANT néanmoins que bien des investissements des IFD sont consacrés à des ouvrages d'infrastructure et d'énergie de grande envergure, ayant un impact majeur, environnemental et social, sur les communautés locales et contribuant, dans des régions comme l'Amérique latine et l'Afrique, à ancrer des modèles de développement extractif ;

PRÉOCCUPÉ de constater que même si certaines IFD ont fait de grands progrès en matière de développement de politiques et de mécanismes de protection de l'environnement et des communautés locales, d'autres n'ont pas les normes suffisantes pour garantir la protection des droits ; et, dans le cas de la Banque mondiale, le processus de révision de son système de sauvegardes présente un risque de recul dans les niveaux de protection atteints ;

CONSIDÉRANT qu'il est urgent que les IFD disposent de mécanismes et de règlements fondés sur l'affirmation de droits garantis pour permettre aux communautés touchées et à la société civile de jouer un rôle digne de ce nom dans la création de politiques et de projets et dans la définition des priorités de développement durable ;

SACHANT que la Société financière internationale et d'autres IFD ont recours à des informations fondées sur les normes de l'UICN comme la Liste rouge, les Zones clés pour la biodiversité et Planète protégée ; et

FAISANT OBSERVER que l'UICN a mis au point un Système de normes environnementales et sociales (SNES) s'appuyant sur une approche fondée sur les droits et intégrant des concepts et des méthodologies de pointe pour sauvegarder les droits des personnes et des communautés ainsi que l'intégrité de la biodiversité dans le cadre des projets exécutés ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de l'UICN, sous réserve des ressources disponibles :

a. d'apporter un appui technique aux Membres de l'UICN qui surveillent des projets de grande envergure financés par des IFD et leurs impacts socio-environnementaux ;

b. d'identifier des bailleurs de fonds qui souhaiteraient appuyer le développement des capacités des Membres de l'UICN sur des thèmes tels que : les normes nationales et internationales applicables ; les impacts possibles des projets dont il est question à l'alinéa a) ; et les meilleures pratiques d'atténuation pour soutenir les processus de consultation et d'évaluation/approbation des projets ; les contenus clés et les fondements des études d'impact environnemental et social (EIES) et des évaluations environnementales stratégiques (EES), entre autres outils de gestion des risques ;

c. de partager avec les IFD et de mettre à la disposition des Membres de l'UICN le matériel préparé par l'UICN sur les mesures de sauvegarde socio-environnementales dans le cadre du SNES, en encourageant largement son utilisation et son application ; et

d. de continuer de fournir des informations basées sur les normes de l'UICN comme la Liste rouge, les Zones clés pour la biodiversité et Planète protégée afin d'aider les IFD à appliquer les normes et mesures de sauvegarde.

2. EXHORTE les IFD qui n'ont pas leur propre système de mesures de sauvegarde de procéder, de toute urgence, avec la participation pleine et entière de toutes les personnes intéressées, à l'élaboration de tels systèmes comprenant comme principes de base des EES, des EIES, l'approche par écosystème, des mesures de compensation, l'analyse de solutions de substitution, l'accès à l'information, des mécanismes de participation citoyenne, la consultation préalable et le consentement libre, préalable, donné en connaissance de cause, les conditions de travail et d'emploi, l'égalité entre les sexes, la santé, l'acquisition de terres, les réinstallations involontaires et déplacements économiques, la transparence, l'économie de ressources et la prévention de la pollution, entre autres.

3. PRIE INSTAMMENT les IFD qui sont en train d'élaborer des systèmes de sauvegarde, de poursuivre leur développement avec la participation pleine et entière de tous les intéressés et en tenant compte des éléments fondamentaux décrits dans le paragraphe 2 ci-dessus.

### **Explanatory Memorandum**

Las instituciones financieras para el desarrollo (IFDs) son actores de relevancia en el desarrollo de la región debido a sus aportes financieros, que impactan en las políticas ambientales y sociales de los países. Ellas incluyen al Banco Mundial, el Fondo Monetario Internacional, el Banco de los BRICS, bancos regionales de desarrollo, el Banco Interamericano de Desarrollo, el Banco Nacional de Desarrollo de Brasil (Leer: <http://goo.gl/Kj9Uk9> y [http://rightsindevelopment.org/?page\\_id=2426](http://rightsindevelopment.org/?page_id=2426)), entre otros de origen norteamericano, asiático y europeo.

Algunas de ellas carecen de u ofrecen insuficientes salvaguardas para proteger los derechos humanos, ambientales y sociales de los ciudadanos ante el desarrollo a gran escala (represas, caminos, puertos y plantas de manufactura). Otras han iniciado procesos de desarrollo de tales salvaguardas que urge profundizar. Por otro lado y preocupantemente, instituciones con sistemas de salvaguardas propios (Banco Mundial - <http://goo.gl/8bGJLu>) han iniciado procesos de revisión que suponen el riesgo de retrocesos en los niveles de protección alcanzados.

Muchas de estas inversiones están dirigidas a obras de infraestructura y energía de gran envergadura, con alto impacto ambiental y social para las comunidades locales.

FARN monitorea distintos proyectos para conocer los impactos ambientales y sociales, y velar por el respeto de los derechos reconocidos en el orden jurídico nacional, regional e internacional (Ver: <http://www.farn.org.ar/plataformaenergia/>).

Al mismo tiempo, decenas de organizaciones de la sociedad civil de la región, participan en distintos espacios y procesos para impulsar mejoras en los procedimientos de consulta y reclamo; trabajando también para asegurar estándares de protección de derechos básicos de las comunidades (IFIs en la mira, BNDES en la mira, Coalition for Human Rights in Development <http://rightsindevelopment.org/> Ver información de uno de los encuentros: <http://rightsindevelopment.org/?project=peru>) .

Más sobre reglas que siguen las IFDs

<http://rightsindevelopment.org/?resource=what-rules-must-dfis-follow>

Noticias de México:

<http://rightsindevelopment.org/?project=mexico>

Mapa global de inversiones

<http://rightsindevelopment.org/?project=globalmap>

Algunas herramientas creadas por redes de OSC

<http://rightsindevelopment.org/?resource=tools-and-guides>

Protocolo sobre consulta libre, previa e informada de comunidades indígenas de la Puna argentina ante acciones que se pretendan hacer en sus territorios

<http://farn.org.ar/archives/20277>

#### **Parrains**

- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Both Ends - Environment and Development Service for NGOs ( The Netherlands )
- Centro Desarrollo y Pesca Sustentable ( Argentina )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Fundación Biodiversidad ( Argentina )
- Fundación Habitat y Desarrollo ( Argentina )
- Fundación para la Conservación y el Uso Sustentable de los Humedales ( Argentina )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Sociedad Geológica de España ( Spain )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )

## 082 - Problèmes et avancées du principe de non-régression

CONSCIENT que la crise écologique nécessite la mise en place de mesures politiques et juridiques pour empêcher la perte de la biodiversité et l'augmentation des risques de pollution ;

CONVAINCU que le principe de non-régression peut aider à limiter les multiples menaces qui pèsent sur les politiques environnementales au niveau local, national, régional et international ;

CONSTATANT que le principe de non-régression figure au paragraphe 20 de la déclaration *L'avenir que nous voulons*, adoptée par la Conférence des Nations Unies pour le développement durable Rio+20 (Brésil, 2012) ;

PRENANT NOTE du paragraphe 97 de la *Résolution du Parlement européen du 29 septembre 2011 sur l'élaboration d'une Position européenne commune dans la perspective de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20)* qui appelle à reconnaître le principe de non-régression dans le contexte de la protection de l'environnement et des droits fondamentaux ;

PRENANT NOTE ÉGALEMENT de la *Déclaration sur la justice, la gouvernance et le droit pour la durabilité de l'environnement* adoptée lors de la Conférence Rio+20, et reconnaissant que le droit de l'environnement ne devrait pas être régressif ;

OBSERVANT que le principe de non-régression fait désormais partie du droit constitutionnel et des régulations internes dans plusieurs pays, et notamment été inscrit dans la Constitution de l'Équateur ;

CONSTATANT que le principe de non-régression peut être fondé sur une disposition expresse de la Constitution ou de la législation, ou sur la jurisprudence ;

OBSERVANT l'existence d'un consensus international sur l'importance du principe de non-régression dans la politique environnementale ;

CONVAINCU que ce principe est un outil fondamental pour la protection de la nature et des droits fondamentaux des générations présentes et futures pour ne pas revenir en arrière par rapport aux niveaux de protection environnementale existants ; et

GARDANT À L'ESPRIT la reconnaissance de l'importance de ce principe dans la politique et le droit de l'environnement conformément à la Résolution 5.128 *Intégrer le principe de non-régression dans le droit et la politique de l'environnement* (Jeju, 2012) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Commission mondiale du droit de l'environnement (CMDE) d'approfondir ses recherches sur le principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale.
2. INVITE la CMDE à encourager la création de formations en matière d'application du principe de non-régression dans la politique et le droit de l'environnement destinées aux juges, avocats, législateurs, autorités publiques, organisations non-gouvernementales.
3. DEMANDE à la CMDE et à ses membres de soutenir le fonctionnement de l'Observatoire juridique mondial sur la non-régression (site Internet : <https://legalobservatorynonregression.wordpress.com>) qui a comme objectif d'identifier et de rendre publiques les régressions juridiques environnementales.
4. INVITE le Programme de l'UICN sur le droit de l'environnement à intégrer le principe de non-régression comme une exigence fondamentale pour la conservation et l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles.
5. PRIE INSTAMMENT tous les gouvernements de prendre des mesures pour mettre en œuvre effectivement et renforcer le principe de non-régression dans les domaines de la politique et du droit de l'environnement.

### Parraïns

- Association PAÏOLIVE ( France )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre de Suivi Ecologique ( Senegal )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- France Nature Environnement ( France )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )

### **083 - Affirmation du rôle des cultures autochtones dans les efforts de conservation déployés à l'échelle mondiale**

RECONNAISSANT que la planète est à la croisée des chemins entre développement et conservation et CONSCIENT que le rythme d'exploitation actuel des ressources naturelles par l'homme pour répondre aux besoins d'une population en constante augmentation ne peut être maintenu à long terme ;

NOTANT que tandis que le monde cherche des solutions innovantes en matière de développement responsable et de gestion des ressources, les peuples autochtones donnent des exemples éprouvés de pratiques durables susceptibles de servir de modèle à l'échelle mondiale ;

RECONNAISSANT que les peuples autochtones disposent d'un très vaste champ de connaissances, notamment en ce qui concerne la diversité des espèces indigènes et les processus et les régimes écologiques, ainsi que de pratiques en matière de gestion des terres et des eaux immédiatement applicables ;

RECONNAISSANT EN OUTRE qu'avant d'entrer en contact avec l'Occident, la population autochtone d'Hawaï assurait la subsistance de près d'un million de personnes grâce au système « ahupua'a » de gestion des terres, lequel intégrait des écosystèmes terrestres et marins ainsi que les rapports entretenus à l'intérieur d'un contexte géographique, social et politique commun ;

CONSCIENT que la Résolution 5.095 *Les connaissances traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales paysannes des Andes et de l'Amazonie comme mécanisme d'adaptation au changement climatique* (Jeju, 2012) demandait à la Commission de gestion des écosystèmes (CGE) de l'UICN de veiller à inclure les connaissances et pratiques traditionnelles dans la panoplie d'outils conçus pour lutter contre le changement climatique ;

TENANT COMPTE des Résolutions 4.055 *Intégrer la culture et la diversité culturelle dans la politique et le Programme de l'UICN* et 4.099 *Reconnaissance de la diversité des concepts et valeurs de la nature* (Barcelone, 2008), qui insistent sur les valeurs et traditions culturelles en tant qu'éléments clés du succès des efforts de conservation ;

RAPPELANT la Résolution 4.052 *Mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA) (Barcelone, 2008), au titre de laquelle l'UICN approuvait la DNUPA et priait « la Directrice générale de faire du rôle des peuples autochtones dans la conservation de la diversité biologique et culturelle un thème principal de l'UICN et des futures sessions du Congrès mondial de la nature... » ; et

RECONNAISSANT que l'intégration des approches et des systèmes de connaissances des peuples autochtones dans les efforts de conservation classiques est essentielle pour assurer la pérennité des communautés humaines de la planète ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale et le Conseil à mettre fortement l'accent sur l'utilité des approches et des systèmes de connaissances des peuples autochtones dans la lutte contre les problèmes auxquels se heurtent les écosystèmes de la planète et sur le fait que collaborer avec les détenteurs de connaissances autochtones afin d'intégrer leurs valeurs et leurs approches dans les efforts de conservation actuels peut contribuer de manière considérable au succès à long terme des mesures de conservation.
2. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) d'élaborer des lignes directrices visant à ce que les Membres de l'UICN adoptent des pratiques de conservation qui intègrent l'utilisation des langues, valeurs et concepts des peuples autochtones dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, redoublent d'efforts pour recruter des autochtones au sein des organismes de conservation, et ce à tous les niveaux, et collaborent et encouragent les praticiens autochtones en matière d'accès et de gestion des ressources.
3. PRIE le Conseil et les Membres de renforcer les valeurs autochtones permettant de sensibiliser et d'agir de manière responsable vis-à-vis des ressources naturelles en s'informant quant à l'histoire régionale des relations qu'entretenaient les peuples premiers avec les terres et les eaux importantes pour la conservation et en s'efforçant de rétablir et de préserver les liens qui mettent en valeur leur importance naturelle et culturelle.

#### **Parrains**

- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Harold L. Lyon Arboretum, of the University of Hawaii ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )
- Sierra Club ( United States of America )

## 084 - Améliorer les outils de lutte contre les crimes environnementaux

RECONNAISSANT que les crimes environnementaux sont un problème international grave et de plus en plus préoccupant, ayant des effets dévastateurs sur l'environnement, la société et l'économie, et que ces crimes sont souvent liés à des mafias et groupes armés qui menacent la sécurité des pays ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les crimes environnementaux englobent une large gamme d'actions illégales, comme le meurtre d'espèces sauvages, l'utilisation d'appâts empoisonnés, la destruction d'habitats, le commerce illégal d'espèces sauvages, l'émission ou le déversement de substances dans l'air, l'eau ou les sols, le commerce illégal de substances dangereuses pour l'ozone, et le transport ou le déversement illégal de déchets, parfois réalisés par des organisations criminelles dans différents territoires ;

TRÈS PRÉOCCUPÉS par le fait que les crimes environnementaux sont devenus l'une des activités illégales les plus importantes selon le rapport d'INTERPOL et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et qu'ils sont réalisés à une échelle mondiale sans précédent, aux côtés du trafic d'êtres humains, de drogues ou de contrefaçons, et que les profits de ce secteur sont estimés entre 70 et 213 milliards de dollars US par an ;

INQUIETS que ces actions n'entraînent que rarement des poursuites en justice sérieuses ou la condamnation des coupables, et que les sanctions soient aussi peu fréquentes et dissuasives, ce qui entraîne un sentiment général d'impunité de la part des contrevenants et aussi du grand public ;

RAPPELANT que les sanctions pénales permettent, si elles sont bien définies, proportionnées et mises en œuvre efficacement, de prévenir les atteintes portées à la nature ;

CONSIDÉRANT la Résolution 69/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Lutter contre le trafic illicite d'espèces sauvages*, adoptée le 30 juillet 2015, qui incite les États membres à prendre des mesures efficaces pour prévenir et lutter contre le grave problème que constituent les crimes environnementaux ;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT l'initiative de l'Espagne, qui a abouti à la création d'un tribunal national dédié aux infractions environnementales, l'initiative du Parlement italien qui a intégré au sein du code pénal italien les atteintes à l'environnement, et l'engagement de la France à renforcer les sanctions pénales en matière d'environnement et à intégrer le préjudice écologique dans le code civil ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal qui constitue un premier niveau d'harmonisation des protections pénales européennes ;

SALUANT la reconnaissance explicite du crime d'écocide par plusieurs États, dont les États-Unis d'Amérique, la Russie et la Colombie ;

SALUANT ÉGALEMENT la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* (Jeu, 2012), qui appelle au renforcement des liens entre les tribunaux, l'accès à la justice et l'environnement ;

NOTANT que de nombreuses institutions, organisations non-gouvernementales (ONG), juges, procureurs et forces de l'ordre ont consacré des efforts significatifs pour coopérer entre eux au niveau sous-national, national, régional ou mondial, et que ces initiatives ont permis de créer divers réseaux de lutte contre les crimes environnementaux ;

RECONNAISSANT que la mise en réseau pour lutter contre les crimes environnementaux contribue à la coopération et à la coordination entre les différentes parties prenantes impliquées dans l'application de la législation environnementale, afin d'atteindre un niveau de protection environnementale plus élevé et plus cohérent, en développant et en maintenant la capacité de détecter, d'enquêter et de poursuivre en justice les crimes environnementaux, et que cette mise en réseau contribue également à une approche cohérente dans la mise en œuvre de la législation environnementale, en offrant un mécanisme de remontée d'informations aux décideurs politiques et aux législateurs sur la mise en œuvre pratique des politiques et de la législation ;

RECONNAISSANT PAR AILLEURS que les réseaux environnementaux contribuent à l'échange d'informations, de pratiques, de procédures, de législations, de formation et de diverses ressources, afin qu'elles soient harmonisées ou améliorées ;

SACHANT que, pour de nombreuses infractions, certaines tierces parties affectées peuvent, au-delà de l'accusation publique, avoir un intérêt particulier à poursuivre en justice le contrevenant, et que dans le cas des crimes environnementaux les ONG environnementales et les communautés locales peuvent avoir un intérêt à mener une action en justice ;

INQUIETS que dans de nombreux États, le statut juridique des ONG et des communautés locales leur permettant de mener une action en justice contre des crimes environnementaux ne soit pas officiellement ou légalement reconnu ;

CONSIDÉRANT que dans de nombreux États l'entière responsabilité des poursuites pour crimes environnementaux incombe exclusivement aux ministères chargés de l'impôt ou des questions fiscales, et que ces organismes sont souvent débordés de travail et n'ont pas nécessairement les connaissances ou les compétences nécessaires en ce qui concerne les questions environnementales ; et

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que les ONG environnementales et les communautés locales, au-delà de leur intérêt à mener des actions en justice pour punir les responsables de crimes environnementaux, ont souvent les ressources humaines compétentes pour gérer les questions légales ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale de presser les États Membres de l'UICN de mettre tous les moyens nécessaires pour réduire l'impunité avec laquelle sont commis les crimes et délits contre la faune et la flore sauvages, et notamment de :

a. reconnaître légalement la légitimité des ONG environnementales et des communautés locales, pour s'approprier le sujet et agir devant les tribunaux dans les affaires de crimes contre l'environnement, et notamment contre la faune et la flore sauvages ;

b. promouvoir activement l'action légale légitimée des ONG environnementales et des communautés locales dans les cas de crimes contre la faune et la flore sauvages ;

c. adopter des systèmes de formation continue et si possible de spécialisation pour leurs ministères du budget dans le domaine de l'environnement, et concrètement dans le domaine des crimes et délits contre la faune et la flore ;



d. garantir la collaboration de l'UICN avec les réseaux existants de lutte contre les crimes environnementaux ; et

e. encourager la mise en réseau entre les différents organismes et parties prenantes impliqués dans la lutte contre les crimes environnementaux, en attribuant les moyens et les capacités suffisantes pour que ces réseaux fonctionnent de façon optimale.

2. DEMANDE ÉGALEMENT à la Commission mondiale du droit de l'environnement de continuer ses travaux et d'apporter son expertise dans ce domaine auprès des organisations gouvernementales et non-gouvernementales afin de faciliter la mise en place de sanctions pénales dissuasives, efficaces et proportionnées.

3. APPELLE les Membres de l'UICN à soutenir le renforcement du droit pénal de l'environnement et sa mise en œuvre effective au niveau international et national.

4. DEMANDE ENFIN aux gouvernements et législateurs de chaque pays de :

a. définir, adopter et mettre en œuvre des sanctions pénales adaptées et proportionnelles aux différentes formes de dommages à l'environnement ;

b. adapter les pouvoirs d'enquête judiciaire aux spécificités de la délinquance environnementale, et de spécialiser les juridictions pénales chargées de les mettre en œuvre ; et

c. renforcer les actions de sensibilisation auprès des potentiels auteurs de dommages à l'environnement ainsi que les effectifs, les moyens matériels, la formation et la coordination des différents acteurs publics ou même privés amenés à intervenir dans la répression des dommages à l'environnement.

#### **Parrains**

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Association Française du Fonds Mondial pour la Nature - France ( France )
- Association Française Interprofessionnelle des Ecologues ( France )
- Association PAÏOLIVE ( France )
- Aves y Conservación ( Ecuador )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Fédération des Conservatoires botaniques nationaux ( France )
- Fédération des parcs naturels régionaux de France ( France )
- Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne ( France )
- Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme ( France )
- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- Humanité et Biodiversité ( France )
- Noé Conservation ( France )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Audubon de Panama ( Panama )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )
- Te Mana o te Moana ( French Polynesia, France )
- Tour du Valat ( France )

## 085 - Cours et tribunaux pour l'environnement

NOTANT que les cours et tribunaux pour l'environnement garantissent une résolution équitable, cohérente et efficace des litiges liés à l'environnement ;

NOTANT ÉGALEMENT que les autorités locales, nationales et régionales sont en meilleure position pour protéger les milieux naturels les plus précieux du monde, grâce aux cours et tribunaux pour l'environnement qui intègrent les questions techniques et juridiques dans un cadre d'application éclairée, efficace et systématique des lois environnementales ;

NOTANT EN OUTRE qu'une formation plus poussée des juristes à la tête des cours et des tribunaux pour l'environnement renforce l'efficacité des prises de décisions en offrant une spécialisation dans cette branche du droit qui est à la fois technique et complexe ;

SE RÉJOUISSANT de l'augmentation spectaculaire du nombre de cours et tribunaux pour l'environnement de par le monde au cours des dernières années, qui sont plus de 1 000 aujourd'hui, dans 44 pays ;

SE FÉLICITANT de la création du Tribunal pour l'environnement de l'État d'Hawaï en 2015, qui est le deuxième tribunal d'État pour l'environnement des États-Unis ;

RECONNAISSANT que pendant le Sommet de la Terre de 1992, 178 gouvernements ont signé la Déclaration de Rio, affirmant le principe selon lequel la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, un accès effectif à des recours judiciaires, devant aussi être assuré ;

NOTANT que la Résolution 5.129 *Les tribunaux et l'accès à la justice* (Jeju, 2012) appelle les États à établir un institut judiciaire international autonome pour l'environnement, afin de coordonner les efforts et de garantir les principes des systèmes judiciaires nationaux et des autres autorités administratives concernant les questions environnementales ; et

PREND ACTE de la crise environnementale que nous traversons à tous les niveaux : mondial, régional, national et local, et de la nécessité accrue de pouvoir compter sur une gouvernance environnementale vigoureuse partout dans le monde ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale de travailler en coordination avec la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) afin de mettre en place un cadre permettant de créer les cours et les tribunaux pour l'environnement qui peuvent s'avérer utiles dans différentes cultures juridiques et situations politiques, et de transmettre ce cadre assorti de recommandations spécifiques aux États membres.
2. RECOMMANDE que les États membres créent leurs propres cours et tribunaux pour l'environnement et qu'ils leur confèrent l'autorité nécessaire pour promouvoir la transparence, l'inclusion et la responsabilité.
3. RECOMMANDE EN OUTRE que les États membres dotent les cours et tribunaux pour l'environnement des outils nécessaires pour permettre aux citoyens d'avoir accès à ces institutions et pour promouvoir la justice environnementale.

### Explanatory Memorandum

Environmental courts and tribunals (ECTs) ensure the fair, consistent, and effective resolution of cases involving the environment and play a direct and important role in promoting government accountability by providing access to justice. Access to justice through ECTs expands freedom of information by allowing civil society to press governments for information. These specialised courts and tribunals allow citizens the means to participate meaningfully and be more significantly included in decision-making on environmental matters. ECTs help to level the playing field by empowering groups that may not have influence in the legislative or executive agency process to seek redress in the courts and other fora. ECTs increase the public's ability to seek redress and remedy for environmental harm.

Many countries around the world have come to realise the value of establishing specialised tribunals. These include efficiency and speed in the disposal of cases, harnessing expertise relevant to the specialised field, reducing the costs of dispute resolution, uniformity of decision-making, visibility for the subject area, integrating related issues and remedies, and increasing public participation and confidence.

Unfortunately, environmental courts and tribunals do not exist in many of the countries that need them the most. In recognition of this need, 178 governments signed the Rio Declaration (Earth Summit, 1992), affirming the principle that environmental decisions are best made with the participation of all relevant stakeholders with access to judicial remedies. IUCN World Conservation Congress Resolution 129 (WCC-2012-Res-129-EN) *Courts and access to justice* (Jeju, 2012) called upon States to establish an autonomous international judicial institute on the environment, to coordinate the efforts and principles of national judiciaries and other related administrative authorities on the environment.

Access to justice in environmental matters has gained ascendancy as an effective mechanism for holding governments accountable and ensuring that environmental laws and regulations are enforced. There has been a dramatic increase in the creation of environmental courts and tribunals around the world in recent years, now numbering over 1,000 and flourishing in 44 countries.

Several studies in various legal systems have set out guidelines for effective implementation of ECTs. There are numerous examples of decision-making frameworks for creating ECTs that can be useful in different legal cultures and political situations. They provide the tools and support necessary to enhance access to environmental justice in countries around the world that, in turn, will advance the principles of environmental protection, sustainable development, and intergenerational equity through the institutions responsible for delivering environmental justice.

In recognition of the above, this Motion calls on IUCN to implement an expansive framework for creating ECTs that can be useful in different legal cultures and political situations in order to assist States in establishing their own ECTs.

An integral part of this framework includes recommendations for a broad range of enforcement tools and remedies that allow ECTs to individually tailor enforcement to maximise real environmental justice. In order to promote transparency, inclusiveness, and accountability, States should be urged to provide their ECTs with sufficient authority to improve access to environmental justice.

### Parraïns

- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )

- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- Harold L. Lyon Arboretum, of the University of Hawaii ( United States of America )
- Hawai'i Conservation Alliance ( United States of America )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Kua`aina Ulu `Auamo ( United States of America )
- Sierra Club ( United States of America )
- Tropical Resources Institute (Yale School of Forestry and Environmental Studies) ( United States of America )

## **086 - Soutenir l'application de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles et l'Agenda africain 2063**

RAPPELANT la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (ci-après dénommée la Convention) adoptée à Alger en 1968 par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et amendée à Maputo en 2003 par le Sommet de l'Union africaine (UA) qui appelait à « la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune en se fondant sur des principes scientifiques » et cherchait à intégrer la conservation et les stratégies de gestion durable des terres et de l'environnement dans les plans et politiques de développement économique et social ;

NOTANT que la biodiversité est une caractéristique déterminante de l'histoire, de la culture, de l'économie et de l'organisation sociale de l'Afrique et que l'UICN recherche des solutions basées sur la nature ;

RAPPELANT l'appui technique accordé par l'UICN à la Convention en 2004, qui a été assumé par les Directeurs régionaux de l'UICN en Afrique ;

RECONNAISSANT que, dans les conditions africaines, la conservation des espèces, des écosystèmes et des gènes (variabilité, diversité et intégrité) n'est pas seulement une tâche de conservation mais aussi de sécurité alimentaire, d'amélioration des moyens d'existence, de réduction de la pauvreté et un impératif social et politique ;

PRÉOCCUPÉ par les pressions que la forte dépendance de l'Afrique sur les exportations de matières premières exerce sur l'environnement, la résilience climatique et les moyens d'existence tandis qu'environ « la moitié des écorégions terrestres africaines a perdu plus de 50 pour cent de sa superficie en raison des cultures, de la dégradation ou de l'urbanisation » (*L'Avenir de l'environnement en Afrique 2*, PNUE, 2006) ;

RECONNAISSANT le but premier de l'Agenda africain 2063 adopté au Sommet de l'UA, à Addis-Abeba, en janvier 2015, à savoir construire une Afrique prospère et pacifique fondée sur une croissance inclusive et le développement durable, qui nécessite, entre autres, la réduction de l'appauvrissement de la biodiversité, le respect des droits des communautés locales, la garantie d'un partage équitable des avantages issus des ressources génétiques et la gestion efficace des aires protégées terrestres et marines ; et

RAPPELANT que l'Éthiopie, où se trouve la Commission de l'Union africaine (CUA) est un membre fondateur de l'UICN ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. ENCOURAGE les Parties à la Convention à mettre en œuvre la Convention :

- a. en encourageant les futurs signataires à ratifier la Convention ;
- b. en créant un Secrétariat et en lui fournissant des ressources ; et
- c. en habilitant le personnel du Secrétariat à travailler dans un environnement diplomatique, transfrontière.

2. DEMANDE à la Directrice générale, avec l'appui des Commissions et des Membres :

- a. d'élaborer un accord de partenariat exhaustif et des relations de travail avec la Commission de l'Union africaine pour appliquer la présente motion ;
- b. de fournir un appui technique pour appliquer l'Agenda africain 2063 relatif à la conservation de la biodiversité, à l'utilisation durable et au partage équitable des avantages, à la construction d'économies résilientes aux risques climatiques, ainsi que les sections pertinentes des Objectifs de développement durable des Nations Unies ;
- c. d'établir un mécanisme institutionnel approprié à Addis-Abeba, Éthiopie, pour faciliter l'application de cette motion ; et
- d. de renforcer les relations de travail entre les bureaux régionaux de l'UICN et les organes de l'UA et des communautés économiques régionales dans leurs régions respectives.

### **Explanatory Memorandum**

#### **Explanatory Memorandum 1**

The use of pesticides and poisons for poaching of mammals is increasing, because it is silent, equipment requirements are minimal and poisons are easily obtained. Conservationists across the SADC region confirm an upsurge of wildlife poisoning by commercial poachers and Zimbabwe's elephant poisoning with cyanide is an example. Vultures of all species, many of them IUCN listed, are being decimated because poachers are poisoning carcasses to kill vultures to prevent them indicating their presence and allow more time to escape. The rationale for this motion is to enhance collaborative enforcement capacity.

A hindrance and obstacle to ratification is that an insufficient number of African States have signed this Convention, and this obstructs and obfuscates the primary initial intention. We are calling on IUCN to encourage and support African State members to become signatories and ratify this Convention; and to provide the support required to enact it.

#### **Parrains**

- African Wildlife Foundation - Kenya HQ ( Kenya )
- BirdLife Botswana ( Botswana )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- BirdLife South Africa ( South Africa )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- Game Rangers Association of Africa ( South Africa )
- Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee ( South Africa )
- National Association of Conservancies of South Africa ( South Africa )
- Nature Kenya - The East Africa Natural History Society ( Kenya )
- Nature Uganda ( Uganda )
- ResourceAfrica South Africa ( South Africa )
- Southern African Wildlife College ( South Africa )
- Wilderness Foundation ( South Africa )
- World Wide Fund for Nature - International ( Switzerland )

## **087 - Saisine de la Cour internationale de Justice concernant les intérêts, du point de vue juridique, des générations futures en matière de développement durable**

CONSCIENT que les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et l'Accord de Paris de 2015 adopté en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques nécessitent une mise en œuvre énergétique ;

AFFLIGÉ à l'idée que, si elle n'est pas stoppée, la dégradation de l'environnement à l'échelle mondiale, qui se manifeste notamment par la crise du climat et la disparition désastreuse d'espèces animales et végétales, empêchera les générations futures de bénéficier du développement durable ;

SALUANT les efforts déployés en faveur du développement durable aux niveaux national et international et l'exemple actuellement donné par les Membres de l'UICN et le Programme pour le droit de l'environnement de l'UICN dans la réalisation des ODD ;

PRÉOCCUPÉ à l'idée que, faute d'un rappel officiel des principes du droit qui régissent les intérêts des générations futures, la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris soit entravée ;

SACHANT que l'article 96 de la Charte des Nations Unies autorise l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à demander à la Cour internationale de Justice (CIJ) un avis consultatif sur toute question juridique, et que de précédents avis consultatifs de la CIJ rendus au titre de l'article 65 du Statut de la CIJ ont permis d'apporter des précisions sur des règles du droit international, de faire progresser la coopération internationale et de protéger l'environnement, à l'image de l'avis consultatif rendu par la CIJ en 1996 sur la « Licéité de l'utilisation des armes nucléaires » en réponse à la résolution 49/75K de l'Assemblée générale des Nations Unies, lequel avait initialement été demandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ;

CONSIDÉRANT qu'un avis consultatif de la CIJ définissant les responsabilités qui nous incombent vis-à-vis des générations futures améliorera les possibilités de mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris ; et

CONVAINCU que le Congrès mondial de la nature de l'UICN devrait prendre l'initiative, à l'image de l'OMS par le passé, de proposer à l'AGNU de demander un avis consultatif à la CIJ sur la question suivante : « Au titre du droit international, quelles sont les obligations des États en ce qui concerne la préservation de l'environnement de la planète dans l'intérêt des générations présentes et futures ? » ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE l'AGNU à demander un avis consultatif à la CIJ sur les devoirs des États en ce qui concerne les intérêts des générations futures dans la réalisation des ODD et de l'Accord de Paris.
2. DEMANDE à la Directrice générale de transmettre cet appel à l'AGNU par le biais de la Mission permanente d'observation de l'UICN auprès de l'Organisation des Nations Unies.
3. DEMANDE EN OUTRE à la Commission mondiale du droit de l'environnement d'apporter son expertise juridique afin d'informer les Membres de l'UICN sur le rôle de la CIJ dans l'explicitation de règles du droit international.

### **Explanatory Memorandum**

The UNGA's adoption of the Sustainable Development Goals in the post-2015 socio-economic development agenda, as well as the signing of the Paris Agreement, are singularly important acts. These achievements in diplomacy can be given greater emphasis and support if States take into account the interests of future generations. The UN World Commission on Environment & Development, in its report 'Our Common Future' (1987), stated "Sustainable development is development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs." Many declarations and international agreements cite "future generations" (See draft Report of Secretary-General for Item 19 of the provisional agenda, 68th Session, 5 August 2013). However, use of the concept is inconsistent, and the international community would benefit from a clarification of its meaning in international law. Knowing what should be observed in meeting the needs of future generations will strengthen SDG implementation. The IUCN World Commission on Environmental Law proposes to IUCN State Members to include a new item on the agenda of the 71st UNGA Session, to refer this question to the International Court of Justice (ICJ) to be addressed in an Advisory Opinion.

There is extensive evidence of the UN's continual acknowledgement of the need to protect the global climate for the benefit of present and future generations of humankind, articulated in UN Resolutions 43/53 of 6 December 1988, 54/222 of 22 December 1999, 62/86 of 10 December 2007, 63/32 of 26 November 2008, 64/73 of 7 December 2009, 65/159 of 20 December 2010, 66/200 of 22 December 2011, 67/210 of 21 December 2012, 68/212 of 20 December 2013, and 69/15 of 14 November 2014, among others. IUCN has also advocated for the needs of future generations in respect to sustainable development, represented in such mediums as 'Sustainable Management of Protected Areas for Future Generations', a book published October 2006; the 2015 IUCN Regional Conservation Forum in Panama, at which the topic of conversation was 'environmental future and human welfare'; and participation in the International Ministerial Conference on Climate Change for the Central European Initiative (CEI) in the lead-up to UNFCCC COP 21, at which the relevance of current climate issues to future generations was discussed.

Seeking the legal guidance of the ICJ is most appropriate for further examining the interests of future generations under international law. The court has a time limit of 1,000 days to come to conclusions about a legal question, which ensures expedient debate. There is also ample opportunity for all States that are affected by the question to submit Memorials, which creates a controlled forum through which a productive debate can be had based on the best available scientific evidence. This large amount of input from States could also motivate citizens of all generations to organise and advocate for their voices to be heard on this issue.

### **Parraïns**

- Asia-Pacific Centre for Environmental Law ( Singapore )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- Environmental Law Program at the William S. Richardson School of Law ( United States of America )
- International Council of Environmental Law ( Germany )

## 088 - Système de catégories autochtones

RECONNAISSANT que les peuples autochtones ont énormément contribué à la gestion et à la conservation des ressources naturelles et sont parvenus à préserver de vastes étendues forestières, des sources d'eau et des espèces endémiques sachant que ces espaces font partie intégrante de leurs territoires et de leurs stratégies de subsistance, et que les forêts représentent les espaces naturels les plus importants de la région et que leur conservation et leur gestion revêtent un caractère essentiel, aussi bien en ce qui concerne les stratégies de développement des peuples autochtones que pour relever les défis liés au modèle de développement actuel, au changement climatique et à d'autres incidences auxquelles la planète se heurte ; et

SACHANT qu'il a été démontré que les peuples autochtones entretiennent des relations étroites de respect et d'équilibre avec la nature qui englobent leurs territoires et les ressources naturelles qu'ils renferment, notamment les forêts, et que les peuples autochtones, dans le cadre des efforts de gestion et de conservation qu'ils déploient, utilisent leurs propres indicateurs (ou signaux) afin d'établir si leurs forêts ou les ressources naturelles en général connaissent des changements majeurs ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale d'envisager la création d'un groupe de travail composé de spécialistes chargé de donner suite à la mise en place d'un système de catégories autochtones qui fasse écho à la reconnaissance, au respect et à l'exercice des droits des peuples autochtones, notamment en ce qui concerne l'utilisation, la gestion et la conservation des ressources naturelles.

2. DEMANDE à la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) et à Commission mondiale des aires protégées (CMA) de réaliser une étude sur le thème de la gouvernance et du système de catégories élaboré par les peuples autochtones.

### **Parrains**

- Agencia para el Desarrollo de la Mosquitia ( Honduras )
- Asociación Ak'Tenamit ( Guatemala )
- Asociación de Reservas Naturales Privadas de Guatemala ( Guatemala )
- Centro para la Investigación y Planificación del Desarrollo Maya SOTZ'IL ( Guatemala )
- Fundación Laguna Lachuá ( Guatemala )
- Fundación para el Ecodesarrollo y la Conservación ( Guatemala )

## 089 - Droit de l'humanité à un environnement sain

CONVAINCU que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;

ESTIMANT que l'humanité et l'ensemble du monde vivant sont en péril écologique ;

CONSIDÉRANT que l'humanité est constituée par l'ensemble des générations passées, présentes et à venir, que leurs liens intergénérationnels sont des héritages, des constructions, des promesses ;

RAPPELANT que l'humanité fait partie intégrante du droit international public (crimes contre l'humanité, patrimoine commun de l'humanité, droit humanitaire) et du droit international de l'environnement (les déclarations et conventions environnementales se réfèrent souvent aux générations présentes et futures) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que « *l'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures (...)* » (Principe 1 de la Déclaration de Stockholm de 1972) ;

RAPPELANT ENFIN que « *la Terre, foyer de l'humanité, constitue un tout marqué par l'interdépendance* » (Préambule de la Déclaration de Rio de 1992) ;

CONVAINCU que les droits humains, les droits des peuples, les droits de l'humanité sont interdépendants ;

CONVAINCU ÉGALEMENT que les droits de l'humanité constituent une forme de garantie des autres droits et que le droit de l'humanité à un environnement sain et équilibré est indissociable des autres droits notamment des droits à la vie, à la dignité, à la liberté, à l'égalité, à la démocratie, à la paix et à la justice ; et

PERSUADÉ que le droit de l'humanité à l'environnement doit être démocratique, juste et pacifique ;

### **Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PROCLAME que l'humanité a droit à la conservation, à la protection et au rétablissement de la santé et de l'intégrité des écosystèmes.
2. AFFIRME que chaque génération humaine est garante des ressources de la Terre pour les générations futures et qu'elle a le devoir de faire en sorte que ce legs soit préservé et utilisé avec prudence pour prévenir des effets intergénérationnels graves ou irréversibles.
3. DÉCLARE que l'humanité a droit au respect, à la protection et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel hérité des générations passées, et qui doit être transmis par les générations présentes aux générations futures.
4. SOUTIENT que les générations futures ont droit à la non-discrimination environnementale.
5. INVITE les États et l'ensemble des acteurs de la société internationale à soutenir l'adoption de déclarations et de conventions internationales et régionales qui contribueront à la consécration du droit de l'humanité à l'environnement.
6. CHARGE en particulier la Commission du droit de l'environnement de l'UICN du suivi et du soutien de telles initiatives.

### **Parrrains**

- Association PAÏOLIVE ( France )
- Center for Environmental Legal Studies ( United States of America )
- Centre de Suivi Ecologique ( Senegal )
- Centre international de droit comparé de l'environnement ( France )
- Centro Mexicano de Derecho Ambiental ( Mexico )
- France Nature Environnement ( France )
- Fundación Ambiente y Recursos Naturales ( Argentina )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- International Council of Environmental Law ( Germany )
- Société Française pour le Droit de l'Environnement ( France )

## 090 - Élimination progressive des munitions au plomb au profit d'alternatives non toxiques

NOTANT que le plomb peut constituer un poison violent et chronique pour tous les vertébrés et provoquer une mortalité et une morbidité directes et indirectes ;

NOTANT EN OUTRE que l'ingestion de munitions au plomb directement depuis l'environnement ou à partir de proies provoque de grandes souffrances et une mortalité évitables qui affectent l'état de la population de certaines espèces (notamment les oiseaux sauvages, les rapaces et les charognards) ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que des preuves solides d'empoisonnement au plomb provoqué par des munitions ont été relevées dans au moins une vingtaine de pays, bien que l'on puisse s'attendre à ce que cette situation se produise partout où des munitions au plomb sont utilisées pour le tir ;

INQUIET de constater que les risques pour la santé humaine (notamment celle des enfants, des femmes enceintes et des personnes pratiquant la chasse de subsistance) liés à la consommation de gibier tué au moyen de munitions au plomb n'ont globalement pas été abordés ;

CONSTATANT que des alternatives non toxiques permettant de remplacer efficacement et pour un prix comparable la plupart des munitions au plomb, y compris les balles, sont aujourd'hui largement répandues et qu'il a été démontré qu'elles sont d'une efficacité comparable pour abattre du gibier à une distance de tir acceptable ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que des alternatives non toxiques permettant de remplacer la grenaille de plomb sont largement répandues, qu'elles sont exigées depuis plusieurs années pour tout ou partie des activités de tir dans certains pays, que cette mesure n'a pas nui au tir sportif, mais que pour opérer cette transition, il convient que les gouvernements collaborent étroitement avec les parties prenantes aussi bien pour que cette initiative aboutisse que pour réduire au minimum son incidence sur les activités des chasseurs ;

RAPPELANT de précédents engagements pris par les Parties à de multiples accords multilatéraux sur l'environnement (AME) visant à remplacer les munitions au plomb par des alternatives non toxiques, notamment la Résolution 11.15

*Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs* adoptée à la 11<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices du PNUE (PNUE/CMS COP11 – Quito, 2014), qui recommandait l'élimination progressive de l'utilisation des munitions au plomb dans tous les habitats et l'adoption d'alternatives non toxiques avant 2017 ; et

CONSCIENT que le Comité international olympique exige actuellement que des munitions au plomb soient utilisées pour le tir à la cible, encourageant ainsi leur utilisation dans les clubs de tir du monde entier, ce qui provoque une pollution de l'environnement et incite à utiliser de la grenaille de plomb pour abattre du gibier ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de :

a. promouvoir et soutenir la mise en œuvre de la Résolution PNUE/CMS 11.15 et de ses lignes directrices portant spécifiquement sur les recommandations visant à prévenir les risques d'empoisonnement liés à des munitions au plomb ; et

b. encourager le Comité international olympique à exiger l'utilisation de munitions non toxiques dans toutes les épreuves de tir olympique d'ici à 2020.

2. APPELLE les gouvernements à :

a. garantir au plus vite le remplacement des munitions au plomb par des alternatives efficaces et non toxiques, dans le respect des délais convenus au niveau international ; et

b. encourager la mise en œuvre de la Résolution PNUE/CMS 11.15 et de ses lignes directrices relatives aux munitions au plomb, et à encourager et collaborer, selon qu'il conviendra, avec le Groupe de travail PNUE/CMS sur la prévention de l'empoisonnement.

3. ENCOURAGE les Membres de l'UICN à :

a. opérer la transition en faveur de l'utilisation de munitions non toxiques dans leurs propres activités à base de munitions, par exemple dans le cadre de la gestion des espèces sauvages et des animaux nuisibles ;

b. collaborer avec l'industrie et d'autres parties prenantes et groupes d'intérêt pour élaborer des plans d'action et de communication en vue du remplacement progressif des munitions au plomb par des alternatives non toxiques ; et

c. collaborer avec des parties prenantes pour favoriser la mise au point de solutions de remplacement aux balles en plomb encore difficiles à trouver pour certains calibres.

### Parrains

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Aves y Conservación ( Ecuador )
- BirdLife International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- Royal Society for the Protection of Birds ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Audubon de Panamá ( Panama )
- Wildfowl & Wetlands Trust ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )



## 091 - Conservation du patrimoine géologique ex situ

CONSCIENT de l'intérêt et de l'engagement croissants des États, des organisations non gouvernementales et des communautés à agir pour préserver, valoriser, étudier et utiliser de façon durable la géodiversité et le patrimoine géologique ;

RAPPELANT que le patrimoine géologique *ex situ* est une partie intégrante et inséparable du patrimoine naturel, dont les valeurs scientifiques, éducationnelles, culturelles et esthétiques doivent être préservées et transmises aux générations futures ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que les périodes, évènements et processus importants de l'histoire géologique de la terre, qui sont cruciaux pour comprendre l'évolution du climat et de la vie sur notre planète, sont fréquemment gravés dans l'héritage géologique *ex situ* ;

CONSTATANT l'impact de plus en plus profond du développement économique et du commerce international, qui sont souvent non durables et non conformes aux réglementations nationales et/ou internationales, sur le patrimoine géologique mondial *ex situ* ;

CONSTATANT ÉGALEMENT que ce développement et ce commerce sous-estiment, voire ignorent, la valeur scientifique et pédagogique de l'héritage géologique *ex situ* ;

CONSCIENT que la majeure partie du patrimoine géologique n'est pas intégré dans des aires naturelles protégées, et que le patrimoine géologique *ex situ* est souvent exposé au pillage et à la destruction ;

RECONNAISSANT que la conservation et la gestion de l'héritage géologique *ex situ* exige que tous les gouvernements et organisations intègrent la géoconservation dans leurs objectifs et leurs plans d'action ;

RAPPELANT que les Résolutions 4.040 *Conservation de la géodiversité et du patrimoine géologique* (Barcelone, 2008) et 5.048 *Valoriser et conserver le patrimoine géologique par le biais du Programme de l'UICN 2013-2016* (Jeju, 2012) encouragent la conservation et une gestion éclairée de la géodiversité et du patrimoine géologique ;

GARDANT À L'ESPRIT que des informations scientifiques cruciales sur l'évolution climatique, la vie et les êtres humains sur terre, risquent d'être perdues à tout jamais si ce type de patrimoine naturel n'est pas pris en compte dans la planification et les politiques de développement, ainsi que dans les réglementations internationales ; et

CONSCIENT de la nécessité de promouvoir une conservation et une gestion appropriées du patrimoine géologique mondial *ex situ*, en particulier des fossiles, météorites et pierres présentant un intérêt qui le représentent ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

PRIE les Commissions, en particulier la Commission mondiale du droit de l'environnement (WCEL) et la Commission mondiale des aires protégées (WCPA), de :

- a. promouvoir et soutenir les initiatives nationales et internationales orientées vers une conservation et une utilisation durable du patrimoine géologique *ex situ*, y compris sa gestion appropriée dans les aires protégées ;
- b. préparer des lignes directrices relatives à la protection, à la conservation et à la gestion du patrimoine géologique *ex situ*, et de promouvoir ces lignes directrices de l'UICN au niveau international ; et
- c. promouvoir et soutenir, en collaboration avec les acteurs internationaux (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture – UNESCO, Union internationale des sciences géologiques – IUGS), le débat sur la conservation et la gestion du patrimoine géologique *ex situ*, conformément aux réglementations nationales et internationales de son commerce.

### Explanatory Memorandum

This Motion follows previous steps recently taken within IUCN in the consideration of geodiversity as part of natural diversity, geoheritage as part of natural heritage, and geoconservation as part of nature conservation. Resolution 4.040 (Barcelona, 2008) opened the door to talk about these issues within IUCN, and specifically towards the following Congress (Jeju, 2012), when Resolution 5.048 was approved to incorporate these concepts within the IUCN Programme for 2013–2016. There have been important achievements during this period related to natural World Heritage, the establishment of the Geoheritage Specialist Group within WCPA, the UNESCO adoption of Global Geoparks (considering moveable geoheritage in its Operational Guidelines), the inclusion of a specific chapter on geoconservation in the protected area governance e-book, etc. This motion addresses the need to properly consider moveable geoheritage, i.e., geological heritage which has been removed from its original outcrop, such as fossils, meteorites or mineral specimens. It is the first time that such proposal has been made to IUCN or any other international conservation organisation. Whereas some countries strictly control their export and commerce of moveable geoheritage, many others do not. Hence, there is a need for international agreements and cooperation in this sense, in order to avoid illegal activities (plundering and destruction of sites and specimens).

The experience of IUCN with endangered species (CITES) or migratory species (CMS), together with the know-how and expertise already developed within Commissions (WCPA, WCEL) and specific IUCN NGO members (such as ProGEO or SGE), should help with the development of the Motion and with the identification of steps to proceed towards future international protocols. The recent recommendation of UNESCO (adopted 17th of November, 2015) concerning the protection and promotion of museums and collections, their diversity and their role in society, also calls for the protection and promotion of natural diversity, and calls for adherence "to the principles of the international instruments for the fight against illicit trafficking". This Motion should be a step forward within IUCN in a similar direction.

The Motion attempts to promote activities (meetings, discussions, agreements) amongst stakeholders (local, national and international) towards better management and conservation of moveable geoheritage. As the preamble of the Motion states, moveable geoheritage records important events, processes and periods of the geological history of the Earth that are crucial towards understanding the evolution of climate and life on our planet, and possess scientific, educational, cultural and aesthetic values that must be preserved and transmitted to future generations. As non-renewable elements, there is no possible recovery plan, and their loss is forever. Of course, part of the education and public outreach required and to be promoted in this regard will be to make clear that not all fossils and minerals need to be protected, but only those identified as geoheritage to be preserved for their aforementioned values.

## **Parrains**

- Aula del Mar - Malaga Asociación para la Conservación del Medio Marino ( Spain )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )
- Departament de Territori i Sostenibilitat, Generalitat de Catalunya ( Spain )
- Ministerio de Agricultura, Alimentación y Medio Ambiente ( Spain )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Española para la Defensa del Patrimonio Geológico y Minero ( Spain )
- Sociedad Geológica de España ( Spain )
- The European Association for the Conservation of the Geological Heritage ( Sweden )

## **092 - Éducation à l'environnement et création d'espaces naturels dans les établissements scolaires aux fins d'un développement sain des enfants et d'un plus grand lien avec la nature**

SOULIGNANT que pour conserver notre environnement naturel, il est indispensable de connaître ce qu'il importe de protéger, en tenant compte du fait que l'homme est fortement tributaire de la nature qui l'entoure et qu'il est indissociablement lié à son évolution et à son fonctionnement ;

CONSCIENT que les mutations sociales dans le sens du développement durable nécessitent des processus plus complexes que la simple fourniture d'informations et de connaissances ;

SACHANT que de nombreuses études scientifiques ont démontré que le fait de grandir au contact de la nature apporte d'innombrables bienfaits indispensables à un bien-être physique et mental optimal, notamment dans le cadre du développement des jeunes enfants, stimulant les sens, augmentant les capacités d'observation, de réflexion et d'analyse, et réduisant les risques de surpoids chez l'enfant, certaines maladies pulmonaires et d'autres pathologies touchant plus particulièrement les enfants ;

SACHANT EN OUTRE que le lien émotionnel que les enfants entretiennent avec l'environnement naturel favorise le respect et la sensibilisation à la nature, ce qui a un effet positif sur la conservation et offre la possibilité de développer une conscience écologique ;

CONSTATANT que dans de nombreux pays, la croissance urbaine semble inexorable et que les établissements scolaires en milieu urbain consistent principalement en des bâtiments dotés de cours et d'installations sportives en béton ;

NOTANT que les cours de récréation, destinées à permettre aux enfants de libérer l'énergie accumulée en classe, devraient être des espaces ouverts où les élèves poursuivraient leur apprentissage grâce à l'échange et à l'expérimentation et devraient donc être équipées à cet effet ;

ESTIMANT que l'éducation à l'environnement constitue l'une des piliers de la conservation de la nature et devrait représenter un courant de pensée et d'action au niveau international, de sorte que les générations à venir comprennent et prennent en charge la gestion durable des ressources naturelles ;

CONSTATANT que bien que la plupart des systèmes d'enseignement nationaux comprennent une matière transversale traitant des concepts de l'éducation à l'environnement, les faits montrent que dans la réalité, elle n'est pas enseignée, et qu'il convient de mettre en place un projet éducatif fondamental et obligatoire, un programme solide et efficace qui prévienne, entre autres, la découverte de l'environnement naturel le plus proche ; et

RAPPELANT la Résolution 5.101 *Le droit des enfants à être en contact avec la nature et à un environnement sain* (Jeju, 2012) et la Résolution 3.025 *Éducation et communication dans le Programme de l'UICN* (Bangkok, 2004) ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. DEMANDE à la Directrice générale et à la Commission de l'éducation et de la communication de prier les États membres de tout mettre en œuvre pour rendre l'environnement quotidien des enfants le plus naturel possible, notamment au sein des établissements scolaires, dans le but de favoriser un rétablissement du lien avec la nature, en particulier en milieu urbain, de sorte que les enfants grandissent au contact de la nature et aient conscience des bienfaits de la nature et de la conservation dans le cadre de leur épanouissement personnel.

2. PRIE INSTAMMENT les États Membres de l'UICN de :

a. reconnaître la valeur éducative du milieu naturel et les possibilités qu'offre la nature en tant qu'environnement pédagogique de premier plan ;

b. reconnaître l'importance pour les enfants d'entretenir un lien avec la nature en dotant les établissements d'enseignement des outils nécessaires pour comprendre dans leur enceinte des éléments naturels qui permettent et favorisent leur interaction avec le milieu naturel ;

c. promouvoir l'élaboration de programmes scolaires les plus proches possibles de milieux naturels ;

d. restaurer et créer des espaces naturels sous forme de lieux indispensables au jeu et à l'apprentissage des enfants et à la conservation de la nature ;

e. dans le cadre des systèmes d'enseignement, faire de l'éducation à l'environnement une matière non transversale qui offre la possibilité d'entrer en contact avec des milieux naturels, des espèces et des espaces faisant partie de l'environnement des enfants et d'étudier les principales menaces qui pèsent sur la biodiversité ainsi que les solutions possibles pour y remédier ; et

f. adopter des systèmes de formation des enseignants permettant d'accroître les capacités des établissements scolaires et de favoriser l'enseignement des valeurs écologiques, de façon à encourager la croissance et à ratifier le droit des enfants à grandir dans un environnement sain.

3. ENCOURAGE tous les Membres de l'UICN à :

a. collaborer de manière active de sorte que l'éducation à l'environnement occupe une place de premier plan dans l'éducation des enfants ;

b. doter les établissements d'enseignement de mécanismes permettant d'élaborer des lignes directrices et des axes de travail visant à faire de la connaissance de la nature un objectif pédagogique ; et

c. exiger que les professeurs chargés de l'éducation à l'environnement jouissent d'une formation et de moyens spécifiques leur permettant de dispenser leur enseignement sans entrave du fait d'une privation de droits ou d'un chevauchement avec d'autres obligations professionnelles découlant d'une incompatibilité ou d'un cumul excessif de fonctions.

### **Parraïns**

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Aves y Conservación ( Ecuador )
- Consejería de Medio Ambiente y Ordenación del Territorio, Junta de Andalucía ( Spain )

- Fundación para la Protección del Mar ( Panama )
- Grupo Jaragua ( Dominican Republic )
- SEO/BirdLife, Sociedad Española de Ornitología ( Spain )
- Sociedad Audubon de Panama ( Panama )

## 093 - Connecter les populations avec la nature partout dans le monde

PRÉOCCUPÉ de constater que l'ampleur des menaces dépasse largement le niveau actuel d'action visant à prévenir la perte de biodiversité ;

CONSCIENT qu'il convient d'adopter de nouvelles stratégies pour élargir le soutien sociétal à la conservation, mobiliser des fonds pour mener des actions en faveur de la réalisation du Programme de l'UICN 2017-2020, atteindre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

NOTANT que la pertinence des aires protégées dépend du soutien public qu'accordent les habitants des pays à qui incombent leur protection et leur gestion, et que cette pertinence peut être encouragée par des connections régulières avec les habitants grâce à des visites, et à des activités de communication et de sensibilisation ;

RECONNAISSANT que des expériences mémorables avec la nature, en particulier à un jeune âge, font naître des passions pour le monde naturel qui se traduiront par un soutien indéfectible à sa conservation ;

SACHANT qu'il est partout possible de profiter de la nature et d'en expérimenter les bienfaits, dans les villes comme dans les parcs nationaux ;

SACHANT ÉGALEMENT que la technologie est un outil puissant pour engager les êtres humains, surtout les jeunes, à apprendre à connaître la nature et à dialoguer avec elle, et pour partager leurs expériences ;

ACCUEILLANT AVEC SATISFACTION la Vision de la « Promesse de Sydney » et les recommandations qui s'y rapportent, ainsi que tout l'éventail de solutions et d'engagements exaltants issus du VI<sup>e</sup> Congrès mondial des parcs (Sydney, 2014) ;

RAPPELANT que le Courant 8 (Inspirer une nouvelle génération) du Congrès est un point de départ prometteur pour trouver des solutions novatrices et obtenir des promesses d'engagement à agir afin de sensibiliser et connecter les jeunes et d'autres groupes de population avec la nature ;

RAPPELANT ÉGALEMENT les Résolutions 4.105 *Communication, éducation et sensibilisation du public (CESP) à la conservation* (Barcelone, 2008), 5.008 *Accroître la participation des jeunes et le partenariat intergénérationnel au sein de l'Union et par son intermédiaire*, 5.039 *Parcs sains – populations saines*, and 5.045 *Accroître la sensibilisation aux avantages et à l'utilité des aires protégées* (Jeju 2012) et la nécessité d'agir plus rapidement en faveur de l'engagement de la jeunesse et de la connexion des êtres humains avec la nature ;

NOTANT la Décision XII/2C *Communication, éducation et sensibilisation du public et Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique* de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ; et

NOTANT ÉGALEMENT le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 de la CDB et les Objectifs d'Aichi 1 et 11 pour la biodiversité ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE la Directrice générale de travailler en collaboration étroite avec toutes les Commissions, en particulier la Commission de l'éducation et de la communication (CEC) et la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), avec les Membres et les partenaires pour mettre en œuvre les recommandations de la « Promesse de Sydney » visant à inspirer une nouvelle génération, ainsi que les Résolutions 4.105, 5.008, 5.039 et 5.045 du Congrès mondial de la nature en lançant, soutenant et établissant un ordre de priorité pour la collecte de fonds et l'établissement de partenariats pour une composante du programme, #NatureForAll, dans le Programme de l'UICN 2017-2020 visant à :

a. sensibiliser, motiver et multiplier les occasions pour les êtres humains, surtout les jeunes, de tous les secteurs, d'apprendre à connaître la nature et de se connecter avec elle ;

b. élaborer et lancer une campagne mondiale pour connecter les êtres humains avec la nature ;

c. partager des connaissances, des cadres et autres outils pour reproduire et élargir les domaines de programme couronnés de succès et accélérer le plaidoyer en faveur de la conservation de la nature ;

d. mener des études pour s'assurer que les domaines de programme sont bien ciblés, efficaces et tiennent compte des nouvelles menaces comme des possibilités ;

e. garantir la pertinence future des aires protégées ;

f. établir une coalition, en mettant en lumière les nouveaux partenaires et les partenaires non traditionnels pour soutenir #NatureForAll; et

g. faire participer activement les jeunes à sa conception et à sa mise en œuvre.

2. PRIE la Directrice générale de lancer une campagne mondiale visant à connecter les êtres humains, surtout les jeunes avec les aires sauvages et protégées en mettant en lumière tout l'éventail d'avantages sociaux, économiques et écologiques qu'elles représentent pour les habitants de leurs pays respectifs.

3. PRIE tous les services de l'UICN de soutenir les gouvernements et autres parties prenantes concernant la mise en œuvre de la Décision XII/2C de la CDB.

4. DEMANDE aux gouvernements de prendre d'autres mesures et de coordonner la mise en œuvre de la Décision XII/2C.

### Parrrains

- Canadian Museum of Nature ( Canada )
- Canadian Wildlife Federation ( Canada )
- Conservation Council for Hawai'i ( United States of America )
- Department of Conservation ( New Zealand )
- EUROPARC Federation ( Germany )
- Fondo para la Biodiversidad CONABIO ( Mexico )
- Korea National Park Service ( Korea (Republic of) )
- NatureServe ( United States of America )
- NSW Office of Environment and Heritage ( Australia )
- Parks Canada Agency - Agence Parcs Canada ( Canada )

- Parks Victoria ( Australia )
- PCI-Media Impact, Inc ( United States of America )
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales ( Mexico )
- The WILD Foundation ( United States of America )
- US Department of Agriculture - Forest Service ( United States of America )
- US Department of the Interior, National Park Service ( United States of America )

## 094 - Augmenter les ressources pour la recherche sur la conservation de la diversité biologique

CONSIDÉRANT les Objectifs de développement durable (ODD) et les Objectifs stratégiques de la Convention sur la diversité biologique, nous demandons la mise en place de politiques publiques, de toute urgence, pour permettre la recherche scientifique sur la conservation de la diversité biologique et des ressources naturelles ;

CONSIDÉRANT EN OUTRE, dans le contexte des ODD, compte tenu du rôle des connaissances scientifiques sur la diversité biologique et des actions de conservation qui en découlent, que les travaux de recherche susmentionnés contribueront à garantir la pérennité de l'environnement (ODD 15) et à intégrer des principes de durabilité dans les politiques publiques et dans des programmes qui mettent un terme à l'appauvrissement des ressources naturelles et contribuent, à long terme, à réduire la proportion de personnes n'ayant pas d'accès durable à l'eau propre et à un assainissement de base (ODD 6) ;

CONSIDÉRANT AUSSI que, pour réaliser les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, il est impératif de produire et publier des informations scientifiques précises pour fournir des orientations en matière de planification efficace et de gestion des aires protégées, y compris une gestion équilibrée des divers réseaux d'aires protégées écologiquement représentatifs et connectés (Objectif 11), la prévention des extinctions d'espèces menacées et le rétablissement de ces espèces – en particulier celles dont le déclin est reconnu (Objectif 12) ainsi que l'élaboration et l'application de technologies associées à la conservation de la diversité biologique (Objectif 19) ;

OBSERVANT que les priorités actuelles sont clairement l'éducation, la santé et le sport ; que cette tendance est vérifiable dans les investissements obligatoires annuels des gouvernements nationaux et infranationaux ; et qu'au Brésil, entre 2003 et 2014, le Ministère de l'environnement arrivait au 20<sup>e</sup> rang des 32 Ministères avec 0,5% du budget national total, alors que l'aménagement du territoire, la santé, l'éducation, le bien-être et la défense absorbent 70% du budget total, à l'exclusion d'investissements spécifiques pour la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques ; et

CONSIDÉRANT que des mesures d'incitation pourraient être prises selon le modèle relatif à l'éducation, à la santé et au sport, en tant qu'investissements obligatoires annuels à différents paliers de gouvernement ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. PRIE INSTAMMENT les gouvernements nationaux d'établir des politiques publiques et des mesures d'incitation favorisant et stimulant la recherche scientifique sur la diversité biologique et la conservation des ressources naturelles.
2. DEMANDE aux gouvernements de tenir compte des résultats de la recherche comme orientations pour les stratégies relatives à la protection et à la conservation des sites naturels, y compris pour la création de nouvelles aires protégées, les plans de gestion et l'élaboration de plans d'action pour les espèces menacées, ainsi qu'une mise à jour constante de la liste officielle des espèces menacées.

### Explanatory Memorandum

Since 1991 Boticário Group Foundation has maintained the Support to Projects Action through a biannual call for proposals focusing on research and protection of nature. Since then 1,457 projects have been supported from 488 different institutions in 487 protected areas that resulted in the protection of 240 threatened species and helped in the discovery of 127 new species. The total amount donated directly to those organisations is more than USD 16 million. The Boticário Group Foundation undertakes to maintain support for projects in future years – seeking to increase the budget – and to support the Brazilian Government in their official programmes towards reaching the Aichi Biodiversity Targets and the Sustainable Development Goals.

### Parraïns

- Asociación Guyra Paraguay Conservación de Aves ( Paraguay )
- Fundação Museu do Homem Americano ( Brazil )
- Fundação o Boticário de Proteção à Natureza ( Brazil )
- Instituto Çarakura ( Brazil )
- Instituto Conservation International do Brasil ( Brazil )
- Instituto O Direito por um Planeta Verde ( Brazil )
- WCS Associação Conservação da Vida Silvestre ( Brazil )
- World Wide Fund for Nature - Brasil ( Brazil )

## **095 - Élaboration d'une politique de l'UICN sur la conservation de la biodiversité et la biologie de synthèse**

CONSCIENT que le domaine de la biologie de synthèse connaît un développement extrêmement rapide, en faible corrélation avec le domaine de la conservation, et a d'importantes répercussions sur de nombreux aspects de la conservation de la biodiversité et de la nature ;

NOTANT que certains aspects de la biologie de synthèse pourraient présenter un intérêt pour la conservation de la diversité biologique et que d'autres, à l'inverse, pourraient comporter des risques ;

SACHANT que plusieurs réunions se sont récemment tenues entre des écologistes et des experts en biologie de synthèse en vue d'étudier ces synergies et conflits potentiels ;

SALUANT, entre autres, l'initiative des Commissions de l'UICN, lesquelles ont organisé un atelier sur ce thème en décembre 2015 à Bellagio, en Italie, avec l'appui de la Fondation Rockefeller ; et

INQUIET à l'idée que, faute d'éclaircissements et d'orientations sur la façon dont les communautés en charge de la conservation et de la biologie de synthèse pourraient collaborer de manière constructive, ces deux domaines continuent d'évoluer séparément, peut-être au détriment de la conservation de la biodiversité et de la nature ;

**Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1 au 10 septembre 2016 :**

1. APPELLE la Directrice générale et les Commissions à réaliser une évaluation, qui devra être achevée en 2020, en vue d'examiner les organismes issus de techniques de biologie de synthèse susceptibles d'avoir une incidence sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ainsi que différentes questions connexes d'ordre social, économique, culturel et éthique, et à formuler des recommandations sur la façon dont l'UICN, y compris ses Commissions et ses Membres, pourraient collaborer avec le secteur de la biologie de synthèse.

2. DEMANDE à la Directrice générale et aux Commissions de mobiliser l'appui et les ressources nécessaires pour réaliser cette évaluation.

3. APPELLE le Conseil, sur la base des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation, à élaborer une politique de l'UICN destinée à donner des orientations à la Directrice générale, aux Commissions et aux Membres quant à la conservation de la biodiversité et de la nature en lien avec la biologie de synthèse.

### **Parrains**

- A Rocha International ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- Bristol Clifton and West of England Zoological Society ( United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland )
- EcoHealth Alliance ( United States of America )
- Endangered Wildlife Trust ( South Africa )
- European Association of Zoos and Aquaria ( The Netherlands )
- PROVITA ( Venezuela (Bolivarian Republic of) )
- Singapore Zoological Gardens ( Singapore )
- Wildlife Conservation Society ( United States of America )
- Zoologische Gesellschaft für Arten- und Populationsschutz e.V. ( Germany )





UNION INTERNATIONALE POUR  
LA CONSERVATION DE LA NATURE

SIEGE MONDIAL  
Rue Mauverney 28  
1196 Gland, Suisse  
Tel +41 22 999 0000  
Fax +41 22 999 0002  
[www.iucn.org](http://www.iucn.org)